

# Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12385 - 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

MARDI 20 NOVEMBRE 1984

## Erreur sur l'homme

Avant de quitter Paris pour les États-Unis, M. Cheysson a déploré dimanche 18 novembre que le colonel Kadhafi « n'ait pas tenu parole » et a jugé ce fait « inquiétant ». L'étonnement du ministre des relations extérieures a de quoi surprendre : en quinze années, le dirigeant de Tripoli a eu en effet le temps de démontrer amplement quelle idée il se faisait de la diplomatie et comment il en usait. Disons pour résumer qu'il ne se considère pas d'une manière générale comme lié par sa signature.

Les seules promesses sérieuses qu'il ait faites le colonel ne figurent dans aucun traité. C'est dans son petit « livre vert » qu'on les trouve. L'une concerne la France, dont il est dit qu'elle doit être exclue du continent africain. Dans leur hâte de parvenir à une normalisation des rapports entre Tripoli et Paris, les dirigeants français ne l'avaient-ils pas un peu vite oublié ?

Ce manque de vigilance est d'autant plus surprenant que les mises en garde n'avaient pas manqué. Mais tout s'est passé, finalement, comme si on avait fait une grave erreur de jugement. À Paris, sur la personnalité du colonel Kadhafi, en multipliant les déclarations apaisantes, voire élogieuses, à son égard, M. Cheysson peut-être, M. Roland Dumas, sans doute — qui s'est toujours présenté comme le vrai architecte de l'accord du 16 septembre sur le retrait des contingents français et libyens du Tchad, — ne l'ont-ils pas encouragé à penser qu'en définitive le gouvernement français était demandeur tant il avait hâte de se dégager du Tchad ? Pourquoi, dans ces conditions, ne fermerait-il pas pudiquement les yeux sur quelques violations de l'accord ?

Bien plus : la vigilance française relevant pour Tripoli de la tracasserie de mauvais goût, le mieux est de faire comme si M. Mitterrand n'avait pas dit ce qu'il a dit. Radio-Tripoli vient sérieusement de proclamer que « le président français a démenti les allégations des médias impérialistes américains et occidentaux relatives au maintien de la présence militaire libyenne au Tchad ».

Mauvaise foi abyssale ? Manœuvre tortueuse ? Contrairement à ce que certains sont tentés de penser, la « kadhafologie » est une science sans mystère. L'interlocuteur de Paris agit à partir d'une vision simpliste du monde. Convaincu par la hâte de M. Mitterrand à quitter le Tchad que le rapport de forces s'était inversé en sa faveur, il en a tiré les conséquences.

Le colonel a fait preuve d'une égale candeur — aux antipodes du machiavélisme — dans la rocambolesque « affaire Bak-kouche » : il s'est laissé duper par des services secrets qui, de toute évidence, n'étaient ni exclusivement égyptiens ni animés de bonnes intentions à l'égard du président français. En les ridiculisant au moment où Paris tentait de négocier avec lui, ceux qui ont déjoué la tentative d'assassinat de l'ancien chef du gouvernement libyen savaient fort bien ce qu'ils faisaient. Ils montraient sous son vrai jour un homme sur lequel Paris s'était fait sans doute quelques illusions et cherchaient à le disqualifier encore un peu plus sur la scène internationale.

(Lire nos informations page 4.)

## Des unités françaises sont prêtes à retourner au Tchad

Paris aurait donné un délai de quelques jours au colonel Kadhafi pour achever le retrait de ses troupes

Quatre jours après la rencontre entre M. Mitterrand et le colonel Kadhafi en Crète, et la reconnaissance, le lendemain, par le chef de l'État, du maintien de soldats libyens sur le sol tchadien, le rebondissement de la crise tchadienne demeure plus que jamais à l'ordre du jour.

Y a-t-il eu, samedi soir et dimanche après-midi, à Paris, deux réunions de « cellules de crise » pour mettre au point la riposte française au non-respect, par Tripoli, de l'accord franco-libyen du 16 septembre ? Les informations en faisant état n'ont pas été confirmées, mais toujours est-il que M. Charles Hernu, ministre de la Défense, a quitté Paris dimanche après-midi en compagnie du général Jean-Louis Lacaze, chef d'état-major général des armées, pour N'Djamena, où il devait être reçu, ce lundi 19 novembre, par le président Hissène Habré. En outre, Paris a confirmé les informations en provenance de la capitale tchadienne, selon lesquelles deux légions stationnées en Centrafrique ont effectué, dimanche, « une mission aérienne de reconnaissance au-dessus du territoire de la République du Tchad ».

Il se confirme, pour l'instant, que M. François Mitterrand, en Crète, a accordé un délai de quelques jours au colonel Kadhafi pour retirer du Nord tchadien les derniers éléments libyens qui y sont stationnés. Interrogé à ce sujet, lundi matin, au micro d'Europe 1, M. Roland Dumas, porte-parole du gouvernement, a implicitement confirmé en répondant : « Le fermeté avec laquelle le président Mitterrand a parlé veut dire que Paris n'aurait pas accepté une telle violation de l'accord. Mais, quand il dit que ses troupes quitteront le Tchad, c'est qu'il est sûr qu'elles le feront ».

L'embarras des autorités françaises a été confirmé, si besoin en était, par les déclarations de M. Claude Cheysson, dimanche, à Roissy, avant son départ pour une visite de quarante-huit heures aux États-Unis. Huit jours après avoir annoncé la fin de l'application de l'accord de désengagement franco-libyen du 16 septembre, le ministre des relations extérieures a, en effet, reconnu que le colonel Kadhafi « n'a pas tenu parole ».

M. Cheysson n'en a pas moins estimé que la publicité faite autour de la présence, actuelle, de soldats libyens au Tchad « ne facilitera pas leur départ », et il s'est pris à ce qu'il a qualifié de « surprenante campagne de presse déclenchée cette semaine par les Américains à propos de la persistance de la présence libyenne au Tchad ».

« S'ils [les Libyens] reviennent, nous revenons », a également dit

M. Cheysson, paraphrasant une déclaration qu'il avait faite le 17 septembre, au lendemain de l'accord de Tripoli. Laissons ainsi entendre que Paris n'exclut pas le renvoi, au Tchad, d'un contingent militaire français, le ministre des relations extérieures a toutefois ajouté que l'« essentiel » de l'accord franco-libyen avait été appliqué.

JEAN-CLAUDE POMONTI  
(Lire la suite page 3.)

## Un coup manqué

par ANDRÉ LAURENS

et les moyens d'une politique africaine ? Quel type de relations doit-elle entretenir avec la Libye du colonel Kadhafi ?

A l'instar de ses prédécesseurs et, s'agissant du Tchad, avec peut-être plus de volontarisme, M. Mitterrand a répondu positivement à la première question. La gauche au pouvoir n'a pas tiré un trait sur une politique qui vise, à travers une série d'engagements bilatéraux, à maintenir l'influence française dans l'Afrique francophone et à préserver l'indépendance de jeunes États, souvent

instables dans leurs orientations et fragiles dans leurs frontières.

Cette politique, il faut en payer le prix : celui de la coopération dans divers domaines et de la solidarité en cas de menaces extérieures. La France s'est ainsi engagée militairement au Tchad pour s'opposer à une intervention libyenne dans ce pays. Elle l'a stoppée sur le terrain en assumant une opération coûteuse. Ce qui reste acquis, c'est que la Libye a été empêchée d'envahir le Tchad.

On mesure là, très concrètement, qu'une politique d'influence englobant des accords de défense implique la possession et l'usage de moyens militaires adaptés. Passé le cap de la dissuasion, toute pression militaire qui se prolonge coûte cher : sur le plan financier et sur le plan diplomatique, car pour autant qu'elle rassure les uns, elle entretient chez d'autres l'image d'une puissance interventionniste.

Aussi la diplomatie française a-t-elle cherché une solution négociée pour sortir d'un enlèvement prévisible.

(Lire la suite page 4.)

### AU JOUR LE JOUR

Ce qui complique les relations avec le colonel Kadhafi — comme avec tant d'autres, au demeurant — c'est, à l'évidence, l'art du mensonge. Il le pratique avec un brio et une assurance que n'ont ni les autres ni la succession de ses interlocuteurs.

Mais, quand il dit que ses troupes quitteront le Tchad,

### Art

et qu'elles restent, c'est de la dissimulation. Classique. Ce qui est très fort, en revanche, c'est quand il s'attribue les mérites d'un crime qu'il n'a pas eu lieu. Il en arrive alors à mentir sans savoir lui-même qu'il ment. Le comble du mensonge, c'est bien de s'abuser soi-même.

BRUNO FRAPPAT.

## Point de vue

## Nourrir les hommes

par FRANÇOIS GUILLAUME (\*)

Dans un éditorial récent du Monde intitulé « Le faim, notre honte », la FNSEA, dont personne n'ose plus contester le droit de parler au nom des paysans, a été présentée comme insensible à la détresse des populations appauvries du tiers-monde, parce qu'elle ne s'intéresse qu'à ses intérêts égoïstes de ses mandants (1).

Responsables de ce grand syndicat unitaire, le premier désormais en France par le nombre des hommes et des femmes qui y adhèrent, j'ai res-

senté cette critique non seulement comme une profonde injustice, mais aussi comme une erreur directe à l'égard du monde agricole dans un pays où l'on est prompt à jurer les apports au développement agricole dans les pays de la faim. Prétendre dissocier ces deux démarches, c'est faire preuve d'irréalisme. Minimiser la première sous prétexte de privilégier la seconde, c'est faire preuve d'hypocrisie et trouver un beau prétexte pour étouffer sa conscience.

Sans négliger la responsabilité collective des nantis que nous sommes, nous Européens, sans sous-estimer l'intérêt des campagnes publiques en faveur des secours aux déshérités de ce monde, campagnes dont le caractère spectaculaire et ponctuel n'est pas toujours un gage d'efficacité mais a au moins l'avantage de réveiller les consciences endormies, je voudrais rappeler nos positions permanentes afin qu'elles ne se résument pas, citation partielle d'un ancien président de la FNSEA à l'appui (2), au secret espoir de trouver, dans un avenir plus ou moins lointain, un débouché solvable à

notre production agricole excédentaire. En fait, la chance de voir les pays en voie de développement accéder à un niveau de vie acceptable tient à la situation particulière de chacun d'eux et à la façon dont leurs gouvernements, sans contraintes extérieures, sauront combiner les atouts de leurs richesses naturelles et l'intelligence de leur population.

(Lire la suite page 45.)

# BOURDIEU

## Homo Academicus

★ MINUIT

(\*) Président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

(1) Le Monde écrivait à propos de « L'exportation à tout va vers les pays du Sud » : « Pour faire un peu mieux vivre les pays de l'Occident ou même des habitants du tiers-monde, en pesant sur les prix des cultures vivrières, on détruit les réseaux ancestraux et on rend la population dépendante du Nord » (Le Monde du 17 octobre). (NDLR.)

(2) Lire dans le Monde du 7 novembre la lettre de M. Michel Debatisse.

## Nouvelle-Calédonie : l'évolution bloquée

Les anti-indépendantistes triomphent aux élections

Les résultats définitifs des élections territoriales en Nouvelle-Calédonie, proclamés lundi matin malgré les nombreux incidents qui ont gravement perturbé les opérations de vote dans deux des quatre circonscriptions, confirment le succès du RPCR, principal parti anti-indépendantiste qui recueille 70,87 % des suffrages exprimés et disposera de la majorité absolue au sein de la nouvelle Assemblée.

Le gouvernement avait fait un pari sur le raison. Il l'a perdu. Sans doute était-il illusoire d'espérer rallier à un projet politique commun, par-delà les clivages ethniques, le courant conservateur du territoire, incarné par le Rassemblement pour la Calédonie dans la République, principal porte-drapeau de la communauté « caldoche » — d'origine européenne — et le mouvement indépendantiste, prépondérant en milieu mélanésien, encouragé dans son séparatisme par les jeunes États indépendants de ce Pacifique sud, sur lequel l'Australie rêve d'imposer sa tutelle.

En juillet 1983, pourtant, lors d'une fameuse « table ronde » réunie au château de Nanville-Roches, dans l'Essonne, ce mariage de l'eau et du feu était soudain apparu possible. Chacun avait fait un pas vers l'autre. Le gouvernement s'était engagé à « favoriser la démarche vers l'autodétermination du peuple calédonien », reconnaissant « le droit inné du peuple calédonien à l'indépendance ». Les représentants de la communauté européenne avaient reçu l'assurance que celle-ci ne serait pas écartée de l'exercice du droit à l'autodétermination.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 12.)

## « Le Monde de l'économie »

Pages 21 à 25

● Le rapport du Haut Conseil du secteur public : les entreprises nationalisées et la politique de rigueur

Lire l'article d'ERIC LE BOUCHER

● Le réaganisme : un compromis entre les néo-conservateurs et le « big business »

Lire l'article de PIERRE JULIEN

## LIRE

10. Les assises nationales du RPR : la « chiraquisation » par le rajeunissement

Lire les articles d'ANDRÉ PASSERON et CLAUDE RÉGENT

44. Le congrès de Force ouvrière : la victoire et la grogne

Lire l'article de MICHEL NOBLECOURT

45. La France et son environnement international : contraintes et atouts

Lire le compte rendu par PIERRE DROUIN du livre d'ANDRÉ FONTAINE et PIERRE LI : Sortir de l'hexagone

48. M. Jack Lang à New-York : décripation culturelle

Lire l'article de CLAIRE DEVARRIEUX

UN AN DE LEÇONS DE PIANO

chez M. M. M.



# commentaires

Le Monde



RÉPONSE A... FRANÇOIS FILLON

## Ne pas faire n'importe quoi de nos armes nucléaires

par CRITIAS (\*)

La dénomination d'armement pré-stratégique, récemment utilisée par le ministre de la Défense, anime le débat autour d'armes nucléaires dites jusqu'alors « tactiques » (1). L'on peut s'en étonner. L'observateur des choses militaires sait que, depuis leur naissance, les armes tactiques ont sans doute rarement été ramassées autour d'un concept aussi clair, unifié, explicite que celui qu'exprime la loi de programmation adoptée en 1983. La dénomination d'armes pré-stratégiques semble surtout prendre acte de cette clarté et ne modifier en rien une conception qui, elle-même, est moins rupture que prise en compte de notre situation de puissance moyenne en Europe.

### L'irréparable

A quoi servent donc ces armes ? L'Europe est faite d'espaces stratégiques divers. Espaces solidaires, où s'entrecroisent des stratégies nationales multiples, pour d'évidentes raisons historiques, politiques ou simplement géographiques. Dans l'extrême-nord, l'indépendance d'actions militaires, politiques ou diplomatiques, d'une crise en Europe, l'utilisation de l'armement pré-stratégique français serait le signe que l'irréparable est en passe d'être atteint pour la seule puissance nucléaire autonome du continent.

Nous savons que ce risque serait important, voire capital, pour l'adversaire, même approché d'un baril nucléaire jusqu'à l'ignorer. Il faut donc que le signe donné soit clair : qu'il n'apparaît pas comme un simple effort pour redresser la barre dans une bataille tournante ; qu'il soit bien vu comme émanant de l'autorité qui, dans la même main, serre les cartes nucléaires, toutes les cartes nucléaires de la France.

La double clarification de la loi de programmation affirme ces deux objectifs. Notre premier armement

nucléaire n'entrera pas en jeu pour établir la majesté d'une bataille napoléonienne... Et il dépendra sans ambiguïté, dans le cadre d'une unité indépendante, du seul stratège qui vaille, le *fin*, en temps de crise nucléaire : l'autorité politique.

Certes, la réalité serait moins claire que nos formalisations intellectuelles du temps de paix. Dans l'hypothèse d'une crise européenne mettant en cause notre solidarité, l'intervention de la Force d'acier rapide ou du gros des forces de la 1<sup>re</sup> armée aurait peut-être déjà manifesté l'engagement de la France.

L'utilisation des armements tactiques aurait, dans le contexte d'un affrontement déjà entamé, un effet militaire certain. Un « signe » de cette ampleur doit s'inscrire, concrètement, dans la géographie du conflit, ce qui suppose qu'il soit destructeur, plutôt que totalement abstrait. Simple : la poursuite de l'effet militaire ne serait pas l'élément déterminant de la décision d'emploi. Sans à succomber au vertige du « tactique » nombreux, destiné à une longue bataille nucléaire en Europe, comme le souhaite par exemple l'UDF. Ces armes nucléaires sont par nature ambiguës : l'effet politique recherché, « l'ultime avertissement », doit s'accompagner d'un effet militaire significatif pour être obtenu : inversement, l'effet militaire ne doit pas masquer le signe politique dont il constitue l'instrument.

Alors ? Comment nommer ces armes, qui ressortissent à la stratégie du sanctuaire, tout en affirmant que celle-ci ne peut se réduire au strict tout ou rien, au passage direct du fusil aux mégatonnes ?

Armes tactiques ? L'ancienne étiquette a la faiblesse de laisser croire que l'on peut faire de la tactique au sens le plus militaire du terme avec du nucléaire. Ce qui est, et doit rester, faux. La concentration urbaine, économique, culturelle, humaine, de l'Europe nous interdit à jamais de le concevoir.

(\*) Collectif de hauts fonctionnaires du ministère de la Défense (NDLR).

par ANDRÉ CHAMBRAUD

L'HL (Homo liberalis) est le produit le plus achevé de notre civilisation. A la vérité, il constitue un modèle si parfait qu'on peut se demander s'il ne marque pas le terme ultime de l'évolution. Tout ce qu'il y avait de barbare chez ses lointains ancêtres a, chez lui, disparu. Et il imagine mal, par exemple, pourquoi son père chantait l'Internationale et son grand-père la Marseillaise, ces chants primitifs et sanglants.

Les HL ne forment encore qu'une minorité, mais une minorité qui guide l'humanité. On ne les rencontre que dans des pays qui marient démocratie et liberté. Et même dans ces pays, les HL doivent rester minoritaires, puisqu'il est désormais prouvé que l'égalité est l'ennemie de la liberté.

La première caractéristique du HL est en effet d'être un homme libre. Libre dans ses mœurs : l'éro-

tisme lui sied pourvu qu'il n'épuise ni son corps ni son esprit. Se refusant des passions excessives, il a pratiqué la cohabitation juvénile et vit aujourd'hui tantôt avec une compagne, tantôt seul ; il ne compte pas avoir d'enfant.

La solitude ne lui pèse pas, car son appartement est peuplé d'objets qui sont aussi des personnes : un téléphone ordinaire, un téléphone vidéo qui le relie à son bureau ; la télévision, le ordinateur domestique, des jeux électroniques, la chaîne Hi-Fi, le magnétoscope, et ce satané jeu d'échecs sado-masochiste qui vous injurie chaque fois que vous jouez un mauvais coup... En somme, HL a le monde entier entre ses mains.

Aujourd'hui, HL a toutes les raisons d'être satisfait (dans son vocabulaire, le mot « satisfait » a remplacé l'adjectif « heureux »), car la journée a été très satisfaisante pour lui et pour la banque qui l'emploie. Certes, après une longue négociation entre la direction et les syndicats, les deux parties sont convenues qu'au vu des résultats du premier semestre une réduction de salaire s'imposait pour tous les salariés de l'entreprise, mais HL, ayant brillamment anticipé la hausse du dollar de 12,43 à 13,51 F, a pu à sa banque de réaliser un joli coup. Et surtout, en fin d'après-midi, il a participé à un atelier d'expression avec son chauffeur, ses deux secrétaires, une documentaliste, l'hôtesse d'accueil et le planton. Ensemble, ils ont examiné de ne rien changer, en faisant correspondre les mots aux choses. Au sein de l'espace où jouaient la stratégie de dissuasion nucléaire, l'utilisation de ces armes amorçait l'Inacceptable. Rien de plus - mais rien de moins. Dès lors, on est surpris d'entendre le RPR s'interroger. Il est vrai qu'en matière de défense ce parti, depuis trois ans, a trop voulu flatter le sens commun, à quel point se voir.

### L'Inacceptable

La dénomination d'armes pré-stratégiques a l'inconvénient de ne rien changer, en faisant correspondre les mots aux choses. Au sein de l'espace où jouaient la stratégie de dissuasion nucléaire, l'utilisation de ces armes amorçait l'Inacceptable. Rien de plus - mais rien de moins. Dès lors, on est surpris d'entendre le RPR s'interroger. Il est vrai qu'en matière de défense ce parti, depuis trois ans, a trop voulu flatter le sens commun, à quel point se voir.

Deux notes encore. La réorganisation de nos déploiements de l'avant (en particulier dans le cadre de la FAR) ne prend pas sens si nous réaffirmons l'indivisibilité de notre doctrine dissuasive : la FAR n'est si importante que parce qu'elle est manifeste par une puissance nucléaire, dont chaque parole reste crédible ; or nous ne pouvons « parler nucléaire » qu'à notre mesure.

Notre mesure. Nos vertus, nous Jules Renard, nous les devons à l'impuissance où nous sommes d'avoir des vices... Notre puissance limitée nous contraint, en bref, à ne pas faire d'importants qu'on de nos armes, en particulier nucléaires. Gardons, et partageons-nous, au mieux, ce bon sens.

(1) Lire l'article de François Fillon, député RPR, de la Sarthe, dans le Monde du 10 novembre : « A quoi sert l'armement nucléaire tactique ? ».

Portrait d'un citoyen modèle dans la France de demain

## Homo liberalis

INVITÉ

coup droit en regardant un film fort bien fait, signé Jimmy Casnor, qui montre, en fonction de sa morphologie générale, de son rythme cardiaque, de la force de son poignet et de la forme de sa main, quel type de prise lui convient.

HL est en effet un sportif : il considère comme un devoir, lui, d'être en bonne forme, et rien ne lui fait plus horreur que ces gens qui se droguent : la première des libertés, c'est de ne pas être l'esclave, mais le maître de son corps.

HL est, par définition, un démocrate. Mais attention ! La démocratie n'est pas l'anarchie. C'est une organisation simple de la société qui permet au citoyen de désigner à intervalles réguliers ses dirigeants. Il s'agit là d'un acte qui est essentiel, car il est la garantie de toutes les autres libertés, mais qui s'est fortement banalisé depuis que le rôle de l'Etat a été ramené au strict essentiel : la défense, l'ordre, la monnaie, la lutte contre les cartels, enfin la garantie d'un « minimum de survie » pour tous les citoyens, y compris les vieux et les handicapés.

De plus, toutes les entreprises nationales et les services publics, comme la SNCF, ont été privatisés, si bien qu'il n'y a plus que six ministres à siéger autour du président de la République. Le poste de premier ministre, devenu inutile, a été supprimé.

La gestion d'un Etat aux fonctions ainsi amputées n'intéresse évidemment plus grand monde. Aussi les derniers partis politiques existants ne comptent plus que quelques dizaines de vieux militants, et les volontaires pour siéger au Parlement ou pour gouverner le pays se recrutent soit parmi de vieux P-DG qui veulent achever de façon plus paisible leur rude carrière, soit parmi les femmes, qui trouvent ainsi une manière de rendre service à leur collectivité.

Cette évolution navrait Laurent Fabius, le dernier survivant de la « génération d'avant », qui, après s'être vu pendant quarante ans, pris les chaînes de télévision privées de venir recueillir « son cri de révolte » dans son luxueux Colombey du septième arrondissement. « C'est 20 000 dollars les trente secondes après 23 heures », prévoyait ainsi, bien que les directeurs de chaîne, Fabius croisa ses mains, poussa un soupir, et remonta.

Lorsque la nouvelle organisation de la société s'était mise en place, le plus ardu avait été, selon l'expression employée alors, de « libérer » les villes du spectacle de la pauvreté. Car la fraction de la population qu'on appelait jadis les « non-valeurs » se cloisonnait sans vergogne, domant dans les plus belles avenues de Paris le spectacle honteux de la débâcle. Les HL, les apaisés des HS (hors service) et exigeaient d'un être débarrassé, non pas physiquement, ce qui aurait été contraire à l'esprit de liberté, mais visuellement, ce qui n'était qu'un problème de salubrité et d'esthétique, au fond.

La demande fut jugée raisonnable, mais conformément à la logique nouvelle, l'Etat ne voulut pas s'en charger. Des entreprises privées offrirent leurs services. Comme elles

étaient dirigées par d'anciens prêtres, d'anciens pasteurs, d'anciens francs-maçons, elles offrirent toutes les garanties de moralité. En quelques mois, elles firent d'énormes bénéfices. Les HS furent regroupés, presque sans violence, dans de lointaines banlieues que la crise avait vidées de leur population.

Donc, aux yeux des HL, les HS ne possèdent plus aucun problème, d'autant que devant le « dégrèvement de l'Etat » (une vieille expression), ces HS ne savaient plus très bien à qui s'en prendre. Ils votaient donc - car ils avaient naturellement le droit de vote - à peu près de la même façon que les HL.

D'après les sondages, on remarquerait seulement que les HS votaient plus pour des candidats que pour des candidats et plus pour des femmes âgées que pour des femmes jeunes. Le CNRS ayant, depuis belle lurette, été supprimé, il n'y avait plus de sociologues pour discerner dans ces mêmes fantasmes le signe quelconque d'une lézarde dans la société. D'ailleurs, le « minimum de survie » accordé aux HS comportait une télévision couleur pouvant capter trois cents programmes différents, et ce seul élément, pensait-on, suffisait à homogénéiser des populations d'apparence si contrastées.

### Suicide

Il était pourtant un domaine dans lequel l'Etat se montrait contraignant, et même plus contraignant qu'auparavant : la mort. Tout citoyen - HL et HS confondus - devait porter au cou, fixée à une fine chaîne, une carte d'identité magnétique universelle où figuraient tous les renseignements imaginables sur son propriétaire, y compris son testament et ses dernières volontés : en cas de malheur, acceptait-il qu'on lui prélève tel ou tel organe, souhaitait-il qu'en cas de maladie « probablement mortelle » on abrège ses souffrances ou non ?

Bien entendu, toutes ces précautions démontaient que l'on respectait la liberté de chacun.

Mais, quand il faisait l'amour - il se trouvait que ce n'était pratiquement jamais avec une HS - HL se surprenait parfois à caresser la carte magnétique de sa partenaire. Que souhaitait-elle ? Qu'avait-elle demandé ? Généralement, il n'obtenait pas de réponse, sinon un petit rire strident ou une rétraction.

Or HL, dans ce cas, devenait songeur. C'était mauvais signe, presque dangereux - enfin dangereux pour lui-même, et il le savait. Car ensuite il lui arrivait de rêver ceci : sur le fronton de l'Edifice où on l'emménageait, mourant, était inscrite cette phrase : « La mort, elle, ne prend pas de liberté avec la liberté ». HL ne comprenait rien à cette devise. Il est probable, pourtant, qu'elle le haïssait.

Un jour, sans qu'on sache pourquoi, on trouva son cadavre défilant au pied de la tour où il logeait. Un suicide, conclut le médecin légiste, incontinent. Si seulement qu'il fit entendre HL au cimetière de Thiais, dans la division des HS. Pour des raisons, sans doute, de Haute Sécurité.

### COURRIER

#### La vengeance comme « rétribution »

J'ai lu, avec beaucoup d'intérêt, l'article d'André Fontaine (le Monde du 9 novembre).

Toutefois, la vengeance ne peut être assimilée, comme le prouvent les travaux de l'anthropologie, à l'exercice de représailles sanglantes, massives et aveugles comme celles dont l'Inde vient d'être le théâtre.

Plus généralement, la vengeance, au sens de justice privée, n'est qu'un cas particulier de l'exercice de la rétribution qui, d'autre part, peut servir de fondement à la sentence de ce tiers déshaté qui doit être le juge (pénal). La rétribution exprime l'exigence d'un rétablissement de l'égalité, qui doit être proche, mutatis mutandis, de l'exécution d'un contrat ou de la réparation d'un dommage.

RENÉ SEVE, professeur de philosophie (Paris).

#### Psychiatres dissidents

Je ne puis qu'approuver la position prise par mon ami, le professeur

Alexandre Minkowski (le Monde du 20 septembre 1984), en ce qui concerne l'internement dans des hôpitaux psychiatriques spéciaux des dissidents soviétiques. Il me paraît toutefois indispensable de rappeler que certains psychiatres soviétiques ont fait preuve d'un courage exemplaire en s'opposant à cette pratique. Notre collègue Glouzman a passé des années dans un camp, puis en exil, pour avoir pris la défense du général Piotr Griorenko, Anatole Koryaguine, qui a animé pendant plusieurs années une commission d'étude des internements politiques, est à l'heure actuelle à la prison de Tchistopol ; selon des nouvelles diffusées par la IAPUP (International Association on the Political Use of Psychiatry) en février dernier, il a été, à la suite d'une grève de la faim, durablement battu.

En rappelant l'attitude héroïque de Glouzman, de Koryaguine, des frères Kiril et d'Alexandre Podrabinek, nous devons avoir l'honnêteté de nous poser la question suivante : combien d'entre nous auraient eu le courage si une adversité analogue devait nous frapper ?

Dr CYRILLE KOUERNIK (Paris).

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09  
C.C.P. 4287-23 PARIS  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Laurens

Directeur de la publication : Hubert Beau-Méry (1944-1969)

Jacques Favre (1969-1982)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Laurens, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Directeur de la rédaction : Thomas Fereczi

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437

ISSN : 0395-2037

### ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 341 F 605 F 899 F 1080 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 661 F 1 245 F 1 819 F 2 360 F

ÉTRANGER (par messagerie) L - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 381 F 685 F 979 F 1 240 F

IL - SUISSE TUNISIE 454 F 830 F 1 197 F 1 530 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : définitifs ou provisoires (deux semaines au plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les virements propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dr ; Tunisie, 200 m ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,20 \$ ; Danemark, 300 F CFA ; Espagne, 150 pes. ; États-Unis, 1 \$ ; France, 341 F ; Grèce, 80 dr. ; Hongrie, 80 p. ; Italie, 1 600 L ; Liban, 375 P. ; Libye, 0,250 DL ; Luxembourg, 28 F. ; Norvège, 0,200 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Sénégal, 300 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; Tchécoslovaquie, 170 ml.

MÊMES REMISES EXCEPTIONNELLES QU'ÀUX TOURISTES ÉTRANGERS !

Toutes les grandes marques de PARFUMS PRODUITS DE BEAUTÉ - Porcelaine - Cadeaux Accessoires Haute-Couture - Maroquinerie

MICHEL SWISS

16, RUE DE LA PAIX - PARIS Salons de vente 2<sup>e</sup> étage (ASCENSEUR) 261-71-71

OUVERT TOUTE LA SEMAINE SANS INTERRUPTION de 9 h à 18 h 30



LES REBONDISSEMENTS DE LA CRISE TCHADIENNE

Le maintien d'éléments libyens au Nord est seulement l'un des graves problèmes qu'affronte le président Hissène Habré

M. Hissène Habré avait donc raison. Il reste des soldats libyens au Tchad. Non seulement M. Mitterrand le reconnaît, mais, neuf jours après le départ de N'Djamena des derniers soldats français de l'opération Manta, deux avions Jaguar ont effectué un vol de reconnaissance au-dessus du pays, et la France envisagerait de renvoyer un contingent au Tchad. Cette volte-face demeure inexplicable car M. Mitterrand n'a pas répondu à la question qu'il se pose : le monde se pose, celle de savoir pourquoi le contingent Manta est parti alors que les éléments de l'armée libyenne étaient toujours présents et que Paris ne pouvait l'ignorer.

Faut-il en chercher la réponse dans la méfiance qu'inspire encore dans la capitale française le président tchadien ? Tout s'est passé, dans cette affaire, comme si Paris, pressé de retirer ses trois mille hommes du « caillou » et de régler son contentieux avec Tripoli, avait fait plus confiance à son adversaire qu'à son allié.

L'ambiguïté de la politique française à l'égard du Tchad depuis juin 1982, date à laquelle M. Hissène Habré a repris le pouvoir à N'Djamena sur son adversaire, M. Goukouni Oueddei, tient en grande partie au fait que le président tchadien compte autant d'adversaires que de partisans dans la capitale française. Tout à tour, on suit l'avis d'une ou des autres, sans compter les pressions que font les alliés africains de la France, qui craignent, avant tout, les menées libyennes. Or, c'est la crédibilité française en Afrique qui est en jeu et sa capacité à soutenir un allié qui cherche à recouvrer son intégrité territoriale et son indépendance.

La reconquête impossible

M. Hissène Habré en a-t-il aujourd'hui les moyens ? Sur le plan politique, le président tchadien a pour lui d'écarter le pouvoir et d'être reconnu comme son détenteur légitime par la grande majorité de la communauté internationale, et particulièrement africaine. Le récent sommet de l'Organisation de l'unité africaine n'a pas remis en cause, au contraire, sa représentativité acquise dès le sommet d'Addis-Abeba de juin 1983. Il bénéficie aussi des faiblesses de son opposition, soit totalement inféodée à Tripoli, soit divisée au point qu'aucun homme ne paraît pouvoir valablement lui être opposé. Sur un continent où le président doit avoir tout à fait un chef, la tentation toujours sous-jacente chez certains à

Paris d'un « troisième homme » paraît vouée à l'échec.

Mais le président du Tchad se trouve à la tête d'un pays plus divisé que jamais. Occupé par la Libye et ses alliés du GUNT, le BET (Borkou, Ennedi, Tibesti) - la moitié nord du territoire - échappe au contrôle de N'Djamena et est soumis depuis plus d'un an à la loi de Tripoli. Les écoles y sont arabisées, la monnaie y est le dinar libyen et les comités populaires, chers au colonel Kadhafi y auraient fait leur apparition. Cet état de fait a d'ailleurs provoqué des réactions parmi les alliés tchadiens de Tripoli. Des combats ont opposé des soldats libyens aux fidèles de M. Achakli Ibrahim, secrétaire général du CDR (Comité démocratique révolutionnaire), ce dernier étant aujourd'hui prisonnier de l'ancien président Goukouni Oueddei. Ces divisions favorables à priori au président Hissène Habré ne lèvent pas l'hypothèque de la reconquête du Nord, dont le président est originaire et qui demeure pour ses fidèles la priorité des priorités. Est-elle possible ? M. Hissène Habré répond non.

Bien commandée, relativement bien organisée - trois mille soldats tchadiens ont bénéficié des conseils des instructeurs français au cours de l'opération Manta - l'armée tchadienne est aujourd'hui dans l'obligation, pour éviter les incursions de ses opposants, de surveiller toute l'étendue du front nord. Cette tâche exige, pour être sérieusement menée, une logistique énorme, bien étrangère à une petite armée dont les chefs sont plus à l'aise dans les opérations de commando que dans de telles activités. L'intégration d'un grand nombre de soldats originaires du Sud et peu habitués au bivouac dans les déserts du « noyau dur » conduit essentiellement par les anciennes FAN (Forces armées du Nord) du président Hissène Habré n'est, d'autre part, pas toujours parfaite, et même au front les divergences demeurent.

Par ailleurs, toutes les sources confirment que les Libyens ont laissé beaucoup d'armement à leurs alliés, et qu'il sera toujours impossible, même en cas de retrait « total » libyen, de distinguer les membres de la Légion islamique des « véritables » Tchadiens.

L'occupation du Nord par les Libyens n'est pas le seul problème auquel doit faire face le président Hissène Habré. Il lui faut aussi affronter de graves troubles dans le sud du pays. Pour le président tchadien, Tripoli en est responsable et fomenté

une dissidence armée pour la déstabiliser par tous les moyens. S'il paraît acquis que les « codas », anciens soldats sudistes ralliés et qui ont repris leur liberté et retrouvé leurs armes, reçoivent bien une aide de l'extérieur, à n'importe quel prix, la révolte du Sud n'aurait sans doute pas pris cette ampleur si le gouvernement avait fait quelques gestes significatifs à l'égard d'une population encore traumatisée par les massacres intercommunautaires de 1979 (le Monde du 27 octobre).

L'amertume des « sudistes »

Le président Hissène Habré a sans aucun doute commis une faute politique en ne se rendant pas une seule fois dans le Sud depuis qu'il est revenu au pouvoir à N'Djamena. Il y a plus de deux ans. Les « sudistes », animistes ou chrétiens, déjà méfiants à l'égard de cet homme du Nord, musulman, plus à l'aise au milieu de ses hommes dans les vastes étendues qu'au milieu des foules bédouines de Soudan, en ont conçu une amertume qui n'a fait qu'alimenter leurs craintes. De plus, la façon très brutale dont a été menée la reprise d'activités des « codas » n'a fait que creuser le fossé entre « sudistes » et « nordistes ».

Le président Habré reconnaît que des « bavures » ont eu lieu, mais, dit-il, « on les a oubliées ». « Il est vrai », nous a-t-il dit la semaine dernière à N'Djamena, que des cadres ont été arrêtés. Ils sont en prison. « Certes, mais d'autres ont disparu et certains ont été torturés. Les ministères sudistes qui sont, il faut le souligner, majoritaires au sein du gouvernement, regrettent le silence du président devant ces bavures et l'absence de toute sanction exemplaire contre les Goranes qui en sont responsables. Les ministres sudistes, qui refusent, dit-il, d'un « œil », de former un groupe de pression » pour ne pas porter atteinte à l'unité du pays, ont bien avancé l'idée de créer une cour martiale pour juger les coupables, mais leur suggestion est restée sans écho.

Si, à Sahr ou à Moondou, tous les « sudistes » ne rendent pas responsable le président Habré lui-même du comportement de ses hommes, celui-ci doit cependant agir vite pour ne pas perdre définitivement le contrôle d'une région d'où proviennent l'essentiel de ses ressources financières. De plus, M. Nuod, ministre délégué au développement et à la coopération, qui a rencontré par deux fois le président tchadien la semaine

dernière à N'Djamena à l'occasion de la commission mixte franco-tchadienne, lui a fait part des préoccupations du gouvernement français à l'égard des manquements aux droits de l'homme dans le Sud.

Un certain vide politique

Conscient du problème, le président tchadien multiplie des missions de conciliation dans le Sud jusqu'ici sans grands résultats. L'une des difficultés majeures qu'il rencontre est l'impossibilité de trouver une personnalité en mesure de parler au nom du Sud. La disposition politique du colonel Kadhafi l'a, par conséquent, gêné. Dans l'entourage du président, on déplore aujourd'hui que la France n'ait pas mieux aidé ce politicien désemparé à conserver un « minimum » de représentativité. L'absence de chef pour le Sud est un handicap que l'on admet à Paris, où l'on est bien placé pour savoir que toutes les tentatives pour promouvoir un interlocuteur crédible, ont échoué.

L'ouverture, en particulier vers les « sudistes », marquée en juin dernier par la création de l'UNIR (Union nationale pour l'indépendance et la révolution), qui se voulait le rassemblement politique de tous les Tchadiens, n'a pas à ce jour donné les résultats escomptés. La part encore en sommeil n'a pas assuré un véritable relais au conseil de commandement des FAN. Cette impression de vide politique est d'autant plus sensible que le président Hissène Habré se sent très peu. Il est avare de discours, qui pourraient pourtant galvaniser les foules et lui attirer plus de sympathies.

A tous ces problèmes politiques et militaires s'ajoute une sécheresse catastrophique qui a engendré la famine dans certaines régions du pays. Le Tchad n'échappe pas aux maux du tiers-monde et, malgré l'aide de la France, qui s'est élevée à plus de 300 millions de francs en 1984, il a bien du mal à faire face à ses échelons. Le président Habré, qui jout d'une réputation justifiée d'explorateur, ne peut pas se permettre d'arguer de la situation sans aucun doute son action politique, car les dinars libyens exercent une attraction à laquelle beaucoup de Tchadiens ne savent pas résister.

Le colonel Kadhafi ne renoncera pas de sitôt à avoir à N'Djamena un allié docile. Le président Hissène Habré est tout le contraire de cet homme-là. Nationaliste intrinsèque, il n'est certes pas pour la France un allié facile. Mais peut-on soutenir le Tchad en se défiant de son chef ?

FRANÇOIS CHIPAUX.

Des unités sont prêtes à intervenir à partir du Centrafrique

Bien avant d'avoir été alertés par leurs propres services de renseignement, aux environs du 10 novembre, sur le non-retrait d'une partie du contingent libyen, le ministre français de la défense et son état-major des armées avaient pris leurs précautions, dès la conception même de l'opération Silex de départ du Tchad de la force Manta. Pour l'essentiel, ces précautions ont consisté à ne pas ramener en France tout ce qui avait constitué la force Manta, à savoir 3 300 hommes, 30 hélicoptères, 3 500 tonnes d'armement, 700 véhicules et 25 avions. Au contraire, une partie de ce dispositif a été redéployée outre-mer, principalement en Centrafrique, le Gabon et le Cameroun - avec l'accord de ces États - où il a renforcé des garnisons françaises.

Outre le maintien d'un fort appui aérien en Centrafrique et au Gabon, qui ont accueilli les avions de combat Jaguar ou Mirage F-1 avec leurs appareils de transport et de ravitaillement en vol, la France a installé à Bouar, en Centrafrique, les éléments de ce qui avait formé, au Tchad, le détachement Echo, à l'est du pays, dans les palmeraies de Billine, Arada et Abéché. Soit un contingent de 770 hommes environ, équipés d'automitraillesuses légères, de canons de 105 millimètres, d'hélicoptères Gazelle antichars, d'hélicoptères de transport Puma, de missiles antichars Milan et de moyens électroniques.

De surcroît, la France a remplacé en Centrafrique ses appels volontaires pour un service long (VSL) par du personnel de carrière ou engagé, plus opérationnel et plus disponible. De Bangui - où ils sont entreposés en Centrafrique - les avions de transport Transall sont à deux heures et demie de l'aéroport de N'Djamena, et à une heure et demie de vol depuis Bouar. En revanche, les avions de combat Jaguar et

Mirage F-1 ne peuvent décoller que de Bangui ou de Libreville, au Gabon, où certains d'entre eux ont été basés en renfort de ceux que la France maintient depuis plusieurs années en permanence.

Les Jaguar, aidés par leurs avions C-135 F de ravitaillement en vol, sont capables de mener, depuis le Centrafrique ou le Gabon, des missions de reconnaissance dans le nord du Tchad pour y observer les mouvements éventuels des Libyens. Il ne semble pas, du reste, que la situation ait beaucoup évolué depuis le 16 novembre dernier, date de l'entrevue de M. François Mitterrand avec la presse française sur la non-application, par Tripoli, de ses accords du 16 novembre avec Paris.

Selon des analyses françaises, en effet, un millier de militaires libyens demeurent stationnés dans le nord du Tchad, principalement répartis entre Faya-Largeau et Fada, en appui des partisans du GUNT hostiles au président Hissène Habré. Le survol du Tchad par des avions de combat français est, donc, tout à la fois le moyen de se renseigner sur la situation militaire dans le Nord et une manœuvre d'intimidation visant à faire comprendre au colonel Kadhafi qu'il peut s'agir d'un élément précurseur avant le retour d'un contingent français à N'Djamena censé équilibrer, en effectifs les forces libyennes.

Si une nouvelle action française au Tchad serait facilitée par la proximité des frontières avec le territoire centrafricain où est installé le gros des forces, en revanche, il paraît exclu que les quelques unités de la force Manta encore présentes au Cameroun puissent intervenir elles aussi. Ces forces s'occupent en priorité de la chaîne de transit qui, de Kousséri à la frontière avec le Tchad jusqu'à Douala, permet de rapatrier les matériels et les véhicules par bateau vers la France.

Le délai donné par Paris au colonel Kadhafi

(Suite de la première page.)

« Le matériel offensif, a-t-il dit, a été retiré. Il n'existe plus de risque de confrontation entre Libyens et Français, ni de risque de guerre. »

M. Dumas, à l'Europe-1, a pour sa part rappelé que la base de l'accord de Tripoli était : « plus un soldat français, plus un soldat libyen au Tchad ». S'il était « implicite », ainsi que l'a déclaré le porte-parole du gouvernement, qu'une rencontre Mitterrand-Kadhafi n'aurait lieu qu'en cas de « déroulement convenable » de l'application de l'accord, comment expliquer les entretiens en Crète ? A cette question, M. Dumas a répondu par une autre question : « Fallait-il redire ces choses directement au colonel Kadhafi ou prendre le risque d'affrontements ? »

La confusion et les contradictions dans les propos des officiels français ne renforcent évidemment pas la crédibilité de Paris auprès de capitales d'Afrique noire qui avaient demandé, l'an dernier, au gouvernement français d'assumer ses « responsabilités historiques » au Tchad. L'opération Manta, la plus importante intervention militaire française à l'étranger depuis la fin de la guerre d'Algérie, avait été accueillie, par les alliés africains de la France, comme une impressionnante démonstration de solidarité. Quand le chef de l'Etat a annoncé le retrait de

Manta - aux termes de l'accord de désengagement avec Tripoli - ils se sont interdits de mettre en doute, pour reprendre l'expression du président Hissène Habré, « la parole de la France », quelle que fût, à cette date, leur méfiance à l'égard du colonel Kadhafi. Ce scepticisme se trouve aujourd'hui justifié, et ils sont loin de se réjouir du revers assez humiliant ainsi infligé par le dirigeant libyen à la France.

Ils s'en réjouissent d'autant moins que Tripoli demeure, pour l'instant, muet. La radio libyenne n'est simplement contenue, samedi, de rapporter à sa façon de longs extraits de la conférence de presse tenue la veille par M. François Mitterrand en jugeant que le président français « a démenti les allégations des médias impérialistes américains et occidentaux relatives au maintien de la présence militaire libyenne au Tchad » et en donnant une large place aux propos du chef de l'Etat concernant « la nécessité de la normalisation des relations entre la France et la Libye ». Même si le colonel Kadhafi, pour une fois, obtiendrait en retirant le reliquat de ses troupes cantonnées dans le Nord tchadien, rien ne dit, pour autant, qu'il aura décidé de laisser les Tchadiens régler, entre eux, leurs problèmes.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

Quinze années de relations agitées

1969  
DÉCEMBRE. - Georges Pompidou s'envole pour le Tchad, après la prise du pouvoir par le colonel Kadhafi, que Paris souhaite développer de bonnes relations avec le nouveau régime libyen.

1970  
JANVIER. - Tripoli décide d'acheter une centaine de Mirage à la France. La livraison en serait échelonnée sur plusieurs années à partir de 1971. L'annonce de cette commande suscite de vives réactions en Israël et en France.  
JULIET. - Des pilotes et des techniciens libyens commencent à être formés en France.

1971  
JANVIER. - L'arrivée de l'armée libyenne provoque l'irritation des Français. M. Giscard d'Estaing se rend à Tripoli. Le commandant Jalloud, ministre des Affaires étrangères, est reçu à Paris.  
JULIET. - M. Jalloud se rend à Tripoli. M. Giscard d'Estaing, est reçu par le colonel Kadhafi à propos de la situation au Tchad.  
DÉCEMBRE. - M. Jalloud revient en visite à Paris.

1972  
NOVEMBRE. - M. Jalloud est à nouveau reçu à Paris : il s'entretient avec Georges Pompidou à l'Élysée.

1973  
22-25 NOVEMBRE. - Visite à Paris du colonel Kadhafi, qui est reçu par Georges Pompidou.

1974  
FÉVRIER. - M. Jalloud est à nouveau reçu à l'Élysée. Un protocole d'accord de coopération entre les deux pays est signé le 19.  
AVRIL. - La Libye envoie d'acheter dix Mirage à la France.  
MARS. - Les cent dix Mirage ont tous été livrés.  
AOUT. - A l'occasion d'une nouvelle visite de M. Jalloud, on apprend que la Libye souhaite acquérir des avions intercepteurs Mirage-FI.

1975  
FÉVRIER. - Plusieurs ministres français sont reçus à Tripoli.

1976  
FÉVRIER. - M. Jalloud se rend à nouveau à Paris. Le colonel Kadhafi, dans un entretien avec le Monde, regrette que « la France se comporte en marchand de canons ».  
MARS. - Visite de M. Chirac, premier ministre, à Tripoli. Un accord de coopération économique est signé à l'issue de ce voyage.  
JULIET. - Tripoli confirme sa commande de dix patrouilleurs légers livrés à la France.

1977  
30 JANVIER. - Le colonel Kadhafi annonce à M. Giscard d'Estaing la libération des époux Claude, pris en otage au Tibesti depuis le 21 avril 1974.  
JULIET. - M. Tilly, ministre libyen des Affaires étrangères, est reçu à Paris.

1978  
FÉVRIER. - M. Kadhafi prononce à Tripoli un discours dans lequel il appelle la population révolutionnaire à se soulever contre le « colonialisme ».  
JULIET. - Visite secrète à Paris du commandant Jalloud ; il est reçu par M. Giscard d'Estaing.

1979  
SEPTEMBRE. - Manifestations en Libye pour protester contre l'intervention de la France en Centrafrique, après le coup d'Etat de Bangui.

1980  
FÉVRIER. - L'ambassade de France à Tripoli est investie et bloquée par des manifestants pour protester contre les soutien français à la Tunisie après l'attaque contre Gafsa. Le commandant de France à Benghazi est également visé à son tour.  
23 MARS. - Incident aérien franco-libyen en Méditerranée (des appareils français agressés par des chasseurs libyens ne sont pas atteints).  
6 MAI. - Attaque contre l'ambassade de Libye à Paris.

DÉCEMBRE. - Le colonel Kadhafi, dans un discours de presse, attribue aux « intrigues américaines » le séquestre de l'épouse libyenne et exprime le souhait de se rendre en France après les élections présidentielles de 1981.

13 DÉCEMBRE. - Un communiqué de l'Élysée « met en garde » Tripoli contre la puissance de l'interférence libyenne au Tchad.

1981  
JANVIER. - Paris vérifie ses rapports économiques et diplomatiques avec Tripoli. Un communiqué de l'Élysée annonce la tenue d'un colloque de l'Élysée sur le Tchad et la Libye.  
5 FÉVRIER. - Si la France intervient au Tchad, elle perdrait certainement, déclare M. Kadhafi.

MARS. - La France décide de se porter à la Libye les vedettes commandées.  
11 MAI. - « La chute de M. Giscard d'Estaing marque la fin des relations militaires françaises », déclare M. Kadhafi.

15 JUILIET. - Les contacts franco-libyens seront réduits, déclare le Quai d'Orsay.  
OCTOBRE. - La France demande à la Libye de se retirer du Tchad avant juillet 1982.

1982  
FÉVRIER. - La famille Depont est condamnée par la Cour de cassation libyenne à la prison à vie pour espionnage.  
AVRIL. - L'ambassade de France à Tripoli est renouée en état.  
31 MAI-1<sup>er</sup> JUIN. - Visite de M. Chirac à Tripoli.

1983  
AVRIL. - Trois ressortissants français sont kidnappés en Libye, deux sont libérés et l'un est relâché.  
JULIET. - Après la prise de Faya-Largeau par les rebelles de M. Goukouni Oueddei, M. Mitterrand met en cause le soutien logistique accordé à ce dernier par la Libye. M. Chirac estime sa contrainte qu'il n'y a pas, pour le moment, d'intervention étrangère au Tchad.  
JULIET. - Le colonel Kadhafi reprend ses attaques contre la France,

mais invite M. Mitterrand à se rendre à Tripoli.

AOUT. - M. Dumas, ministre personnel du président de la République, rencontre M. Kadhafi à Tripoli. M. Nuod, ministre de la coopération, s'entretient avec M. Tilly.

8 AOUT. - Début de l'opération Manta. Les unités libyennes sont envoyées au Tchad.  
OCTOBRE. - Une trentaine de Français sont emprisonnés durant quelques jours de prendre l'avion pour Paris. M. Papadopoulos offre sa médiation et leur libération. M. Kadhafi exige celle de Rachid Saki Mohamed Abdallah, terroriste présumé d'Italie demandant l'extradition à la France. Celle-ci s'accline finalement devant Tripoli.

1984  
JANVIER. - Livraison des derniers combattants français commandés par le Tchad. Les unités libyennes sont envoyées au Tchad.  
1<sup>er</sup> 5 FÉVRIER. - M. Chirac se rend à Tripoli pour y parler du Tchad.  
AVRIL. - M. Giscard, secrétaire général du Quai d'Orsay, se rend à Tripoli.

1<sup>er</sup> 5 SEPTEMBRE. - M. Kadhafi promet à la France une « zone libre » qu'en cas de « déroulement convenable » de l'application de l'accord, comment expliquer les entretiens en Crète ? A cette question, M. Dumas a répondu par une autre question : « Fallait-il redire ces choses directement au colonel Kadhafi ou prendre le risque d'affrontements ? »

17 SEPTEMBRE. - Accord franco-libyen sur un retrait total et simultané, sous contrôle international, des troupes de Paris et de Tripoli au Tchad, à la suite d'un double voyage secret de M. Chirac en Libye, où il a rencontré longuement le colonel Kadhafi. Ce dernier, quelques jours plus tard, se déclare à nouveau prêt à recevoir M. Mitterrand à Paris en à Tripoli.  
25 SEPTEMBRE. - Début de l'évacuation des troupes françaises (et en principe libyennes) au Tchad.  
10 NOVEMBRE. - Publication d'un communiqué conjoint franco-libyen annonçant la fin des opérations de retrait.  
16 NOVEMBRE. - M. Mitterrand se rend en Crète pour y rencontrer le colonel Kadhafi à l'invitation de M. Papadopoulos. Il déclare le lendemain que, contrairement à ce qui a été affirmé précédemment, l'évacuation des troupes libyennes n'est pas totale.

En super-livre de poche, dans la collection "Bouquins", le grand récit historique de

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Histoire de la république gaullienne

(Mai 1958 - Avril 1969)

Un récit vivant et personnel, un ouvrage de référence, qui s'adresse à ceux qui ont vécu les onze années de pouvoir du général de Gaulle sans vraiment tout savoir ni tout comprendre et à ceux, les plus jeunes, qui ont à les découvrir.

Un volume de 840 pages - 90 F

BOUQUINS ROBERT LAFFONT



# LES REBONDISSEMENTS DE LA CRISE TCHADIENNE

EN VISITE A WASHINGTON

## M. Cheysson doit convaincre ses interlocuteurs que le revirement français ne doit rien aux pressions américaines

Washington. - La réussite de la visite officielle de deux jours, commencée ce lundi 19 novembre par M. Cheysson, dans la capitale américaine, dépendait largement des mesures qu'allait prendre la France, pour répondre au maintien de troupes libyennes au Tchad. Bien qu'elles aient été rassurées par les déclarations de M. Mitterrand, faisant publiquement état de ce maintien, les autorités américaines ont été, en effet, considérablement agacées par sa rencontre de jeudi avec le colonel Kadhafi. Elles attendaient donc de la France qu'elle tire avec fermeté les conséquences de la rupture des engagements pris par le dirigeant libyen, et cette situation plaçait M. Cheysson en position délicate.

Il devait marquer que les mesures envisagées par Paris ne tenaient nullement à des pressions américaines, mais prouvaient la détermination française face à la Libye. Le ministre des relations extérieures s'efforçait, en outre, de minimiser l'ombre projetée par cet affaire tant sur sa visite que sur les relations franco-américaines. Après avoir qualifié ces relations d'« incroyablement fréquentes et constantes », M. Cheysson a ainsi déclaré, presque d'un même souffle, dès son arrivée à Washington, dimanche soir, que la France « n'avait pas à consulter les Etats-Unis » sur « ce qu'elle fait au Tchad », et que « si les Libyens ne partaient pas totalement - et il est maintenant certain qu'ils ne sont pas totalement partis - il faudra y revenir ». « Ma visite », avait-il ajouté, « n'est pas venue pour leur dire de partir, mais pour leur dire qu'ils ne peuvent pas rester là. »

A l'appui de cette confiance dans la solidité des bons rapports établis

depuis trois ans entre Paris et Washington, M. Cheysson a notamment souligné qu'il s'était mis d'accord avec M. Shultz pour ajouter un tête-à-tête, dans l'après-midi de ce lundi, à l'entretien et au déjeuner de travail qu'il aura eus auparavant. C'était effectivement là un signe de détente, sans doute lié aux mesures que la France s'apprêtait à prendre au Tchad.

Il n'en reste pas moins que cette visite officielle, quel que soit le climat dans lequel elle s'achèvera, avait bien mal commencé. Mercredi dernier, les autorités américaines avaient officiellement fait état de l'invitation que leur avaient causée les déclarations de M. Cheysson, condamnant les survols de la capitale du Nicaragua par les avions américains. Le même jour, le département d'Etat, officiellement cette fois-ci, avait mis en doute l'intégrité du retrait libyen, et contredit de cette manière les certitudes exprimées alors à Paris. Le lendemain, la rencontre de Crète avait été accueillie dans un silence désapprobateur, et le surlendemain, vendredi, enfin, la presse américaine avait été informée que c'était en raison de cette rencontre que M. Shultz n'assisterait pas au dîner donné lundi soir par M. Cheysson.

### Des points de désaccord

On a fait savoir depuis, du côté français, que le secrétaire d'Etat avait décliné l'invitation deux jours avant que M. Mitterrand s'entretienne avec le colonel Kadhafi, et qu'il ne saurait donc y avoir eu là un lien de cause à effet. La chose est possible, mais le fait est que le département d'Etat avait choisi de donner cet éclairage brutal à une

décision surprenante en tout état de cause. La visite de M. Cheysson, repoussée deux fois, en juillet et en septembre, s'en trouve amoindrie.

En plus de M. Shultz, le ministre sera reçu par le vice-président Bush, le secrétaire à la défense, M. Weinberger, et le directeur de l'Agence pour le désarmement, M. Adelman. Mais au vu de Washington jusqu'à mardi soir alors que, sauf changement, son programme sera pratiquement bouclé lundi après-midi. Le vide de cette seconde journée laisse une petite impression de malaise alors que, le Tchad mis à part, les points de désaccord entre Paris et Washington étaient, jusqu'à présent, considérés comme secondaires au regard de l'appui sans faille accordé aux Etats-Unis par M. Mitterrand dans l'affaire des comités.

C'est, pour une part, grâce à cet appui que la cohésion atlantique a été maintenue. Mais, maintenant que la première phase de cette partie de bras de fer entre l'Est et l'Ouest s'est achevée, les différences de vues entre la France et les Etats-Unis sur l'Amérique centrale, la question de la dette du tiers-monde, les projets américains de développement d'armes antisatellites et antimissiles - tous points à l'ordre du jour de cette visite - prennent plus de relief.

Cela ne signifie pas que les relations franco-américaines menacent de se dégrader. Aucune des deux parties ne le souhaite, pour des raisons de politique intérieure, et parce que les possibles tentations neutralistes de l'Allemagne fédérale sont observées avec presque autant d'attention aux Etats-Unis qu'en France. Il n'en est pas moins vrai qu'avec l'affaire du Tchad, cette visite ne s'imposait sans doute pas.

## Un coup manqué

(Suite de la première page.)

N'était-ce pas une illusion ? Sachant ce que l'on sait du colonel Kadhafi, de ses visées, de son comportement, fallait-il envisager un accord avec lui ?

En se fondant sur la psychologie des dirigeants ou des peuples, on pouvait douter du succès d'une telle entreprise. On pouvait, aussi, condamner le principe même d'une négociation avec un homme réputé financer le terrorisme international et participer d'une sorte d'empire du mal qui menacerait la planète. Cette image simpliste du colonel Kadhafi a une réalité d'autant plus forte dans l'opinion publique que l'intérêt de la conforter aussi efficacement que ses adversaires.

Les dirigeants français ne s'en sont pas tenus à cette approche. Ils ont tenté la négociation, sans demander d'autorisation, ce qui n'est pas plus mal.

Que la France, régime démocratique à coloration socialiste, ne se limite pas au rapport de forces et cherche d'autres modes de règlement, on ne s'en étonnera pas. Qu'elle le fasse avec un partenaire qui, pour certains pays, a une autre image que celle d'un illuminé, support du terrorisme international, cela n'est pas absurde. Sans doute s'en est-elle voulu montrer aussi, après s'être fermement, en bonne foi dans cette affaire. Il faut bien voir qu'à terme le refus d'explorer les perspectives de règlement pacifique engendre une

logique de guerre. Faut-il attaquer la Libye ?

La négociation était, au départ, un pari des plus hasardeux. Il supposait que fussent prises toutes les précautions nécessaires. S'il s'agissait de prouver la bonne foi de la France sur la scène internationale, il fallait que toutes les données de la confrontation apparaissent clairement. Ce n'est pas le cas.

Il reste l'impression que les dirigeants français ont investi beaucoup dans un coup diplomatique qui semble avoir raté. S'il en est bien ainsi, ils seront peut-être obligés de revenir à la case départ. C'est-à-dire au Tchad, tant que ce pays ne sera pas capable d'assumer son existence en tant qu'Etat. Le véritable problème se situe là.

A. L.

## M. LEOTARD : « On a fait de la France un tigre de papier »

M. François Léotard, secrétaire général du PR, a déclaré, dimanche 18 novembre, lors du « Club de la presse » d'Europe 1, à propos de la question du Tchad : « Le sentiment qui domine, c'est celui de la consternation (...) ».

« Cette consternation doit être assez sensible dans le cœur d'un certain nombre de nos amis militaires. On a réussi ce cocktail tout à fait étrange qui consiste à faire preuve de lenteur, à faire preuve d'immobilité, enfin à faire preuve de précipitation. Lenteur dans l'intervention près d'un mois après que nous ayons été informés que les Libyens étaient là - c'était il y a un an ; immobilité pendant un an ; puis, précipitation pour partir. Et maintenant, on se rend compte qu'il va falloir retourner. Est-ce digne de la France ? Est-ce digne de l'armée française ? »

A propos de la rencontre Mitterrand-Kadhafi en Crète, M. Léotard a affirmé : « Je regrette un certain nombre de choses. Je regrette qu'elle se soit déroulée sous les yeux de M. Papandréou. Qui est M. Papandréou ? C'est le seul homme d'Etat européen qui n'ait pas condamné l'affaire du Boeing coréen (...) ».

« Qui est M. Kadhafi ? M. Kadhafi est, depuis quelques années, l'homme qui alimente le terrorisme international sur notre propre territoire, et on va le rencontrer avec précipitation, comme cela, dans une île, pour discuter avec lui, alors qu'on savait très bien (...) depuis plusieurs jours, (...) que les Libyens

n'étaient pas partis du nord du Tchad (...) ».

« (...) On a fait de la France un tigre de papier. C'est ce qu'a fait M. Mitterrand. Nous étions fiers d'être la troisième puissance militaire du monde. Nous avions une diplomatie indépendante. Nous sommes maintenant à la remorque des Américains quant aux renseignements et dans une situation où nous nous sommes aliés dans une sorte de désert des Tartares, où les soldats français n'ont pas compris ce que l'on attendait d'eux. »

« Cette consternation et cette colère, M. Mitterrand en portera la responsabilité. »

M. Léotard a ajouté : « La politique étrangère de la France, si vous la regardez dans les derniers mois - étendons au-delà du Tchad - est une politique masochiste. Il y a quelques jours, on est allé célébrer notre propre deuil en Algérie, alors qu'il s'agissait, là aussi, de la mort de citoyens français dans des territoires français. Aujourd'hui, on va rencontrer nos propres agresseurs. Cette politique, s'il fallait la caractériser d'un mot, c'est que nous disons à nos adversaires : « Je t'aime », et ils nous répondent : « moi non plus ». Nous avons vu cela en Algérie, nous voyons cela aujourd'hui avec la Libye, nous verrons cela demain avec la Syrie, où nous allons rencontrer des gens qui ont assassiné notre ambassadeur à Beyrouth et qui ont été probablement derrière l'assassinat des parachutistes français du Drakkar. »

## M. TOUBON : DES ERREURS

M. Jacques Toubon, nouveau secrétaire général du RPR, interrogé lundi matin 19 novembre, au micro de RMC, a affirmé : « Dans cette affaire, il y a eu de la part du pouvoir indiscutablement des erreurs que nous risquons de payer cher. La première d'entre elles est d'avoir voulu se débarrasser de cette affaire schizophrénique, en particulier, de l'opération Mantre, tout simplement pour ne pas avoir cette affaire sur les bras dans une perspective d'élections législatives et, pour cela, on a refusé de dire la vérité aux Français (...) ».

« Les explications qu'on nous a données de la nécessité d'usurper le président Kadhafi sont des explications romanesques (...) ». Franchement, le président de la République française ressemble un peu dans cette affaire à Cyrano aux pieds de Roxane. »

« RECTIFICATIF. - C'est le 1<sup>er</sup> septembre 1969, et non en novembre, contrairement à ce que nous avons indiqué dans nos éditions datées 18-19 novembre, qu'a lieu le coup d'Etat militaire qui a renversé le roi Idris de Libye et porté le colonel Kadhafi au pouvoir. »

## CONCESSION EXCLUSIVE

École, bibliothèque, tout public

« Encyclopédie monde succès »

PRIX BAS - GROS SUCRÉS

INTÉDIT CP 8 CH. 1227 CAROUSE

## UNE VISITE SURPRISE DU COLONEL KADHAFI A MALTE

« Le président Reagan est fou ! »

La Valette (AFP). - « Le président Reagan est fou ! », a déclaré le colonel Kadhafi, le dimanche 18 novembre à La Valette, devant plusieurs milliers de militants du Parti travailliste maltais, au pouvoir dans l'île. M. Kadhafi était arrivé la veille, venant de Tripoli, pour une visite surprise de trois jours. Associant Malte à sa propre politique, le dirigeant libyen a poursuivi sa diatribe contre les Etats-Unis : « Malte et la Libye combattent les Américains, et nous n'avons pas peur de Reagan, des Etats-Unis ni de l'OTAN », a-t-il notamment déclaré. Prêtant à l'OTAN le dessein d'invalider Malte « pour y faire stationner ses armées », le colonel Kadhafi a lancé : « Ceux qui sont contre vous sont contre nous ! ».

M. Mifsud Bonnici, vice-premier ministre maltais, qui devrait prochainement succéder à M. Dom Mintoff à la tête du gouvernement de La Valette, prenant la parole alors que le dirigeant libyen avait déjà quitté la réunion, a tenté de prouver que cette visite par rapport à ces déclarations. « Peu nous importent ses convictions, sa religion et sa politique, a-t-il dit ; ce que nous lui demandons, c'est de nous aider à surmonter notre chômage. »

Le colonel Kadhafi devrait aborder avec M. Dom Mintoff les questions de la paix et de la sécurité en Méditerranée ainsi que des relations bilatérales entre les deux pays, qui ont connu des tensions par le passé.

La dernière visite de M. Kadhafi à Malte remonte au 13 mars 1982, quelques jours avant que la Cour internationale de justice de La Haye ne rende son arbitrage sur le contentieux entre les deux pays à propos de la délimitation des eaux territoriales. Ce contentieux s'était traduit notamment par l'intervention, après intervention de la marine libyenne, des travaux d'une plate-forme pétrolière située sur un gisement offshore maltais revendiqué par Tripoli.

Depuis, les relations entre les deux pays se sont améliorées, et une coopération économique et commerciale intense a été engagée. De nombreuses firmes libyennes ont pignon sur rue à La Valette.

Ni les autorités de l'île ni la délégation libyenne n'ont commenté la coïncidence entre cette visite de M. Kadhafi et le romanesque attentat manqué en Egypte contre M. Bakkoûche, pour lequel deux citoyens maltais et deux Britanniques ont été arrêtés.

## LE FAUX ASSASSINAT DE M. BAKKOUCHE EN EGYPTES

### Le président Mubarak assure que les services libyens préparent des attentats contre M<sup>me</sup> Thatcher le président Mitterrand et le chancelier Kohl

Le président égyptien, le général Mubarak, a lancé, dimanche 18 novembre au Caire, un appel à la lutte contre le terrorisme international et a dénoncé les activités de la Libye qui, selon lui, projette des attentats contre plusieurs personnalités, dont M<sup>me</sup> Thatcher, le président Mitterrand et le chancelier Kohl. M. Mubarak a, d'autre part, insisté que, selon les aveux des membres du commando chargé d'assassiner l'ancien président du conseil du roi Idris, M. Bakkoûche, la Libye était impliquée dans le financement de l'attentat qui a coûté la vie au premier ministre indien, M<sup>me</sup> Gandhi.

Les révélations du chef de l'Etat égyptien ont fait l'effet d'une bombe au Caire, où le ministre de l'Intérieur, M. Ahmed Rouchdi, a reçu dès dimanche les ambassadeurs de la République fédérale d'Allemagne et de Philippe Cuvillier. Bien que les deux chefs de mission n'aient donné aucune indication sur la teneur de cet entretien, ce dernier a sans nul doute porté sur les éléments réunis par la police et les services de renseignements égyptiens sur les attentats projetés contre M. Kohl et M. Mitterrand.

Les autorités libyennes ont aussitôt nié « catégoriquement » les accusations du président égyptien. Dans un communiqué publié dimanche à Tripoli par l'agence Jana, le Comité populaire du bureau populaire pour les relations extérieures (ministère des affaires étrangères) affirme que ces accusations visent à détruire « les relations de fraternité, de coopération et d'amitié » qui existent entre la Jamahiriya et ces pays.

« L'Egypte ne pourra pas protéger l'ancien ministre libyen Abdelhakim Bakkoûche », a affirmé de son côté, dimanche à Tripoli, le numéro deux libyen, le commandant Abdessalam Jalloud, cité par l'agence Jana.

Le peuple libyen « n'accorde aucune considération aux vieilles peaux », du genre Bakkoûche (1), même si M. Mubarak mettait sous l'armure égyptienne à leur disposition », a déclaré le commandant Jalloud. « Nous avons vaincu ces gens en 1969, quand nous étions désarmés, à plus forte raison maintenant que le peuple libyen libre a affirmé son pouvoir dans ses congrès populaires » et qu'il défie l'autorité, l'argent et les

armes », a poursuivi le responsable libyen.

Ce ne sont, en tout cas, pas des éléments du « glorieux peuple libyen », comme l'avait annoncé vendredi 16 novembre les médias libyens, qui ont préparé l'assassinat de M. Bakkoûche, mais deux Britanniques et deux Maltais. Le chef du commando était Anthony William Gill, quarante-huit ans, propriétaire d'une entreprise de pièces détachées d'automobiles, domicilié à Londres, et son adjoint Geoffrey Chiswick, quarante-sept ans, habitant également dans la capitale britannique. Le ministre égyptien de l'Intérieur a affirmé que ces deux hommes avaient déjà été impliqués, l'un dans une affaire d'enlèvement à Londres, pour le compte du colonel Kadhafi, l'autre dans un projet d'assassinat du président pakistanais. Le ministre britannique de l'Intérieur et le commandant Jalloud ont refusé d'indiquer si les deux hommes étaient connus de leurs services. (AFP.)

(1) L'ancien chef de gouvernement libyen en 1967-1968 est aujourd'hui âgé de quarante-cinq ans. Il est considéré comme un musulman modéré.

## Bons baisers de Tripoli...

### Correspondance

des complots libyens en préparation.

Le chef de l'Etat égyptien a, d'autre part, tenu à préciser, dimanche 18 novembre, que le Caire n'envisageait pas d'opérer « punitive » contre la Jamahiriya, « sauf si celle-ci nous y accablait », et a démenti à cet égard certaines informations selon lesquelles l'Egypte aurait décrété l'état d'alerte renforcée parmi ses quelque cent mille soldats massés à la frontière libyenne depuis les affrontements armés survenus dans cette région en juillet 1977.

Selon le général Rouchdi, les services de sécurité égyptiens disposaient d'informations, de sources non précises, sur le complot bien avant qu'il ne commence à passer à la phase de réalisation, le 19 octobre. C'est à cette date qu'il est arrivé en Egypte le premier agent, de nationalité britannique, à la solde de la Libye. Cinq jours plus tard, débarrassé du second membre du commando, un homme d'affaires de nationalité maltaise. Le 9 novembre, l'équipe libyenne, composée de deux Anglais et de deux Maltais, était à pied d'œuvre au Caire. Des contacts furent pris avec des « éléments égyptiens » - qui se révélèrent, par la suite, être des membres de la sécurité égyptienne - pour faciliter l'accomplissement de leur mission. Les « cousins locaux », comme les nomme dans une de ses lettres le chef du commando, se montrèrent si entreprenants que l'exécution même de la « sentence » leur fut confiée.

### « Ligoté et bâillonné »

M. Bakkoûche fut ligoté et bâillonné par les services égyptiens, qui le photographièrent menotté par un homme masqué armé d'une mitraillette. Le jeu des photos comprenait notamment

M. Bakkoûche faisant le mort, une trace de balle entre les deux yeux et le visage ensanglanté.

Le 12 novembre, date de la prétendue « exécution », le chef du commando servait des renseignements libyens du succès de l'opération. Il envoyait par la même occasion une lettre avec les photos au résident des services secrets libyens du bureau populaire (ambassade) de la Jamahiriya à La Valette (Malte). Comme de l'ironie, le message fut délivré à un intermédiaire maltais par un agent des services de renseignements égyptiens. Le 15 novembre, le chef du bureau populaire de la Jamahiriya à Malte, M. Ahmed Naguim, se rendit immédiatement en Crète où se trouvait le colonel Kadhafi pour lui former de la nouvelle et lui transmettre les clichés. Le guide de la révolution libyenne donna des ordres pour que Radio-Tripoli diffuse la nouvelle vendredi. La radio libyenne annonça alors l'« exécution par un commando saoudi du traître Bakkoûche ». Ce dernier se trouvait en fait depuis quelques jours en sécurité à Assouan en Haute-Egypte.

Dimanche 18 novembre, M. Geoffrey Gill, le chef du commando, très décontracté, révélait à la télévision égyptienne que les services libyens l'avaient approché en juillet. Deux autres membres du commando, de nationalité maltaise, ne firent que dénier leur identité. Le second Britannique n'a pas été présenté. La côté « James Bond » de l'opération Bakkoûche a incité le ministre de l'Intérieur égyptien à annoncer que son pays produirait un film documentaire sur cette affaire. Il suffit d'ajouter à l'histoire vraie quelques aléas pour battre des records de recettes avec un titre tout trouvé : Bons Baisers de Libye...

ALEXANDRE BUCCIANTI.

مكتبة النظم



# SOYEZ LES PREMIERS A SAVOIR

**L'information exclusive non-stop.**



# DIPLOMATIE

AVANT LA VISITE DE M. MITTERRAND EN SYRIE

- Les juifs syriens sont des citoyens comme les autres
  - La France devrait jouer un rôle d'avant-garde au Proche-Orient
- déclare le président Assad au Monde et à France-Inter

De notre envoyé spécial

Damas. — Le président Hafez El Assad, en complet bleu marine, nous a reçus dans un des salons de l'immeuble qui sert de siège à la présidence de la République, en attendant l'achèvement du Palais du peuple, sur les hauteurs de Damas. Le chef de l'Etat, légèrement amaigri, a pris des couleurs depuis sa maladie et il n'a plus les traits tirés. D'un ton monocorde, il recourt toujours à la langue de bois, mais ponctue d'un sourire certaines de ses réponses et se montre enjoué après l'entretien. Agé de cinquante-quatre ans, il semble avoir parfaitement « récupéré ». Il est vrai que ce bureau de travail, à l'ordre de ses médecins, réduit ses horaires et qu'il se ménage plus qu'anparavant.

Le président était interrogé dans le cadre de l'émission de France-Inter « Face au public », animée par Gilbert Decroix, diffusée exceptionnellement dimanche 18 novembre à midi alors qu'à Paris le mouvement Sion lance un appel en faveur des juifs de Syrie. (Lire ci-contre).

A la première question posée sur ce point, M. Assad souligne que c'est le sionisme — « mouvement raciste » — qui inspire en France et dans le monde ce genre de manifestation. Il y voit « une ingérence dans les affaires intérieures de la Syrie et une provocation grossière préjudiciable à tous les juifs du monde, car cela constitue un précédent dangereux ». Il note ensuite que, « si cela devenait une règle », la Syrie devrait, elle aussi, s'intéresser au sort des juifs, des chrétiens ou des musulmans en France et qu'il en serait de même pour les autres pays du monde.

« Les juifs de Syrie, dit-il, sont des citoyens syriens qui ont les mêmes droits que les autres ci-

toyens, et la majorité d'entre eux, ont moins d'obligations que les autres. Ils étudient dans nos écoles, dans nos universités. Certains sont fonctionnaires de l'Etat, d'autres ont des professions libérales et vous avez pu voir leurs commerces ici à Damas (...). Les citoyens juifs sont au nombre de quatre mille, dont plus de la moitié sont des femmes. Aucun n'a jamais demandé à servir dans l'armée, mais si une demande m'était adressée, je ne manquerais pas de l'examiner. »

Le chef de l'Etat n'en dira pas plus, mais certains de ses collaborateurs se sont demandés, par ailleurs, pourquoi les personnalités françaises et européennes qui ont apporté leur soutien à Sion ne s'intéressaient pas également aux citoyens arabes d'Israël et aux Palestiniens des territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza, dont le sort est, assurément, « beaucoup moins enviable que celui des juifs syriens ».

Autre sujet qui donne en France une image négative de la Syrie : le terrorisme. M. Assad affirme que la Syrie n'avait rien à voir avec l'assassinat de Louis Delmas, l'ambassadeur de France au Liban, ni avec l'explosion du centre militaire français à Beyrouth et qu'elle n'y avait « aucun intérêt ». Pressé de questions, il ajoute : « Nous sommes contre le terrorisme dans sa totalité et en tout lieu. Mais la résistance nationale contre l'invasion, contre l'occupation étrangère est un devoir dans tous les pays du monde. Nous sommes contre toutes les agressions. »

A une semaine de la visite de François Mitterrand, premier chef d'Etat français à se rendre officielle-

ment en Syrie, M. Assad donne l'impression de vouloir tirer un trait sur le passé. « Quand la France est entrée dans nos pays, rappelle-t-il, ils étaient unis. Quand elle est partie, ils étaient défaits. » Mais, ajoute-t-il, « nous ne demandons pas à la France de réparer toutes les erreurs du passé, nous lui demandons de bien vouloir se rappeler l'histoire pour contribuer à l'amélioration de la situation dans nos pays actuellement ».

De quoi parleront les deux chefs d'Etat ? De tous les problèmes de la région et aussi de certaines situations prévalant en Europe et dans le monde. La presse syrienne, on le sait, s'était attaquée durement à la politique française concernant le Liban et M. Assad avait même dénié à Paris tout rôle dans ce pays. Comme on le lui fait observer, le président répond : « L'important n'est pas de parler du passé (...). Si nous avons été en désaccord, cela ne signifie pas que l'on en restera à ces positions, à moins qu'on ne les aborde pour écarter les points négatifs. Nous souhaiterions que la France ait un rôle d'avant-garde à jouer au Proche-Orient. »

## Le Liban

En ce qui concerne précisément le Liban, le chef de l'Etat souligne que le président Amine Gemayel « représente tout le Liban » et pas une partie seulement. « Nous traitons avec lui et l'aiderons sur cette base », souligne-t-il, avant d'ajouter que le pays doit être « indépendant, souverain dans ses frontières internationalement reconnues selon la formule dont conviendront les différents partis libanais ».

A la question de savoir quand les armées syrienne et israélienne quitteront le sol libanais, M. Assad répond longuement l'argumentation selon laquelle aucun parallèle ne peut être établi entre elles et souligne que « les Israéliens, agresseurs et envahisseurs, doivent se retirer de façon inconditionnelle ». On sait néanmoins que la Syrie est favorable au succès des négociations israélo-libanaises de Nakoura, et, lorsqu'on lui demande si les forces syriennes pourraient occuper les positions qu'évacueraient les troupes israéliennes, il répond : « Notre présence dans une partie du territoire libanais relève de la décision du gouvernement libanais ».

Plus précis, il ajoute : « Les forces syriennes quitteront le Liban exactement comme elles y sont entrées. Lorsque le Liban aura recouvré pleinement sa santé et que le gouvernement libanais nous demandera de retirer nos forces, nous le ferons, nous accepterons sa demande très favorablement. »

En revanche, au sujet du différend qui l'oppose à M. Yasser Arafat, M. Assad affirme, contre toute évidence, qu'il n'y a pas de problème entre eux. « Le désaccord existe entre M. Arafat et ses collègues à l'intérieur de l'OLP. C'est une question palestinienne et pas un problème syro-palestinien », réplique-t-il obstinément.

Comment accueillerait-il une éventuelle fédération jordanopalestinienne ? Le président évite de répondre, mais se livre à une attaque contre le roi Hussein et répond avec une habileté qui le ravit : « Nous avons toujours lutté pour l'unité arabe. Pour l'unité conclue entre deux ou plusieurs pays arabes. »

PAUL BALTA.

## La Pologne annonce son retrait de l'Organisation internationale du travail

De notre correspondante

Genève. — Le conseil d'administration de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui se réunit en juin et en novembre chaque année, a, au cours de sa dernière séance, décidé par 31 voix contre 10 et 12 abstentions, de prendre simplement note de l'existence du rapport sur la situation de la liberté syndicale en Pologne (le Monde du 30 juin). Tout avait été mis en œuvre par les pays de l'Est et par leurs alliés pour que la moindre allusion à ce rapport soit évitée. La motion présentée par l'Ethiopie, demandant le renvoi du texte, a cependant été repoussée par 30 voix contre 18, avec 5 abstentions.

M. Oudavento, ministre des affaires étrangères d'Ukraine, s'en est pris au BIT et à son conseil d'administration, les accusant de partialité. Il a déclaré que l'enquête sur la liberté syndicale en Pologne était illégale, et que les pays communistes se solidarisaient avec Varsovie. Après quoi, il a proféré des menaces vagues, qui pourraient néanmoins prendre la forme de représailles sur le plan financier.

La presse polonaise avait déjà brandi à maintes reprises la menace d'une rupture de Varsovie avec le BIT, au cas où le conseil d'administration parlerait du rapport.

Si l'Etat acquiesce que les représentants des syndicats américains souhaitent une discussion sur le fond, il n'a cependant jamais été question, pour le conseil d'administration du BIT d'adopter ou de rejeter ce texte, rédigé par des experts indépendants, de la compétence et l'impartialité ne sauraient être mises en cause, pas plus que se prononcer sur les conclusions.

Ces dernières, rappelle-t-on, sont accablantes pour le gouvernement

polonais : elles démontrent que les conventions internationales du travail sur la liberté syndicale et sur le droit d'organisation et de négociations collectives sont violées, que les syndicats subissent des humiliations et des sévices. Le texte fait également état du licenciement de milliers de personnes, du seul fait de leur appartenance à Solidarnosc.

Les Américains n'ont pas en gain de cause : rien de tout ceci n'a été rappelé lors de cette dernière session du conseil d'administration du BIT qui a fait montre d'un net désir de conciliation envers la Pologne. Certains de ses membres ont tenu à évoquer les « progrès » enregistrés dans le domaine de la liberté syndicale au cours de ces derniers mois. Il n'en reste pas moins que cette prudence n'a pas suffi à rassurer M. Oudavento et ses amis, toujours aussi acharnés à lutter contre toute forme de contrôle de la situation des ouvriers dans leurs pays respectifs.

Mais surtout, M. Stanislas Turbenaki, chef de la mission polonaise auprès de l'ONU et des institutions spécialisées à Genève, vient de faire connaître à la direction du BIT l'intention de Varsovie de se retirer de l'Organisation, afin de prouver que la décision du conseil d'administration de prendre acte de l'existence du rapport était à son sens insupportable. M. Francis Blanchard, directeur général du BIT, a immédiatement réagi en précisant que cette décision n'était qu'un préavis car, stamment, aucun pays ne peut quitter le BIT avant un délai de deux ans. Rappelons que la Pologne, qui n'a pas acquiescé depuis plusieurs années ses cotisations, doit au BIT quelque 7 millions de dollars.

ISABELLE VICHNIAC.

## Le Conseil national palestinien se réunira à Amman le 22 novembre

De notre correspondant

Tunis. — En dépit de l'impossibilité dans laquelle il se trouve de présider durant le week-end à Tunis le Comité exécutif de l'OPLP ainsi qu'il l'envisageait, M. Yasser Arafat compte toujours réunir le Conseil national palestinien (Parlement) le 22 novembre à Amman.

L'exécutif palestinien n'a pu siéger à la suite de la défection des représentants du FPLP de M. George Habbache, et des mouvements réunis au sein de l'Alliance nationaliste. Le président du Conseil national, M. Khaled El Faleh, qui avait été invité, s'est également abstenu. En

revanche, le secrétaire général adjoint du FPLP, M. Yasser Abd-kabbu, avait effectué le déplacement à Tunis où il espérait obtenir un report des assises à une autre date et dans une autre capitale arabe.

M. Kaddoumi a confirmé que le Conseil national s'ouvrira bien jeudi prochain dans la capitale jordanienne et a appelé tous ses membres « à faire prévaloir l'intérêt suprême du peuple palestinien sur toute autre considération, en participant aux travaux. »

M. D.

## Jérusalem va demander le doublement de l'aide américaine

De notre correspondant

Jérusalem. — Israël s'apprête à solliciter une forte augmentation de l'aide que lui accorde les Etats-Unis. Lors des discussions exploratoires qui s'ouvrent à Washington, lundi 19 novembre, entre hauts fonctionnaires américains et israéliens, la délégation de Jérusalem conduite par le directeur général du Trésor demandera un accroissement de plus de moitié de l'assistance régulière.

L'aide annuelle pour 1985 votée par le Congrès il y a seulement quelques semaines et attribuée entièrement sous forme de dons s'élève à 2,6 milliards de dollars, dont

1,4 milliard alloué à des fins militaires. Israël souhaite recevoir 4 milliards de dollars en 1986. Jérusalem brigue, en réalité, 5 milliards de dollars, soit presque un doublement de l'assistance américaine. Lors d'entretiens parallèles à Washington, le directeur général du ministère israélien de la défense examinera avec les responsables du Pentagone les moyens de financer les achats par Jérusalem d'équipements militaires américains au cours des cinq prochaines années.

Les requêtes israéliennes seront présentées formellement en décembre devant la commission économique conjointe. Il ne fait guère de doute que l'aide américaine à Israël augmentera très sensiblement, mais peut-être pas dans les proportions voulues par Jérusalem. Avant de se montrer plus généreuse, le département d'Etat attend du gouvernement israélien qu'il poursuive et durcisse la politique d'austérité en cours. L'administration Reagan avait déjà accepté de verser en une seule fois la totalité de l'aide économique pour 1985.

Par ailleurs, les négociations bilatérales pour la création d'une zone de libre-échange israélo-américaine s'achoppent sur des obstacles plus sérieux que prévu. Soucieux de protéger au mieux leurs industries textiles, les deux pays divergent, en effet, sur le calendrier des dégrevements douaniers.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

● M. Cheysson au Danemark. — Le ministre des relations extérieures se rendra en visite officielle au Danemark du 21 au 23 novembre. Au cours de son séjour, M. Cheysson sera reçu par la reine Margrethe, aura plusieurs entretiens avec son collègue danois, M. Uffe Ellemann

## ASIE

### Cambodge

## Les Vietnamiens ont attaqué un camp de la résistance à la frontière thaïlandaise

Correspondance

Bangkok. — Plusieurs régiments de l'armée vietnamienne ont attaqué, le dimanche 18 novembre à l'aube, à la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge, le camp nationaliste de Nong-Chan, défendu par les troupes du Front national de libération du peuple khmer (FNLPK). Cette attaque pourrait marquer le début des opérations militaires de la saison sèche.

Ce n'est pas la première fois que le camp de Nong-Chan subit les attaques de l'armée vietnamienne. Il avait été occupé par les Bo Doi en 1980, alors que le camp était sous le contrôle de partisans du prince Sihanouk. Après son évacuation, il avait été pris en main par un seigneur de guerre rallié au FNLPK, Chea Chhut. Complètement détruit à nouveau en janvier-février 1983, le camp avait été reconstruit peu après et abritait jusqu'à dix mille civils cambodgiens, ainsi que quelques milliers de soldats du FNLPK. Une cinquantaine de personnes ont dû être hospitalisées.

Bien que la frontière thaïlando-cambodgienne ait été relativement calme ces dernières semaines, cette dernière offensive ne constitue pas vraiment une surprise. On avait noté depuis un mois un sérieux renforcement des forces vietnamiennes déployées le long de la frontière. L'arrivée d'avions Antonov à l'aéroport de Battambang et même, selon les services de renseignements thaïlandais, d'hélicoptères de combat de fabrication soviétique.

Les troupes du FNLPK représentent environ 16 000 hommes répartis sur une dizaine de camps frontaliers ainsi qu'à l'intérieur des provinces de l'ouest et du nord-ouest cambodgien. Elles sont alliées aux forces de l'armée nationale sihanoukiste (8 000 hommes) et à l'armée nationale du Kampuchea démocratique (Khmers rouges) forte sans doute de près de 30 000 hommes. Les troupes vietnamiennes, dont le chiffre exact n'a jamais été connu, sont évaluées à 160 000 à 180 000 hommes. Elles sont assistées par quelque 20 000 soldats de la jeune armée de la République populaire du Kampuchea.

JACQUES BEKAERT.

(Publicité)

Le centre Israël Jérovit de la RSF avec l'Association des déportés Juifs, la RSF et l'ADL, proposent : du 20 novembre au 18 décembre 1984 40 ans après, les Juifs français face au nazisme. Un mois d'exposition, conférences, films, débats, témoignages, ventes de livres.

Inauguration de l'exposition, en présence de nombreuses personnalités, le mardi 20 novembre à 18 h 30. Centre I. Jérovit, 68, rue de la République. Tél. : 065.28.60

Pour moins de 2000F offrez-vous l'avenir.

Pencil II : un micro-ordinateur très complet pour s'initier, jouer, se perfectionner. Plusieurs logiciels immédiatement disponibles. Liste des points de vente sur demande : Hanimex France - Tél. : (3) 985.96.33. PENCIL II BY HANIMEX

PARIS MONTREAL TORONTO

## Air Canada vous reçoit sept sur sept.

LUNDI - MARDI - MERCREDI - JEUDI - VENDREDI - SAMEDI - DIMANCHE

A 14 h 25, chaque jour, un avion gros-porteur d'Air Canada décolle vers Montréal (arrivée 16 h 00) et Toronto (arrivée 17 h 55).

Un vol transatlantique parfait dans l'atmosphère unique de la Classe Affaires Intercontinentale Air Canada : fauteuils moelleux espacés de près d'un mètre, délicieux repas de quatre plats, vins et liqueurs à discrétion, détente à loisir et petits soins à profusion. Vos affaires vous appellent au Canada ? Entamez-les et concluez-les avec le meilleur des hôtes : le Service Intercontinental.

Renseignez-vous chez Air Canada ou chez votre agent de voyages.

C'est si bon que vous voudrez rester à bord.

AIR CANADA Intercontinental



# AMÉRIQUES

## Brésil

## La misère séculaire du Nordeste

### De notre correspondant

Rite-de-Jérôme. — Huit mois après le fin de la grande éclipse-ré, le Nordiste a cessé d'être un redevenu ce qu'il n'a jamais cessé d'être : une région où la misère, en beaucoup d'endroits, est pratiquement absolue. Pour se rendre compte de l'état de la région, on peut lire un document publié récemment par la Conférence épiscopale et intitulé : *Nordeste : un défi à la mission de l'Eglise au Brésil*. Les statistiques indiquent que l'ouest passe le manque de pluie qui a fait cette partie du pays — 35 millions d'habitants, autant que le Pérou, le Chili et la Bolivie réunis — à la sécheresse, à la famine, au dénuement, à certains territoires d'Afrique ou d'Asie : c'est le vil héritage colonial, aggravé par la violence de la concentration des terres et de richesses qui est produite ces dernières années.

Les évêques ne reviennent pas sur les descriptions qui ont été faites des *ghagelados* — les victimes du fief, si se contentent d'être des chiffres arrondis ou des organismes officiels de l'année dernière, lorsque près de trois millions de Nordestins étaient employés sur les « fronts du travail » — ces chômeurs de la région du Nord-Est, pour venir en aide aux paysans privés de récolte — près de la moitié (45 %) de la population locale devait vivre avec un revenu de 25 dollars par an. En temps normal, et si l'on se fie au dernier recensement, plus de 50 % des Nordestins qui travaillent ne gagnent que le minimum légal, soit 500 \$ par an. Le mûrier, la figue, coûte une nuit à l'hôtel Méridien de Rio...

La mortalité infantile reste considérable, avec un taux de 107 pour 1 000. Dans les campagnes, 66 % des enfants souffrent de dénutrition. Les conditions sanitaires restent dignes du XIX<sup>e</sup> siècle. Les maladies tropicales, comme le paludisme de Chagas, touchent 7 millions de personnes. L'ansémiatisme, déjà très répandu dans l'ensemble du pays, bat ici tous les records : 65 % des individus souffrent d'anémie. L'instruction ou n'ont pas terminé leur première année scolaire.

« Nous sommes en train de fabriquer des générations de... »  
**CHARLES VANHECKE.**

sous-hommes», disent certains responsables politiques au moment de la sécheresse, alors que certains nourrissons n'étaient allaités qu'avec de l'eau sucrée. Le racisme est en effet une caractéristique de la région. La situation peut être aussi grave, sinon plus, dans les bidonvilles, comme le montre une autre étude de l'Eglise menée dans les faubourgs de Péchie. Dans la métropole du Nord-Est, des familles se privent de nourriture pour faire face à leurs frais de transport, qui absorbent 20 % de leur budget.

Le paradis pour les vivants, c'est que l'eau ne manque pas vraiment dans le Nord-est. Les pluies ne tombent certes que pendant une courte période de l'année; mais elles sont plus abondantes que dans bien des régions où les paysans de l'Algérie ont leur culture dépendant à la population de s'alimenter. *« La raison fondamentale de la situation précaire du Nord-est, écrit la Conférence épiscopale, c'est la concentration croissante des terres, donc des richesses. La plupart des paysans ne possèdent pas plus de 1 hectare. Les grands propriétaires, qui possèdent plus de 1 000 hectares occupent le plus grande partie des surfaces.*

La politique menée par le régime militaire ces dernières années a favorisé la concentration héritée du passé. De nombreux paysans ont été chassés du lopin qu'ils cultivaient pour laisser la place à des compagnies d'élevage qui font du bœuf destiné à l'exportation et à des exploitations de canne à sucre qui fabriquent l'alcool que les Brésiliens utilisent comme carburant automobile.

C'est là une observation que l'Eglise et l'opposition répètent à satiété depuis plusieurs années. Le nouvel avertissement des évêques risque de se heurter aux mêmes réactions que par le passé : on reprochera aux prêtres dans les meilleurs officieux de se mêler de ce qui ne les regarde pas, ou on les accusera tout bonnement d'être de faux pasteurs et prisonniers d'idéologies étran-

**CHARLES VANHECKE.**

## États-Unis

## Les experts s'inquiètent de l'augmentation du suicide des jeunes

## Correspondance

Washington. — Immédiatement après la projection récente, sur le petit écran, d'un film intitulé *Silence du cœur*, toutes les organisations de volontaires, mobilisées pour la prévention des suicides de jeunes, ont reçu d'innombrables appels au secours venant d'adolescents des deux sexes prêts à mettre fin à leurs jours. Des parents également ont appelé, exprimant leur détresse, sollicitant des conseils.

Un des spécialistes du Comité national pour la prévention du suicide des jeunes (NCYSP), le nombre des suicides et des tentatives de suicide des jeunes de quinze à vingt-quatre ans a augmenté sensiblement au cours des dernières années. Ce problème qui, selon eux, prend la proportion d'une épidémie. L'un d'eux, selon le NCYSP, plus de cinq mille jeunes se sont suicidés, et l'on compte environ dix suicides par semaine de jeunes. Bref, au cours des deux dernières décennies, le nombre des jeunes suicidés a triplé, et, en moyenne, quatorze adolescents se sont tués chaque semaine. Les causes de ce chiffre ne donnent pas toute la dimension de la tragédie, étant donné que beaucoup de parents, pour des raisons diverses, ne veulent pas mentionner le suicide de leur enfant, préférant se réfugier dans un pieux mensonge en parlant d'un accident de la route ou parfois même d'un homicide. Il est vrai que beaucoup de parents ont tendance à maquiller leur suicide sous la forme d'un accident.

## Dédaigné par une beauté

Tel est le cas de Skip (le jeune héros de dix-sept ans du film), guidant sa voiture jusqu'en haut d'une falaise d'où il se laisse tomber. N'ayant donné aucune indication sur ses intentions, ses parents croient dur comme fer à un accident tragique, mais sa jeune sœur, après avoir interrogé ses amis, découvre la vérité et la révèle aux parents effondrés, qui culent bilingues à l'entraine.

Le film corrige un certain nombre d'idées reçues. La drogue, un foyer brisé, une prédisposition génétique, ne peuvent à eux seuls expliquer le suicide des jeunes. Néanmoins, selon le NCYSP, le divorce est à l'origine d'un très grand nombre de suicides de jeunes qui ressentent comme une perte le départ ou l'absence d'un de leurs parents.

Pour Skip, ses mauvaises notes à l'école lui interdisent de pouvoir entrer dans une bonne université, et une jeune beauté de sa classe l'a

dédaigné. Du coup, il quitte le petit emploi qu'il occupait après les classes, il abandonne sa grande collection de disques, il se plonge dans la lecture d'une poétesse morbide. Ces petits signes n'auraient pas dû échapper à des parents avertis, estime le NCYSF, qui se propose justement d'éduquer les familles.

### Déracinement

**Le film s'inspire de récentes réalités.** Skip vivait dans une banlieue relativement opulente. M<sup>me</sup> Ross, qui dirige un centre de prévention, estime que les raisons de la vague suicidaire tiennent à la très forte mobilité sociale, au déracinement des jeunes, entraînés par l'idéologie de la combativité à se surpasser : mais ces perfectionnistes souffrent brutalement quand ils sont obligés de constater que leurs moyens ne leur permettent pas de réaliser des ambitions démesurées.

Des recherches sur le suicide des jeunes sont déjà entreprises par divers organismes fédéraux, dont l'Institut national de la santé mentale. A l'échelon local, également, des écoles ont mis en place des programmes de prévention. Mais le GRCYSF voudrait un effort plus grand, à commencer par la création d'une commission fédérale, qui, en l'absence d'études sur les causes du suicide des jeunes, se concentrerait sur les moyens de prévenir ces morts prématurées. Le suicide « tue » en effet plus de jeunes adolescents que le

Tous en admettent le mérite des films — «deux autres productions moins prévues cette saison — et des médias en général, qui attirent l'attention du grand public sur un problème qui n'est pas toujours très inquiet du danger de contagion. Le fait est que, à Houston, cinq jeunes d'un faubourg se sont suicidés pour avoir été informés, à l'école, que leur publicité du suicide attirerait six adolescents dans une maison banlieue. Les organisations professionnelles, à commencer par l'Association américaine des psychiatres, ont récemment souligné que les reportages de nouvelles sur suicides ou tentatives de suicide peuvent encourager les tentatives suicidaires chez les jeunes vulnérables et impressionnables...». Aussi ces organisations recommandent-elles aux parents de regarder les programmes à la télévision et d'en discuter avec leurs enfants.

**HENRI PIERRE.**

## UN EVENEMENT AUJOURD'HUI:

# SPARTY OUVRE A LA DEFENSE.

## Centre Commercial "Les 4 Temps."



**SPARTY  
SPARTY  
SPARTY  
SPARTY  
SPARTY**

[illegible]

**41 SPORTS**

[illegible]

# SPARTY

### Group Data

## 8 SUPERMAGASINS DES SPORTS.

**PARIS** : 110, bd Diderot, 12<sup>e</sup> - **Er** : Centre Gaîté-Montparnasse, 68, av. du Maine, 14<sup>e</sup> - **BONDY** : 105, avenue Gallieni, R.N. 3 - **CHAMBOURCY** : Centre Commercial - **CERGY-PONTOISE** : Centre Commercial des 3 Fontaines - **LE KREMLIN-BICÊTRE** : Porte d'Italie, R.N. 7 - **LES ULIS** : Centre Commercial Les Ulis 2.

**41 SPORTS. 400 MARQUES. LES PRIX BAS TOUTE L'ANNÉE.**



**isth** INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES Depuis 1953

POUR VOUS AIDER À RÉUSSIR AUX :

**GRANDS CONCOURS ADMINISTRATIFS**

• ENA - ENM

• Banque de France :

Janvier à Mai + Août

Adjoint de Direction

AUTREUIL, 4 av. Léon-Henney 75014 Paris Tél. 22.41.07.72

**PAS NETTE LA PLANÈTE !**

PLANTU

**PAS NETTE LA PLANÈTE !**

Éditions La Découverte / Le Monde

En 200 dessins, la planète dans tous ses états...

les Pershing, les SS 20, l'Afghanistan, le Salvador, le Liban, l'Iran, etc.

EN VENTE EN LIBRAIRIE 55 F

Une co édition

**La Découverte / Le Monde**

## EUROPE

### Autriche

#### Un incident provoqué par les gardes-frontières tchécoslovaques crée une tension dans les rapports avec Prague

De notre correspondante

Vienne. — La Tchécoslovaquie vient de rappeler son ambassadeur à Vienne, à la suite d'un grave incident frontalier qui a fait au moins un mort. Ce rappel « provisoire » marque le point le plus bas atteint par les relations austro-tchécoslovaques depuis le début des années 70. L'Autriche s'abstient cependant de riposter par des mesures analogues. « Nous estimons », a déclaré M. Leopold Gratz, ministre autrichien des affaires étrangères, qu'il faut éviter une escalade du conflit.

Seule mesure immédiate : Vienne a invité les responsables de Prague à reporter les Journées culturelles tchécoslovaques prévues à Vienne au début du mois de décembre, d'autant plus que Prague avait demandé des « garanties » officielles pour assurer le succès de cette manifestation. En même temps, une visite de journalistes tchécoslovaques en Autriche a été annulée.

Le conflit entre Prague et Vienne fait suite à la découverte, le 30 octobre dernier, sur le territoire autrichien, du corps d'un Tchécoslovaque, Frantisek Faktor, âgé de trente-trois ans, tué par les gardes-frontières tchécoslovaques d'une balle dans le dos alors qu'il tentait de fuir en Autriche. Selon l'enquête menée sur place, le réfugié a été atteint après avoir passé la frontière, ce qui est démenti par Prague. Des cartouches en usage dans les unités de gardes-frontières tchécoslovaques, trouvées auprès de la victime, ont cependant dissipé tous les doutes, estime-t-on à Vienne. Une protestation officielle de l'Autriche a été rejetée par Prague, qui persiste à affirmer que le fuyard a été atteint en territoire tchécoslovaque, mais a réussi à se traîner en Autriche.

La campagne lancée dans la presse tchécoslovaque a culminé avec le reproche avancé par l'organe du PC Rude Pravo, selon lequel il y

aurait eu, du côté autrichien, beaucoup de violations de la frontière « inspirées par différentes centrales d'espionnage ».

Malgré sa volonté d'établir des rapports de bon voisinage avec Prague, le gouvernement autrichien, cette fois-ci, ne fera pas le premier pas. Il dépendra entièrement de la partie tchécoslovaque, laisse-t-on entendre au ministère des affaires étrangères, que la visite à Prague du chancelier autrichien Sinowatz, prévue en 1985, ait lieu ou non.

Les rapports avec la Tchécoslovaquie ont été une source de difficultés pour tous les gouvernements autrichiens depuis la fin de la guerre. Chaque relâche a été aussitôt suivie d'un refroidissement. La Tchécoslovaquie a été le dernier des pays de l'Est avec lequel Vienne a échangé des ambassadeurs.

#### Une normalisation difficile

La « normalisation » des rapports commença au milieu des années 70 à connu de nombreux revers. Pavel Kobout, écrivain tchécoslovaque qui vit à Vienne depuis que Prague l'a empêché, en 1979, de rentrer en Tchécoslovaquie, en est un témoin. Un autre témoin des péripéties des rapports Prague-Vienne vit de l'autre côté de la frontière : Josef Hodic, un réfugié qui, après avoir vécu des années en Autriche, a disparu de Vienne en 1981 et a été présenté peu après à la télévision tchécoslovaque comme un agent des services secrets ayant accompli avec succès sa mission. Cette affaire avait provoqué à l'époque un sursaut de la visite du président tchécoslovaque M. Gustav Husak à Vienne.

Tout récemment, la Tchécoslovaquie a accusé l'Autriche de violer son statut de neutralité si elle décidait de doter son armée de chasseurs américains.

Le plus grand problème est posé par la frontière commune, qui est, à la différence des frontières avec la Hongrie et la Yougoslavie, toujours un véritable « rideau de fer » : doubles haies de barbelés, phares et gardes-frontières qui touchent des primes spéciales pour chaque fuyard arrêté ou abattu.

A quelques jours de la visite du chancelier Sinowatz à Moscou, on se demande à Vienne si la campagne anti-autrichienne lancée en Tchécoslovaquie a été concertée avec le Kremlin. La presse soviétique a reproduit les attaques tchécoslovaques contre l'Autriche, mais sans parler de l'incident qui les avait provoqués.

WALTHAUD BARYLL

**Le Monde**

RÉALISE CHAQUE SEMAINE UNE ÉDITION INTERNATIONALE

spécialement destinée à nos lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaires spécimens sur demande

### URSS

#### « Des Français au Goulag »

Des dizaines, probablement des centaines, de Français sont retenus contre leur gré en Union soviétique. Déjà le livre de Patrick Monney, *Les Mains coupées de la neige*, avait, au début de l'année, attiré l'attention sur cette sinistre réalité, ignorée, refoulée ou tout simplement niée. Un universitaire, Pierre Rigoulot, a mené une enquête systématique sur ces citoyens français « disparus » de l'autre côté du rideau de fer.

Tous ne sont pas au Goulag. Pour autant qu'on puisse le savoir, certains se seraient « installés » en URSS après avoir été séduits de force ou avoir perdu tout espoir de pouvoir un jour regagner la France ; d'autres seraient « travailleurs libres » quelque part en Sibérie ou dans le nord de l'URSS, assignés à résidence comme le sont aussi les citoyens soviétiques quand ils ont purgé leur peine de prison ou de camp ; seule une petite minorité serait encore détenue. Mais peu important leurs conditions exactes de vie ; le fait est que des citoyens français sont empêchés de rentrer librement dans leur pays.

Qui sont-ils ? Des otages de la guerre civile qui a suivi la révolution, des communistes enthousiastes qui, durant les années 20, se rendaient dans la patrie du socialisme et sont très vite tombés sous le coup d'une incrimination pour espionnage. Le phénomène ne date pas de la dernière guerre, même si le gros du contingent a été fourni par les « malgré nous » : ces Allemands incorporés de force dans la Wehrmacht et capturés sur le front russe —, ainsi que par les prisonniers de guerre que l'armée rouge avait libérés et transférés directement des camps nazis aux camps staliniens. Mais il y a aussi des touristes malencontreusement surpris par le début de la guerre en Pologne quand l'URSS était l'allié de l'Allemagne. « Depuis les années 1920, des milliers de Français ont ainsi disparu en Union soviétique (...) car la dévotion d'étrangers est une pratique permanente de l'URSS depuis ses débuts », écrit Pierre Rigoulot.

Il a consulté tous les ouvrages disponibles sur la question — il y en a, mais ils étaient passés pratiquement inaperçus à l'époque de leur publication parce que l'URSS avait alors

une bonne image de marque dans l'opinion occidentale. L'auteur a dépouillé les archives, interrogé ceux qui ont eu la chance de rentrer ou leurs proches. Il a reconstitué l'histoire, la calvaire de quelques prisonniers dans les camps à la merci d'une « justice » soviétique qui n'a d'autre principe que la raison d'État.

Il a dressé la liste de plus de deux cents personnes détenues en URSS et il estime, que, sur les quinze mille « malgré nous » portés disparus en 1945, cinq cents peuvent être encore vivants. Leurs chances d'être retrouvés s'améliorent de jour en jour. En 1949, les diplomates du Quai d'Orsay avaient établi une liste de deux mille Français prisonniers détenus en Union soviétique. Depuis 1950 moins d'une centaine sont rentrés. Où sont passés les autres ? Contre l'évidence, les autorités de Moscou affirment qu'elles n'ont plus aucun prisonnier français.

La diplomatie, pour être discrète, ne resta pas inactives avec des hauts et des bas, selon l'état des relations bilatérales. Mais les recherches sont extrêmement compliquées. Après la guerre, l'appartenance de l'URSS à la coalition antihitlérienne lui assurait en quelque sorte l'impunité : « Staline savait mieux que personne au monde qu'on ne juge pas les vainqueurs », écrit Vassili Grossman dans *Vie et destin*. Et les témoignages sont fragiles, les réponses peu claires. Ceux qui ont pu quitter l'URSS ont été menacés par les Soviétiques au cas où ils parleraient.

La preuve qu'il existe toujours de ces Français du Goulag, c'est que certains sont encore attachés à leur destin. Depuis 1981, dix-sept d'entre eux ont été discrètement rapatriés, de l'aveu même du ministère des relations extérieures. Peut-être François Mitterrand n'a-t-il pas oublié la phrase qu'il a prononcée le 14 décembre 1947 à l'Assemblée nationale et que cite Pierre Rigoulot : « N'en resterait-il que quelques-uns, on ne pourrait rien admettre qu'il fit de nature à retarder d'un jour leur retour à la liberté ».

DANIEL VERNET.

★ DES FRANÇAIS AU GOULAG, 1917-1984, de Pierre Rigoulot, Payot, 367 pages, 89 F.

**OISE**

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH

reconnue par le British Council

21 rue Théophraste Renaudot 75002 PARIS TEL. (0) 1 22 55 22 00

Ann. 1981 - Lic. A 1159

**NOËL 84 PRÉPAREZ EFFICACEMENT L'ÉPREUVE D'ANGLAIS**

Stages intensifs individuels à Oxford, toute l'année, toute durée, pour écrit et oral :

BAC - HES - SCIENCES PO - DEUG - LICENCE - CAPES

**COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES**

sur papier Ilford Cibachrome ou sur film

ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS-12<sup>e</sup> ☎ 347.21.32

## Prêts conventionnés. Acquérir ou se construire un toit à des prêts plancher.

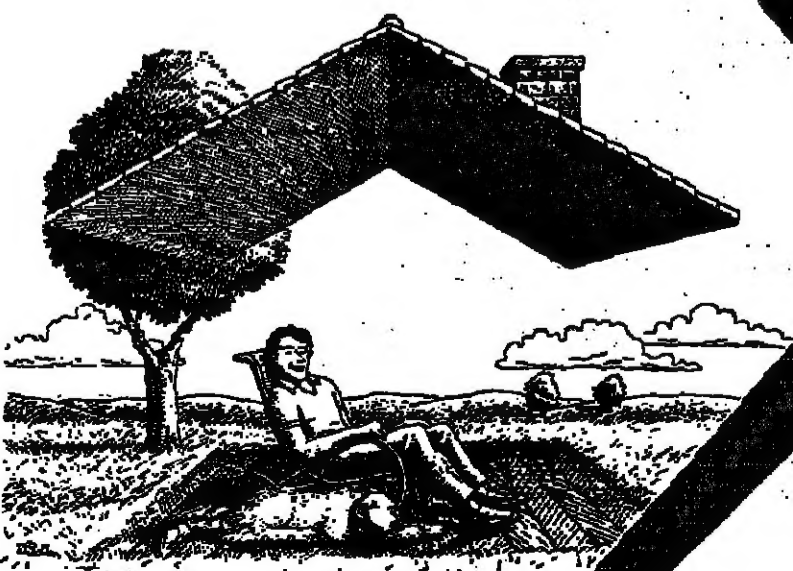
Vous voulez faire construire ou acquérir un logement ? Renseignez-vous sur les Prêts Conventionnés du Crédit Agricole. Les mensualités de remboursement sont modérées les premières années et progressent ensuite de manière raisonnable. Ils peuvent couvrir jusqu'à 90 %

de la dépense financière. Pas de plafond de revenus pour en profiter. Seules existent certaines conditions de prix et de surface du logement. Dernier avantage, ils peuvent donner droit à l'Aide Personnalisée au Logement ! Renseignez-vous dans votre bureau du Crédit Agricole.



Le bon sens près de chez vous.

**Crédit Agricole.**





# EUROPE

## Espagne

### Un demi-million de manifestants pour la « liberté de l'enseignement »

De notre correspondant

Madrid. — Pour la troisième fois en moins d'un an, plusieurs centaines de milliers de personnes (plus d'un million selon les organisateurs, trois à quatre cent mille suivant la police, un demi-million pour les journalistes) ont défilé le dimanche 18 novembre dans le centre de Madrid à l'appel de la Concac, la Confédération catholique de parents d'élèves, pour protester contre la politique suivie par le gouvernement socialiste en matière d'éducation.

Pendant près de trois heures, une mer humaine comprenait beaucoup de jeunes a descendu le paseo de la Castellana, l'artère principale de la capitale, pour réclamer « la liberté de l'enseignement » et la conclusion d'un « pacte scolaire ». Les manifestants ont défilé en silence sous la pluie, tandis que des haut-parleurs diffusaient sans relâche des extraits des discours prononcés par le pape Jean-Paul II lors de sa visite en Espagne en 1982.

Avant la dissolution de la manifestation, la présidente de la Concac, M<sup>me</sup> Carmen Alvarez, a lu un manifeste exigeant notamment que « soit respecté le droit des parents à choisir le type d'éducation de leurs enfants, que l'enseignement obligatoire (entre six et quatorze ans) soit dispensé gratuitement à tous les élèves dans les centres privés et publics et que les propriétaires des centres scolaires privés ne soient pas dépossédés de leurs prérogatives ».

L'organisation de cette manifestation avait été vivement critiquée par les socialistes et les syndicats de gauche. Elle s'inscrivait, selon eux, dans l'offensive menée contre le gouvernement par l'opposition conservatrice. La Concac avait été accusée d'avoir cherché à utiliser les convictions religieuses de ses adhérents à des fins politiques. Aussi, après avoir d'abord associé la formation Alliance populaire aux préparatifs de la manifestation, la confédération avait-elle finalement préféré l'écarter. Si les principaux dirigeants de ce parti, y compris son président, M. Manuel Fraga, participaient au rassemblement, ils furent finalement empêchés de défilier en tête.

Par ailleurs, de petits groupes d'extrême droite, qui tentèrent de se joindre aux manifestants et de déployer des banderoles contre la Constitution, en furent prestement empêchés par le service d'ordre.

Si plusieurs prélats, dont l'archevêque de Madrid Mgr Suñer, avaient exprimé leur appui à la manifestation, aucun n'y a finalement participé. Les dirigeants de la conférence épiscopale ne cachent pas en privé leur refus d'être entraînés dans une « bataille politique » : l'Eglise, depuis le retour de la démocratie, a cherché soigneusement à éviter que le facteur religieux ne constitue à nouveau un motif de clivage au sein de la société espagnole. En acceptant même l'ouverture de négociations avec le gouvernement socialiste sur les problèmes de l'enseignement, trois semaines à peine avant la manifestation, la conférence épiscopale avait d'ailleurs mis, quoique elle s'en défende, la Concac dans une situation difficile.

#### Cogestion

Tout en divergeant donc sur la stratégie à suivre, les organisateurs de la manifestation et la hiérarchie catholique ne s'accordent pas moins à critiquer les dernières mesures prises par les socialistes dans le domaine de l'enseignement, et plus particulièrement la LODE, la Loi organique du droit à l'éducation. Approuvée en mars dernier par le Congrès, ce texte n'est pas encore entré en vigueur, l'opposition conservatrice ayant déposé contre certaines de ses dispositions un recours suspensif devant le tribunal constitutionnel. Les protestataires ont certes conscience que l'adoption de la LODE constitue un fait irréversible, et que cette loi ne connaît pas le même sort que celui réservé au « projet Savary » au nord des Pyrénées. Mais ils demandent néanmoins que les décrets d'application, qui n'ont pas encore été élaborés, tiennent compte des dispositions de la loi les plus controversées de la loi.

La LODE exige notamment que les centres d'enseignement privés subventionnés par l'Etat adoptent les mêmes critères d'admission des élèves que ceux régissant l'école publique, en tenant compte d'abord de la situation économique des familles et de la proximité du domicile des parents. Cela pour éviter la division entre les écoles privées « élitistes » et les écoles publiques « populaires ». La plupart des propriétaires de centres scolaires privés s'opposent toutefois à cette autorisation.

Par ailleurs, la LODE instaure dans les écoles subventionnées (tout comme dans l'enseignement public) un système de cogestion avec la création d'un « conseil scolaire » formé de représentants du propriétaire du centre, du directeur, des professeurs, des parents d'élèves et des élèves. Les adversaires de la loi considèrent excessives les prérogatives de ce conseil, tout en leur interdisant, toutefois, de les contredire. Enfin, la Confédération catholique des parents d'élèves accuse le ministère de l'Éducation d'avoir promulgué une série de mesures discriminatoires pour l'enseignement privé, sur le

plan financier notamment, en restreignant l'accès aux subventions.

La polémique à propos de la LODE recouvre, en fait, des divergences plus profondes, qui ont trait à la philosophie même du système d'enseignement. La Concac et les propriétaires de centres scolaires privés, en majorité confessionnels, considèrent que les socialistes veulent parvenir à l'« école unique » en réduisant progressivement le domaine d'action de l'enseignement privé. Celui-ci s'élève aujourd'hui à 37 % des élèves de six à quatorze ans, un pourcentage qui diminue lentement.

Le gouvernement, de son côté, rappelle que les subventions au privé atteindront, cette année, 105 milliards de pesetas (5,7 milliards de francs) et accuse ses adversaires de vouloir bénéficier des deniers publics sans accepter aucune contrepartie. La polémique revêt un caractère particulièrement passionnel dans ce pays où l'Eglise a joui d'une influence exceptionnelle en matière d'éducation à l'époque de la dictature franquiste. Et les socialistes ne se sont pas fait faute de rappeler que beaucoup des promoteurs de l'enseignement confessionnel qui manifestent, aujourd'hui, pour la défense de la « liberté d'enseignement », ne faisaient pas preuve des mêmes préoccupations à l'époque de Franco.

THIERRY MALINIAK

### Une réaction des laïques français

M. Michel Boncharens, secrétaire général du Comité national d'action laïque, estime que : « L'Espagne aussi vient d'avoir son 24 juin politico-religieux. En Espagne, à propos de l'école, la hiérarchie de l'Eglise fait la courte échelle à la réaction comme en France. »

Même motif et même mode d'emploi qu'en France. Et, là aussi, l'affaire se prépare depuis fort longtemps. Au-delà des Pyrénées, les maîtres d'œuvre sont les anciens amis de Franco ; de ce côté-ci, et pour une bonne part, ce sont les anciens amis de Pétain.

## LE SOMMET ANGLO-IRLANDAIS

### M. FitzGerald souhaite la participation de Dublin à l'administration de l'Irlande du Nord

De notre correspondant

Dublin. — La rencontre entre le premier ministre irlandais, M. FitzGerald, et M<sup>me</sup> Thatcher, commencée le dimanche 18 novembre et qui devait s'achever ce lundi, a eu lieu finalement à la résidence de Chequers. Ce sommet aurait dû normalement se réunir à Dublin, mais, à la suite de l'attentat de Brighton, les Britanniques ont préféré, pour des raisons de sécurité, qu'il se tienne en Grande-Bretagne.

Du point de vue de Dublin, la date de cette rencontre n'est pas la plus propice : la grève des mineurs entre cette semaine dans une phase critique, et, pour le gouvernement de M<sup>me</sup> Thatcher, l'Irlande du Nord n'a certainement pas la priorité, et il est peu probable que Londres soit prêt à accepter l'analyse de Dublin sur l'Ulster.

En dépit de la publication en mai dernier du rapport du Forum pour une Irlande nouvelle, dans lequel les trois formations nationalistes de Dublin ainsi que le Parti nationaliste modéré d'Irlande du Nord, le SDLP, ont insisté sur la nécessité d'une initiative britannique, M<sup>me</sup> Thatcher ne veut pas renoncer à l'administration directe de la province. Ce système lui apparaît comme étant le meilleur dans les circonstances actuelles, compte tenu de l'intransigence des leaders des deux communautés, unionistes et nationalistes.

Dublin n'a pas réussi à convaincre le gouvernement de Londres que les options proposées par le Forum (soit la réunification de l'Ile, soit un Etat fédéral de la République d'Irlande et de l'Irlande du Nord, soit l'administration de l'Irlande du Nord par Londres et Dublin conjointement).

sont réalisables dans un avenir proche. Ces trois options ont été rejetées catégoriquement par la majorité unioniste de l'Ulster. Selon Londres, toute modification du lien entre l'Irlande du Nord et la Grande-Bretagne doit être approuvée par cette communauté.

Pour Dublin, la réaction timide de Londres au rapport du Forum est décevante. Le gouvernement de M. FitzGerald estime que, à défaut d'une initiative nouvelle, on s'expose à d'autres violences terroristes et à l'instabilité dans l'Ile tout entière. Etant donné le manque de confiance de la population catholique dans les institutions, la police et le système judiciaire, Dublin pense que l'IIRA ne peut que tirer profit de la situation actuelle aux dépens des modérés. Et le gouvernement irlandais se plaint du coût énorme de la sécurité le long de la frontière avec l'Ulster et de la lutte antiterroriste en général. M. FitzGerald reconnaît que la réunification de l'Ile n'est pas possible, étant donné l'opposition farouche des unionistes. Cependant, il espère convaincre le premier ministre britannique qu'il faut au moins enclencher un processus qui entraînerait un rapport nouveau entre les deux parties de l'Ile d'Irlande. En échange d'une participation de Dublin à l'administration de l'Ulster, le chef du gouvernement irlandais serait prêt à offrir à M<sup>me</sup> Thatcher encore plus de coopération entre les forces de l'ordre des deux côtés de la frontière et une modification de la Constitution de la République, qui revendique l'Ulster comme partie du territoire national.

JOE MULHOLLAND.

## Italie

### L'ÈRE DU SOUPÇON A PALERME

### Un dirigeant de la démocratie chrétienne se donne la mort

De notre correspondant

Rome. — La mort de M. Nicoletti, député et membre influent de la démocratie chrétienne en Sicile, qui s'est donné la mort samedi 17 novembre en se jetant par la fenêtre de son appartement de Palerme, est symptomatique de la tension régnant dans la capitale sicilienne à la suite des retentissantes arrestations de ces dernières semaines.

Un soulagement d'une partie de la population qui pense que pour la première fois la justice s'attaque au cœur de la Mafia se mêle un profond malaise.

Dans cette ville parcourue par des centaines de policiers, de membres de la garde des finances, qui arrêtent, perquisitionnent, placent sous séquestre les biens des uns, examinent les comptes bancaires des autres, dans cette ville déchirée par les rivalités, sinon les règlements de comptes politiques, commence à s'instaurer l'ère du soupçon après celle du silence.

C'est de cette suspicion qu'a été victime M. Nicoletti. Ancien secrétaire régional de la démocratie chrétienne, il était considéré comme le représentant des forces de renouvel-

lement de son parti. Il fut candidat en janvier dernier au poste de président de la région Sicile, mais une vingtaine de « francs-tireurs » empêchèrent son élection. M. Nicoletti était au point d'équilibre entre les grands courants de la DC sicilienne, et il fut notamment l'homme du compromis historique dans l'Ile.

M. Nicoletti ne faisait pas partie du groupe de personnalités politiques qui sont la cible de rumeurs persistantes et dont les noms apparaissent régulièrement depuis deux décennies dans les rapports de la police ou de la commission anti-Mafia. Mais il souffrait depuis quelques mois de s'être plus au-dessus de tout soupçon. La police avait, par exemple, retrouvé son numéro de téléphone dans le carnet d'adresses d'un tueur du clan des Corleonesi, condamné pour meurtre. Surtout, dans son récent livre, le fils du général Dalla Chiesa, assassiné en septembre 1982, mentionne son nom parmi ceux des personnes qu'il estime avoir une responsabilité au moins morale dans la mort de son père en l'ayant laissé se battre seul.

Ph. P.

## Pologne

### Arrestation d'un « dur des durs »

Le ministère de l'Intérieur a annoncé, samedi 17 novembre, l'arrestation à Varsovie de M. Kazimierz Mijal, revenu illégalement en Pologne après dix-huit années d'exil en Albanie, où il avait fondé un « parti communiste de Pologne ». Membre du comité central de 1948 à 1959, ministre à deux reprises, M. Mijal, aujourd'hui âgé de soixante-quatre ans, est un spécimen rare et pittoresque du paysage politique polonais : un vrai nostalgique du stalinisme qui, depuis son exil albanais, accumulait d'une vigoureuse critique de gauche, sur les ondes de Radio-Tirane, les dirigeants « révisionnistes » en place à Varsovie.

Depuis quelques années, on ne l'entendait plus lui-même, mais la radio albanaise poursuivait ses émissions, qui faisaient sourire en Pologne tant par leur contenu (elles dénonçaient la cri-

minelle collusion du parti et de l'Eglise sur le dos de la classe ouvrière) que par l'étrange accent de leurs présentateurs.

Selon l'agence PAP, M. Mijal avait entrepris dès son retour « des activités illégales, avec l'aide d'un petit groupe de partisans », après avoir introduit en Pologne des textes qui s'en prenaient à « la ligne de l'entente nationale », revendiqués par le général Jaruzelski. Dans le contexte actuel, l'arrestation de M. Mijal apparaît comme une véritable aubaine pour le pouvoir, qui peut servir ainsi — sans aucun risque — contre un « dur des durs ».

Faut-il s'étonner que la télévision polonaise ait annoncé cette arrestation aussitôt après avoir fait état de la fin de l'enquête préliminaire sur l'assassinat du Père Popieluszko ?

J. K.



La fraîcheur de la cave tira Cardhu de son sommeil. Il s'était assoupi voilà 12 ans. Il se rappela soudain sa promesse : « Je réserverai une cuvée très spéciale, qui en l'an 2000 apportera la maturité de ses 18 ans pour célébrer la majorité du Prince William ».



VARENE

URSS  
çais au Goulag

PROFESSIONNELLES  
Société de l'Union des  
Paris 125 347.21.31



Le Monde

# politique

LES ASSISES DU RPR

## Les élections législatives de 1986 se joueront « projet contre bilan »

Une stratégie : le renforcement du RPR et l'union de l'opposition ; un programme : la « rupture avec le socialisme » et le « retour aux libertés » ; un moyen : un nouveau secrétaire général et une équipe jeune et élargie. Telles sont les trois conclusions des assises nationales de Grenoble, les 17 et 18 novembre, qui, huit ans après la fondation du mouvement par M. Chirac - le 5 décembre 1976, à la porte de Versailles - se sont transformées en tremplin pour la reconquête du pouvoir en 1986. Le maire de Paris a été réélu par 97,16 % des voix à la présidence du mouvement.

Les appels au rassemblement, à la coalition, à l'union de l'opposition n'ont pas manqué en présence des responsables de toutes les formations, grandes

ou petites, qui se réclament de celle-ci, comme notamment MM. Létard, secrétaire général du PR, et Jacques Barrot, secrétaire général du CUS. Aucune fausse note n'est venue troubler ce nouvel événement.

Pour ce qui est du programme, les travaux des commissions et les discours ont souligné ce que le « projet pour la France » édicté avant les assises avait pour titre-slogan « Libres et responsables » avait encore d'approximatif et de préliminaire. Sur un certain nombre de points (immigration, sécurité, environnement notamment), les militants se sont montrés parfois plus « réactionnaires » que M. Chirac lui-même.

La doctrine a, en définitive, été davantage fixée par le président du RPR lui-même, qui a précisé,

avec un souci manifeste de détail et de modération, ses propositions en quelques domaines comme la fiscalité, l'enseignement, la communication, la natalité, la sécurité ou l'immigration. Tous ses projets s'inspirent de la volonté de rétablir en ces matières des libertés qu'il prend bien soin de distinguer d'un retour au libéralisme. Il a également insisté sur les risques que ferait courir aux institutions l'instauration de régime électoral de la représentation proportionnelle. Il a annoncé que, dans ce cadre-là, le RPR ne se présenterait pas aux élections de 1986, à aucune « combinaison » gouvernementale. Il précise de cette façon que la collaboration avec M. Mitterrand ne serait envisageable que si la nouvelle majorité était issue d'un scrutin majoritaire.

Condamnant de façon catégorique la gestion socialiste, alors que les autres orateurs s'en prenaient directement, et avec violence parfois, à M. Mitterrand et Fabius, M. Chirac utilise désormais contre la gauche l'argument dont celle-ci avait usé avec profit contre la droite en 1961. Pour le maire de Paris, la gauche représente le passé. L'affrontement de 1986 ne sera donc pas, selon la formule de M. Jospin, « projet contre projet », mais plutôt « projet contre bilan ». Et le choix sera alors, selon M. Chirac, « l'avenir contre le passé ».

A. P.

## La « chiraquisation » par le rajeunissement

Grenoble. - M. Jacques Toubon (quarante-trois ans) a remplacé M. Bernard Pons (cinquante-huit ans). Le secrétaire général sortant, fort âgé, a terminé ses cinq ans de mandat sous les applaudissements de plus de quarante mille congressistes, et sous les hommages appuyés de son successeur, et de M. Chirac. L'histoire s'est ainsi enchaînée sans drame apparent.

La crise aura été sèche mais brève. Les militants de base n'ont pas eu le temps de réagir. Ils ont compris qu'on leur disait qu'un militant méritait d'être élu, et qu'il fallait céder la place à un autre militant, plus méritant encore, pour mieux donner l'assaut dans l'offensive qui commence et qui nécessite des troupes fraîches.

En réalité, l'effet de surprise a été total tant le secret avait été bien gardé, dans la plus pure tradition des « coups chiraquiens ». Quatre ou cinq personnes, tout au plus, étaient dans la confidence. M. Toubon lui-même n'a été informé par un des « conjurés » de l'heureux destin qu'on lui préparait que vendredi 16 novembre. M. Chirac ne lui en

parlant personnellement que le dimanche matin.

Depuis l'été, M. Bernard Pons était « déséquilibré » par les reproches portés contre lui par quelques jeunes élus. Face à la jeunesse du premier ministre, à celle du secrétaire général du Parti républicain, M. Chirac souhaitait illustrer le caractère juvénile du nouveau RPR par la promotion de jeunes talents. Ceux-ci auraient entamé le monopole de M. Pons pour mieux donner du RPR l'image de sa diversité et de sa richesse en hommes jeunes.

Au nom de l'efficacité de l'action à conduire, le secrétaire général avait tenté de convaincre M. Chirac de renoncer à lui imposer cette sorte de « cogérance ». Il a cru y être arrivé le vendredi 9 novembre au cours d'un entretien. Le lendemain, le maire de Paris paraît pour l'Arpège saoudite. A son retour, le mardi 13, sa décision était prise. Dès lors, M. Pons ne pouvait plus rester. N'avait-il pas, d'ailleurs, refusé certains noms avancés par M. Chirac pour l'entourer, en les qualifiant de « traîtres » ?

De notre envoyé spécial

Le maire de Paris a donc tranché en accablant la présidentialisation de son mouvement par la nomination à sa tête d'un homme qui a fait toute sa carrière dans son ombre. Dans le conflit de génération qui agite le gaullisme, il a opté pour les plus jeunes, ceux qui reflètent mieux la nouvelle image du RPR, telle qu'on la trouve maintenant dans les municipalités et les conseils généraux, et qui d'ailleurs était largement présente dans la foule des assises.

M. Chirac n'ignore pas que, en agissant ainsi, il court des risques, et notamment celui de mécontenter les générations les plus âgées, réputées plus gaullistes, qui voient dans le privilège accordé à la jeunesse un reniement de la notion de brassage et de rassemblement sur laquelle a été fondé le RPR en 1976 et, avant lui, les autres mouvements gaullistes.

Des gestes significatifs devraient cependant apaiser prochainement cette crainte, et déjà tous les anciens secrétaires généraux ont été admis au comité central. D'autres redou-

tent le caractère parfois trop vif de M. Toubon, ses dérapages verbaux mal contrôlés, mais tous reconnaissent son dynamisme, sont ubiquités et son esprit offensif. La cure de jeunesse administrée au RPR va se continuer avec la création d'un bureau politique, dont les vingt membres seront élus en décembre par le comité central qui a été, lui aussi, renouvelé et rejoint à Grenoble.

Il ne restera plus, pour parfaire la « chiraquisation », qu'à régler le problème de la présidence du groupe parlementaire de l'Assemblée nationale. M. Claude Labbé, contesté par une fraction de députés, est de plus en plus souvent en désaccord avec M. Chirac. Il n'a fait à Grenoble qu'une discrète apparition dimanche, et, pour la première fois, n'a pas pris la parole. Son mandat n'est renouvelable qu'en avril 1985. Préférerait-il y renoncer avant pour marquer que les parlementaires se mettent eux aussi à l'unisson de l'entreprise de renouvellement, ou choisira-t-il d'organiser un bastion où trouverait refuge une contestation marginale ?

ANDRÉ PASSERON.

## M. Jacques Toubon : un mousquetaire déferent mais passionné

Mousquetaire, M. Jacques Toubon ? Sans aucun doute, mais surtout mousquetaire de son roi. Toujours disponible à sa moindre requête, toujours prêt à croquer le fer pour lui, toujours volontaire pour les missions impossibles. Depuis l'entrée en 1971 de cet « enarque » de la promotion Stendhal (celle de M. Lionel Jospin) au cabinet du ministre délégué chargé des relations avec le Parlement dans le gouvernement Chaban-Delmas, toute sa carrière s'est déroulée autour de l'ombre de M. Chirac qu'il a la lumière du chiraquisme.

Chef de cabinet dans tous les ministères occupés, par M. Chirac, conseiller technique à Mitterrand de 1974 à 1976, M. Jacques Toubon connaît alors tous les dossiers, qu'ils soient techniques ou politiques. Dès la fondation du RPR, il est délégué national chargé des élections et devient un des meilleurs conseillers de la carte électorale française.

Un conflit surgit, un poste est difficile à pourvoir. Toubon est là, et c'est tout juste si on lui demande son avis. On sait qu'il est l'homme de toutes les missions. Ainsi, il prend au main la fédération RPR de Paris en 1978 et, l'année suivante, le secrétariat du groupe RPR à l'Assemblée européenne de Strasbourg. En 1981 un député gaulliste se montre indiscret dans un XXV. On y envoie Jacques Toubon, qui y est élu après qu'on lui ait retiré - au profit de M. Raymond Barre - la circonscription lyonnaise qu'il se préparait à brigner.

A l'Assemblée nationale il faut des jeunes loupes pour qu'il plantent leurs crocs dans les

solides mollets des puissants socialistes. M. Toubon est de tous les harcèlements, de jour et de nuit, déversant des torrents d'amendements sur les projets de gouvernement. De multiples fédérations du RPR l'appellent pour des meetings, car son éloquence fait vibrer les militants par des formules sommaires, des attaques sans nuances et partiales, des mots crus. En février 1984, lors du débat sur la presse, il est avec deux députés UDF - MM. Madelin et d'Aubert, sanctionnés de la « censure simple » avec retenue de la moitié de son indemnité parlementaire pour avoir mis en cause le passé de résistant de M. Mitterrand.

En mars 1983, M. Chirac l'avait encore chargé d'une mission impossible : battre M. Paul Quilès, chef de file des socialistes parisiens contre le maire de la capitale dans son propre fief de député, le XIII<sup>e</sup> arrondissement. Ce sera chose faite, et le député du XXV<sup>e</sup> devient, en plus, maire du XIII<sup>e</sup>.

Exagère-t-on la pensée chiraquienne, M. Jacques Toubon sait aussi se montrer réfléchi, comme le prouve l'ouvrage qu'il a consacré à la sécurité, *Pour en finir avec la peur*.

Dans ses nouvelles fonctions, à défaut de celles de « porte-parole » du RPR que M. Chirac avait un moment envisagé de lui confier, M. Toubon devra jouer sur un registre plus modéré, et pour lui inhabituel. Lui qui est un des rares dans le milieu politique à vouloir voir le président du RPR restaurer en tout cas son interprète fidèle, déferent mais passionné.

A. P.

## M. Chirac : l'avenir contre le passé

M. Chirac parlant à la tribune où avaient notamment pris place tous les anciens premiers ministères membres du RPR, a affirmé que « les élections de 1986 ne seraient pas du tout des élections comme les autres » car « la société française est dans une bien mauvaise passe » et « l'avenir des institutions n'a jamais été aussi incertain ». Il lui a donc relevé « le défi de la liberté ». En matière économique « il faut dénationaliser, progressivement mais fermement, toutes les entreprises publiques qui exercent leur activité en régime concurrentiel et n'assurent pas un véritable service public. Il faut libérer les prix de toutes les entreprises industrielles et commerciales qui se trouvent en position de concurrence. Il faut supprimer le contrôle des changes. Il faut enfin libéraliser les règles relatives à l'emploi ».

M. Chirac propose une « charte des libertés fiscales », insiste sur « la participation des salariés aux bénéfices, au capital, aux responsa-

bilités et à l'organisation du travail dans l'entreprise ».

Il a ajouté : « Nos concitoyens n'ont pas ressuscité une société libérale d'un autre âge dont la solidarité serait absente. Ils n'ont pas point renouer la protection sociale ni consentir à l'Etat ses plus légitimes prérogatives ».

Parmi les « risques de déclin » qui menacent la société, il cite « la crise de la natalité » et propose le rétablissement du quotient familial, la suppression des pénalisations fiscales des couples légitimes, l'instauration d'un revenu salarial pour les familles de trois enfants, des crédits au logement bonifiés.

A propos de l'immigration, M. Chirac veut « substituer au plus vite une politique active et volontaire à la molle résignation et à la passivité présentes » et propose avec la lutte contre les clandestins une « généreuse politique d'accueil, et le cas échéant d'assimilation pour ceux qui veulent s'installer définitivement en France ».

M. Chirac a ajouté : « Pour les socialistes, je crains que l'heure ne soit plus aux projets : ils ont eu vingt-trois ans pour concevoir leur programme, quatre années pour l'appliquer et chacun peut mesurer aujourd'hui l'étendue du désastre ! Nos adversaires ont échoué parce qu'ils sont des hommes du passé. Entre un socialisme à la dérive et l'espoir d'une libération volontaire de la société, les Français feront un choix clair, celui de l'avenir contre le passé. Ce n'est pas « projet contre bilan » que nous lions à la bataille ».

Il a précisé : « Une modification de la loi électorale risquerait d'avoir pour effet d'empêcher le RPR, l'UDF et leurs alliés de disposer d'une majorité nette et incontestable à l'Assemblée nationale. Si les manœuvres du pouvoir actuel aboutissent de ce fait à créer à l'Assemblée nationale une situation insaisissable et à interdire à un gouvernement de voir le jour sans être soumis à la surenchère incessante des groupes-charnières, il ne faudrait pas compter sur nous pour nous prêter à de tels jeux et pour consentir à des combinaisons où se dissuolifierait la représentation nationale ».

M. Jospin : « bien du plaisir ». M. Chirac - M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a estimé, dimanche 18 novembre que le changement de secrétaire général au RPR est « un indice de trouble, sinon de crise ». « Si M. Chirac, a ajouté M. Jospin, espère gouverner la France comme le RPR, avec un peuple objet que l'on ne consulte pas et qu'on ne fait pas participer aux responsabilités, je lui souhaite bien du plaisir ».

## Modérer la base

De notre correspondant régional

Grenoble. - Le RPR n'est pas un parti comme les autres. Tout y fonctionne à partir d'un chef, d'un chef. Les assises grenobloises ont apporté une nouvelle démonstration. Les militants qui, samedi, peu avant 13 heures, ont appris dans un car la démission de M. Pons ont fait « Oh ! ». Trente secondes plus tard, et de rassemblement sur laquelle a été fondé le RPR en 1976 et, avant lui, les autres mouvements gaullistes.

Première indication : le discours d'ouverture du jeune maire RPR de Grenoble, M. Alain Chignot. Le constat est sévère pour le pouvoir : « Trois ans pendant lesquels l'intolérance, l'incompétence, l'irréflexion ont souvent dicté les principales décisions ». Mais pour l'avenir, le propos est tout à fait rassurant : « Les Français doivent savoir que les échéances électorales de 1986 ne seront pas la revanche des vaincus d'hier ». Il faudra retrouver un esprit « pionnier », encore estimé le maire Chignot.

A partir de cette intervention, suivie du discours-bilan de M. Pons, la tactique a consisté essentiellement à faire monter les « jeunes » au créneau. Mission délicate mais bien remplie au cours des travaux des onze commissions de travail qui, trois heures durant, abordèrent tous les thèmes d'actualité. Débats passionnés, boulevards parfois et synthèses « douces » : la base s'est exprimée, plutôt rudement, et le programme du RPR n'a pas bougé d'un iota. Pour mémoire, on retiendra un simple bémol par rapport aux propositions défendues par le maire de Paris : M. Michel Picard et la commission « communication » veulent pas du maintien d'une chaîne publique de télévision.

Le débat interne est resté dans des limites très précises. Exemple : la commission « responsables dans le travail » a résonné des assauts contre le mode de représentation des salariés avec le monopole contesté des candidatures des syndicats représentatifs. « Il faut des candidatures libres », lance un militant. Il sera battu, avec l'aide efficace du « jeune » rapporteur Jacques Godfrain, par l'argumentation d'un militant. « Il faut qu'on soit partout, il faut être dans le FO, la CFTC, la CGC ». Le Vite-tajest gaulliste est volé sous forme de mea-culpa : « Trop souvent on n'a parlé de participation que par le biais de motivation par l'argent ».

Plus significative encore, la façon dont M. Michel Hannouin, maire de Voreppe, a mené les débats sur la brulante question de l'immigration. Un « projet bas », centré sur un rappel historique (« Le génie assimilationniste français ») ou sur des données apaisantes : « L'immigration est un phénomène international. (...) Dire que l'insécurité est liée à l'immigration est un pas qui est souvent trop vite franchi ». Pour éviter les « réactions épidémiques »

le rapporteur a longuement présenté les propositions du mouvement : rétablissement des visas, politique du retour, réforme du droit d'expulsion, contrôle du séjour et du travail des étrangers et même « statut » de l'étranger. Les mouvements divers de public, accompagnés de sœurs « Qu'ils s'en aillent ! », se sont compliqués à l'occasion de l'intervention de M. Chirac, qui a dit que de M. Gabriel Kasperet, député de Paris. « C'est une honte de dire que le religion musulmane est contre la nationalité française », a alors lancé en quittant la scène une femme de confession islamique.

Ce dérapage n'a pas été le seul, mais très majoritairement, les propos des responsables - et notamment des présidents et des rapporteurs de commission - ont tenté de désamorcer quelques brûlots.

Chaque évocation du possible rétablissement de la peine de mort a provoqué des réactions exaspérées. Dans la commission sur la « sécurité », des militants ont réclamé le retour de la guillotine ou, au moins, le rétablissement de la « bague ». M. Eric Roulet, rapporteur officiel, a pudiquement traduit, devant une poignée de militants, le samedi, en soirée : « Le châtiment suprême... pose des questions à chacun d'entre nous ! ».

Derrière Jacques Chirac, derrière Jacques Toubon, l'important de donner l'image rassurante tout en galvanisant les énergies : « L'avenir est historique, devait notamment lancer le nouveau secrétaire général, ça vaut la peine de se défendre. A l'exemple de Jacques Chirac, mobilisons notre énergie, créons nous la patate ! Au RPR, l'heure n'est pas aux économies d'énergie ».

CLAUDE RÉGENT.

M. Lancelin et le programme du RPR. - M. Yves Lancelin, député RPR de Paris et membre de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, compare le projet du RPR sur la défense à « un catalogue d'épicerie, écrit par un ignare », dans un entretien publié par l'« Evénement du jeudi », du 15 novembre.

M. Lancelin, qui a démissionné de son poste de député national du RPR pour la défense afin de protester contre le fait qu'il a été tenu à l'écart de la rédaction du projet (le Monde du 9 novembre), affirme que la crédibilité du mouvement est entamée par les propositions contenues dans cet ouvrage. M. Lancelin prend pour exemple les sous-marins nucléaires lance-engins (SNLE) : « En trois ans, explique-t-il, nous avons déjà changé trois fois de position. Jacques Chirac avait dit qu'il en fallait quinze. Dans notre contre-projet de loi de programmation, nous avons ramené ce chiffre à neuf, ce qui nous paraissait raisonnable. Sans que l'on sache pourquoi, le RPR en réclame maintenant sept ».

## Une militante

Dans les premiers rangs de la foule, une militante sagement assise, prenant quelques notes, mais n'applaudissant jamais. Pendant ce temps la voix de M. P. Pasqua emplit l'immense salle : « Fabius a été choisi par Mitterrand comme remonte-pente dans les sondages », ou encore : « Mitterrand n'est pas Michel Drucker comme premier ministre, les Français n'en voudraient pas ».

La militante semble ne pas écouter : M<sup>me</sup> Marie-France Garaud, venue, dit-elle, en curieuse, se frotte au RPR. Elle était en réalité collaboratrice de M. Chirac à l'UDR en 1976. « Je viens voir comment mon enfant a grandi », le veut dire le RPR », réchiffre-t-elle. Soudain, grave elle ajoute : « Je suis venue surtout voir si l'on offre aux gens ce qu'ils attendent, c'est-à-dire des idées ».

M. Pasqua est descendu de la tribune. Un jeune homme, le fils de M. Pierre Juillet, le conduit auprès de « Marie-France ». Ils s'embrassent, comme de vieux amis qui se retrouvent oubliant l'espace d'une seconde les broilures, les anathèmes, les disputes passées.

M. Pasqua est resté, malgré les remous, un fidèle entre les fidèles de M. Chirac. M<sup>me</sup> Garaud avait espéré signer son ancien poulain en se présentant comme lui - on devrait dire contre lui - à l'élection présidentielle de 1981. Le mortel de la bande des Sanguinetti, qui y englobait aussi M. Pierre Juillet et Yves Guirou, se reconstruit dans les futures retrouvailles. Miracle sphérique des fronts versés célèbres entre anciens complices devenus ennemis !

A. P.

## Une élection municipale

ALPES-MARITIMES : Cagnes-sur-Mer (1<sup>er</sup> tour). [Inscr. 23135 ; vot. 13380 ; suff. ex. 13090. Un.opp. (M<sup>me</sup> Sauvaigo, RPR) 4976 (38,01 %) ; div. opp. (M<sup>lle</sup> Thomas) 2998 (22,90 %) ; FN-CNP (M. Meny) 2369 (18,09 %) ; PC (M. Le Scornet) 1149 (8,77 %) ; PS-Div. g. (M. Picard) 959 (7,32 %) ; Ecol. (M. Roux) 639 (4,88 %). IL Y A BALLOTAGE.

Cette élection partielle est consécutive au décès, le 26 septembre dernier, du maire sortant Jean-Raymond Gicou et à la démission de 19 conseillers municipaux éligibles à la cause d'un délit de détournement de fonds. M. Gicou, maire de Cagnes-sur-Mer, avait été élu le 28 février 1983, c'est-à-dire six jours avant le premier tour des élections municipales. La liste n'avait pu être modifiée. M. Gicou, premier adjoint sortant, en avait pris la direction. Les électeurs lui avaient assuré un large succès (71,13 % des suffrages exprimés) dès le premier tour de scrutin.

Le 8 mai 1983, M. Sauvaigo avait été élu conseiller général, son mari comme conseiller général (RPR) de

canton de Cagnes-sur-Mer. Pour la présente élection, 31 élus de la majorité municipale sortante sur 34 se représentaient en définitive au lieu, investis par le RPR et l'UDF. En dépit d'une campagne assez animée, dominée par le thème de l'insécurité, le scrutin a été marqué par une forte abstention (42,18 % au lieu de 27,39 % en 1983). Il faut appeler à son crédit important de la liste de la majorité municipale sortante au profit de la liste conduite par un adjoint sortant, M<sup>me</sup> Thomas (div. opp.), d'une part, et de la liste conduite par le national et du CNIP, à laquelle M. Jean-Marie Le Pen était venu apporter personnellement sa caution. D'autre part, recordant 18,09 % des suffrages exprimés, le Front national confirme ainsi, dans la constitution locale, les résultats qu'il avait obtenus lors de l'élection européenne de juin dernier (23,30 % des voix à Cagnes-sur-Mer). Quant à la gauche, qui affrontait ce scrutin désunie, elle perd près de 13 points. Enfin, les écologistes qui avaient obtenu certains succès dans le département en 1983, se partagent par 1 francise la barre des 5 % des voix et sont élus.

Le 6 mars 1983, les résultats avaient été les suivants : Insc., 23 734 ; vot., 17 233 ; suff. ex., 16 831. Un.opp. (M. Sauvaigo, RPR) 11 972 (71,13 %) ; 34 ELUS : Un. g. (M. Picard, PS) 4 859 (28,86 %) ; 5 ELUS.

C. R.



# AU « GRAND JURY RTL-LE MONDE »

## M. Evin (PS) : la gauche ne doit pas s'identifier uniquement contre la droite

M. Claude Evin, président socialiste de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, membre, au sein du PS, du courant Rocard, a notamment estimé, dimanche 18 novembre, lors du « Grand Jury RTL-Le Monde », qu'il est souhaitable, pour les élections de 1986, que les socialistes soient « plus offensifs que défensifs ». Pour M. Evin, « la gauche n'a pas à s'identifier uniquement contre la droite », mais doit montrer « quel est le projet de la gauche ».

M. Evin, qui a constaté que la politique de M. Laurent Fabius tient « davantage (...) compte de la réalité », pense qu'« aujourd'hui il y a une prise en considération plus grande » de ce que les rocardiens avaient dit « il y a trois ans ». « Il n'y a pas, au parti socialiste, de pensée spécifiquement rocardienne », a ajouté M. Evin, qui a estimé que le social du « parler vrai » est « beaucoup plus largement répandu » aujourd'hui que chez les seuls rocardiens.

A propos des nationalisations, M. Evin a estimé que « la propriété n'est pas le seul critère » et que « le problème du pouvoir à l'intérieur des entreprises nationalisées se pose ». M. Evin, qui a réaffirmé que

la rigueur n'est « pas une panacée », a regretté que « le thème de la modernisation soit trop souvent mis en avant uniquement pour masquer ce qui en fait le traitement des effectifs ». Il a souhaité que, à l'occasion de la modernisation à l'intérieur des entreprises, soient engagées « des négociations avec les porteurs sociaux sur les conditions de travail et (...) sur la formation ». M. Evin a encore regretté la suppression de « 1 % social ».

Enfin, à propos de la sécurité, M. Evin a estimé que « certaines responsabilités (du PS) tombent dans le discours démagogique ». « Tout discours, a-t-il affirmé, qui traite dans le sens du vent, dans le sens de ce que souhaitent vraisemblablement les électeurs (...), tout discours sur le fait qu'il faudrait être plus dur, plus répressif, ne correspond pas à la réalité, et, de ce fait, est voué à l'échec (...). Le gouvernement (...) une politique qui est l'une des plus répressives. Je ne vois vraiment pas ce que veut le Parti. Plus de répression ? Qu'est-ce que ça veut dire ? »

La carrière politique de M. Claude Evin, député socialiste de Loire-Atlantique, président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale, pourrait figurer en bonne place dans les manuels d'instruction civique qui évaluent la socialité de M. Chevènement, au chapitre : La République donne leur chance aux enfants de la classe ouvrière.

Si M. Evin partage avec Laurent Fabius la jeunesse (trente-cinq ans),



CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 8  
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8  
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

## Décripé avant la lettre

l'accession rapide (du député à vingt-neuf ans, il est, aujourd'hui, le plus jeune président de commission que la V<sup>e</sup> République ait connu), un côté « jeune homme bien raisonnable », la ressemblance s'arrête là.

Fils d'un cantonnier de la SNCF, M. Evin a grandi dans une maisonnette de garde-barrière, à l'entrée de la gare de triage de Nantes. Le député se souvient encore du gamin qui voyait passer devant sa porte les défilés de travailleurs pendant les grandes grèves des années 50. « Culturellement, familialement, socialement, constato-à, tout me portait à militer à gauche ».

Ce sera chose faite dans la foulée de 1968, au PSU d'abord, où il rejoint un Michel Rocard qui lui semble porter ses propres aspirations. En 1974, au moment des assises du socialisme, il suit celui qui deviendra le chef de file du « courant C » dans le PS. Adjoint au maire de Saint-Nazaire depuis 1977, il est élu député en 1978. Son ascension s'inscrit dans l'élan de renouveau du mouvement socialiste qui traverse alors la ville. Il ne s'agit pas de vaincre « traditionnellement cette circonscription est de gauche ».

mais, une fois élu, de faire ses preuves. Démonstration que M. Evin estime avoir réussi : réélu en 1981, avec 54 % des suffrages au premier tour, il est de ceux qui ont enregistré la plus forte progression d'une élection à l'autre. En 1978, il « faisait » 29 % au premier tour.

Fils d'ouvrier, travailleur social de formation, syndicaliste CFDT, élu

dans une circonscription et dans une ville « à la vie sociale riche, à la vie syndicale très forte » - construction navale oblige - le député ordonne l'essentiel de ses activités autour d'un axe social. Spécialisé dans les problèmes hospitaliers, M. Evin retrouve encore les mêmes questions en devenant président de la commission des affaires sociales de l'Assemblée.

A ce titre, il est emporté, avec les parlementaires membres de la commission dans le maelstrom du fameux combat autour de projet de loi sur la presse. Pas plus qu'eux, sans doute, il n'a oublié « la dureté des débats en commission ». Il affirme, même au cœur de la tempête, avoir essayé de ne pas être « un président sectaire ».

Parlementaire « décripé » avant la lettre, il confesse : « Il y a un aspect un peu frustrant dans la présidence de commission. On n'a pas le sentiment de faire ».

« Faire ». Il serait bien aimé. Par exemple au gouvernement. M. Evin cache à peine sa déception de ne pas avoir été appelé à d'autres responsabilités au moment de la constitution du gouvernement Fabius. Alors, pour « faire », il reste l'action sur le terrain. D'autant que le terrain, précisément, n'est pas très facile, ces temps-ci : « Il y a un fort taux de chômage, et une attente très grande de solutions providentielles ».

Région en crise, région déçue, région inquiète. Mais aussi seule circonscription législative de l'Ouest

qui soit restée à la gauche, le jour de la déroute électorale, après mai 1968.

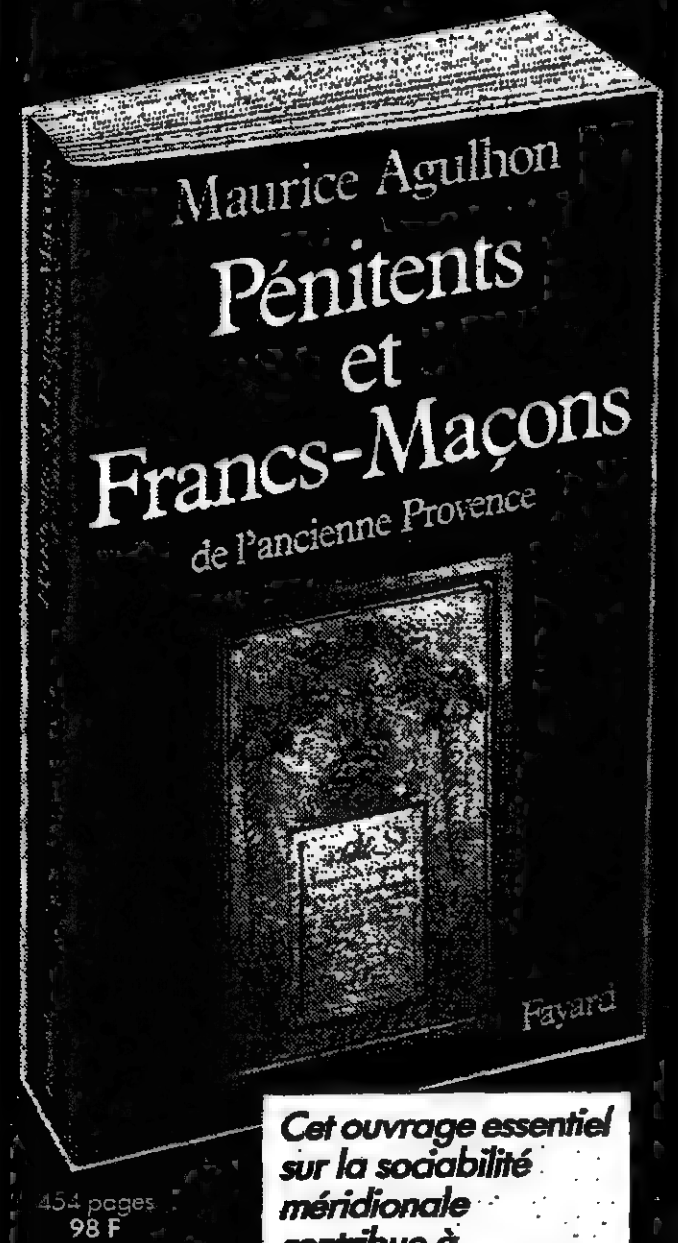
Et s'il était battu quand même en 1986, dans cette circonscription qu'il n'a « jamais considérée comme une circonscription gagnée d'avance » ? La dernière note - grinçante, cette fois - sera encore dans le champ social : « Je ne retrouverai pas un poste dans la fonction publique : j'étais salarié du privé. Il faudra que je recherche du travail ».

JEAN-LOUIS ANDRÉAN



CAPEL prêt à porter hommes grands hommes forts  
• 74, boulevard de Sébastopol Paris 8  
• 26, boulevard Malesherbes Paris 8  
• Centre Com. Maine-Montparnasse Paris 15

## L'HISTOIRE CHEZ FAYARD



Cet ouvrage essentiel sur la sociabilité méridionale contribue à constituer l'histoire des mentalités collectives.

PIÈCES DÉTACHÉES - ALGÉRIE  
ÉLYSÉES Scos  
53, rue Sainte-Anne, 75002 Paris  
Tél. : 270618 F. ELY 211

**500**

**Votre argent liquide peut devenir un excellent placement**  
(10% et plus après impôts en 1984)\*

\* Durant les 10 premiers mois de 1984.

48329

**CORTAL COURT TERME**  
plus de 10% après impôt en 1984\*  
voilà le rendement des sicav de trésorerie

**Impôts**  
(dans certains cas)  
0,00%

**frais d'entrée**  
0,00%

**frais de sortie**  
0,00%

de valeurs mobilières (actions, obligations) est inférieure à environ 250.000 F (par foyer fiscal), et, au-delà, imposition à 15% seulement. Vous pouvez donc très facilement ne pas payer d'impôts (ou très peu) sur la plus-value que vous procure Cortal Court Terme.

2. Une acce facile : Vous pouvez placer ou retirer votre argent par virement d'environ 10.000 F sans aucun frais à supporter, ni à l'entrée, ni à la sortie. Ainsi votre rendement n'est pas amputé, même si votre placement est de courte durée.

Parce que les SICAV de Trésorerie cumulent l'absence de frais et la possibilité de placer ou de retirer des sommes par tranches de 10.000 F environ.

Et pour que vous puissiez à tout moment si vous avez besoin d'argent, céder du Cortal Court Terme dans de bonnes conditions, quelle que soit la situation du marché obligataire, la gestion de Cortal Court Terme s'efforce d'éviter les à-coups et de vous procurer une progression régulière de la valeur de votre placement. Ainsi, vous pouvez réaliser un bon placement à court terme en bénéficiant du maximum de sécurité.

3. La rapidité : Tout doit se faire rapidement. Grâce au service Cortal vous pouvez donner toutes vos instructions par courrier, par téléphone, ou même par télex sans avoir à vous déplacer. Mais ce n'est pas tout, vous bénéficierez aussi de nombreux autres avantages que vous découvrirez dans la documentation Cortal Court Terme.

Cortal Court Terme est une Société d'investissement à capital variable (SICAV) dont le dépôt est la Cie Bancaire domoquée au S. K. K. 1918 Paris - Tél. : 01.46.06.06.06.

**Faites vos comptes :**  
Vous pouvez gagner 6500 F par an sur vos réserves d'argent liquide.  
Cet exemple le prouve :  
En faisant l'hypothèse d'un rendement de 10%, Cortal Court Terme vous apporte des gains substantiels sur votre argent liquide, au lieu de le laisser ronger par l'inflation (-7,4% actuellement).  
+ 2500 F sur l'argent de vos futurs achats  
Vous mettez 50.000 F de côté pour un achat important (une voiture, par exemple) ? Vous pouvez gagner 2500 F environ, en 6 mois.  
+ 500 F sur l'argent de vos impôts  
Votre prochain « tiers » est de 22.000 F ? Cette somme, placée 3 mois en Cortal Court Terme peut vous rapporter plus de 500 F.  
+ 3500 F sur l'argent « pour le cas où... »  
Vous conservez une « réserve de sécurité » de 35.000 F ? Placée en Cortal Court Terme, elle est disponible en 24 heures et peut vous rapporter 3500 F l'an.  
= 6500 F d'argent supplémentaire.  
(Comptez sans l'impôt sur les plus-values.)  
10% aussi pour la trésorerie d'une entreprise  
Cortal Court Terme est aussi particulièrement bien adaptée à la valorisation de la trésorerie positive des PME sur un court laps de temps : 1 million placé pendant 4 mois peut rapporter 33.000 F.

**CORTAL**  
vous procure la sécurité du Groupe de la Compagnie Bancaire.

Cortal Court Terme mais aussi Cortal 1000, Ticket-Cortal, Revenu-Pierre, Cortal-Immo... sont des placements proposés par Cortal, société du Groupe de la Compagnie Bancaire, spécialisée dans l'épargne et le prêt-voiture. Le Groupe de la Compagnie Bancaire : UCB, CFC, LOCABAIL, UFB, CETELEM, CARDIF, SINVIM... ce sont 50 sociétés, 6700 collaborateurs, 3 millions de clients. L'importance de ses opérations le situe parmi les 10 premiers établissements bancaires de France.

**URGENT**

Adressez-moi le dossier gratuit qui contient tous les renseignements sur CORTAL COURT TERME sans engagement

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
Tél. : (dom.) \_\_\_\_\_ (bureau) \_\_\_\_\_

Remettez dès aujourd'hui ce bulletin sans l'attribuer à :  
CORTAL, Libré réponse 9282 75  
75789 Paris Cedex 19, ou écrivez, que vous soyez à Paris ou en Province, le 16.05.10.15.20 (votre appel est gratuit : la communication est à notre charge).

**CORTAL COURT TERME**  
est un placement  
**CORTAL**



# POLITIQUE

## LES ÉLECTIONS TERRITORIALES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

### Le RPCR recueille 70,87 % des suffrages exprimés mais il y a eu 49,87 % d'abstention

Malgré de nombreux incidents ayant perturbé le scrutin, les résultats, considérés comme définitifs, lundi matin, sont les suivants :

Inscrits : 79 271 ; votants : 39 735 ; suffrages exprimés : 39 296 ; abstention : 49,87 %.

Liste du rassemblement pour la Calédonie dans la République : 27 851 voix (70,87 % des suffrages exprimés), 34 ÉLUS.

Liste du mouvement Libération kanak socialiste : 2 879 (7,32 %), 6 ÉLUS.

Liste du Front national : 2 379 (6,03 %), 1 ÉLU.

Liste de la Fédération pour une nouvelle société calédonienne : 1 748 (4,44 %), 1 ÉLU.

Les sept autres listes n'ont pas atteint le seuil requis (4 % des suffrages exprimés) pour être admises à la répartition des sièges. Elles ont obtenu : Liste « Ensemble pour l'avenir » (divers gauche) : 1 116 (2,83 %) ; Liste pour la Calédonie (dissidente du RPCR) : 954 (2,42 %) ; Liste du Front calédonien (extrême droite) : 732 (1,86 %) ; Liste « Avenir jeune Calédonie » (jeunes du RPCR) : 726 (1,86 %) ; Liste d'Union, du Futur (divers gauche, composée de Wallisiens et de Futuniens) : 566 (1,44 %) ; Liste de l'Entente territoriale pour le progrès (divers droite, composée de Tahitiens et de Wallisiens) : 269 (0,68 %) ; Liste de l'Alliance territoriale (socio-professionnelle) : 76 (0,19 %).

Au scrutin de juillet 1979, les résultats avaient été les suivants : Inscrits : 68 289 ; votants : 30 521 ; suffr. expr. : 30 084 ; abst. : 26,01 %.

Liste du RPCR : 20 153 voix (40,23 %) ; Liste du Front indépendantiste : 17 243 (34,42 %) ; Liste de la Fédération pour une nouvelle société calédonienne : 9 927 (17,82 %) ; Liste de la Fédération socialiste calédonienne : 1 343 (2,68 %) ; Liste du Rassemblement populaire calédonien et métropolitain : 1 020 (2,04 %) ; Liste Unité wallisienne et futunienne : 560 (1,11 %) ; Liste du Rassemblement démocratique calédonien : 544 (1,08 %) ; Liste de l'Union pour une démocratie française calédonienne : 294 (0,58 %).

Le parti de M. Laffeur avait alors conquis 15 sièges sur 36, le Front indépendantiste 14 (dont 2 pour le LKS) et la Fédération pour une nouvelle société calédonienne 7. En 1982, les conseillers territoriaux de cette dernière formation rompaient leurs accords antérieurs avec le RPCR et, encouragés par Paris, s'alliaient avec le Front indépendantiste pour prendre le contrôle de l'Assemblée territoriale, qui était présidée depuis avril 1983 par le principal dirigeant de la FNCS, M. Jean-Pierre Afa.

Cette fois, le RPCR se trouve à l'abri de tout renversement de cette nature. La formation de M. Laffeur obtient ses meilleurs résultats dans la circonscription territoriale sud (celle de la capitale, Nouméa), où est concentrée la population d'origine européenne - il y a eu 16 sièges contre 1 au Front national, - et dans la circonscription ouest (celle de Bourail), où sont situés les principaux domaines agricoles - il y a eu 8 sièges contre 1 à la FNCS, - malgré la présence de plusieurs petites listes concurrentes.

En rivalité avec celle du Front calédonien, la liste formée par les partisans locaux de M. Jean-Marie Le Pen s'est classée à l'Assemblée, mais elle ne recueille pas, loin de là, malgré la campagne remarquée de M. Roger Holandre (le Monde daté 18-19 novembre), le score de 15,72 % réalisé dans le territoire par le Front national aux élections européennes.

Les centristes de la FNCS, eux, s'effondrent, victimes sans doute de leur changement de « camp » intervenu il y a deux ans. Seule formation séparatiste à participer au scrutin après avoir rompu avec le Front indépendantiste, le mouvement Libération kanak socialiste (LKS) réussit, malgré le mot d'ordre de boycottage lancé par le Front de libération kanak socialiste (FLNKS), une percée qui fait désormais de lui la seule force d'opposition, face au RPCR, au sein de la nouvelle assemblée. La liste conduite par M. Nidoish Naiselaine, grand chef coutumier de l'île de Maré, obtient ainsi ses meilleurs

résultats dans les deux circonscriptions où prédomine la communauté mélanésienne : celle des îles Loyauté (49,03 % des suffrages exprimés, 4 sièges contre 3 au RPCR) et celle de la côte Est (2 sièges contre 7 au RPCR).

Mais, dans ces deux circonscriptions, les résultats du scrutin n'ont qu'une représentativité relative dans la mesure où le mot d'ordre de boycottage lancé par le FLNKS et les nombreux incidents ont provoqué une très faible participation. Dans la circonscription est, il n'y a eu que 2 391 votants sur 12 507 électeurs inscrits, soit un taux d'abstention de 80,88 % (contre 25,72 % en 1979). Dans la circonscription des îles Loyauté, il n'y a eu que 2 142 votants pour 10 104 inscrits, soit 78,80 % d'abstention (contre 33,64 % en 1979).

La stratégie d'inspiration fédérale de celle qu'avait suivie le principal parti séparatiste des Nouvelles Hébrides - le Vannakou Parti (VAP) - avant l'accession à l'indépendance du condominium franco-britannique, à la fin des années 70. C'est en boycottant effectivement les élections locales, en 1977, que ce parti avait affirmé sa propre représentativité face aux deux puissances tutélaires, la France et la Grande-Bretagne, puis pris le pouvoir et conduit l'archipel à l'indépendance, en 1980.

De même, le Front de libération kanak s'inspire du VAP quand il annonce la constitution d'un gouvernement provisoire et la mise en place d'une administration et d'une armée parallèles. Toutefois, le rapport des forces n'est pas le même en Nouvelle-Calédonie, aujourd'hui qu'aux Nouvelles-Hébrides à l'époque. Sur le « Caillou » - comme on dit à Nouméa - aucune des deux principales communautés ne peut prétendre imposer sa volonté à l'autre par la force du nombre (2).

Cette différence explique que le Front de libération kanak, dominé par la fraction dure du mouvement séparatiste, ait opté désormais pour une stratégie insurrectionnelle dont la première conséquence sera, en réaction, de radicaliser davantage la position de ses adversaires.

Dans cette situation, le point de non-retour semble atteint.

ALAIN ROLLAT.

(1) Le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), constitué après la rupture du Front indépendantiste et la décision prise par le LKS de faire cavalier seul, associe essentiellement le principal parti indépendantiste, l'Union calédonienne (UC), au Front de libération kanak (PALIKA), au Front uni de libération kanak (FULIK), et à l'Union progressiste mélanésienne (UPM).

(2) La Nouvelle-Calédonie compte 145 368 habitants dont 61 870 Mélanésiens et assimilés (42,56 %), 53 974 Européens et assimilés (37,12 %), 12 174 Wallisiens et Futuniens, 5 570 Tahitiens, 5 319 Indonésiens, 5 249 personnes d'origines diverses et 1 212 Vanuatiens.

Le nombre et l'efficacité de ses militants ont visiblement surpris les autorités, qui ne pensaient pas que le déroulement du scrutin serait contrarié à ce point. En la circonstance, ces autorités ont assurément sous-estimé la capacité opérationnelle de l'état-major du Front séparatiste condamné à aller jusqu'au bout de ses menaces pour ne pas laisser le champ libre aux participationnistes du LKS. En prouvant qu'il peut faire régner sa loi dans la presque totalité des zones de brousse, où les Blancs sont extrêmement minoritaires, le Front de libération kanak a relativisé la victoire électorale du RPCR, ce qui lui permet d'en réclamer la représentativité.

La stratégie d'inspiration fédérale de celle qu'avait suivie le principal parti séparatiste des Nouvelles Hébrides - le Vannakou Parti (VAP) - avant l'accession à l'indépendance du condominium franco-britannique, à la fin des années 70. C'est en boycottant effectivement les élections locales, en 1977, que ce parti avait affirmé sa propre représentativité face aux deux puissances tutélaires, la France et la Grande-Bretagne, puis pris le pouvoir et conduit l'archipel à l'indépendance, en 1980.

De même, le Front de libération kanak s'inspire du VAP quand il annonce la constitution d'un gouvernement provisoire et la mise en place d'une administration et d'une armée parallèles. Toutefois, le rapport des forces n'est pas le même en Nouvelle-Calédonie, aujourd'hui qu'aux Nouvelles-Hébrides à l'époque. Sur le « Caillou » - comme on dit à Nouméa - aucune des deux principales communautés ne peut prétendre imposer sa volonté à l'autre par la force du nombre (2).

Cette différence explique que le Front de libération kanak, dominé par la fraction dure du mouvement séparatiste, ait opté désormais pour une stratégie insurrectionnelle dont la première conséquence sera, en réaction, de radicaliser davantage la position de ses adversaires.

Dans cette situation, le point de non-retour semble atteint.

ALAIN ROLLAT.

(1) Le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS), constitué après la rupture du Front indépendantiste et la décision prise par le LKS de faire cavalier seul, associe essentiellement le principal parti indépendantiste, l'Union calédonienne (UC), au Front de libération kanak (PALIKA), au Front uni de libération kanak (FULIK), et à l'Union progressiste mélanésienne (UPM).

(2) La Nouvelle-Calédonie compte 145 368 habitants dont 61 870 Mélanésiens et assimilés (42,56 %), 53 974 Européens et assimilés (37,12 %), 12 174 Wallisiens et Futuniens, 5 570 Tahitiens, 5 319 Indonésiens, 5 249 personnes d'origines diverses et 1 212 Vanuatiens.

### Le pire évité

De notre correspondant

Nouméa. - Si, de l'avis de tous, le pire a été évité, la journée du dimanche 18 novembre restera marquée par les troubles et par la psychologie qu'a connue le territoire. Depuis samedi soir et vingt-quatre heures durant n'ont cessé d'affluer vers Nouméa des informations alarmantes sur la situation en brousse et dans les îles Loyauté. Les régions les plus visées par le Front de libération nationale kanak socialiste (FLNKS) ont été celles à forte concentration mélanésienne : la côte est et les îles, où la participation a été très faible : 5,39 % par exemple, à Hienghène, commune dirigée par M. Jean-Marie Tjibaou, membre de l'Union calédonienne, vice-président du conseil de gouvernement sortant. Dès 6 heures du matin, la mairie avait été investie par deux cents manifestants du FLNKS. L'intervention de la gendarmerie a permis l'ouverture de quatre des six bureaux de vote. Les électeurs des tribus environnantes ont été transportés par hélicoptères pour pouvoir voter. Au cours des affrontements entre les militants du FLNKS et les forces de l'ordre, deux gendarmes ont été légèrement blessés, et un manifestant a reçu une balle dans la jambe, tirée par l'un des siens. Sur la commune de Ponérhoen, toujours sur la côte est, seuls 13,40 % des électeurs ont pu voter. Les troubles avaient commencé le samedi soir : divers bâtiments ont été saqués et le bureau de poste incendié. Vers 23 heures samedi, des manifestants ont occupé la mairie pendant une demi-heure, avant d'être expulsés par les gendarmes, qui ont procédé à plusieurs interpellations, parmi lesquelles celle du maire, M. Jean-Baptiste Neouhoué, et de M. André Goppe, conseiller de gouvernement, membre de l'UPM (Union progressiste mélanésienne). Le lendemain, vers 7 h 30, de nouveaux affrontements ont eu lieu, au cours desquels une jeune femme a eu une main arrachée en ramassant une grenade. Si les bureaux de vote ont pu ouvrir au fil de la journée, l'effet dissuasif voulu par le FLNKS avait joué. Plus au nord, à Ponérhoen, plus de cent cinquante militants ont envahi la mairie. Malgré l'intervention des forces de l'ordre, aucun bureau de vote n'a pu ouvrir de toute la journée. Enfin, à Canala, le maire indépendantiste, M. Maxime Karamben, a refusé de demander l'intervention des forces de l'ordre et a laissé détruire ses urnes sans bouger.

Dans les îles Loyauté, où la population est mélanésienne pour 98 %, les effets du « boycottage actif » du FLNKS ont été très nets.

A Lifou, fief du sénateur mélanésien RPCR, M. Dick Ukeiwé, la participation n'a été que de 9,92 %. Le maire de la commune, M. Edouard Wapap, avait, dès dimanche matin, fait brûler tout le matériel électoral. Les gendarmes, après avoir appréhendé M. Wapap, ont remplacé urnes et bulletins, mais, après un affrontement dans un bureau de vote entre militants du RPCR et membres du FLNKS, ceux-ci ont pu subtiliser une urne et l'ont brûlée avant de détruire deux bureaux de vote. En début de soirée, la gendarmerie du district de Wé était corvée par cent cinquante manifestants armés de sabres d'abattis et de bâtons.

Dans l'île Ouvéa, la mise en place des urnes a été rendue difficile par les nombreux barrages édifiés par le FLNKS. En fin d'après-midi, après que le maire eut décidé d'interrompre le scrutin, des manifestants ont investi la mairie et y ont mis le feu.

La côte ouest du territoire n'a pas été épargnée par les troubles. Les incidents les plus sérieux ont eu lieu à Poya (200 kilomètres au nord de Nouméa). Des heurts violents ont opposé des membres du FLNKS aux forces de l'ordre qui gardaient la mairie. Le maire UPM, M. Edmond Nékiri, a été appréhendé. Les gendarmes ont fait usage de gaz lacrymogènes contre les manifestants qui s'étaient regroupés à quelques centaines de mètres du bâtiment, dissuadant quiconque d'aller voter. Sur quatre cent quarante-cinq électeurs inscrits à la mairie de Poya, seuls sept ont pu se rendre aux urnes, et un couple d'Européens a été violemment pris à partie. Au même moment, l'équipe des envoyés spéciaux de TF1 voyait sa voiture attaquée à coup de machette : il n'y eut aucun blessé.

Toujours sur la côte ouest, à Sarzané, la mairie a été détruite à 4 h 30, dimanche matin, dans un incendie volontaire. Les opérations de vote ont, malgré tout, eu lieu dans un hangar municipal. Enfin, sur la commune de Gomen, après une tentative infructueuse pour envahir la mairie, cent cinquante manifestants environ ont incendié un dispensaire ainsi qu'un véhicule de la gendarmerie.

Par ces actions, le FLNKS a prouvé qu'il était capable de mobiliser un certain nombre de ses militants - on les estime à deux mille - sur l'ensemble du territoire, pour des actions ponctuelles mais déterminées. Sans pouvoir toutefois empêcher totalement le déroulement du scrutin comme le voulait son principal leader, M. Eloi Machoro, secrétaire général de l'Union calédonienne.

FREDERIC FELLOUX.

### LA DISCUSSION DU PROJET DE LOI DE FINANCES AU SÉNAT

#### M. Blin : un budget subi

L'examen du projet de loi de finances pour 1985, commencé le lundi 19 novembre au palais de Luxembourg, s'achèvera en principe le samedi 8 décembre, le scrutin sur la première partie devant intervenir le mercredi 21 novembre. La majorité sénatoriale, au sein de laquelle certains élus du RPR et du groupe des Républicains indépendants auraient souhaité concrétiser leurs critiques du gouvernement par une motion négative sur les recettes (ce qui aurait conduit au non-examen des dépenses), s'est retirée sans discussion. La plupart - pour ne pas dire la quasi-totalité - des budgets ministériels seront repoussés.

Quant à la première partie du projet, la commission des finances a adopté une série d'amendements visant à réduire de près de 4 milliards de francs les recettes de l'Etat. Ces amendements proposent notamment : le rétablissement des dispositions fiscales applicables à l'emprunt 7 % 1973 ; le relèvement de 50 à 60 % du montant de la provision pour investissement (mesure liée à l'interdiction des salaires) ; une diminution de 50 % de la contribution financière mise à la charge des institutions financières ; la suppression de la majoration exceptionnelle sur les produits pétroliers consommés par les ménages et le renforcement de l'augmentation des taxes sur le fuel lourd ; le refus de créer une nouvelle tranche d'imposition de 2 % pour l'impôt sur les grandes fortunes (sur ce point, il sera proposé de trouver une recette équivalente dans la taxation à 1,5 % des exportations d'armes).

M. Maurice Blin (Union centriste, Ardennes), rapporteur général, estime que le prochain budget est « plus encore que ceux qui l'ont précédé, un budget subi ». Pour M. Blin, bien que « bâti sur des hypothèses fragiles élaborées en fonction de contraintes imposées par le président de la République et visant tant l'allègement des charges que la limitation du déficit, ce budget ne traduit tout de même pas un retour au bon sens ». Mais, ajoute-t-il, en raison de « l'effort entrepris en vue d'enrayer la montée des prélèvements obligatoires », on ne peut qu'être préoccupé « par le fait que le projet risque d'être durablement obéré par le coût, à moyen et à long terme, des décisions adoptées au cours des dernières années, tels que l'augmentation massive de l'emprunt public et le niveau élevé des dépenses de fonctionnement ». Pour le rapporteur de la commission des finances, la marge de manœuvre dont aurait dû normalement disposer le gouvernement pour dégaucher quelques priorités l'année prochaine « se trouve particulièrement réduite ».

Il parle aussi de la menace que fait peser une nouvelle dégradation de la situation financière des organismes publics. Selon lui, en retissant des hypothèses économiques « optimistes », le gouvernement a pris « le parti de la fuite en avant ». Le budget est pourtant, conclut M. Blin, riche d'enseignements : « Il est ainsi démontré que sans le préalable de la confiance retrouvée, notamment chez les chefs d'entreprise, sans un régime de liberté des prix, sans une plus large responsabilité reconnue aux salariés, les blocages actuels de notre société ne permettent pas une expansion économique significative ».

A. CH.

## Capitaine Barril



## Missions très spéciales

« On le lit avec passion parce que Barril est passionné par son métier et par la France. On le lit avec admiration parce que Barril est un soldat et un héros. »

JEAN CAU / PARIS-MATCH

PRESSES DE LA CITE

### Propos et débats

#### M. Léotard (PR) : « Juin 40 au ralenti »

« Le socialisme, c'est une sorte de juin 1940 au ralenti », a déclaré M. François Léotard, secrétaire du Parti républicain, dimanche 18 novembre au « Club de la presse » d'Europe 1. Le pouvoir, selon lui, est engagé dans une sorte de « logique de l'échec ». M. Fabius, estime-t-il, s'efforce de « tomber à gauche » dans la perspective d'un échec électoral des socialistes.

Au lendemain d'une éventuelle victoire de l'opposition aux élections législatives, il ne serait « pas bon de rétablir » la peine de mort, a-t-il dit, bien qu'il ait voté contre l'abolition. Les dénationalisations devraient être effectuées, selon lui, « au fil du temps », sans précipitation, en commençant par le secteur bancaire. A propos des lois Aroux, il a ajouté : « Il y a des choses qu'on ne garde et des choses qu'il faudra enlever ».

#### M. Delors (PS) : « guerre civile froide »

M. Jacques Delors, ancien ministre de l'économie et des finances du gouvernement Mauroy, estime, dans une interview au Journal du Dimanche, du 19 novembre, que l'on commence à dérisoigner « et qu'il ne faut pas renvoyer au président de la République la responsabilité de tous les problèmes, par exemple des faits divers aussi douloureux soient-ils ».

« On ne peut pas gagner pour la survie et pour la prospérité - de la France comme de l'Europe - sur un fond de guerre civile froide qui malheureusement fait partie de notre histoire politique, dit-il.

« On ne peut pas rassembler notre énergie pour relever les défis si l'on est toujours en campagne électorale ».

كتاب النحل



# Le Monde

# société

LES MESURES DE SÉCURITÉ CONTRE LE SIDA EN RFA ET EN AUSTRALIE

## Alerte sur Hambourg

Correspondance

Bonn. — « *Pour à Hambourg* », « *panique de premiers suicides* » : la crainte du SIDA s'infiltre en Allemagne fédérale. Les journaux populaires comme *Der Bild*, « *l'Express de Cologne* », y ont consacré la semaine dernière plusieurs titres de une. Et le ministre fédéral de la santé vient lui-même de lancer un cri d'alarme, envisageant de prendre des mesures législatives pour tenter d'enrayer l'extension de l'épidémie.

« *La situation est plus sérieuse qu'on ne l'avait cru jusqu'à présent* », a indiqué, vendredi 9 novembre, un porte-parole du ministère à l'occasion d'une réunion d'experts des ministères de la santé de l'Etat et des Länder. Ces derniers ont eu à examiner diverses mesures qui pourraient éventuellement faire l'objet d'un projet de loi « pour le contrôle des maladies transmissibles par contact intime ». Parmi celles-ci figurent l'obligation, pour toute personne pouvant être atteinte par le SIDA, de se faire examiner, l'interdiction des dons de sang, mais surtout l'établissement de règles de comportement pour les malades, incluant la possibilité de condamner ceux qui continueraient à avoir des rapports sexuels. Les médecins

protection de la population et l'assistance au droit des personnes, la limite est forcément étroite. Pour ces raisons, le ministre de la santé de l'Etat de la Rhénanie du Nord-Westphalie, M. Friedhelm Fartmann, affirme que le rôle des autorités est un rôle d'information. Exhitant toute mesure radicale, comme la fermeture des saunas ou des clubs d'homosexuels, il estime en revanche nécessaire de trouver des formules pour obliger les malades à se faire connaître.

« *Jusqu'ici, nous n'avions pas pleinement conscience du risque* », a-t-il déclaré au Spiegel. « *Nous avons tous pensé que le SIDA était une maladie exotique, loin de nos portes. Mais les nouveaux chiffres venus de Berlin et de Basse-Saxe, comme en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, ont montré que la maladie y est déjà* ». M. Fartmann est également bien placé pour savoir que l'établissement de nouvelles règles ne se heurte d'ailleurs pas seulement à des questions de liberté. La Croix-Rouge allemande s'est opposée, dans son Land, à un examen plus poussé des donneurs de sang, de peur de voir leur nombre diminuer.

## Virus plus virulent

Après la mort de trois bébés qui avaient subi des transfusions de sang provenant d'un donneur homosexuel soupçonné d'être atteint de SIDA, les autorités sanitaires australiennes ont décidé de renforcer les mesures de sécurité entourant les banques de sang.

Dorénavant, les donneurs devront signer une déclaration attestant qu'ils ne sont pas atteints de SIDA. Les enfants recevront de préférence du sang prélevé sur des femmes. Ce dispositif est appliqué en France et aux Etats-Unis depuis plusieurs mois. L'Australie n'avait, jusqu'à présent, été que très peu atteinte par le virus du SIDA.

Lors d'une conférence cette semaine aux Etats-Unis, le professeur J.-C. Chermann, qui participe à l'Institut Pasteur à la découverte du premier virus (ou LAV) responsable du syndrome d'immunodéficience acquise

(SIDA), a déclaré, d'autre part, que le virus en question devenait plus infectieux qu'auparavant. Les cultures cellulaires de l'Institut Pasteur sont de plus en plus rapidement infectées, lorsque du sang de malades ou de personnes suspectées est mis à leur contact, a-t-il dit M. Chermann.

Grâce aux tests de dépistage préparés depuis la découverte du virus responsable, on a pu noter que 65 % des homosexuels de San-Francisco montraient des signes d'exposition au virus (1 % en 1978). Il en est de même pour 85 % des toxicomanes new-yorkais, et le virus est de plus en plus souvent détecté dans la salive, ce qui laisse à penser, selon le chercheur français, que des personnes n'appartenant pas aux groupes à « risque » (drogués et homosexuels essentiellement) pourraient être de plus en plus fréquemment contaminées.

seraient, pour leur part, tenus de rechercher l'origine de la contagion, de maintenir les malades sous observation et de faire connaître les cas dont ils seraient à prendre connaissance à l'administration, au besoin en donnant le nom du malade si celui-ci refusait ou interrompait un traitement.

Conscientes de l'étroitesse de leur marge de manœuvre, les autorités cherchent surtout pour le moment à mettre en garde contre les risques encourus. « *Les personnes responsables, comme celles qui sont affectées, doivent savoir qu'il ne s'agit pas d'un problème privé de quelques groupes. Le souhait légitime de la population de se protéger de cette nouvelle maladie infectieuse doit être pris en considération* », a averti le professeur Meirad Koch, directeur de département de virologie au ministère fédéral de la santé. « *Il y a toutes les raisons, a-t-il souligné, dans une interview à l'hebdomadaire Der Spiegel, d'être préoccupé par l'évolution à venir* ».

## Scepticisme

Les chiffres cités par les experts allemands sont alarmants. Depuis l'apparition de la maladie en RFA, en 1981, quarante-cinq personnes sont mortes du SIDA, et certains spécialistes estiment que le nombre des morts pourrait atteindre dix mille en l'espace de cinq ans. Celui des malades double tous les six mois, et selon certaines estimations de cent à deux cents mille personnes seraient déjà contaminées. Une étude du ministère fédéral de la santé, fondée sur l'analyse de mille cinq cents échantillons de sang prélevés sur des personnes particulièrement exposées, révèle que 20 % des toxicomanes qui se piquent par intraveineuse, 35 % des homosexuels changeant régulièrement de partenaires et 60 % des hémophiles traités avec des concentrés anti-coagulants présentent des symptômes du SIDA.

Le ministère insiste également sur les dangers de contamination des conjoints d'hémophiles ou d'hommes bisexuels, ainsi que sur celui que représente la prostitution de drogués. « *Le SIDA menace également des gens qui, de leur côté, conclut le ministère, n'ont pas de possibilités de se protéger par leur comportement* ».

Ces avertissements suffisent-ils ? Le catalogue des mesures envisagées traduit, de toute évidence, un certain scepticisme des responsables. Mais ces derniers sont obligés d'avancer avec prudence. Entre la

UNE NOUVELLE FORME DE TERRORISME EN GRANDE-BRETAGNE

## Le Front de libération des animaux affirme avoir empoisonné du chocolat

De notre correspondant

Londres. — On savait l'animal extraordinaire que les Britanniques ont pour les animaux, mais on ignorait que cette passion pouvait conduire au terrorisme. Le Front de libération des animaux a annoncé, dimanche 18 novembre, qu'il avait « empoisonné » avec de la mort aux rats un certain nombre de barres de chocolat fourrées vendues sous la marque MARS. Il voulait ainsi protester contre les mauvais traitements infligés à des singes dans un laboratoire où l'on se livre à des expériences sur la cure dentaire. Le fait est d'autant plus étonnant que la Grande-Bretagne n'a pratiquement jamais connu de mouvement de revendication se laissant aller à de pareilles extrêmes. Il existe bien un terrorisme meurtrier venu d'Irlande du Nord, mais celui-ci est considéré comme étranger, sinon international.

consomme près de 3 millions chaque jour en Grande-Bretagne.

Le Front n'en est pas à sa première action d'éclat. Il avait déjà soulevé l'émotion en révélant, l'été dernier, avoir versé du chlore dans des flacons de shampooing qui avait été testé sur des animaux.

Pour les firmes concernées par de telles actions, le préjudice est évidemment considérable. D'autre part, les militants du FLA se sont à plusieurs reprises heurtés à la police, par exemple au début de l'année lorsqu'ils ont libéré d'un centre d'élevage plusieurs centaines de visons dans la campagne. Le FLA veut être, en quelque sorte, la face révolutionnaire de la Société protectrice des animaux, qui, bien que très puissante et influente en Grande-Bretagne, n'en est pas moins réformiste. Mais une représentante de cette vénérable organisation a déclaré, dimanche 18 novembre, à la télévision qu'il ne fallait pas prendre à la légère les motivations du Front ; elle a souligné qu'elle les « comprenait », même si elle n'approuvait pas les moyens employés. Elle a ajouté qu'elle craignait que d'autres « violences » ne se produisent dans un proche avenir. Noël sera chaud, c'est la conclusion que tirent plusieurs journaux qui font leurs gros titres de cette affaire.

FRANCIS CORNILL

## Le SPA « comprend »

Dans les magasins de plusieurs villes d'Angleterre — Londres, Coventry, Leeds, Southampton et York — des tracts du Front ont été découverts à l'intérieur de l'emballage des friandises prétendument contaminées. Mais leur analyse s'est révélée jusqu'à présent négative. La menace est cependant prise très au sérieux. Dans des milliers de points de vente, les produits en cause ont été immédiatement retirés, une opération fort coûteuse puisqu'il s'en

VISITEZ

**AMELBAT 84**

20-25 Novembre  
Paris - Porte de Versailles

Quel produit, quel procédé, quel financement pour améliorer votre habitat ?  
Au Salon de l'Amélioration de l'Habitat, le Centre Info vous renseignera gratuitement sur tous ces problèmes.

**France Inter**  
Présence permanente au standard  
d'INTER SERVICE  
830.45.40

## Montagne d'or en Haute-Savoie

De notre correspondant

Chambéry. — Ils étaient à la tête d'une modeste entreprise de décolletage, à Bodge (Haute-Savoie), mais ils disposaient à leur domicile et dans le coffre d'une banque d'Annemasse d'une « montagne d'or » : 220 kilos en lingots cachés ici dans un lave-vaisselle, là dans un congélateur, et même, pour plus de sécurité, à l'intérieur des pieds des lingebois de leur maison. M. Ulysse Sadier, soixante-cinq ans, et ses deux fils, Louis et Alphonse, âgés tous deux d'une cinquantaine d'années, ne vivaient nullement comme des milliardaires ou des parvenus. Ils n'avaient que deux passions : les chapeaux feutrés et les bottes de bœuf.

être justifiée par MM. Ulysse et Louis Sadier, alors qu'une loi, édictée pour prévenir la contrebande, précise que les propriétaires d'or situés dans un rayon de 300 kilomètres d'une frontière doivent pouvoir justifier, à tout moment, aux douaniers l'origine de cette marchandise.

MM. Ulysse et Louis Sadier ont été condamnés à trois mois de prison avec sursis par la cour d'appel de Chambéry. Ils devront verser, en outre, plus de 18 millions de francs d'amende. Le deuxième fils, Alphonse, a été relâché.

Les deux hommes risquent maintenant d'être sanctionnés cette fois... par le fisc, pour n'avoir pas, semble-t-il, déclaré les sommes engagées lors de l'achat des lingots.

CLAUDE FRANCHILLON.

## Fusillade près d'Hendaye

Un mort, un blessé

De notre correspondant

Bayonne. — Un jeune habitant de Ciboure (Pyrénées-Atlantiques), M. Christian Olazcuaga, vingt-deux ans, a été tué, dimanche 18 novembre, peu après 1 heure du matin, à Bistrou, petite commune proche d'Hendaye qui surplombe la Bidassoa. La fête battait son plein lorsque Christian et son frère Claude, vingt-cinq ans, arrivaient au village. Ils se dirigeaient vers le bal après avoir garé leur voiture, quand deux individus masqués, sortant d'un petit chemin, les ont abordés. « *Ils nous ont parlé dans une langue que nous*

n'avons pas comprise, braquant sur nous des armes, nous a déclaré Claude Olazcuaga. Nous avons cru alors à une blague. J'ai entendu une déflagration et mon frère s'est effondré. J'ai réussi alors à désarmer l'inconnu qui me faisait face, et je me suis échappé. Dans ma course, une balle m'a atteint au mollet. » La scène n'a eu aucun témoin.

Les fêtes ont aussitôt été suspendues : on a retrouvé, non loin du lieu du drame, un pistolet de gros calibre, chargeur complet appartenant sans doute à l'un des agresseurs. Il semble que ceux-ci se soient rendus à Bistrou à bord d'une Renault 6 volée la veille près de Bilbao (Pays basque espagnol), voiture qui a été découverte à l'entrée du village avec les clés sur le tableau de bord.

Cet attentat, qui n'avait pas été revendiqué lundi matin, laisse perplexes les enquêteurs et la population. Si le père des jeunes gens est un militant syndicaliste fort connu dans la région, il semble qu'ils n'aient, eux, aucune activité politique. On avance donc l'hypothèse de la méprise qu'expliquerait l'obscurité régnant sur les lieux de la fusillade. Méprise qui pourrait aussi s'expliquer par le fait que les deux frères portaient des barbes comme beaucoup de réfugiés basques dans la région. A mots qu'il ne s'agisse de représailles aveugles après la mort, quarante-huit heures auparavant, de l'autre côté de la frontière, de Joseph Couchot, membre présumé du GAL (Groupe antiterroriste de libération) (le Monde daté 18-19 novembre), meurtre revendiqué, lundi 19 novembre, par l'ETA.

PHILIPPE ETCHEVERRY.

HENRI DE BRESSON.

## Le micro-majeur : Dès sa naissance 5000 logiciels l'entourent.

5000 logiciels à la naissance plus une large gamme de périphériques : le Spectrum+, c'est la puissance. Plus de 250 000 passionnés en France qui font déjà confiance à Sinclair : le Spectrum+, c'est l'expérience. L'acquis du passé plus la force de ses nouvelles qualités : le Spectrum+, c'est le top micro.

Sinclair s'impose définitivement. Ce micro-ordinateur est déjà majeur.

Chez votre revendeur Sinclair le Spectrum+ vous attend avec son cadeau surprise.

**ZX Spectrum+**  
**sinclair**





## M. Chevènement veut continuer à sa manière la rénovation des collèges

هكذا من الأحم



(Publicité)

# POUR LA MAISON DES CHOMEURS

## UN APPEL DE MAURICE PAGAT

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU SYNDICAT DES CHOMEURS

### LETTRES

De M. F., Rouen (78000) :

« Avec le chômage, on perd tous ses amis. On vous téléphone pendant huit jours. Et après, on vous oublie. »

De M. P.C., Clermont-Ferrand (63100) :

« Je suis âgé de vingt-quatre ans. Je suis sans aucune ressource. Je ne touche pas d'allocation de chômage. Je coucherais dehors et serais réduit à la mendicité si mes parents ne se saignaient pas aux quatre veines pour m'offrir un gîte et me nourrir. Mais je ne peux plus supporter cette situation. »

De M.G., Toulouse :

« Mon fils a sept ans... J'en ai cinquante et un. Nous avons pour vivre des allocations familiales de 1 334 F. Mon loyer est de 1 170 F. Il me reste donc pour vivre 164 F pour le mois. »

« Vais-je devoir donner mon enfant, comme certaines mères latino-américaines ou asiatiques, pour qu'il ne meure pas de faim ? »

De M.B., La Courneuve (93120) :

« La mal des chômeurs, c'est l'enfermement et la solitude... C'est ne plus pouvoir sortir de chez soi parce qu'on a honte, honte de ne pas aller travailler... peur de passer pour un fainéant et du « qu'en dira-t-on ? ». Honte d'être là, à ne rien faire, à profiter de la société, incapable de faire vivre sa femme et ses gosses. On évite d'en parler devant les enfants, il ne faut pas les angosser. Les mois passent, la crispation et l'oppression vous saisissent, la tête serrée comme dans un étui, le corps lourd comme une chape de plomb sur les épaules. Le chômeur va mal, il est un homme seul et sans avenir. »

De A.C., Roubaix (59100) :

« J'ai trente-neuf ans, je suis au chômage depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1983. Je ne suis plus indemnisé et je ne perçois maintenant que l'aide départementale qui s'élève à 377 F par mois. Ce qui me fait environ 12,50 F par jour pour vivre. Inutile de vous dire que je ne peux plus payer mon loyer qui est de 500 F par mois. Je suis seul et je ne sais quoi faire. »

D'un militant syndicaliste devenu chômeur :

« Ayant été licencié dans le cadre d'un licenciement collectif économique depuis un an, je fais l'expérience la plus douloureuse pour un militant syndicaliste : vivre dans la solitude avec le sentiment d'être devenu un homme inutile. C'est dur après avoir milité pendant plus de quinze ans dans ma section syndicale. Du jour au lendemain, et malgré mes tentatives pour maintenir le contact à tous les niveaux, je me suis trouvé exclu de fait du monde syndical. »

« Et c'est justement au moment où j'espérais être entouré d'attention que le tissu de mes relations « fraternelles » s'est désagréé ! Après une année de vaines recherches d'emploi, de plus en plus ignoré, évité comme un malfaiteur contagieux, comment ne pas être découragé et ne pas remettre en question les valeurs pour lesquelles je me suis battu ? »

Camarades, pourquoi votre esprit de solidarité s'arrête-t-il aux portes étroites de votre entreprise ? »

De M. P.F., Carhaix (29270) :

« Si les choses continuent comme actuellement, un jour viendra où le travail sera considéré comme un bien plus précieux que sa propre existence. Celui qui aura la chance d'avoir un emploi devra le dissimuler comme une richesse inavouable, devra raser les murs, surveiller continuellement les abords et épier le chômeur tapi dans l'ombre, prêt à lui sauter dessus pour lui ravir sa place... »

De M. J.V., Marçay-en-Barcaul :

« Avec le soutien des médias et des syndicats, nous voyons les cadres, les fonctionnaires, les membres des professions libérales et bien d'autres, revendiquer pour la progression de leur niveau de vie, ou tout au moins en garder le maintien. Mais qui se préoccupe de celui des chômeurs ? Qui en est-il de leur pouvoir d'achat qui chute du jour au lendemain et s'annule au fil des mois ? »

« Ils sont seuls pour se défendre : les syndicats s'en désintéressent trop souvent, les ANPE manquent d'offres d'emploi, les ASSEDIC, froides, informatisées, inaccessibles, représentent pour eux l'administration avec un grand A. S'ils ne sont pas dépités par leur famille ou des amis compréhensifs, ou s'ils n'ont pas la force morale d'affronter le négatif de leur situation, ils sont voués au désespoir. »

### Aidez-nous à équiper les maisons des chômeurs

Pour équiper dans de bonnes conditions les maisons des chômeurs, nous avons plus particulièrement besoin du matériel suivant :

- Machines à écrire en état de marche ;
- Photocopieurs fonctionnant avec du papier non traité ;
- Duplicateurs et graveurs pour stencils ;
- Fournitures de bureau ;
- Matériel de cuisine pour collectivité ;
- Livres et revues pour les bibliothèques.

Ces dons peuvent être directement apportés, pour la région parisienne, au 9, rue de la Fontaine-au-Roi, Paris (11<sup>e</sup>).

### SERVICE SOS EMPLOI - CHOMAGE

Pour la région parisienne, un service SOS Emploi - Chômage a été mis en place à la Maison des chômeurs afin de permettre à tous les employeurs de faire connaître directement leurs offres d'emploi et aux chômeurs d'en prendre immédiatement connaissance.

Nous invitons donc les chefs d'entreprise ou du personnel à nous communiquer par lettre ou par téléphone leurs emplois disponibles.

Tél. 806-88-05, 737-74-76 et 806-14-57

Grâce au soutien du Comité chrétien de solidarité avec les chômeurs, notre association syndicale a pu louer et aménager un petit immeuble situé au 9, rue de la Fontaine-au-Roi, dans le 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris.

Cet immeuble abrite les services de la première Maison des chômeurs créée en France. Cette maison entend réaliser, pour et avec les chômeurs, les actions de défense, de soutien moral et d'entraide qui ne sont toujours pas assurées, comme il conviendrait, par les organismes existants.

Tout le monde parle actuellement des « nouveaux pauvres », les récupère et les utilise. Mais on analyse toujours aussi mal l'ampleur et la nature d'un phénomène qui fait brutalement basculer plusieurs centaines de milliers de travailleurs privés d'emploi dans la précarité ou l'exclusion sociale.

Les chômeurs en « fin de droits » ne sont pas des clochards ni des cas sociaux traditionnels que les organismes charitables pourraient prendre en charge. Nous n'assistons pas à une résurgence passagère de la pauvreté. Mais, avec la précarisation des emplois, le chômage massif et de longue durée, nous sommes en présence d'un phénomène nouveau qui disloque le monde du travail et tend à créer une nouvelle classe de marginalisés et d'exclus.

Cette décomposition des structures de l'emploi, cette désagrégation du tissu social et cette faillite de notre système de protection sont des réalités tellement dérangeantes, tellement inattendues, tellement lourdes de conséquences que l'on se refuse encore à les prendre réellement en compte. Et c'est ce qui explique en grande partie l'inadaptation des solutions proposées.

Aujourd'hui, un million de chômeurs ne perçoivent aucune allocation et plus de 350 000 reçoivent l'allocation dérisoire de 41 F par jour. C'est parmi ces chômeurs mal ou non indemnisés que se recrute la majorité des « nouveaux pauvres ».

Tandis que triomphent toujours les corporatismes et les égoïsmes, un nombre grandissant de chômeurs connaît misère, solitude et désespoir. Le Syndicat des chômeurs est convaincu que l'intervention collective des chômeurs est indispensable pour remettre de l'ordre et de l'équité dans notre système d'indemnisation et obtenir un partage plus juste des emplois et des revenus. Aujourd'hui, ce sont toujours les autres, c'est-à-dire ceux qui ont la chance d'avoir un emploi, qui parlent et décident pour ceux qui en sont privés. Ainsi les chômeurs sont-ils mis sous tutelle et deviennent-ils de véritables parias au mépris des règles démocratiques les plus élémentaires. Une somme considérable d'énergie, de capacités et de créativité est totalement stérilisée.

Pour faire reculer le chômage et la misère, le Syndicat des chômeurs veut susciter une véritable mobilisation de tous les travailleurs privés d'emploi et créer dans toute la France des réseaux de solidarité et d'innovation.

Les Maisons que nous mettons en place aident concrètement les chômeurs à retrouver un emploi en mettant à leur disposition un certain nombre de services et de moyens techniques. Un service spécialisé permet de soutenir les projets des chômeurs désireux de créer eux-mêmes leur emploi, notamment dans le domaine de l'économie sociale. Enfin, un service de restauration fonctionne.

Les médias ont multiplié, ces temps derniers, les enquêtes sur la situation dramatique des chômeurs mal ou non indemnisés. Les témoignages publiés dans cette page permettent de constater que des dizaines de milliers de chômeurs manquent en effet du strict nécessaire. L'hiver dernier, on a pu voir à Paris et dans certaines grandes villes de province des chômeurs en grand nombre, et notamment des jeunes, venir aux soupes populaires organisées par l'Armée du salut et les Compagnons d'Emmaüs. Dans un pays aussi riche que le nôtre — chaque soir, les restaurants de luxe sont remplis de convives qui dépensent, pour un seul repas, ce que l'on donne à un chômeur arrivé en fin de droits pour vivre pendant un mois, — il n'est pas convenable que des hommes et des femmes privés de travail en soient réduits, pour survivre, à des formes d'assistance aussi humiliantes qui rappellent les heures les plus sombres de notre vie sociale.

C'est pourquoi la Maison des chômeurs offre, dans une ambiance fraternelle, des repas à des prix très réduits, et, dans certains cas, gratuits. Afin de soutenir le moral des chômeurs, qui, on ne le soulignera jamais assez, connaissent trop souvent isolement, rejet et désespérance, elle organise aussi, en collaboration avec des travailleurs solidaires, des activités de détente dans le domaine culturel et artistique.

Pour financer l'ensemble de ces activités, et créer très vite de nouvelles maisons en province, nous avons besoin de la collaboration active et du soutien matériel d'un grand nombre de personnes. C'est pourquoi nous prions tous ceux qui souhaitent concrètement leur solidarité avec les travailleurs privés d'emploi de se considérer comme personnellement concernés par notre appel et de le diffuser auprès de leurs amis, dans leurs entreprises, syndicats, mouvements, associations et communautés.

A l'avance, et au nom de nos camarades chômeurs, nous vous remercions.

MAURICE PAGAT.

ASSOCIATION SYNDICALE DES CHOMEURS, 117, rue Henri-Barbusse, 92110 Clichy. Tél. 737-74-76. C.C.P. 186284N, Paris.

LA MAISON DES CHOMEURS, 9, rue de la Fontaine-au-Roi, 75011 Paris. Tél. 806-88-06.

### Prière de remplir et de retourner ce bulletin à notre secrétariat

NOM : .....  
PRÉNOM : .....  
AGE : .....  
ADRESSE : .....  
VILLE : .....  
PROFESSION : .....  
TÉL : .....

Je peux apporter à la Maison des chômeurs une collaboration dans les domaines suivants :

Je peux aider à la création d'une maison des chômeurs dans mon quartier ou dans ma commune : OUI - NON

Je verse la somme de :

..... F  
au C.C.P. 186284N, Paris, Association syndicale des chômeurs, 117, rue Henri-Barbusse, 92110 Clichy.

### PARTAGE

BULLETIN D'INFORMATION SUR LE CHOMAGE ET L'EMPLOI

L'Association syndicale des chômeurs publie chaque mois un bulletin qui :

● Fait le point sur toutes les questions relatives au chômage et à l'emploi, notamment en utilisant et en rendant accessibles à tous les travaux des spécialistes.

● Présente les positions et propositions de notre association qui luttent pour un partage plus juste des emplois et des revenus.

● Donne aux chômeurs des informations et des conseils pratiques.

● Publie des témoignages sur le vécu du chômage et rend compte des initiatives favorisant la création d'emplois au profit des chômeurs.

Abonnement ordinaire : 75 F.

Abonnement de soutien : à partir de 125 F.

C.C.P. 186284N, Paris, Association syndicale des chômeurs, 117, rue Henri-Barbusse, 92110 Clichy.

### TÉMOIGNAGES

D'un membre du Bureau d'aide sociale du Mans :

« Il y a un an, un jeune couple nous a appelé au secours pour une note d'électricité. Nous n'avons plus entendu parler de lui jusqu'à cet hiver dernier. Cette fois, nous avons refusé de lui venir en aide, soupçonnant que le travail au noir avait été sa source de revenus pendant ce temps. Une lettre poignante de la femme nous a expliqué qu'ils avaient tout vendu pour subsister chez eux. En allant lui rendre visite, nous avons trouvé les enfants se réchauffant devant un verre d'eau chaude. Pour le dire, ils n'avaient qu'une soupe et du pain trempé. »

De M. J.-L. D., Saint-Dié (88100) :

« Je suis ouvrier J.D.C. et c'est bien vrai que les chômeurs sont une population marginalisée. En plus, un certain nombre n'ont plus rien, pas un sou, et certains à la rue. C'est l'abandon complet. »

« En réponse à cela, il faut en premier la lutte des organisations : organisations de chômeurs, organisations de travailleurs solidaires et prêts à prendre des risques pour faire avancer la réduction du temps de travail, l'embauche des chômeurs, il y a la responsabilité de tous. Les uns créent de la bonne conscience des autres, et ça ne peut plus durer. »

D'un agent d'accueil à l'Assedid :

« Le chômage est une vraie catastrophe pour bon nombre de gens. Je vois tous les jours des gens désespérés, malades nerveusement et physiquement par le chômage. Il y a de plus en plus de gens qui ont des difficultés financières du fait des restrictions des indemnités. J'ai vu un homme de trente-cinq ans qui a été voler pour donner à manger à ses enfants. Il touche 1 000 F par mois, il a trois enfants et sa femme n'a pas d'emploi. Une mère célibataire s'est fait corner dans une grande surface à « liquer » pour nourrir son enfant. Elle n'avait plus un sou et attendait son chômage. »

Maladie et chômage

« On a remarqué qu'un nombre de plus en plus grand de malades étaient chômeurs. Par exemple, voici les pourcentages de malades chômeurs à l'hôpital psychiatrique de Sainte-Germaine (Maine-et-Loire) sur un secteur (Angers-Sud, Trélazé, Thouarcé, Chalonnes) : 1979 : 6,79 % ; 1980 : 7,49 % ; 1981 : 9,42 % ; 1982 : 19,40 % ; 1983 : 19,66 % ; 1984 : 17,84 % (en avril !)

(Extrait d'une note d'information rédigée par le personnel de l'hôpital.)

De M<sup>me</sup> T.B., fonctionnaire, Paris (5<sup>e</sup>) :

« Je n'ai pas participé à la grève des fonctionnaires. Car, si je suis d'accord pour demander une augmentation des bas salaires de la fonction publique, je n'accepte pas les stratégies syndicales qui demandent une augmentation pour tous, y compris pour les plus privilégiés. J'ai donc décidé, pour être fidèle aux exigences de la solidarité ouvrière, de faire parvenir au Syndicat des chômeurs une somme équivalente à une journée de travail, soit 490 F. »

Des militants CFDT du Maine-et-Loire :

« Cette détresse plus ou moins cachée, ce découragement, cette absence de projets, cette détérioration des relations familiales, ces budgets squelettiques d'un nombre croissant de chômeurs qui ne mangent pas à leur faim, cette quête permanente et humiliante de secours, ce rejet de la société, tout cela dit par tous ceux qui le vivent avec pudeur, détresse, résignation ou révolte ça vous donne un coup à l'estomac (...)

« Cette réalité est si dure et angoissante que, à notre congrès d'union départementale, un militant CFDT de l'ASSEDIC, qui, dans le cadre de son travail, voit chaque jour cette face cachée du chômage, nous interpellait en nous demandant de réfléchir à syndicalement nous ne devions pas revendiquer la mise en place de soupes populaires dans chaque ville, ou la mise en place de fonds substantiels pour l'aide aux chômeurs (...) à moins de laisser s'installer et grandir la misère à côté de nous sans réagir. »

De M<sup>me</sup> C.L., Rennes (35100) :

« Mon mari, qui est secrétaire général d'une société, gagne exactement 13 884 F net par mois. Il estime qu'il est un privilégié par rapport aux chômeurs. Considérant qu'il n'avait pas le droit en conscience de gagner plus, il a volontairement bloqué son propre salaire depuis cinq ans. »

« J'espère que ce témoignage pourra aider d'autres personnes à se poser aussi quelques questions et à y répondre. »

### APPEL AUX BÉNÉVOLES

Pour le fonctionnement de la Maison des chômeurs de Paris et de celles qui sont en voie de création en province, nous avons besoin de l'aide bénévole de tous ceux qui disposent d'un peu de temps libre et qui ont des compétences dans les domaines suivants :

- Formation et reclassement professionnel ;
- Droit du travail et plus particulièrement législation relative à l'indemnisation du chômage ;
- Ecoute psychologique et soutien moral ;
- Aide technique et juridique aux chômeurs créateurs d'emplois ;
- Animation culturelle et artistique ;
- Information et communication, etc.

Nous demandons donc aux juristes, aux avocats, aux travailleurs sociaux, aux médecins, aux spécialistes des problèmes de gestion des entreprises, aux journalistes, aux universitaires, aux militants syndicalistes, aux artistes, etc., qui souhaitent nous aider, de se mettre en rapport, par lettre ou par téléphone, avec notre secrétariat.

Nous vous remercions de bien vouloir le faire le plus rapidement possible.



TENNIS

# Le nouveau départ de Yannick Noah

Amers. - Le Tchèque Ivan Lendl a de nouveau gagné le tournoi d'Amers. S'il réédite sa victoire lors d'une des deux éditions de ce dernier, il deviendra propriétaire de la raquette en or sortie de diamants, évaluée à 800 000 dollars, qu'il a brandie pour la deuxième fois, dimanche 18 novembre, après sa victoire sur le Suédois Anders Jarryd (6-2, 6-1, 6-2), succès facile acquis en 1 heure 40 minutes, qui lui a déjà rapporté 200 000 dollars.

Cent douze mille spectateurs ont suivi, pendant une semaine, ce tournoi sur invitation - soit la plus large audience à ce jour pour une compétition de tennis en salle - en dépit de la défection de vedettes comme le numéro 1 mondial John McEnroe. Désormais championnat d'Europe des champions.

Yannick Noah doit faire sa rentrée officielle au tournoi de Toulouse, du 19 au 26 novembre, après une exhibition, le 27 octobre à Amsterdam contre le Suédois Sundström et un tour contre l'Indien Krishnan à Amers.

Il n'a plus disputé d'épreuves du Grand Prix depuis son abandon au Queen's le 12 juin dernier. Encore classé quatrième mondial après la perte de son titre à Roland-Garros, il n'occupe plus que le douzième rang sur l'ordinateur de l'Association des professionnels.

Le numéro 1 français peut-il revenir dans le peloton de tête des meilleurs mondiaux après avoir passé cinq mois à soigner une pubalgie ? Pour tout autre champion, la réponse serait donnée en fonction de critères objectifs. Une aussi longue interruption n'est jamais bonne. De surcroît, Noah a un tennis spectaculaire qu'il peut jouer seulement en pleine possession de ses moyens. Il doit encore travailler pour retrouver son meilleur niveau, mais il en a la capacité.

Toutefois, Noah n'est pas un champion tout à fait comme les autres. Depuis sa victoire aux internationaux de France, depuis plus encore sa fameuse conférence de « stress », il y a bientôt un an maintenant, l'homme suscite les passions. Tout ce qui le touche devient sujet de polémique. Son état physique par exemple.

## Quinze médecins

Cinq mois pour venir à bout d'une inflammation des muscles pubiens, n'est-ce pas trop long ? « J'ai vu à peu près quinze médecins, suivi dix-sept traitements », affirme Noah (1), en précisant : « Il y a eu à peu près soixante-quinze lettres chez Prosser (son agent) de médecins qui proposaient des traitements miracles ». Le médecin de la Fédé-

(ECC), cette épreuve, dont le budget total est de l'ordre de 3 millions de dollars, ne peut plus être considérée comme une simple exhibition, compte tenu du niveau des matches qui sont disputés et de l'organisation qui est mise en œuvre.

Financé par un groupe de diamantaires suisses pour relancer leur cité, et dirigé par l'ancien champion français Pierre Darmon pour le compte de la société de management sportif Prosser, ce tournoi voudrait prendre rang désormais dans le circuit officiel, comme véritable tournoi des maîtres européens. C'est dans ce cadre que le numéro 1 français, Yannick Noah, a fait un timide galop d'essai face à l'Indien Ramesh Krishnan, avant de faire sa rentrée officielle.

## De notre envoyé spécial

ration française de tennis, le docteur Jean-Pierre Cousteau, qui lui avait conseillé de ne pas jouer à Rome après une première alerte à Hambourg, et qui lui avait ordonné un traitement avant son départ pour les Etats-Unis, n'est pas satisfait : « Ce qui m'a énervé dans cette histoire, c'est d'abord que Yannick ait été vu trop de médecins. Il est dommage qu'un athlète aille voir dix ou quinze personnes différentes pour un même bobo (2). »

Enfin, c'est un spécialiste de Chicago qui soigne des footballeurs professionnels américains qui a trouvé la solution : « Il m'a donné un programme de musculation et, en trois jours, c'était fini », assure Noah (1), dont la reprise avait été repoussée depuis le début août.

Est-il prêt pour autant ? « J'ai envie de jouer », affirme le champion, qui n'a plus gagné un tournoi en simple depuis Roland-Garros en 1983. Mais pas d'importance. Désigné pour aller disputer le tournoi de Johannesburg en Afrique du Sud, il renonce. On a fait pression sur lui.

« Coups de téléphone d'Africa, des ministères, d'un peu partout », d'Arthur Ashe, de son père aussi. « Enfin, je me suis dit que cela ne valait pas le coup (1). »

En remplacement, il peut s'aligner à Toulouse. Mais il n'enchaîne pas ensuite avec le circuit australien qui lui aurait sûrement permis de préserver sa sélection pour le tournoi des maîtres de New-York. Sa jeune femme est enceinte de six mois. Il ne veut pas le quitter, et il ne veut pas lui imposer un long voyage. « La priorité, c'est la famille, après le travail (1). »

Cette réaction déclenche la colère du rédacteur en chef de Tennis de France, Alain Deflaxieux : « S'il ne joue pas lorsqu'il est blessé, s'il ne joue pas quand sa femme est enceinte, il ne jouera pas non plus

après l'accouchement, ni au moment du baptême, ni quand le bébé aura sa première dent. Que lui restera-t-il alors ? Quelques exhibitions, quelques tournois qui l'arrangent ? Et finalement (...) on est en droit de se demander si Yannick a encore l'ambition et la pêche de quelqu'un qui veut jouer les premiers rôles sur la scène du tennis professionnel. »

## Tout casser

Alors, fini Noah ? Le vide serait immense pour le tennis. Le public aime les joueurs qui ont une technique intimidante et des armes inaccessibles. Noah est de ceux-là », note l'ancien numéro 1 Patrice Dominguez, qui attend avec impatience son retour : « C'est vital pour le tennis français mondial (2). » Pour les affaires du tennis spécialement : « Les gens qui ont mis de l'argent sur moi ne me demandent quand je vais recommencer. C'est normal », reconnaît lui-même Noah, qui précise : « Je ferai mon maximum. » Son entraîneur, confident et ami, Patrice Hagelstein, confirme : « En ce moment, il a envie de tout casser. Je ne l'ai jamais vu aussi déterminé, aussi professionnel (1). »

En l'espace d'un an, Noah a manifestement beaucoup changé, évolué. Dans sa mise, il a abandonné le look rasta pour une tenue bon chic bon genre, cheveux courts et blazer gravité. Dans son moral : son mariage a modifié son regard sur les choses et les êtres. C'est une fois, une dérogation, exceptionnelle il est vrai, leur a permis de s'absenter pour assister à l'assemblée générale de l'UNPC (Union nationale des coureurs professionnels), qui avait pour thème un autre véhicule : la moto. Les deux hommes, Laurent Fignon, en a rapporté deux ans de présence ; qui ne lui confère pas le moindre privilège dans la course et ne suffit pas, en l'occurrence, à lui ouvrir

ALAIN GRAUDU.

(1) Tennis Magazine n° 105, décembre 1984.  
(2) Tennis de France n° 380, décembre 1984.

## CYCLISME

### LES SIX JOURS DE PARIS

# Vallet-Frank à l'attaque

A vingt-quatre heures de l'arrivée des deuxièmes Six Jours de Paris-Bercy, la lutte pour la victoire reste très serrée entre Frank-Vallet, Moser-Pijnen et Clark-Wiggins, les trois meilleures équipes en piste auxquelles Frenier-Gleiser et Tournebise-Wilde donnent une bonne réplique, tandis que Fignon-Motet occupent le septième

place à cinq tours. Frank-Vallet ont pris la tête avec un tour d'avance, dimanche 18 novembre, au cours d'une chasse très vigoureuse. Frank s'est également montré le plus rapide dans les sprints avec Wiggins et Dill Bundi, battant notamment le record du tour à 64,64 km/heure de moyenne.

## Train bleu... ou TGV-omnibus ?

Le « Train bleu ». Voilà une expression qui avait presque disparu du vocabulaire cycliste et qui redevient d'actualité avec les Six Jours parisiens. Elle désigne l'équipe, pour ne pas dire les meilleurs spécialistes de la piste, qui se retrouvent, chaque hiver, dans une quinzaine d'épreuves, de Berlin à Grenoble et de Paris à Milan : ils entendent rester les patrons de leur spécialité, d'où une cohésion indéniable dans le cadre d'un sport-spectacle assés de primes importantes.

Pour appartenir au Train bleu, il faut avoir fait ses preuves et bénéficier d'une notoriété confirmée. Les conditions de cette adhésion constituent un véritable contrat de qualité. Connaissant ces arrangements entre gens du métier, on peut évidemment s'interroger sur la sincérité des résultats, mais, en définitive, la victoire récompense toujours le talent, et rien n'est jamais démenté, si ce n'est d'un exercice difficile, réservé à des artistes du vélo.

## Erreur d'aiguillage

Un coureur de valeur moyenne, disposant d'une technique rudimentaire, n'aurait pas la moindre chance de tirer son épingle du jeu. Ce genre d'épreuve exige, en effet, de solides dispositions, en particulier une vélocité, une souplesse et un coup d'œil qui sont les atouts primordiaux du champion cycliste. La rapidité des chasses en apporte la démonstration, et les records du tour (plus de 64 km/heure, par le Suisse Dill-Bundi) ne sont pas à la portée du premier venu. De toute évidence, un authentique six-dayman possède les atouts maîtres pour devenir, le cas échéant, un grand routier. L'inverse n'est pas forcément vrai.

Le Train bleu a déjà défilé, mais l'événement est rarissime. L'ancien vainqueur du Tour de France Roger Lapébie, qui est venu spécialement de Bordeaux

pour passer une soirée à Bercy, nous a expliqué comment, avec l'aide de Maurice Archambaud, il avait piégé les favoris pour gagner les Six Jours de Paris en 1935 : « Nous avons attendu à l'heure de la trêve, en fin d'après-midi, et imposé aux pistards une bataille qui s'est terminée avec le coup de pistolet final. Notre supériorité résidait dans notre résistance de routier et dans notre volonté de vaincre. Guerra-Olmo, deuxième, ont fini à trois tours... »

Une telle offensive ne serait plus convenable de nos jours. La formule de la course fractionnée n'autorise plus les grandes manœuvres aux développements imprévisibles, et Fignon-Motet, qui se sont fort bien comportés en dépit de leur inexpérience relative, n'ont pas les moyens de renouveler l'exploit réalisé, il y a près d'un demi-siècle, par Lapébie-Archambaud.

Le classement des Six Jours, ce lundi 19 novembre, sera sans doute conforme aux intérêts du Train bleu, dont le Néerlandais René Pijnen est l'un des chefs de file les plus influents. Ce vieux renard des pistes totales sobriement trois victoires dans les Six Jours, soit vingt-trois de plus que l'incomparable Van Steenbergen. Sauls, Patrick Sercu et Peter Post ont fait mieux que lui. Associé au routier de l'heure Francesco Moser, il tentera vraisemblablement d'obtenir la succès que l'italien avait raté, au mois de février, dans ce même Palais des sports de Bercy, alors qu'il avait pour partenaire l'Allemand Dietrich Thurau. Il fut malheureusement victime du contentieux opposant son équipier occasionnel au Danais Frank depuis les Six Jours de Copenhague, le 15 novembre, place ravint à... Frank-Vallet.

La dernière soirée de Bercy sera placée sous le signe des règlements de comptes. Le public n'aura pas à s'en plaindre. JACQUES AUGENDRE.

## AUTOMOBILISME

# Le rallye de Monte-Carlo pourrait être remplacé

Mettez sur pied, d'ici au 26 janvier 1985, un rallye de type Monte-Carlo avec des épreuves spéciales et selon des itinéraires aussi spectaculaires que ceux de la célèbre épreuve hivernale : tel est le projet que nourrit M. Jean-Marie Balestre, président de la Fédération internationale de sport automobile, après avoir voulu, semble-t-il, pratiquer la politique de la terre brûlée avec les organisateurs monégasques.

Le ministre délégué à la jeunesse et aux sports, M. Alain Calmat, qui doit réunir, mardi 20 novembre, des représentants officiels de la principauté et des membres du cabinet du président de la République, aura besoin de tout son discernement pour arbitrer ce conflit.

## GYMNASTIQUE RYTHMIQUE ET SPORTIVE

### Domination bulgare

Déjà championnes du monde de gymnastique rythmique et sportive, les Bulgares ont remporté, dimanche 18 novembre, à Vienne, leur troisième titre européen par équipes, après ceux de 1973 et 1980. Les Soviétiques, couronnées l'an dernier, ont terminé deuxième, devant les Espagnoles. Les Françaises ont pris la huitième place.

Individuellement, la Bulgare Anelia Ralenko, vingt-quatre ans, a été la vedette de cette épreuve en partageant le titre de combiné avec la Soviétique Galina Beloglazova, puis en gagnant trois médailles d'or aux massues, au cerceau et au ballon. La Bulgare a toutefois annoncé qu'elle ne participerait plus à des compétitions. Faisant allusion à la protestation soviétique qui l'a obligée à partager la médaille d'or du combiné, elle a regretté que « la compétition ne se joue pas entre les athlètes, mais entre les juges ».

## FOOTBALL

# Deux joueurs nantais tués dans un accident de la route

Deux joueurs du Football Club de Nantes, Seth Adonkor, vingt-quatre ans, stopper de l'équipe professionnelle, et Jean-Michel Labejof, vingt ans, ont trouvé la mort, dimanche 18 novembre, dans un accident de la route. Un troisième joueur, Sidi Kaba, dix-huit ans, souffre de plusieurs fractures, au fémur, au bassin et aux côtes, ainsi que d'une légère atteinte cervicale.

L'accident s'est produit au lieu-dit Temple de Bretagne sur la voie express Nantes-Saint-Nazaire. Seth Adonkor, qui conduisait, a perdu le contrôle de son véhicule sur la route rendue glissante par la pluie. L'automobile a traversé le terre-plein central avant de heurter de plein fouet une voiture conduite par M. Luc Dejoie, sénateur de Loire-Atlantique. Ce dernier ne souffre que de blessures légères, de même que son épouse, victime d'une fracture du poignet.

Seth Adonkor, originaire du Ghana, était un grand ami de l'Auxerrois Michel N'Gom, avec qui il avait joué dans l'équipe de France espoirs, et qui est mort dans les mêmes circonstances tragiques le dimanche 12 août.

## HOCKEY SUR PATINS A ROULETTES

# Un championnat du monde pour sortir de l'anonymat

## Correspondance

En battant par 8 buts à 1 le Japon lors du tournoi d'ouverture, samedi 7 novembre, sur le parquet du stade Pierre-de-Coubertin, puis, le lendemain, Macao par 10 à 0, la France a fort bien commencé son championnat du monde du groupe B de hockey sur patins à roulettes. Ces succès, même s'ils sont obtenus au détriment d'équipes sans grandes ambitions, ont conforté le moral des tricolores au début d'un tournoi où ils jouent gros.

De ses joueurs, la Fédération française de sports de patinage à roulettes attend, en effet, qu'ils conservent leur titre de champions du monde de ce groupe. Pour atteindre cet objectif, elle a consenti à de gros efforts : les douze sélectionnés se préparent activement depuis quatre mois. De plus, au-delà des simples résultats, les jeunes français doivent séduire, car les instances fédérales souhaitent tirer du tournoi de Coubertin une promotion pour le hockey sur patins à roulettes.

Pour cela, il lui faut d'abord se débarrasser d'une image qui le dessert. Pour beaucoup, en effet, le patin à roulettes conserve un caractère ludique, voire enfantin. Bernard Fourrière, homme du Sud-Ouest, passionné, directeur technique national et entraîneur de l'équipe de France, balaise l'objectif en quelques mots : « Cela paraît un jeu tant que l'on n'a pas vu un match. En fait, le hockey est un sport rapide qui nécessite une condition physique d'athlète de haut niveau ». Et de citer, à titre de comparaison, les courses de vitesse sur patins à roulettes, disputées à plus de 40 kilomètres à l'heure de moyenne, avec des pointes à 60 kilomètres à l'heure.

Autre image dont on voudrait bien se débarrasser : la trop grande ressemblance avec le hockey sur glace. « Nous sommes un sport plus technique, moins violent, où il y a moins d'arrêt-jeu que sur la glace, explique Jean-Paul Chiffolleau, le gardien de but de l'équipe de France. Ce qui nous différencie du hockey sur glace, c'est un peu comme ce qui sépare le rugby du football américain. »

## LES RÉSULTATS

### Basket-ball

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE

(Huitième journée)  
Lyon b. Avignon ..... 110-93  
Caen b. Le Mans ..... 94-82  
Châlons b. Moulins ..... 79-76  
Villeneuve b. Tours ..... 99-93  
Stade Français b. Mulhouse ..... 94-65  
Saint-Etienne b. Vichy ..... 89-81  
Châteauroux ..... 1. Lézards, Stade Français, Villeneuve, 22 pts ; 4. Orléans, 20.

### Football

#### COUPE DU MONDE

(Eliminatoires)  
GROUPE A  
RDA b. Luxembourg ..... 5-0  
Châteauroux ..... 1. Yougoslavie (2 matches), 3 pts ; 2. RDA (2 m.), France (1 m.), 2 ; 4. Bulgarie (1 m.), 1 ; 5. Luxembourg (2 m.), 0.

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE

##### Deuxième division

(Quatrième journée)  
GROUPE A  
Béziers b. Mulhouse ..... 1-1  
Reims et Rennes ..... 1-1  
Valenciennes b. Red Star ..... 2-1  
Abbeville b. Quimper ..... 2-1  
Orléans b. Stade Français ..... 2-0  
Caen b. Amiens ..... 1-0  
Le Havre b. Châteauroux ..... 4-0  
Sedan b. Angers ..... 2-1  
Guingamp b. Dunkerque ..... 3-1  
Châteauroux ..... 1. Orléans, 22 pts ; 2. Mulhouse, 21 ; 3. Le Havre, Rennes, Valenciennes, Guingamp, 20.

##### GROUPE B

Nîmes b. Limoges ..... 3-0  
Marignac b. Saint-Etienne ..... 1-1  
Lyon et Nice ..... 1-1  
Grenoble b. La Roche ..... 1-0  
Cusset-Lodron b. Valence ..... 1-1  
Thonon et Alès ..... 0-0  
Cannes b. Béziers ..... 5-0  
Le Puy b. Montpellier ..... 1-0  
Sète b. Guingamp ..... 1-0  
Châteauroux ..... 1. Nice, 23 pts ; 2. Montpellier, 20 ; 3. Nîmes, Cannes, Thonon, 18 ; 6. Sète, Grenoble, 17 ; 8. Alès, Guingamp, 16.

### Handball

#### COUPES D'EUROPE

Gagny en Coupe des coupes et Nîmes en Coupe de la Fédération internationale ont remporté, à domicile, leur match aller des huitièmes de finale en battant respectivement l'Ajaccio de Copenhague, 22 à 15 et les Autrichiens de Margerethen de Vienne, 21 à 17. En Coupe des champions, le Stade Français Université Club s'est incliné aux

### Pays-Bas face à Heracht Gelsen, 24 à 20. Chez les dames, le Stade Français a été battu par le Rodnicki de Bologne, 27 à 15.

### Rugby

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE

##### (Huitième journée)

Poule 1  
Stade Toulousain b. Toulon ..... 45-9  
Montauban b. Racing-CP ..... 25-8  
Aurillac et Béziers ..... 12-12  
Carcassonne b. Narbonne ..... 12-10  
Toulouse b. Airones-sur-Adour ..... 13-9  
Châteauroux ..... 1. Stade Toulousain, 24 pts ; 2. Béziers, 21 ; 3. Aurillac, 18 ; 4. Montauban, Tarbes, 16 ; 5. Toulon, 15 ; 7. Narbonne, RC France, 14 ; 9. Carcassonne, 12 ; 10. Airones-sur-Adour, 10.

##### Poule 2

Biarritz b. Oloron ..... 6-3  
Agen b. "Roumex" ..... 36-9  
Bordeaux b. Bègles-Bordeaux ..... 18-13  
Valence b. Eyrieux ..... 18-13  
Dax b. La Rochelle ..... 34-17  
Châteauroux ..... 1. Biarritz, 21 pts ; 2. Agen, 20 ; 3. Dax et Le Bouscat, 18 ; 5. Oloron, 17 ; 6. Bègles, 16 ; 7. Valence, 14 ; 8. Bègles-Bordeaux, 13 ; 9. Roumex, 12 ; 10. La Rochelle, 11.

##### Poule 3

Angoulême et Le Crouzet ..... 0-0  
Brive b. Bagnères ..... 28-9  
Lourdes b. La Voulte ..... 20-9  
Pau b. Bayonne ..... 9-9  
Grenoble et Montferrand ..... 7-7  
Châteauroux ..... 1. Lourdes, 21 pts ; 2. Montferrand, 20 ; 3. Pau, 18 ; 4. Bayonne, 17 ; 5. Brive, 16 ; 6. La Voulte, 15 ; 7. Grenoble, Le Crouzet, 14 ; 9. Angoulême, 13 ; 10. Bagnères, 12.

##### Poule 4

Toulon b. Mont-de-Marsan ..... 52-13  
Bordeaux et Graillet ..... 16-16  
Nice b. "Albi" ..... 31-15  
Nîmes b. Perpignan ..... 15-7  
Tulle b. Castres ..... 22-4  
Châteauroux ..... 1. Nice, 24 pts ; 2. Toulon, 22 ; 3. Graillet, 18 ; 4. Bordeaux et Mont-de-Marsan, 17 ; 6. Nîmes, Perpignan et Tulle, 14 ; 7. Albi et Castres, 10.

### Volley-ball

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE

##### (Cinquième journée)

Sète b. "Bordaux" ..... 3-2  
Cannes b. Racing-CP ..... 3-0  
Amiens b. Montpellier ..... 3-2  
Stade Français b. "Grenoble" ..... 3-2  
Châteauroux ..... 1. Amiens, 10 pts ; 2. Montpellier-UC, 9 ; 3. Cannes, 8 ; 4. Grenoble, Bordeaux et Stade Français, 7 ; 5. Sète et Racing Club de France, 6.



# LE FESTIVAL DE LILLE

## Un sentiment d'opulence

Toujours par l'austérité générale, le Festival de Lille a sans doute réduit le nombre de ses manifestations (cent cinquante en 1980, soixante et une en 1984), mais nullement ses ambitions accordées à l'appétit de ses fidèles, qui remplissent toutes les salles sept semaines durant, ce qui sont les dix représentations du *Così fan tutte* de Bruckner, les séquences de musique traditionnelle du Pérou et du Bangladesh, le *Richard III* monté par Georges Lavaurs, les *Sorizages* du groupe TSE, le *réclat* de Vittorio Gassman, le spectacle Stravinski-Balanchine du Ballet du Nord ou les nombreux concerts (Aashkenazy, Hogwood, l'Orchestre de Rotterdam, etc.).

On mesurait cette ferveur lors du programme apparemment austère donné par le Quatuor Alban-Berg, dans l'admirable salle des malades de l'Hôpital Combes devant le grand jubé de style bourgeois, où le public très nombreux a été captivé par la *Suite lyrique* du patron de ce quatuor.

Il n'était certes pas possible d'imaginer l'interprétation plus éduquée de cette œuvre d'opéra, qui réunit un dramaturge romain d'amour longtemps ignoré, éduquée parce qu'extrêmement ou plutôt transluce. La finesse, l'émotion, la flexibilité du phrasé, la richesse et l'intensité des sonorités de ces artistes s'allient à une intelligence d'ensemble qui va jusqu'à la pointe de l'écriture de Berg. L'atonalisme est transcendant, tant la beauté et la force du langage deviennent évidentes. Et chaque épisode est fouillé avec l'impitoyable lucidité du musicien, tels, dans l'*addagio appassionato*, ces moments de terrible véhémence qui s'achèvent en prière d'excuse, le presto *delirando* grand dans son lyrisme, ou le *large desolato*, plainte d'orgueil qui cite en un éclair celle de *Tristan* et s'évanouit dans le brouillard sur un batement mélancolique de l'alto.

A côté de cette œuvre-couron, les fragments 1a et 1b du *Livre pour quatuor* de Boulez paraissent bien descriptifs en leur brièveté, tandis que le 10c *Quatuor*, « les Harpes », de Beethoven resplendissent comme recréés par cette fraîcheur, cet air vif et spirituel, la sveltesse des mélodies, l'alliance de l'énergie, de la tendresse et du mystère, avec peut-être, dans l'*addagio*, une accoutumance un peu trop expressive (pêche) mignon du Quatuor Alban-Berg, si attentif au moindre soufflé du basson, cette musique unie, le hymne tri-découplé. En fin, le second mouvement du *Quatuor* de Ravel fut un enchantement avec son mouvement sans hâte, son chant merveilleusement modéré, la beauté suave des sonorités (1).

### Le succès et la nécessité

Placé au centre d'une puissante région de pratique musicale, le Festival de Lille fait justement appel à des ressources locales. Dimanche après-midi, cinq cents instrumentistes et chanteurs participent ainsi à des manifestations de grand retentissement. Au Palais de la musique, quelques-unes des meilleures des sept cent cinquante harmonies de la région (celles d'Arzin, Saint-Omer, Lillers et Fives) jouent des transcriptions de Berlioz, Sibelius, Ravel et Tchaïkovsky. Et, surtout, on pouvait entendre la remarquable Harmonie-Ecole régionale, composée de soixante-dix garçons et filles de quinze ans, issus de vingt-trois sociétés, qui consacrent toutes leurs vacances à des stages de formation pendant deux ou trois ans.

Cette véritable pépinière, amoureusement cultivée par l'ASCEARM (Association d'étude pour la coordination des activités régionales musicales) et M. Pierre Host, délégué régional à la musique, a pour but d'élever le niveau technique et la curiosité des ensembles auxquels appartiennent ces adolescents. C'était un bonheur de les voir jouer avec aplomb, une sonorité nette, une exactitude parfaite, un entrain irrésistible, des œuvres écrites spécialement pour leur type de formation par Gustav Holst et Elgar Howarth, sous la direction de ce dernier.

Howarth, excellent trompettiste et chef d'orchestre (c'est lui qui a créé

au Palais Garnier le *Grand Macabre*, de Ligeti), n'a jamais voulu abandonner pour autant son apostolat auprès des sociétés d'amateurs, et, à l'instigation de Nicholas Snowman, il avait amené avec lui l'extraordinaire Grimehorpe Colliery Band, un orchestre de cuivres composé de mineurs anglais, interprétant de la musique de l'époque Tudor et des œuvres de Bartók et Tippett avec une richesse, une fantaisie et un éclat fabuleux, qui auront sans nul doute suscité parmi leurs auditeurs une vigoureuse émotion.

Pendant ce temps, la foule s'entassait dans l'église Saint-Pierre de Calais, où les cent vingt chanteurs amateurs du Chœur régional Nord-Pas-de-Calais participaient à une belle édition du *Passion* selon saint Jean, de Bach, dirigée par Jean-Claude Malgoire, à la tête de la Grande Eglise et la Chambre du Roy. Peut-être cette masse était-elle un peu disproportionnée par rapport à la délicate phalange des instrumentistes baroques. Et l'acoustique générale rendait quelquefois confuse la lisibilité des voix, surtout dans les fugues chorales, souvent prises à une vitesse vertigineuse par Malgoire, dans sa fougue coutumière, ce qui ne va pas sans danger avec un chœur qui a trois ans à peine.

Mais l'interprétation de Malgoire n'en était pas moins émouvante et sensible, très ouverte, intense et même bouleversante avec un élan gélif tel que John Elwes, dont che-

que mot semble concentrer toute la méditation d'une âme douloureuse, Paul Esposito, le plus parfait des hauteurs-cœurs, Gregory Reinhart, un Jésus-Christ jeune et frémissant, et Isabelle Poulenard, ravissante voix de soprano qui n'a pas encore, cependant, atteint toute la transparence nécessaire pour ces textes mystiques.

De ces quelques jours passés en Flandre française, on retire un sentiment d'opulence et de plénitude, qui confirme le succès et la nécessité de ce Festival de Lille. La météo en revient à Nicholas Snowman, qui en a eu cette année la responsabilité, ainsi qu'à M. Jacques Buffin et à sa brillante équipe. On peut regretter cependant que la programmation, ordonnée autour d'un titre vague (*Il était une fois*), ne soit pas plus équilibrée, et diffuse que par le passé. Le Festival ne peut se limiter à présenter des spectacles disparates, seraient-ils de haut niveau. Il a besoin de se concentrer autour de thèmes forts, comme ceux qu'avait choisis depuis sept ans Maurice Fleuret, puis, à un moindre degré, Luis de Pablo, pour garder son originalité, polariser l'attention et galvaniser toutes les énergies d'une région aussi avide de culture.

JACQUES LONGCHAMPT.

(1) Le Quatuor Alban-Berg sera à Paris, au Théâtre de la Ville, du 19 au 24 novembre (soirée 22), à 20h30, dans trois programmes différents.

## Elsa Wollaston et Douglas Dunn créent « Futurités »

Voir Elsa Wollaston et Douglas Dunn réunis sur une scène était une chose à ne pas manquer. Qu'allait-il bien pouvoir se passer entre cette Noire vêtue et généreuse, toujours prête à basculer dans la transe et le petit jeune homme blond, lisse et prince-sans-vie formé chez Cunningham ?

A l'origine de cette rencontre un peu folle, il y a un coup de cœur du saxophoniste Steve Lacy pour les poèmes de Robert Creeley, vingt poèmes simples, drôles, sur l'amour qu'il met en musique pour une voix et huit instruments. Puis l'idée lui vient d'un spectacle où interviendrait le peintre américain Robert Rauschenberg - ami de Creeley et deux danseurs. Il pense aussitôt à Elsa Wollaston, familière des rythmes de jazz. La chanteuse Irène Aebi lui propose Douglas Dunn.

Elsa et Douglas travaillent chacun de leur côté sur les poèmes, elle à Paris, lui à New-York. Ils se retrouvent en octobre pour répéter avec Steve Lacy, Irène et un harpiste. Et les voici projetés sur la scène du Grand Théâtre de Lille occupée par un immense rotem coloré de Noland qui mange l'espace. A leurs pieds, dans la fosse, l'orchestre se met à vivre comme une bête sauvage. Il miaule, hurle, grelotte, ricane, toujours

prêt à submerger la chorégraphie sous les assauts d'une musique chauffée à blanc.

D'abord, Elsa et Douglas prennent la mesure l'un de l'autre : elle oscille sur place. Il tourne autour d'elle à pas élastiques, la touche, s'esquive. Chacun reste dans son registre, dans sa technique, mais à petits coups de gestes complices, ils se rejoignent dans la tendresse et l'humour : « Si ce n'est pas marquant, ne le fais pas », dit un poème. Eux, justement, ont envie de s'amuser. Ils jouent à la brousse. Pour la belle étrangère, il imite le canard, le chien.

Le rapport de la musique à la danse est dynamique et varié : parfois le couple se déplace en équilibre sur la voix de la chanteuse ; parfois, il s'arrête pour laisser bavarder l'orchestre. Elsa Wollaston dérive sur une plage de silence ou dialogue avec le saxo. On retrouve le style flamboyant de Douglas Dunn dans un solo rapide sur hauts et percussions. Et voici l'accord parfait : « Oh ! le petit rondelay, tout doux », un pas de deux ciselé à même le texte. De quel réjouir à la fois les amateurs de jazz et le public de la danse.

MARCELLE MICHEL.

\* *Futurités* le 3 décembre à Nîmes puis à Tarbes et Avignon.

## QUATRE DISPARITIONS

### LE POÈTE

#### PIERRE DALLE NOGARE

Le poète Pierre Dalle Nogare est mort le vendredi 16 novembre. Il était âgé de cinquante ans.

[Attaché artistique à la Ville de Paris, poète de l'amour et de la mort, on le comparait à Nerval et à Reverdy. Ses recueils, *Corps imaginaires* (Flammarion), *Mémoires d'après (id.)*, et ses romans, *Déméter (id.)*, la *Mort assise* (Pauvert), laissent une impression de grandeur épre.

Plus soucieux d'irriter que de plaire, Dalle Nogare cherchait à provoquer le lecteur. Ses emprunts à la psychanalyse, notamment, font de son œuvre une recherche novatrice. De l'éternel balancement entre la parole humaine et l'opacité des choses, Dalle Nogare sut, sur le mode laconique, tirer un chant révélateur et saisissant :

« Pour construire ton double, Tu mers de toi, Tu tendais de vivre, Tu vois la croissance de toi Devenir question : Sais-tu ce que je vais faire ? »

### LE VIOLONCELLISTE

#### LEONARD ROSE

Le violoncelliste Leonard Rose, qui avait fait partie d'un trio célèbre avec le violoniste Isaac Stern et le pianiste Eugene Istomin, est mort, le 16 novembre à Croton-On-Hudson (État de New-York). Il était âgé de soixante-six ans.

[Né le 27 juillet 1918 à Washington, diplômé à l'âge de vingt ans de l'Institut de musique Curtis de Philadelphie, Leonard Rose avait été nommé en 1944 premier violoncelle de l'Orchestre philharmonique de New-York. Il quitta l'orchestre en 1951 pour une carrière de soliste. En 1960, il forme avec Isaac Stern et Eugene Istomin un trio qui devint rapidement célèbre en enregistrant tous les trios de Beethoven, de Brahms et de Schubert. Récemment, Leonard Rose avait formé un trio cordes avec les violonistes Isaac Stern et Pinchas Zukerman. Il faisait en outre des tournées de récitals dans le monde entier. Il avait notamment participé en 1981 au Festival de Prades dans les Pyrénées Orientales.]

### LES JAZZMEN

#### VIC DICKENSON ET COLIN WALCOTT

Le trombone Vic Dickenson est mort le 16 novembre, à l'âge de soixante-dix-huit ans, dans un hôpital new-yorkais où il était soigné pour un cancer. Il avait été membre de l'Orchestre de Count Basie dans les années 40-50.

Le percussionniste Colin Walcott est mort des suites d'un accident de voiture survenu le 8 novembre au cours d'une tournée en Allemagne. Il allait avoir quarante ans, jouait également du star, avait travaillé avec Ravi Shankar, Miles Davis et Oregon, formation de jazz moderne.

■ **GRAND PRIX D'OPÉRA INTERNATIONAL** - Le cycle d'opéras de Mozart monté par l'Opéra national de Bruxelles (la *Mozarte*), a reçu le grand prix de la *revue Opéra International*. Les deux premiers lauréats de ce prix avaient été la cantatrice Margareta Castro-Alberdi et le metteur en scène et décorateur Pier-Luigi Pizzi.

## CINÉMA

### « QUILOMBO », de Carlos Diegues

#### Un autre Brésil

Carlos Diegues, quarante-deux ans, un des cinq cinéastes à l'origine du mouvement dit du *cinéma novo* au Brésil (avec Glauber Rocha, Joaquim Pedro de Andrade, Leon Hirszman, Paulo Cesar Saraceni), poursuit depuis plus de vingt ans un dessin qui ne l'a jamais quitté : célébrer le Brésil des origines, un *Brésil brésilien* comme le chante Gilberto Gil au début et à la fin du film. Un Brésil sans remords mais sans chauvinisme, une autre Amérique vouée à la liberté et à l'égalité des races, en même temps que libérée de ses origines européennes. Une Amérique créée par le moton noir au nord du pays, à l'intérieur des terres, non loin de Recife, dans la montagne.

Ganga Zumba, le premier film tourné par Carlos Diegues alors qu'il n'avait que vingt et un ans, célébrait déjà lointainement l'épopée de Quilombo, un peu plus tôt, quand un groupe de Noirs fut l'asservissement de gagner sa liberté. Ganga Zumba est l'un d'eux : le rebelle avec Antonio Fagundes joue le rôle avec une fougue, une conviction, qui donneient le meilleur de son unité à une œuvre d'autre part assez désordonnée - on n'oublie pas de noter le rôle de rage poussé par Ganga Zumba en pleine bataille. Le cinéaste s'était promis un jour de revenir sur cette épopée

légendaire, qui survit dans la mémoire collective du pays mais dont il reste bien peu de traces. Au milieu du dix-septième siècle, d'autres esclaves s'échappèrent d'un moulin à sucre et rejoignent ce qu'on appelle désormais le *Comune des palmiers* (*Quilombo dos palmeiras*). Ganga Zumba, un peu plus âgé, mais sans âge, comme éternel, vit l'utopie, le bonheur communautaire, chacun à ses occupations, profite le plus longtemps possible du répit accordé par la lutte fratricide qui oppose ailleurs Portugais et Hollandais, désireux d'affirmer chacun pour soi leur maîtrise sur le territoire. Une très vieille dame, Acotrine, copiste sur le vieux sage des *Horizons perdus* de Frank Capra (1937), enseigne la sagesse et rend la justice. Un jour, elle se retire et fait sacrer roi Ganga Zumba.

Un enfant noir a grandi à Recife, Francisco, assez un peu plus tard à la communauté. Devenu grand, il s'échappe et rejoint le Quilombo. Les Portugais repartent à l'assaut, le Quilombo se déchire : Ganga Zumba croit aux promesses des Blancs, descendant dans la vallée, Francisco, sacré par ses pairs et devenu Zumbi, décide de rester dans la brousse avec la majorité du peuple noir. La fin, tragique et hérique à la fois, est inéluctable. L'esprit de Quilombo est immortel, comme le répète la mère de tous, Acotrine. Mais l'extermination physique, sur ordre du roi du Portugal, est, elle, bien réelle.

Le cinéaste a poussé si loin la dramatisation, le refus de pleurer à l'unisson sur la misère du peuple noir, et d'abord du peuple noir, les étrangers, à commencer par les Blancs, qui valent tenter l'expérience, sans acouilles à bras ouverts au Quilombo - qu'il arrondit les angles, intègre tout dans une forme de comédie musicale supérieure : œuvre de la maturité de Carlos Diegues, une des plus coûteuses du cinéma brésilien, portée inlassablement par les rythmes de Gilberto Gil. Quilombo se veut un film naïf, dans le sens où l'on parle de peintres naïfs.

Ce n'est ni un chef-d'œuvre, ni l'accomplissement de la beauté suprême. Vulgaire, canaille, général, c'est d'abord un acte de foi dans l'avenir d'un Brésil revenu à la démocratie, un Brésil multiracial. Quilombo est à la fois l'épopée d'une utopie vécue et un rêve d'Amérique, différant du rêve yankee.

LOUIS MARCOCCELLES.

\* Voir les films nouveaux.

## MUSIQUE

### UN RECITAL DE LA VIOLONISTE ELISABETH BALMAS

#### Pour redécouvrir Enesco

Les bons concerts sont comme les champignons qu'il faut chercher à l'ombre des grands arbres et distinguer des feuilles sèches, de la mousse ou du bois mort, avec lesquels ils se confondent. Ainsi le récital que la violoniste Elisabeth Balmas vient de donner le 14 novembre à la salle Gaveau avec Jean-François Heisser au piano n'est-il pas de ceux où l'on s'arrache les places à l'entrée, mais le plaisir de savourer ce que d'autres ont dédaigné compense la tristesse d'une salle à moitié remplie pour un programme de cette qualité : une sonate de Mozart (K. 306), la *Sonata opus 18* de Richard Strauss, la *Fantaisie* de Schoenberg et la *Troisième Sonata* dans le caractère populaire roumain - d'Enesco. Cette der-

nière œuvre, point culminant du concert, fait la part si belle à la virtuosité, aux sonorités inouïes des deux instruments, qu'elle pourrait retrouver la popularité dont elle jouissait naguère, surtout lorsqu'elle est rendue avec autant de finesse et de chaleur. En outre, c'est, sur le plan de la composition, un chef-d'œuvre d'invention et de liberté. En dépit des réelles beautés de son mouvement central, la sonate de Strauss n'ajoute rien à la gloire de son auteur : après la sonate de Mozart, qui montre comment des idées simples peuvent gagner peu à peu une intensité et une complexité qu'on n'imaginait pas, l'écriture de Strauss, compliquée dès l'abord, tourne en rond en apostrophant l'auditeur qui croit comprendre le sens de la question fameuse : « Sonate, que me veux-tu ? ». Il est vrai que le jeu d'Elisabeth Balmas, riche de couleurs diverses, de nuances, ne craignant pas les risques offerts par des subtilités d'attaques ou d'intonations, idéal pour Mozart, est à l'opposé de celui d'Elizette, qui a remis à l'honneur cette œuvre de jeunesse.

Trop rarement jouée, la *Fantaisie* de Schoenberg est d'une limpidité cristalline qu'Elisabeth Balmas et Jean-François Heisser ont su rendre sans la moindre sécheresse, affirmant là encore une complexité et une rare concordance de style. On peut attendre beaucoup pour l'avenir de l'association de ces deux musiciens si complets et visiblement décidés à sortir des sentiers battus.

GÉRARD CONDÉ.

**TENNIS A PARIS**

STAGES LONGUE DUREE 1 semaine intensive pendant 4 ou 5 mois

STAGES INTENSIFS de mai à septembre, Noël, Pâques.

tennis-action

734.36.36

équipe par zone

MAISON DES CULTURES DU MONDE

DU 20 AU 28 NOVEMBRE

**LE RAMAYANA**

vu par Michaël Mészáros et Marionnettes de Stockholm

THEATRE DE L'ALLIANCE

101 BD RASPAIL 6<sup>e</sup> TEL 544.72.30

**FESTIVAL D'AUTOMNE A PARIS**

**FLAMENCO PURO**

de CLAUDIO SEGOVIA et HECTOR ORZUELLI

avec MANUEL VARGAS

les danseurs : EL FARRICO, FARRICITA, EL GITO, PHAR

les chanteurs : FERNANDA BERNARDA, VICENTE SOTO, "SORDERO", ADILA CHIMOFFA, RAMON SUAREZ SALAZAR, EL CHOCOLATE, EL MORO, PAGO VALDEPENAS

les guitaristes : JUAN HERRERO, ENRIQUE ESCUDERO, CARLOS HERRERO, PEPE HERRERO, JUAN CARMONA

reproduction

Maison de la Culture de Grenoble en corrélation avec le Théâtre de Paris

**THEATRE DE PARIS**

du 28 novembre au 9 décembre

LOCATION AU THEATRE 280.09.30 ET FNAC 549.05.28









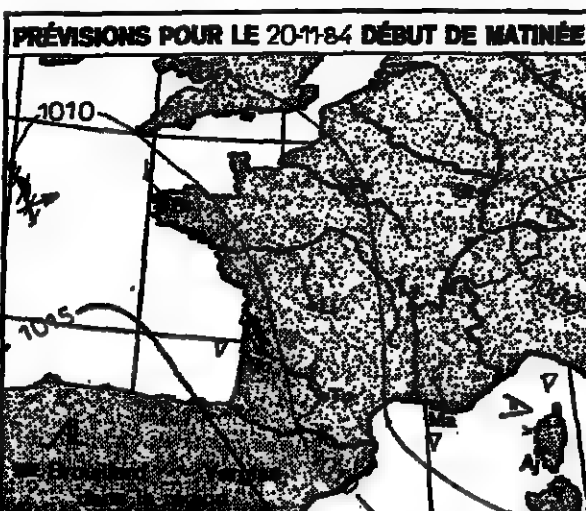


# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 19.11.84 A 0 h GMT.



PRÉVISIONS POUR LE 20 NOVEMBRE A 0 HEURE (GMT)

Evolution probable du temps en France entre le lundi 19 novembre à 0 heure et le mardi 20 novembre à minuit.

La zone de temps humide et instable s'étendra sur la France en déplaçant vers l'Est; l'amélioration relative qui sera observée mardi matin sur l'ouest du pays précède l'arrivée d'une nouvelle perturbation.

Mardi matin, un temps frais, souvent gris et brumeux, prédominera sur le pays; des averses locales seront observées de la Corse aux Alpes, ainsi que sur le relief des Pyrénées et du Massif Central (cette dernière de 1 000 mètres environ); quelques pluies accompagneront les nuages près des frontières du Nord-Est.

An cours de la journée, quelques timides éclaircies pourront apparaître en toutes régions, tandis que les nuages deviendront plus abondants et plus froids de l'Aquitaine à la Normandie. Ils seront accompagnés de pluie en fin de journée de la Vendée à la Bretagne et à la Basse-Normandie.

L'instabilité s'atténuera sur les régions du Sud-Est, où des éclaircies prédomineront avec établissement d'un mistral modéré, faiblissant l'après-midi. Le vent de nord à nord-ouest, faible ou



modéré s'orientera au sud-ouest près de l'Atlantique.

Les températures, qui pourront avoiser 0 degré le matin sur les régions du Centre, atteindront l'après-midi 10 à 15 degrés sur les régions atlantiques, 12 à 15 degrés près de la Méditerranée, 10 degrés ailleurs.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 19 novembre, à 7 heures, de 999,4 millibars, soit 749,6 millibars de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 18 novembre; le second, le minimum de la nuit du 18 novembre au 19 novembre): Ajaccio, 16 et 10 degrés; Biarritz, 17 et 9; Bordeaux, 16 et 9; Bourges, min. 7; Brest, 13 et 5; Caen, 10 et 8; Cherbourg, 8 et 3; Clermont-Ferrand, 10 et 6; Dijon, 10 et 4; Grenoble-St-Martin, 10 et 3; Grenoble-St-Georges, 10 et 3; Lille, 8 et 7; Lyon, 11 et 3; Marseille-Marguane, 15 et 10; Nancy, 11 et 3;

Nantes, 14 et 7; Nice-Côte d'Azur, 14 et 9; Paris-Montsouris, 10 et 5; Paris-Orly, 9 et 5; Pau, 16 et 6; Perpignan, 13 et 6; Rennes, 13 et 7; Strasbourg, 12 et 0; Tours, 10 et 5; Toulouse, 14 et 4; Poitiers-Pitre, 31 et 23.

Températures relevées à l'étranger: Alger, 24 et 16; Amsterdam, 7 et 5; Athènes, 20 et 13; Berlin, -1 et -2; Bonn, 9 et 1; Bruxelles, 9 et 5; Le Caire, 24 et 14; Les Canaries, 24 et 19; Copenhague, 4 et 2; Dakar, 34 et 24; Djibouti, max. 24; Genève, 9 et 2; Istanbul, 13 et 13; Jérusalem, 15 et 7; Lisbonne, 18 et 14; Londres, 9 et 6; Luxembourg, 7 et 3; Madrid, 12 et 7; Montréal, -1 et -10; Moscou, -3 et -4; Nairobi, max. 25; New-York, 8 et 3; Palma-de-Majorque, 20 et 14; Rio-de-Janeiro, max. 26; Rome, 18 et 13; Stockholm, max. 4; Téhéran, 23 et 13; Tunis, 24 et 14.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## EXPOSITION

**JENNIE CHURCHILL.** — Une exposition consacrée à Jennie Churchill, et à son fils Sir Winston Churchill, est organisée 24, avenue Kléber à Paris XVI, où elle réside lors de ses séjours à Paris. Elle présente, du 20 au 23 novembre, des portraits, des photographies, des lettres et un film sur la vie de cette femme d'action qui fonda une revue, dirigea un hôpital pendant la guerre des Boers et écrivit des pièces de théâtre, ses mémoires et de nombreux articles. Une initiative de l'Institut français de gestion, 34, avenue Kléber, 75116 Paris, tél. : (1) 500-84-58.

**PARIS MIS A NU.** — Une exposition retrace la naissance, l'agrandissement et l'aménagement de Paris et de l'Île-de-France à partir de cartes anciennes et récentes, de plans et de reliefs, de photos aériennes, d'images de satellites, de documents et d'études effectuées dans les bibliothèques et les archives d'une cinquantaine d'organismes. « Paris et l'Île-de-France » est l'œuvre du Centre de recherches et d'études sur Paris et l'Île-de-France (CREPIF), de l'établissement public d'aménagement de la Défense et de la RATP. L'exposition est ouverte jusqu'au 25 novembre inclus, tous les jours de 12 h à 18 h 30 à l'espace de la Coupole, Tour Fiat, place de la Coupole, le Défense 8 (RER : la Défense).

CREPIF, 2, rue Labau, 75004 Paris, tél. : (1) 276-51-43.

## FORMATION PERMANENTE

**L'EUROPE.** — Le Centre de formation aux réalités internationales (CEPRI) organise le jeudi 22 novembre un séminaire sur le thème : « De l'Europe scientifique à l'Europe industrielle ». Des exemples de coopération industrielle européenne réunie. Quelle politique la France peut-elle développer dans ce domaine ? \* CEPRI, 10 rue Cabanis, 75014 Paris. Tél. : 336-04-41.

## SALON

**AMÉLIORATION DE L'HABITAT.** — AMELBAT, l'IP Selon des techniques internationales d'amélioration de l'habitat, aura lieu du 20 au 25 novembre à Paris. Ouvert aux professionnels et au public, AMELBAT est exclusivement consacré à la rénovation et à l'amélioration de l'habitat. Sont représentés : le traitement de l'humidité, l'isolation, les installations sanitaires, le chauffage.

\* Paris de Versailles, Parc des expositions, bâtiment 3, avenue 3, tous les jours, de 9 h 30 à 18 h 30. Entrée : 20 F.

## Les publications de la Documentation française

### RAPPORTS OFFICIELS

**Vers un nouveau droit de la consommation.** — Rapport international de la commission de refonte du droit de la consommation, présidée par le professeur Jean Calley-Anoxy, au secrétaire d'Etat chargé de la consommation. Organisations de consommateurs, information des consommateurs, conformité des produits et services, sécurité des consommateurs, contrats préétablis, accords négociés collectivement, règlement des litiges. 96 pages, 50 F.

**Élimination des déchets industriels.** — Rapport au secrétaire d'Etat chargé de l'environnement et de la qualité de la vie par M. Jean Servant. 157 pages, 80 F.

**L'avenir de la poste.** — Rapport au ministre des postes et télécommunications et de la télédiffusion par M. Jacques Chevalier. 189 pages, 70 F.

### QUESTIONS INTERNATIONALES

**Contestations en pays islamiques.** — L'étude, réalisée par le Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie moderne (CHEAM), analyse les deux grands courants de contestation marxiste et fondamentaliste à travers les cas de la Turquie, de l'Algérie, du Sénégal, de l'Égypte et de l'Iran. 120 pages, 6 F.

**La politique militaire de la France en Afrique.** par Pascal Chaigneau. — Ouvrage publié par le Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie moderne (CHEAM). 152 pages, 70 F.

### CULTURE

**Deux siècles de géographie française.** — Étude du comité des travaux historiques et scientifiques. Choix de textes allant des années 1820 à 1980 présentés par Philippe Pinchemel et la Formation de recherche associée « Epistémologie et histoire de la géographie » (CNRS et Université de Paris-I). Illustration de la richesse et de l'importance du regard et de la pensée géographique, du poids épistémologique et philosophique de la géographie durant les deux derniers siècles. 340 pages, 180 F.

### REVUES

**Regards sur l'actualité n° 102.** — Décentralisation : les textes et la pratique. 63 pages, 16 F.

**Regards sur l'actualité n° 103.** — Décentralisation et planification. 63 pages, 16 F.

**Problèmes politiques et sociaux n° 492.** — Vieillesse en France : éléments d'information et de réflexion sur les aspects matériels mais aussi psychologiques et sociaux. 40 pages, 15 F.

**Revue française des affaires sociales.** — Numéro supplémentaire. Population, équilibres économiques et systèmes sociaux. Sous la direction de Georges Tapinco. 204 pages, 45 F.

### PÉDAGOGIE

**La jeune enfance et le micro-ordinateur.** par Jeanne Chauvin et Kamina Elmerl. — Étude du comportement d'enfants de cinq à six ans face à l'ordinateur. 120 pages, 65 F.

### INFORMATIQUE

**Actes du colloque national tenu les 21 et 22 novembre 1983 à Paris sur la mise en œuvre et les enjeux de l'implantation de la micro-informatique dans les établissements scolaires (100 000 micro-ordinateurs et 100 000 enseignants formés d'ici 1988).** Cœdition CNDP-Documentation française. 260 pages, 60 F.

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 3844

un grand arc au pays d'un célèbre archer. — 3. On lui a offert un portefeuille. Personnel. — 4. On en compte quatre grandes. Théâtre antique d'une mêlée générale entre généraux. — 5. Matériau de construction ou engin de destruction. Certains s'y attendent quand il n'est pas courant. — 6. Personnel. Auteur d'un ouvrage de géographie. Petit saint. — 7. Relatif au canard. Roi de Juda. — 8. Rouge chez eux, ils sont généralement blancs chez nous. Privatif. — 9. Même le moins pudique tient à le cacher. Fit subir ses caprices à l'auteur des « Caprices de Marianne ».

### Solution du problème n° 3843

**Horizontalement**  
I. Fleurs pour Marguerite. — II. Est beaucoup plus représentatif que l'enseignement. — III. L'impressionnisme tire son nom de l'un de ses tableaux. Nature morte. — IV. Art de la controverse. — V. Peigne de tisserand. Était hiérarchiquement supérieur au général de Gaulle. — VI. Coule en Italie. On s'y met en tombant la veste. — VII. Auteur d'une héroïne stupéfiante. — VIII. Préposition. Représentant de Dieu ou supports du diable. — IX. Moitié d'une demi-mondaine. Parler du bon vieux temps. — X. Il est capable de faire rentrer sous terre les moins timides. — XI. Une grande surface en compte plus d'un. Plus d'un faisant la foire y a cassé sa pipe.

**Verticalement**  
1. N'aurait que faire d'un studio avec vue imprenable. — 2. Quand la corde du violon se fait tendre. Décrit.

**VERTICALEMENT**  
1. Décontraction. — II. Epar. Ouf. Nuise. — III. Cersier. Penseur. — IV. Reine. Scout. PO. — V. Ver. Cri. Sen. — VI. Chaperon. Ténor. — VII. Hétérogène. Aisé. — VIII. Uréthane. Fret. — IX. Zéro. Ore. Lit. — X. Mien. Pêche (pêche). — XI. On. Niable. Heu ! — XII. Pernicieux. Pu. — XIII. Collier. Na ! Var. — XIV. Avals. Boufs. La. — XV. Été. Pour. Autel.

**Verticalement**  
1. Décorchez-moi ça ! — 2. Epée. Hé ! Ein. Ore. — 3. Caricature. Plat. — 4. Orin. Péronnelle. — 5. Sévère. Iris. — 6. Toi. Erotomane. — 7. Rue. Roger. Bûche. — 8. Aïrs. Nèze. LC. Ou. — 9. Ce. CC. Ne. Peiner. — 10. Porte. Le. Eau. — 11. Inouïe. Fichu. Pa. — 12. Oust ! Narthex. Su. — 13. Née. Soie. Eu. — 14. Super star. Fala. — 15. Héron. Est. Rural.

GUY BROUTY.

## PARIS EN VISITES

**MERCREDI 21 NOVEMBRE**  
« Cycle gallo-romain », 9 heures, place de la Concorde, grille des Tuilleries, M. Jaconet.  
« Le château de Vincennes présenté aux jeunes », 14 h 30, entrée, avenue de Paris, M. Vermeersch.  
« Musée Nissim de Camondo », 15 heures, 62, rue de Monceau, M. Bouquet des Champs.  
« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M. Serres (Caisse nationale des monuments historiques).  
« La Sainte-Chapelle », 14 h 30, entrée (Approche de l'art).  
« Léonard de Vinci », 11 heures, musée du Louvre (M. Canet).  
« Collège des Bernardins », 15 heures, devant Saint-Raphaël-Paule (Commission d'ici et d'ailleurs).  
« Le quartier de l'Horloge », 15 heures, 2, rue du Renard (Paris autotels).  
« Rue de la Grange-Batelière », 14 h 30, musée Le Peletier (Paris pittoresque et insolite).  
« Le Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Présence du passé).  
« Le Marais », 14 h 30, métro Rambuteau (Résurrection du passé).

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 18 novembre :

UNE LOI  
• Relative aux appellations d'origine dans le secteur viticole.

UN ARRÊTÉ  
• Relatif aux encouragements à l'élevage des équidés.

# ET ON A VRAI

## PEUGEOT 305

### 545F PAR MOIS LES DOUZE PREMIERS MOIS

Le réseau Peugeot Talbot vous propose une location avec promesse de vente et bien sûr le rachat immédiat de votre voiture actuelle aux conditions générales de l'orgue.

Dépôt de garantie initial : 14.393 F pour la 305 (égal à l'option d'achat final).

- 12 mensualités de 545 F la 1<sup>re</sup> année
- 12 mensualités de 860 F la 2<sup>e</sup> année
- 36 mensualités de 1.060 F les 3 années suivantes.

Coût total d'acquisition : 69.413 F.

Offre valable jusqu'au 5 décembre 84 chez tous les concessionnaires Peugeot Talbot affichant l'opération, sous réserve d'acceptation du dossier par Loca Din ou Locosovac.

Modèle présenté : Peugeot 305 - Année modèle 85. Tarif juillet 84 : 50.500 F - sauf Corse.

Les mensualités pour tout autre modèle 305 (hors véhicules utilitaires) seront déterminées en fonction du prix du véhicule choisi.

**RESEAU PEUGEOT TALBOT**

محرم النحل



# Le Monde ECONOMIE

LE RAPPORT DU HAUT CONSEIL DU SECTEUR PUBLIC

## Des entreprises nationalisées sous l'emprise de la rigueur

**E**MPLOI et investissements en régression : le secteur public ne répond plus aux espoirs que le gouvernement avait placés dans les nationalisations.

Les pouvoirs publics n'en sont sans doute que pour partie responsables. Le ralentissement des grands programmes d'équipement (comme le nucléaire ou les télécommunications) était programmé dans les faits. L'évolution négative de l'emploi dans les grands groupes est une réalité dans le monde entier : seules les PME augmentent leurs effectifs.

La dégradation financière et industrielle des entreprises a des causes qui remontent bien avant 1981. Les nationalisations de 1982, dont le coût est estimé à 44,5 milliards de

francs par le Haut Conseil, ont permis sans doute de sauver nombre de groupes industriels de la vente par appartements comme Rhône-Poulenc, Pechiney, Bull ou même Thomson, et, bien entendu, Usinor et Sacilor. Mais les pertes de 1981 et 1982 ont été si importantes que les concours publics n'ont pas été suffisants. Il est fallu en 1983 une (nouvelle) hausse massive et, parallèlement, faire des choix sectoriels dans leurs attributions plus favorables aux industries de croissance.

Cela ne fut pas fait : les « restructurations » des industries traditionnelles ont été différées (M. Fabius a tergiversé plus d'un an pour définir le nouveau plan acier) alors même

qu'un budget de « rigueur » était adopté. Cette époque de la fin 1982 et du début 1983 fut une époque charnière pour les nationalisées comme pour l'ensemble de l'économie française.

A cette date, une nouvelle politique fut mise en place, caractérisée par le plafonnement des dotations budgétaires au capital des groupes industriels et par le remplacement de M. Chevènement par M. Fabius au ministère de l'Industrie. Nouvelle donne : les contrats de plan prévus par le leader du CERES sont bien signés par son successeur, mais la tension est, en général, vague et ils sont en outre « actualisés » tous les ans. L'heure est à « l'autonomie de gestion ». La loi sur la démocratisation,

donc de nouveaux conseils d'administration avec des représentants des salariés, est bien mise en place, mais ces conseils fonctionnent de façon très insuffisante, comme le déplore le Haut Conseil. La « démocratie industrielle » dépend de l'attention qu'y portent les dirigeants des différentes entreprises, mais globalement marque le pas. Bref, le volontarisme politique cède la place à une économie plus libérale que méritait.

Dans le nouveau contexte, les pouvoirs publics jouent leur rôle certainement mieux que leurs prédécesseurs, mais sans pour autant éviter leur travers favori : le secteur public, ancien et nouveau, sert plus à la

politique macro-économique, c'est-à-dire à la limitation de l'inflation et des salaires (le Haut Conseil souhaite à ce propos un retour à des pratiques contractuelles) qu'à une politique micro-économique sectorielle.

Voilà pourquoi le débat actuel sur la dénationalisation prend le gouvernement de M. Fabius à son propre piège. Même si elles ont eu un effet « globalement positif », comme l'estime, sans doute avec raison, le Haut Conseil, défendre les nationalisations devient difficile au fur et à mesure que l'on adopte une logique de « moins d'Etat ».

ERIC LE BOUCHER.

## L'influence des taux d'intérêt américains

**L**e remplacement à la tête de la Banque de France de M. René de La Grèze par M. Michel Camdessus, attribué à une divergence de vue entre le ministre de l'économie et des finances, M. Pierre Bérégovoy, et l'ex-gouverneur, sur l'opportunité de pousser plus loin la baisse des taux d'intérêt à relancer la croissance sur le cours du crédit. Son niveau élevé a longtemps, non sans beaucoup de complaisance, été attribué à l'influence exercée par les marchés monétaires (transactions sur les créances à court terme) et financiers (transactions sur les obligations) américains.

C'est un fait que la forte baisse des taux survenue aux Etats-Unis, depuis plus de deux mois, s'est accompagnée d'un mouvement dans le même sens, et d'une ampleur presque comparable, sur le marché de Paris (et ailleurs), les principales différences étant que, en France, le taux de base des banques n'a guère suivi (il est resté à 12 % depuis le mois d'août) et qu'une violente réaction (qui est loin toutefois d'avoir effacé les effets de la détente) s'est produite sur le marché obligataire.

Il reste que le niveau des taux d'intérêt est largement commandé par des considérations d'ordre interne, comme tendrait à le prouver la grande disparité existant entre les différentes places.

On a aussi répété à satiété que si les taux américains sont restés si hauts, la cause en est le déficit budgétaire. Si l'analyse est juste, et pas seulement politique, elle doit s'appliquer aux autres pays. Or, en France (et dans quelques autres pays), la situation budgétaire est loin d'être assainie. Circonstance très aggravante : la part du déficit financée par la création monétaire pure et simple - ce qu'on appelle la « monétisation » de la dette - y est beaucoup plus élevée qu'aux Etats-Unis, en Allemagne ou en Grande-Bretagne, sans compter le fait que ce capital que l'Etat publie parallèlement « monétisé » par la Banque de France.

Tout est si bien qu'aujourd'hui la France et, avec elle, des pays comme la Belgique et l'Italie disposent d'une marge de manœuvre beaucoup plus étroite que l'Allemagne, la Suisse ou les Pays-Bas, pour continuer à réduire leurs taux respectifs au cas où la tendance à la baisse persistait aux Etats-Unis, ce qui est fort possible. Cette marge serait évidemment plus grande si la détente des taux américains ne s'accompagnait pas d'un recul accentué du dollar.

PAUL FABRA.

## Une situation financière qui reste fragile

**L**a défiance de l'Etat actionnaire avant 1981 a été souvent dénoncée. Il « n'assurait plus par ses apports (en capital et en prêts bonifiés) que moins de 3 % des besoins de financement, d'où un endettement à moyen et à long terme des entreprises publiques, qui est passé de 3,3 % du PIB en 1975 à 5,5 % en 1980 », selon la commission du bilan, citée par le Haut Conseil. A cet endettement s'ajoute « un contrôle des tarifs qui a souvent empêché leur adaptation à l'évolution des coûts de production ». Le rapport du Haut Conseil précise que, « jusqu'en 1981, les concours publics sont orientés vers la compensation des déséquilibres d'exploitation », les dotations en capital ne représentant en effet que 17,5 % du total des aides en 1978 (qui se mon-

taient à 54,2 milliards de francs) (1). 15,7 % en 1979 (55,4 milliards de francs), 12,8 % en 1980 (52 milliards de francs). Plus de 70 % des concours sont versés à la SNCF et à Charbonnages de France.

L'Etat fait-il mieux maintenant d'assainir son devoir d'actionnaire ? Oui, mais encore insuffisamment bien, selon le Haut Conseil. Les concours publics passent en 1981 à 58,8 milliards de francs, en 1982 à 63,6 milliards de francs et en 1983 à 75,4 milliards. Entre 1980 et 1983, la progression est de 45 %. Elle est de 330 % pour les aides en capital (2), qui passent de 6,7 milliards en 1980 à 28,8 milliards en 1983. Cette forte progression s'accompagne d'un redéploiement massif en faveur de l'industrie, qui reçoit

31 % des concours en 1982 et 1983, contre 13 % entre 1978 et 1981. L'évolution était au demeurant prévisible dans la mesure où, hormis les banques, les nouvelles nationalisations ont porté sur l'industrie. Le Haut Conseil déplore néanmoins que 59 % des concours aillent encore à la SNCF et à Charbonnages de France.

**Plus de la moitié des aides à la sidérurgie**

La politique vis-à-vis des anciennes nationalisées non industrielles n'a en réalité guère été modifiée en la matière. Les subventions d'exploitation et les dotations en capital des entreprises du transport, de l'énergie, restent dans la tendance passée. Le chan-

gement porte sur l'intérêt du pouvoir pour les groupes industriels qu'il a acquis et pour Renault. Or les dotations en capital accordées aux groupes ont crû en 1981 et en 1982 pour ensuite plafonner. 7,1 milliards de francs en 1981, 12,4 en 1982, 12,45 en 1983, 12,85 en 1984 et 13,5 en 1985. Il a fallu distribuer des prêts participatifs croissants (11 milliards en 1983) pour nourrir les entreprises, le gouvernement reconnaissant à puiser dans son budget. De surcroît, « la sidérurgie absorbe à elle seule plus de la moitié des aides : 18 milliards de francs sur 34 milliards en 1982 et 1983 ». Le Haut Conseil ajoute pudiquement : « Le développement des industries nouvelles est, dans la logique explicite des nationalisations, censé assurer la compétitivité ».

Le rapport du Haut Conseil sur l'emploi : en pratique 12 % des concours totaux au secteur public leur sont destinés. »

Déjà par l'Etat actionnaire, les entreprises ont dû avoir recours aux emprunts. Leur endettement reste, de ce fait, « très important » par rapport à leurs fonds propres : il atteint en 1982 55,2 % dans la sidérurgie contre 48,4 % en 1980, 165 % dans les biens d'équipement (autres qu'électroniques) contre 132,6 %. Le Haut Conseil donne l'exemple des entreprises de biens d'équipement : « Les apports de l'Etat (3,3 milliards de francs) n'empêchent pas une sensible progression de la dette longue (10,6 milliards), soit autant qu'en 1981, année où les apports en capitaux propres étaient pourtant plus faibles (0,8 milliard) ». Toutefois, il faut observer que « les apports de l'Etat ont permis de restaurer les capacités d'endettement des entreprises », ce qui les a autorisées à poursuivre leur développement.

Le rapport ne donne les chiffres ni de 1983 ni de 1984. L'endettement des entreprises a poursuivi ces années-là sa croissance, même si elle a été de moindre importance et si, en conséquence, la détérioration de leurs structures de bilan s'est arrêtée.

(Lire la suite page 22.)

(1) Ce chiffre et les suivants ont été « rattrapés » en France 1983 en fonction de l'inflation, afin de les rendre comparables.

(2) Y compris les concours de FDES et les prêts participatifs.

AVEC 1150000 ADHÉRENTS REVENDIQUÉS

## Force ouvrière serait aujourd'hui la deuxième confédération syndicale de France

Le XV<sup>e</sup> congrès de FO s'ouvrira mardi 20 novembre au Parc floral de Vincennes. Incontestablement, cette centrale a le vent en poupe. Jacques Kergoat fait, à partir des chiffres et statistiques connus (mais souvent incomplets et difficiles à interpréter), le point.

**Q**UE l'audience de Force ouvrière ait régulièrement crû ces dernières années est peu contestable. Mesurer avec précision l'ampleur de cette progression est plus délicat.

Faut-il prendre en compte les statistiques que publie Force ouvrière elle-même, qui couvrent non seulement le secteur privé et les entreprises nationalisées, mais aussi la fonction publique ? Celles-ci donnent un résultat encore plus flatteur que les élections à la Sécurité sociale : pour la période de juin 83 à

juillet 84, FO atteint 29,62 %, talonne à 2 % près la CGT et distancie la CFTD de plus de 10 points. Mais ces résultats - comme ceux du même ordre que publient les autres confédérations - ne comptabilisent que les entreprises où figurent des listes Force ouvrière : on comprend facilement que chaque confédération trouve bien des avantages à ce mode de calcul.

Les élections aux comités d'entreprise recensées par le ministère du travail dans le secteur privé appuient plus significativement. Elles situent l'audience de FO à un niveau plus bas : 11,7 % pour les entreprises votant en 1983. Il faut savoir qu'une partie des entreprises votent les années paires, l'autre partie les années impaires : les comparaisons ne peuvent ainsi être faites que de deux ans en deux ans. Mais les résul-

tats enregistrés confirment, en gros, l'ampleur de la progression de son audience : le taux de progression est ainsi, pour les années paires, de 46 % entre 1966 et 1982, et de 48 % entre 1967 et 1983 pour les années impaires.

**La structure de l'électorat Force ouvrière**

Cette progression a entraîné des modifications sensibles dans l'ampleur régionale de Force ouvrière. A sa création, elle réalisait ses meilleures scores dans des zones dominées par la gauche « modérée », radicale ou socialiste. Les succès dans le Sud-Ouest en étaient le meilleur exemple. Aujourd'hui, son taux de progression est sensiblement inférieur à sa moyenne nationale dans des régions de vieille tradition socialiste ou radicale, comme le Nord, l'Aqui-

taine ou Midi-Pyrénées. Il est comparable à la moyenne nationale, sans plus, dans les régions où le Parti socialiste a connu dans les années 70 un développement impétueux, qu'il s'agisse des « terres de conquête », comme la Bretagne, ou des vieilles régions industrielles en crise, comme la Lorraine. Par contre, les percées de FO se font dans des régions où le socialisme est en crise, et la droite passée à l'offensive, le meilleur exemple en est la région Provence-Côte d'Azur.

Il devient alors tentant, pour expliquer les progrès de l'audience de Force ouvrière, de proposer une équation simple. On ajouterait ainsi à l'appui affirmé de la droite politique, des modifications des vieux bastions industriels, développement du secteur tertiaire, et de manière plus générale, d'une population d'encadrement, plus réceptive aux thèmes développés par FO.

Agents de maîtrise et ouvriers

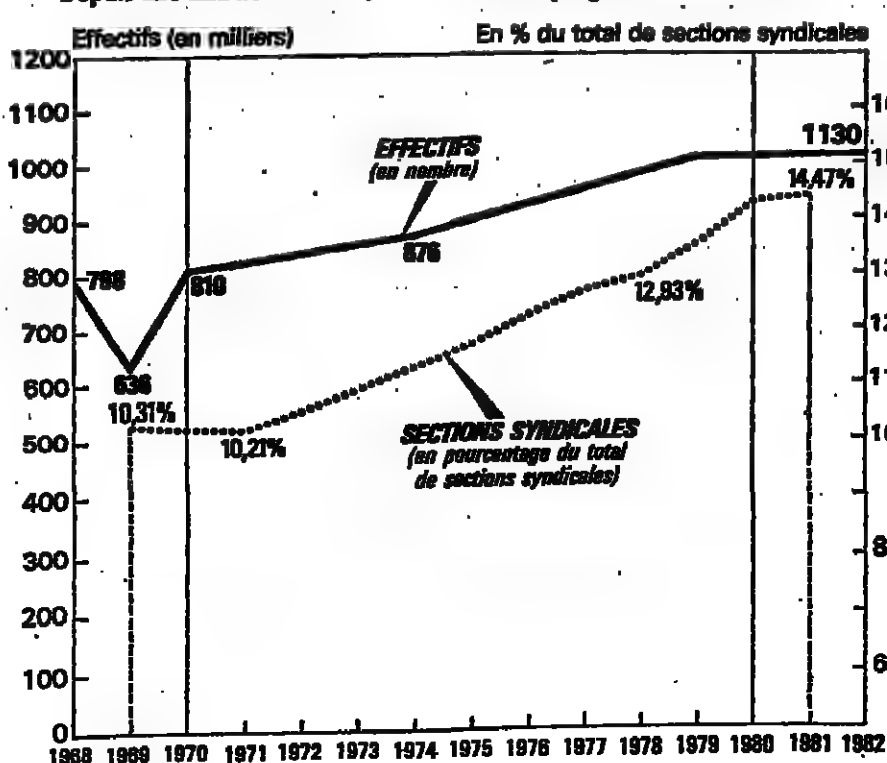
L'étude par collage des votes aux élections professionnelles ne confirme pas cette hypothèse : les suffrages de FO diminuent dans le troisième collège - celui des cadres - et progressent par contre dans le collège « maîtrise et techniciens » (+ 59,7 % pour les années paires, + 81,94 % pour les années impaires), mais aussi dans le collège « ouvriers et employés » (+ 47,5 % pour les années paires, + 59,21 % pour les années impaires).

L'examen de la progression des votes FO par branche d'activité montre par ailleurs que de 1967 à 1979 ce sont dans les branches industrielles du secondaire que Force ouvrière progresse le plus nettement (construction électronique, fonderie, construction automobile et navale, etc.), alors qu'elle progresse plus lentement, voire stagne ou régresse, dans les branches du tertiaire, où elle dispose pourtant au départ d'une meilleure implantation (banques et assurances, professions administratives). A quelques exceptions près - progression dans les assurances et recul dans la construction automobile - c'est le même phénomène que l'on continue d'observer dans l'après-mai 1981.

JACQUES KERGOAT.

(Lire la suite page 22.)

Depuis une dizaine d'années, lente mais sûre progression des effectifs



**RAYMOND BARRE**

Réflexions pour demain

Raymond Barre

**50000 ex. vendus.**

Pour rendre confiance à la France

480 pages 41 francs

Pluriel HACHETTE







A TRAVERS LES REVUES FRANÇAISES

# ● La révolution technologique ● L'endettement des collectivités locales

par DANIEL VITRY (\*)

LES anciens étudiants des facultés de droit apprendront avec plaisir la naissance d'une nouvelle revue, les *Annales d'histoire des facultés de droit*. Il appartenait au président Jean Inbert d'exposer le « Passé, présent et avenir du doctorat en droit en France » (1).

Le grade de docteur en droit ne date que de la seconde moitié du treizième siècle. Il s'obtenait de un à cinq ans après la licence à la suite de trois leçons qui devaient être données en présence des bacheliers en droit pour la première et des docteurs pour la deuxième, la troisième était une leçon d'apparat à l'issue de laquelle les insignes du grade étaient remis par l'évêque; le nouveau docteur devait prêter serment.

Chaque faculté avait son propre règlement, jouissant ainsi d'une autonomie que beaucoup réclament aujourd'hui. Les docteurs étaient peu nombreux; il est vrai que les droits à payer pour une soutenance étaient très lourds et que le nouveau docteur offrait ensuite un grand banquet et des cadeaux à chacun des professeurs. Mais par contre il était ensuite exempt d'impôt et à l'abri des arrestations et de la torture. Ces pratiques et ces avantages disparaîtront avec l'Ancien Régime, mais ce n'est que depuis le milieu du dix-neuvième siècle que les soutenance ne se font plus en latin. En 1893, le docteur en sciences juridiques sera distingué du docteur en sciences politiques et économiques, ce dernier s'acquiesçant, son autonomie qu'en 1946.

La *Revue d'économie politique* vient de publier son *Annuaire* composé d'une vingtaine d'articles consacrés à « L'économie française et la reprise mondiale ». Dans son avant-propos Claude Ponsard souligne qu'on a trop négligé l'importance de la révolution technologique commencée au cours des années 60 comme facteur explicatif des difficultés de notre temps (2). Il est vrai que cette révolution a été occultée par les chocs pétroliers, qui ont capté toute l'attention. D'autre part, la mutation technologique actuelle n'est pas un simple progrès améliorant les techniques existantes, elle détruit en effet les techniques en place et oblige à les remplacer par de nouvelles. La fonction économique est directement fonction des adaptations à la situation nouvelle; les Etats-Unis, le Japon et quelques pays du Pacifique ont su s'adapter et connaissent une belle reprise. La France, au contraire, rigide et conformiste, traîne à mettre en œuvre des réformes inévitables.

Jean-Louis Guglielmi soutient un point de vue assez proche dans son article « Rythmes d'essor de la conjoncture et disparités des structures » (3). Au cours de la période 1982-1984, les économies évoluent en fonction de l'application des techniques nouvelles de production. Là où l'investissement est important, la croissance de la production est forte et la productivité s'améliore; de plus, l'amélioration de la productivité permet de ralentir la hausse des prix, comme aux Etats-Unis et en Allemagne fédérale. Ce sont les pays qui ont le plus investi qui réussissent le mieux dans leur lutte contre le chômage. L'auteur espère que aussi l'attrait des Etats-Unis pour les capitaux en recherche de placement par leur très grand dynamisme industriel; le niveau élevé des taux d'intérêt n'aurait qu'un rôle second.

Catherine Hugel a étudié « La balance des paiements française » (4).

Les résultats de 1983 ont soulevé des espoirs, puisque le déficit commercial s'est réduit de moitié. Grâce à quels postes? D'abord grâce à l'augmentation des exportations de nos ventes de produits agricoles, en particulier vers les pays de l'Est; malheureusement les grands contrats en matières agricoles sont aléatoires. La diminution du déficit énergétique n'a pas été négligeable et a fait suite à la baisse du prix du pétrole en dollars, au développement de l'énergie nucléaire, mais aussi à un très important déstockage de pétrole brut. Malgré la dépréciation du franc contre le dollar, la facture pétrolière était allégée de 7,1 % en 1983 par rapport à 1982. L'excédent sur les services est resté stable à 34 milliards de francs en 1982 et 1983; la France occupe du reste la troisième place dans l'exportation des services. Pour régler la facture pétrolière, il est prudent de compter sur les excédents industriels.

L'excédent sur les produits industriels a doublé de 1982 à 1983 pour atteindre 58 milliards de francs. L'origine géographique de ces excédents n'est pas sans importance; nous sommes excédentaires sur la zone non-OCDE et la zone franc mais déficitaires avec nos partenaires de la CEE et ceux de l'OCDE. Or les pays exportateurs de pétrole et les pays en voie de développement, après reconstruction de leurs dettes, ont largement réduit leurs achats. Les entreprises françaises ont donc dû partir à la recherche de nouveaux débouchés vers les pays industrialisés cette fois, où elles ont rencontré un certain succès, mais à quel prix? Elles ont vendu les mêmes produits qu'aux pays en développement.

L'optimisme du début de 1984 s'est quelque peu modéré depuis. Notre excédent agricole a diminué. L'excédent de nos ventes de produits manufacturés a augmenté du fait du porte porte matériel, mais pour les autres postes la demande de produits français a augmenté moitié moins vite que la demande mondiale. D'autre part, les prix français à l'exportation ont augmenté de 10 %, annulant le bénéfice de la dévaluation du franc de mars 1983. Pour consolider le résultat des efforts faits, il est clair qu'il faut rendre plus dynamique encore le secteur industriel, en particulier par l'investissement.

## Les fonctions d'investissement

Enfin il ne faut pas oublier l'endettement extérieur sous un double aspect. D'un côté, la France accorde des crédits aux pays du tiers-monde pour que ceux-ci achètent des biens d'équipement français; ce sont ces crédits sont accordés en devises et non pas en francs pour éviter d'alimenter le marché de l'eurofranc. Pour trouver les fonds nécessaires la France s'endette, si bien que notre endettement va paradoxalement de pair avec la croissance de nos exportations. Un peu plus de la moitié de nos créances sur l'étranger sont concentrées sur des pays en voie de développement non producteurs de pétrole. La position est donc fragile. De l'autre côté, la France s'endette encore pour équilibrer la balance des opérations courantes, qui est déficitaire; le service de la dette représenterait 66 milliards de francs en 1984 et passerait à 119 milliards en 1988; à titre de comparaison, l'épar-

gne brute des ménages était de 438,6 milliards en 1983. Seul un retour à un excédent des paiements courants éviterait d'avoir à négocier un refinancement de notre dette.

On a vu, plus haut, que l'investissement était une nécessité pour sortir de la crise. Dans la *Revue économique*, P. Artus et P.-A. Muet ont dressé « Un panorama des développements récents de l'économie de l'investissement » (5). Il y a deux grandes familles de fonctions d'investissement issues d'une source identique. La première concerne ce qu'une entreprise fait des plans sur toute une série de périodes et cherche le profit maximal; on peut dériver de cette recherche la demande d'investissement.

La première famille de fonctions d'investissement fait intervenir explicitement les facteurs qui déterminent la rentabilité des investissements; la règle de décision est alors que l'investissement doit être développé jusqu'à ce que le rendement de la dernière unité soit égal au coût du capital. Ce qui différencie les modèles, c'est la manière de déterminer la rentabilité marginale.

La seconde famille ne recherche pas les facteurs qui déterminent la rentabilité des investissements, car elle s'intéresse directement à la valeur boursière des actifs, qui en dépend de façon évidente. Cela suppose que les entreprises soient cotées en Bourse; l'investissement est alors assimilé à un placement.

## Transferts budgétaires

Les modèles de la première famille ont fait l'objet de très nombreux tests économétriques. Il en résulte que le tiers de l'effet d'une variation de la demande sur l'investissement se produit dans l'année qui suit l'investissement et 60 % au cours des deux premières années. Par ailleurs l'influence du coût relatif du capital au travail est variable et pas toujours décisive; lorsque ce coût relatif baisse de 10 %, l'investissement s'accroît de 3 % à 6 %. En fin de compte il est clair que la question la plus intéressante de la substitution du capital au travail; l'hypothèse qui donne les meilleurs résultats économétriques est que la substitution ne s'opère pas sur le capital déjà installé mais qu'elle est forte lorsqu'il s'agit de nouveaux équipements. La substitution ne peut donc s'opérer qu'à long terme.

La loi sur la décentralisation transfère aux régions un certain nombre de compétences et de ressources financières. Les Etats-Unis connaissent depuis longtemps ces transferts du budget fédéral au profit des Etats ou des collectivités locales. Cela augmente-t-il leur indépendance? C'est la question que traite Philippe Hussenot dans son article « Transferts budgétaires et décentralisation » paru dans la *Revue Politique et Management Public* (6). Notons d'abord l'importance de ces transferts: 24 milliards de dollars en 1970, 95 milliards en 1981, qui se font au profit des Etats, des comités ou des communes. Il y a quatre grands types de transferts.

Le premier est le partage général des ressources qui a été créé en 1972 et qui laisse au bénéficiaire une quasi-liberté d'utilisation. La répartition de ces fonds entre les cinquante Etats de l'Union se fait selon des critères purement objectifs. Ce partage ne porte que sur 5 à 6 % du total des transferts. C'est la catégorie de transferts qui laisse le plus d'autonomie aux allocataires. On a constaté que l'utilisation la plus fréquente avait été les dépenses d'équipement, de sécurité publique et de protection de l'environnement ainsi que les réductions d'impôts locaux dans les Etats les plus pauvres.

Le deuxième est constitué par les dotations sectorielles qui sont attribuées à la fois selon des critères objectifs et l'utilisation qui en sera faite. Ces transferts sont surtout destinés à la prévention sanitaire et aux services sociaux et éducatifs. Les allocataires doivent souvent respecter une réglementation fédérale pour pouvoir bénéficier de ces dotations. La liberté d'utilisation est donc moindre que dans le cas précédent. Les dotations sectorielles représentent 13 à 14 % du total des transferts.

Le troisième type comprend les subventions catégorielles. C'est un mode de transfert très ancien. C'est l'Etat fédéral qui définit les programmes visés; il s'agit, par exemple, du réseau routier, du logement ou des transports urbains. Le plus souvent la formule de calcul utilisée est celle de la subvention proportion-

nelle aux dépenses. L'autonomie des gouvernements locaux est nulle. Plus de la moitié des transferts relèvent de cette catégorie. Le dernier type de transferts est la subvention sur projet que l'Etat fédéral demande aux gouvernements locaux de lui soumettre. Les critères de répartition ne sont pas explicites.

En deux ans, 1982 et 1983, les dotations sectorielles ont été réduites de 24 %. Les Etats ont donc dû exercer leur autonomie relative pour décider des économies budgétaires à opérer. Il semble bien que les Etats aient pas cherché à compenser la diminution des subventions fédérales, en particulier lorsqu'elles allaient vers des programmes de santé; les Etats n'ont donc guère profité de leur autonomie pour gérer la pénurie.

L'étude publiée dans les *Chroniques d'actualité* de la SEDEIS par Elisabeth Vesilier complète la précédente; elle porte en effet sur « L'endettement public local » (7). Les études sur ce thème sont peu nombreuses; on ne peut pas transposer sans précaution les résultats des études sur l'endettement d'un pays à l'échelon local parce qu'il y a un financement traditionnel par impôt et par emprunt s'ajoutent les subventions d'Etat.

Dans tous les pays européens, aux Etats-Unis et au Japon, l'endettement public a augmenté moins vite que l'endettement national total entre 1972 et 1981. Dans le cas de la France, la grande période de croissance de l'endettement local a été les années 1965-1972 et dans une moindre mesure 1972-1976. Les charges d'intérêt des collectivités locales ont augmenté surtout du fait du relèvement des taux de la Caisse des dépôts, alors que le service de la dette nationale a augmenté surtout du fait de l'accroissement de son encours.

Dans presque tous les pays, les collectivités locales ne peuvent s'endetter à long et moyen terme que pour financer des investissements. En Grande-Bretagne, les collectivités locales peuvent s'endetter à moins d'un an pour se constituer des avances sur recettes fiscales; en France, c'est le Trésor qui fournit de telles avances. Dans presque tous les pays, le pouvoir central contrôle au moins l'endettement à moyen et long terme. Il n'y a qu'en Suisse où les collectivités locales ne subissent aucune tutelle.

L'auteur s'interroge sur les effets conjoncturels de l'endettement local. Il semble bien que les collectivités locales n'ont pas de politique anticyclique, contrairement aux gouvernements; elles auraient même plutôt tendance à avoir des politiques procycliques dans la mesure où les dépenses locales en capital se sont réduites très sensiblement depuis le développement de la crise et la montée du chômage.

- (1) Jean Inbert : « Passé, présent et avenir du doctorat en droit en France », *Annales d'histoire des facultés de droit*, 1984, n° 1. Edité par le CERSA, 12, place du Panthéon, 75005 Paris.
- (2) Claude Ponsard : « Avant propos », *Annuaire de la Revue d'économie politique*, n° 5, 1984.
- (3) Jean-Louis Guglielmi : « Rythmes d'essor de la conjoncture et disparités des structures », *REP*, 1984, n° 5.
- (4) Catherine Hugel : « La balance des paiements française : une contrainte extérieure qui demeure », *REP*, 1984, n° 5.
- (5) Patrick Artus et Pierre-Alain Muet : « Un panorama des développements récents de l'économie de l'investissement », *Revue économique*, n° 5, Sept. 1984.
- (6) Philippe Hussenot : « Transferts budgétaires et décentralisation : les différentes formes de subventions intergouvernementales aux Etats-Unis », *Politique et management public*, Printemps 1984.
- (7) Elisabeth Vesilier : « L'endettement public local », *Chroniques d'actualité* de la SEDEIS T 31, n° 10, 15 oct. 1984.

12 mois sur 12  
COURS  
HUBERT LE FÉAL :  
DÉPASSER  
LE TRAC,  
S'AFFIRMER  
DANS LA  
PAROLE.  
documentation  
sans engagement  
387 25 00

## BIBLIOGRAPHIE

« Journal de crise » (1973-1984)  
de Jean Boissonnat

## Le sel du temps

SAVOIR picorer dans les mois qui courent des miettes oubliées, la phrase révélatrice d'un homme public, le « fait porteur d'avenir », laisser aller sa plume au gré de l'émotion suscitée par un événement important, ou la veste d'un pays, réparer l'« ange du bizarre » ou épargner un leur soci-er, tout cela est demandé à celui qui tient pour ses lecteurs un « bloc-notes ». Celui de Jean Boissonnat dans l'Expansion est un modèle du genre. Quelle fertile idée d'avoir rassemblé l'essentiel des chroniques semi-tenues depuis 1973 ! Le mémoriste « immédiat », le chasseur de l'instant, nous ramène ainsi un *Journal de crise* qui tient fort bien le coup, parce que les angles d'attaque des mille et un sujets abordés sont ceux d'un observateur à l'intelligence aigüe.

Le privilège du journaliste à la notoriété confirmée est de pouvoir approcher aisément les responsables politiques, économiques, syndicaux, et de recueillir certaines confidences qu'ils ne feraient pas lors d'un entretien plus formel. Sans doute, les guillemets sautent sur le « bloc-notes » original pour ne pas indisposer l'interlocuteur, mais, les années ayant coulé, il arrive qu'ils se repaissent dans un... « prologue ». C'est le sel de celui que Jean Boissonnat a écrit spécialement pour ce livre et où il laisse tomber des perles phrases gênées lui et lui.

Quelques échantillons ? Raymond Barre en 1977 : « Pour vous dire le fond de ma pensée, l'inflation et le chômage, je m'en fous. Ce qui compte essentiellement pour moi, c'est le franc, le commerce extérieur et d'éviter une récession. » L'auteur ajoute, pour atténuer le choc, que l'inflation n'est en effet que le reflet de la dévaluation et le chômage celui de la récession. Le même Raymond Barre en juin 1979 évoque une erreur : « qui ne lui est pas venue à l'esprit lors de la dernière « Heures de vérité » sur l'Antenne 2 : « J'ai relevé trop brutalement les tarifs publics au printemps 1978. » Toujours lui, à propos de Fabius en 1974 : « Un Elschin insupportable. » Mitterrand sur Rocard en 1980 : « Si Fabius, c'est son langage. Sa faiblesse a été très bien exprimée par Annie Kriegel : il dit des paroles importantes sur des choses qui ne le sont pas. » Le même en novembre 1981 : « Il faudra s'en tenir à un réformisme social-démocrate, même si c'est

un peu de la bouteille pour les chocs. Car l'expérience historique, en France, prouve que, quand on fait la révolution, ça se termine toujours par un régime arbitraire d'extrême droite. »

Jean Boissonnat ne cherche pas qu'à colorer les acteurs de l'histoire de la crise, il essaie d'en tirer sa philosophie. La crise, écrit-il, c'est la conscience qu'on a, et celle du dernier quart de siècle ne ressemble à aucune autre. La nôtre se caractérise par une accumulation de chocs (monétaire, pétrolier, technologique, social, etc.) qui détruisent le système de régulation du « désordre créateur » des sociétés industrielles, et qui était fondé sur la sécurité sociale, le compromis institutionnel des conflits sociaux, le libre échange et un taux de 5 % de croissance par an.

Demain ? A la fin de son ouvrage, notre auteur essaie de répondre par un texte original en regardant les tendances lourdes : explosion des hommes, explosion des techniques, implosion de la politique (qui oppose des clientèles et non plus des idéologies), chute de la personne socialement les priorités de la sphère privée.

On s'en va-t-il de ce paysage ? Toutes les politiques économiques ont été expérimentées par les Etats depuis dix ans, mais une chose est certaine : si on ne retrouve pas une croissance soutenue, les difficultés que nous connaissons perdureront. Au reste, même si l'on est optimiste, nous aurons tout de même une croissance dans la crise du fait de l'ajustement des Etats à leurs nouvelles responsabilités, des entreprises aux nouvelles techniques et de la société aux nouvelles mentalités.

Prédire au-delà n'a plus grand sens, et Jean Boissonnat a les pieds sur terre. Vertu que l'on constate aussi dans la manière très heureuse de faire défiler les années de son journal sous un drapeau facile à reconnaître : « Pétrole », « Giard », « Dépression », « Barre », « Gauche fâchée », etc. En outre, sur chaque page de titre, quelques lignes nous rappellent les repères conjoncturels du moment pour les pays de l'OCDE et pour la France. Si bien qu'à l'agréable bien connu de la prose de Jean Boissonnat s'ajoute ce service d'indices pour lecteurs pressés.

PIERRE DROUIN.  
★ Editions J.C. Lattès, 398 p., 85 F.

## CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS L'APPROCHE DU MARCHÉ MALAISIE PERSPECTIVES ET PLANS D'ACTION

Séminaire

Mardi 4 décembre 1984 - 9 heures - 18 heures

L'analyse économique et financière montre aujourd'hui que la Malaisie peut rester un partenaire économique important pour nombre d'entreprises françaises et européennes. L'Ecole Européenne des Affaires (EAP), la Direction des Relations Internationales de la C.C.I.P., l'Anglo-American Alliance organisent un séminaire en langue anglaise sur les perspectives du marché malaisien, les votes et méthodes concrètes d'accès à ce marché.

- Priorités et opportunités commerciales entre la Malaisie et la France (Ambassade de Malaisie).
- L'investissement industriel en Malaisie (MIDA).
- Analyse de l'investissement français en Malaisie (B.F.C.E.).
- Intervention de M. le Ministre LE PENNEC, mission ANSEA (Ministère du Redéploiement Industriel et du Commerce extérieur).
- Intervention d'experts et de chefs d'entreprises opérant en Malaisie.
- Discussions autour d'un panel réunissant la D.R.E.E., le C.F.C.E., le C.C.F. et les experts malaisiens et français intervenant au cours du séminaire.
- A 18 heures, réception organisée à l'Ambassade de Malaisie pour tous les participants.
- Contacts possibles le lendemain avec les conseillers économiques de l'Ambassade.

Ce séminaire est conçu pour un public de chefs d'entreprise, cadres dirigeants, responsables d'exportation, et permettra à chacun de faire le point sur les perspectives du marché et les méthodes d'action (marketing, finance, comptes, modes d'entrée).

Prix : 2000 F (déjeuner compris) - Non assujéti à la T.V.A.  
FORMATION CONTINUE INTERNATIONALE E.A.P.  
Téléphone : 766-51-34 - Postes 472-427-482.  
Veuillez adresser votre carte de visite à Parice RENARD pour recevoir le programme et le bulletin d'inscription.



ÉCOLE EUROPÉENNE DES AFFAIRES  
PARIS - OXFORD - BERLIN  
Adresse France : 108, bd Malesherbes, 75017 Paris. 766-51-34.

Aujourd'hui, les toutes dernières affaires en

Vente de fonds de commerce

Tous les lundis, dans le journal « Les Annonces »  
spécialisé (depuis 40 ans)  
En Vente Partout 3,50 F et 35 F. Mails, 75011 PARIS. TEL. (1) 865.30.30

**MAÎTRISE de L'ÉNERGIE**

**SPECIAL FILIÈRE BOIS**

■ René Souchon, secrétaire d'Etat à la forêt, s'entretient avec « Maîtrise ».

■ Dossier : l'avenir de la filière bois, de la papeterie aux hôpitaux.

« Le Monde » du 20 novembre daté 21



## Les banques islamiques : simple curiosité ou modèle pour les banques d'investissement ?

Ce n'est pas seulement dans les pays d'islam, mais aussi dans les grands centres financiers d'Occident que se sont fondées les banques islamiques. Conformément à la loi coranique, celles-ci font, en principe, participer leurs déposants au risque de l'investissement. L'expérience est trop récente et encore trop limitée pour qu'on puisse en tirer des conclusions, mais certains voient déjà un exemple pour le financement de l'innovation.

«...Ceux qui se nourrissent de l'œuvre ne se dressent, au jour du jugement, que comme se dresse celui qui le démon a violemment frappé...»

Le chérif n'interdit cependant pas en soi la rémunération d'opérations financières, à condition que le prêteur participe au risque de l'opération. C'est ainsi que les banques ont été amenées à proposer à leurs déposants de les rémunérer par une participation aux pertes et profits tirés de l'investissement de leurs dépôts.

L'ORIGINALITÉ des banques islamiques tient au respect de la règle, formulée dans le Coran, qui interdit l'intérêt (1). Leurs déposants ne reçoivent pas une rémunération fixe, mais une rémunération variable, déterminée par les profits (ou pertes) résultant de l'investissement de leur dépôt.

Pour lever toute ambiguïté, il convient de distinguer les banques islamiques du système bancaire arabe, qui fonctionne suivant les principes des banques occidentales : banques arabes nationales, banques arabo-occidentales, banques interarabes (2).

L'attention portée aux banques islamiques s'explique, d'abord, par une certaine curiosité et une prise de conscience de leur potentiel de croissance. N'ont-elles pas, en effet, vocation à attirer les dépôts (incluant les pétrodollars) de la population musulmane, qui représente 20 % de la population du globe ? Mais on peut y voir plus. À l'heure où le financement des opérations à risque est à l'ordre du jour, ces banques constituent un modèle digne d'étude. A la différence des banques occidentales, dans lesquelles les risques de financement sont assumés par les seuls actionnaires, les banques islamiques partagent les risques avec leurs déposants. Elles ont donc plus de latitude pour se lancer dans des opérations plus risquées mais aussi plus profitables.

Il n'y a pas, dans l'islam, de distinction entre la loi laïque et la loi religieuse. La vie économique est régie par le chérif, les lois tirées du Coran et de la Suna. L'intérêt y est formellement interdit :

### Les premières expériences

L'idée de créer des banques islamiques remonte aux années 40, au Pakistan. Le premier exemple durable a été celui des caisses d'épargne rurale du Mit-Ghamir, en Égypte (1963-1967), qui montrèrent leur efficacité dans la collecte de l'épargne rurale. Ces caisses ouvrirent la voie à la création de la Nasser Social Bank (1971).

Mais il a fallu attendre la dernière décennie pour voir se multiplier les banques islamiques. Leur nombre atteint aujourd'hui la quarantaine : elles sont situées dans les pays musulmans mais aussi dans les places financières internationales (Londres, Luxembourg, Bahamas...). Deux groupes sont actifs en Europe : le plus ancien et le plus important, le groupe DMI, et plus récemment le groupe Al Baraka.

Parmi ces banques, une place particulière doit être donnée à l'expérience du Pakistan. Le Pakistan a été le premier État à entreprendre une islamisation progressive de son secteur bancaire. Aujourd'hui, 19 % des dépôts nationaux sont inscrits sur des comptes islamiques rémunérés par un partage des profits entre la banque et les déposants. Les profits sont calculés tous les six mois, les taux versés sont supérieurs de 1 % aux taux d'intérêt versés sur les comptes ordinaires. Mais il est encore difficile de dire si ces taux résultent d'une meilleure gestion des comptes islamiques, ou plutôt d'une décision politique de favoriser les comptes islamiques par rapport aux comptes ordinaires.

Pour se conformer au chérif, les banques islamiques ont été amenées

à développer des modes particuliers d'opérations. Leurs fonds proviennent de trois sources : fonds propres, dépôts, et fonds obtenus d'un impôt islamique appelé *zakat*, perçu sur le capital. La gestion des fonds du *zakat* faisait l'objet de règles particulières (utilisation à des fins sociales sous la surveillance d'un conseil religieux), nous nous limiterons ici aux deux premières sources de fonds.

Les banques islamiques gèrent des dépôts à vue. Ceux-ci ne perçoivent aucune rémunération et ne peuvent pas être utilisés dans des opérations d'investissement. Les dépôts à terme (fixe ou indéterminé) peuvent être divisés en deux groupes : dépôts « affectés » qui sont versés pour financer une opération particulière et dépôts « non affectés » versés dans un fonds commun pour être utilisés au mieux par la banque.

### L'association capital-travail à la mode islamique

Les opérations de financement de la banque relèvent de quatre types principaux :

- Opérations de *mourabaha* : achat au comptant, vente à terme.
- Opérations de *taqfi* : opération de leasing dont le loyer est déterminé à l'avance en fonction du coût et de la durée de l'opération.
- Opérations de *mouchara* : participation simple ou dégressive au capital des entreprises.
- Opérations de *moudharaba* : association du capital apporté par la banque et du travail fourni par le promoteur. Le partage des profits est fonction de l'apport de

par B.A. OUDET (\*)

chacun des partenaires, les pertes n'étant prises en charge que par la banque, l'entrepreneur renonçant alors à la rémunération de son travail.

### La rémunération des déposants

De ces quatre types d'opération, les opérations de *mourabaha* sont certainement les plus nombreuses. Elles sont principalement utilisées pour le financement du commerce (national et international), mais elles peuvent très bien servir au financement des stocks, des avances sur salaire...

Les déposants sont rémunérés en fonction des profits et pertes des opérations d'investissement effectuées par la banque. Une fois soldée une opération d'investissement, le profit net est calculé après déduction des frais directs associés à l'investissement (frais d'études, commission...). La banque prélève sur ces profits nets un pourcentage au titre de la rémunération du management et du capital. Le reste des profits est réparti entre les différents déposants en fonction de leur apport : par des dépôts affectés, par l'achat à l'utilisation du fonds commun de dépôts et éventuellement des fonds propres de la banque. Les profits alloués au fonds commun sont à leur tour répartis entre les différents déposants dans le fonds.

Il est souvent reproché aux banques islamiques une certaine réticence à sortir

des sentiers battus et à accepter de financer les jeunes entreprises à risque. Cette réticence se comprend : il est, en effet, difficile d'utiliser pour ces financements des fonds de déposants qui refusent le risque et demandent à être remboursés du capital plus d'une somme fixe.

Tel n'est pas le cas des banques islamiques, dont les déposants acceptent de partager le risque. On peut donc s'attendre à ce que ces banques acceptent plus volontiers le financement d'opérations risquées mais aussi profitables. Les renseignements éparpillés à ce jour indiquent effectivement des profits élevés sur certaines opérations (18 à 20 %), mais aussi des pertes (DMI, par exemple, enregistra une perte en 1983 et ne paya aucun dividende).

### L'innovation à risque

Compte tenu de la jeunesse des banques islamiques, il est encore trop tôt pour formuler des hypothèses précises quant à leur évolution. L'expérience accumulée indique déjà qu'elles sont viables : beaucoup de banques islamiques ont été créées ces dernières années, aucune n'a fermé ses portes. Mais seront-elles des banques d'investissement capables de prendre à leur charge le financement de l'innovation à risque ? L'attitude de leurs déposants face à la variation des rendements sur leurs dépôts sera déterminante. Ceux-ci accepteraient-ils de voir des périodes de rémunération faible ou négative succéder à des périodes de rémunération élevée ?

Reste à savoir en qui est le plus important. Les banques islamiques réunissent-elles maintenant à « islamiser » leurs opérations, ou seront-elles amenées à adopter un

comportement proche du modèle occidental ? Les données, recueillies auprès des banques en Europe, indiquent que l'islamisation de leurs opérations est encore faible. Certes, ces banques versent une rémunération variable à leurs déposants et s'interdisent toute opération purement financière. Mais la prise du risque est limitée tant pour les banques que pour leurs déposants. Ces derniers n'ont jamais eu à participer, par une diminution de leur capital, aux pertes de certaines opérations. De plus, la grande majorité des financements sont de court terme (un ou deux mois), avec une rémunération fixe : opérations de *mourabaha* pour financer le commerce international.

Encore une fois, l'expérience est cependant trop récente pour porter une appréciation. Il faut laisser aux banques islamiques le temps de changer les mentalités et de faire prendre corps au projet. Les mentalités seront lentes à évoluer, comme en témoigne la récente déclaration du gouverneur de la Banque d'Angleterre. Celui-ci vient de refuser aux institutions financières islamiques l'appellation de banque, car elles ne garantissent pas le capital de leurs déposants.

(1) La Chambre de commerce franco-arabe leur a consacré une journée le 25 avril 1984.

(2) Pour une présentation plus détaillée de ce système et de celui des banques islamiques, on consultera l'étude très complète de Traute Wohlers-Schaff, *Les Banques arabes et islamiques*, OCDE, Paris, 1983. La liste des différentes banques est donnée en annexe de l'étude.

## 39<sup>e</sup> CONGRÈS DES EXPERTS-COMPTABLES A NICE

### Les nouvelles ordonnances des « médecins de l'entreprise »

Soucieux de s'adapter aux nouveaux besoins d'information des « utilisateurs de comptes », les experts-comptables et comptables agréés se sont livrés à une vaste réflexion sur l'avenir de leur profession lors du 39<sup>e</sup> congrès national de leur ordre qui vient de se tenir à Nice. Leur aspiration : devenir de plus en plus les conseillers privilégiés de l'entreprise, mais aussi, à la faveur d'une évolution récente de la loi, les auxiliaires obligés du secteur du profit collectif.

L'IMAGE de « teneurs de livres » ou d'« algébristes du droit » qu'il ont encore parfois dans l'opinion publique est définitivement caduque. Parallèlement aux réformes successives qui en ont fait un corps de droit autonome, les experts-comptables ont évolué avec la science comptable qui a accompli, avec l'introduction de l'informatique, une véritable révolution technologique.

Le forum animé par notre collaborateur Paul Fabra à la veille de l'ouverture du congrès de Nice en a apporté la preuve. Aussi bien rendue matériellement plus performante, la comptabilité s'est enrichie dans son contenu tout en acquérant une nouvelle dimension temporelle, celle de la prévention, complémentaire de sa fonction rétrospective.

Peut-elle désormais prétendre à l'universalité, autrement dit déborder largement du domaine des seules sociétés de droit commercial ? Telle était la question sous-jacente à l'un des principaux thèmes traités concernant la comptabilité du secteur de profit collectif. Ce « tiers-secteur » qui englobe les associations relevant de la loi de 1901, mais aussi les fondations, les congrégations, les syndicats, les comités d'entreprise et les fonds d'assurance-formation, a pris une place très importante dans l'activité nationale (1).

À la suite du vote de la loi de juillet 1984 (contraignant les clubs sportifs professionnels à se transformer en sociétés anonymes particulières), et dans l'attente de nouveaux textes qui vont créer des obligations légales pour les associations d'une certaine taille, il représente désormais un champ d'intervention important pour les experts-comptables. Il leur faut cependant définir des procédures spécifiques visant à mesurer non plus un profit mais une performance. Le guide comptable du secteur a été un travail qui vient tout récemment de publier le conseil supérieur de l'ordre répondant en grande partie à cette nécessité.

Mais les huit cents participants au congrès de Nice se sont surtout longuement interrogés sur les nou-

### De notre correspondant régional

veaux besoins d'information des entreprises, liés à la fois de la crise et de l'évolution des théories socio-économiques. En particulier, la quantification humaine. L'objectif serait de déterminer à un moment donné la valeur au capital du personnel de l'entreprise pour l'intégrer au bilan et l'utiliser comme un moyen de rationalisation des coûts sociaux.

La légitimité d'une telle démarche soulève certes de nombreuses questions, les unes d'ordre moral, les autres de caractère juridique ou économique. Mais si un être humain « n'a pas de prix », il représente pourtant une valeur en tant que créateur de richesses au sein de l'entreprise. Le hic est de disposer de méthodes fiables pour mesurer cette valeur. Toutes celles qui ont été expérimentées jusqu'ici, en particulier aux États-Unis, ont montré — et pour cause — leurs limites.

### Des motivations différentes

Les utilisateurs de l'information (chefs d'entreprise, personnel, investisseurs) ont, par ailleurs, des motivations et, donc, des exigences différentes. D'où la conclusion prudente du rapporteur général du congrès, M. Georges Pinat : « L'objectif de la recherche de la valeur de l'investissement humain réside peut-être moins dans l'outil conceptuel qui effectuera des réflexions sur ce sujet que dans les

prises de conscience qu'elle implique ».

Les perfectionnements de la technique comptable doivent permettre, du moins, de mieux appréhender les incidences économiques des comportements humains sur la rentabilité de l'entreprise. Il s'agit, en l'occurrence, de détecter et de réduire les « coûts cachés », résultant d'une multitude de « dysfonctions », ramennées à cinq indicateurs socio-économiques : l'absentéisme, la rotation de personnel, les accidents du travail, la qualité des produits et les écarts de productivité directe.

Les expériences déjà faites dans ce domaine se sont révélées très concluantes. L'expert-comptable peut également aider le chef d'entreprise à traquer la « dysqualité », c'est-à-dire tout ce qui, dans la production ou les prestations de services, ne correspond ni aux spécifications exprimées ni au goût supposé de la clientèle. Les principales manifestations en sont les rebuts, les retouches, les malformations, les commandes refaites, les délais de livraison non respectés, etc. Une étude, publiée en 1983 sur les comptes 1981, des entreprises industrielles, a fait apparaître le coût énorme de cette « dysqualité », équivalant à 10 % de la valeur ajoutée. L'outil comptable se révèle parfaitement approprié à ce type d'intervention dans le cadre d'un audit approfondi.

La comptabilité du patrimoine et des richesses naturelles, autre thème du congrès, n'a pas, en re-

vanche, de réelles incidences. En aura-t-elle un jour ? Il semble que dans ce domaine, comme d'ailleurs dans celui de l'évaluation des ressources humaines, les experts-comptables ne puissent jamais seuls apporter des réponses complètes et irréfutables. Le fait d'avoir placé leurs travaux sous le signe de la prospective est, quoi qu'il en soit, révélateur de leur volonté d'innover, à l'exemple des professionnels anglo-saxons. Il leur faut aussi faire face à la concurrence accrue des cabinets de conseil et des centres de gestion agréés.

Dans le prolongement du congrès, devrait d'ailleurs être créé un centre d'études et de recherche comptable chargé d'une véritable expérimentation sur le terrain. Comme l'a enfin souligné M. Francis Wladimir, président du conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables, un très important effort de formation initiale et permanente sera poursuivi. « Médecins de ce corps social particulier qu'est l'entreprise, a-t-il affirmé, nous devons accepter de nous recycler chaque année et évoluer vers une médecine plus préventive. Mais notre chance est d'être aux premiers loges de la nouvelle révolution post-industrielle ».

GUY PORTE.

(1) Le seul mouvement associatif emploie ainsi aujourd'hui sept cent quinze mille salariés répartis dans cinq cent mille organisations, soit davantage que l'ensemble de l'industrie automobile.

### DÉPARTEMENTS DES BOUCHES-DU-RHÔNE DU VAR ET DES ALPES-MARITIMES

#### Avis d'ouverture d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de pose de l'artère souterraine de télécommunications n° 533 Marseille-Nice

Par arrêté interpréfectoral des 15, 16 et 17 octobre 1984, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique a été prescrite sur le projet de pose de l'artère souterraine de télécommunications à grande capacité n° 533 MARSEILLE-NICE.

Le public pourra consulter les dossiers de cette enquête du 12 novembre au 12 décembre 1984 inclus, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, dans les préfectures, sous-préfectures et mairies énumérées ci-dessous et, éventuellement, consigner ses observations sur les registres d'enquête prévus à cet effet :

- Préfecture des BOUCHES-DU-RHÔNE à MARSEILLE et sous-préfecture d'AIX-EN-PROVENCE.
- Sous-préfecture de GRASSE à GRASSE.
- Sous-préfecture de BRIGNOLES à BRIGNOLES.
- Sous-préfecture de DRAGUIGNAN à DRAGUIGNAN.
- Préfecture du VAR à TOULON.
- Préfecture des ALPES-MARITIMES à NICE.

DÉPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHÔNE  
Mairies de MARSEILLE, SEPTÈME-LES-VALLONS, LES PENNES-MIRABEAU, BOUC-BEL-AIR, SIMIANE, COLLONGUE, MIMET, SAINT-SAVOURNIN, GREASQUE, BELCODÈNE, PEYNIER, TRETS.

DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES  
Mairies de LE TIGNET, PEYMEINADE, GRASSE, MOUANS-SARTOUX, VALBONNE, CHATEAUNEUF, GRASSE, BIOT, VILLENEUVE-LOUBET, CAGNES-SUR-MER, SAINT-LAURENT-DU-VAR, NICE.

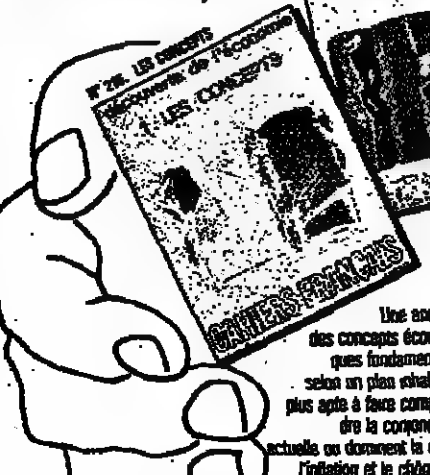
DÉPARTEMENT DU VAR  
Mairies de POURRIÈRES, POURCIEUX, ST-MAXIMIN, LA-SAINTE-BAUME, NANS-LES-PINS, ROUGIERS, TOURVES, BRIGNOLES, VINS-SUR-CARAMY, CABASSE, LE THORONET, LORGUES, DRAGUIGNAN, TRANSEN-PROVENCE, LA MOTTE, LE MUY, BAGNOLS-EN-FORÊT, SAINT-PAUL-EN-FORÊT, TOURETTES, CALLIAN, MONTAURoux.

De plus, pendant les trois derniers jours de l'enquête, c'est-à-dire les lundi 10, mardi 11 et mercredi 12 décembre 1984, le président et les membres de la commission d'enquête recevront le public aux heures ci-après mentionnées :

- M. GUY PALAUSI, ingénieur géologue en chef au CNRS, Sous-préfecture de GRASSE - de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 16 h.
- M. ROUSTAN Georges, inspecteur divisionnaire de police (e.r.), Préfecture de MARSEILLE - de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 16 h.
- M. JOURDAN René, inspecteur divisionnaire des TPE honoraire, Sous-préfecture de BRIGNOLES - de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 16 h.
- M. BOULOT André, officier du service du génie (e.r.), Sous-préfecture de DRAGUIGNAN, de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 16 h.
- M. COSTAMAGNA Roger, expert agricole et foncier, associé Société civile professionnelle des géomètres-experts, Préfecture de TOULON - de 9 h 30 à 12 h et de 14 h à 16 h.

### apprivoisez l'économie !

à la découverte de l'économie avec les Cahiers Français



Pas de vérité absolue en économie, mais des lectures différentes des théories. Les trois principaux « chapitres » sont présentés ici : leurs grands principes, leur histoire et leur rôle.

Résumé pour digérer une politique économique : En vue d'objets « politiques » définis au préalable, choses plus ou moins théoriques, puis agir en tenant compte des réalités du pays et de l'environnement international. Le numéro : 28 F. Les trois numéros : 80 F.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

Vente par correspondance : 24 rue d'Alsace, 93000 AUBERVILLIERS CEDEX.



## Le reaganisme : un compromis entre les néo-conservateurs et le « big business »

LES Français jugent plutôt favorablement le reaganisme, parce qu'il a relancé l'expansion aux États-Unis et dopé le dollar. La classe politique se dispute sur le point de savoir si le modèle serait transposable en France. Débat cartésien, qui surprendrait les Américains. Ce qu'on appelle le *reaganisme* n'est pas une théorie, mais seulement le résultat de quatre ans de luttes intestines et de compromis fragiles entre les deux clans au pouvoir : les néo-conservateurs, arrivés avec Reagan, et la droite classique, émanation de Wall Street et des grandes affaires, le « big business ».

Pour comprendre, il faut se rappeler les échecs de Carter. À l'époque, la croissance aux États-Unis était devenue synonyme d'inflation à deux chiffres et de dégringolade du dollar (-20 % entre 1976 et 1979). Aux reculs politiques de l'Amérique s'ajoutait un affaiblissement financier qui menaçait les fondements de sa prééminence. Le choc provoqua un virage à droite de toute une fraction de la technocratie. Pour nombre de financiers, économistes et politiciens, l'équilibre budgétaire et la discipline monétaire devinrent le nouveau credo. L'inflation fut considérée comme le mal absolu, plus que le chômage.

Perdu dans la tourmente monétaire, Carter se résigna à appeler Paul Volcker, l'un de ces partisans d'une thérapeutique de choc, à la tête de la Réserve fédérale, en juillet 1979. En quelques mois, les taux d'intérêt bondirent de 11 à 20 %, et la récession commença. Le dollar arrêta sa chute. Mais l'inflation dépassait encore 10 %.

À l'élection présidentielle de 1980, Carter, converti aux vertus de la rigueur, proposa des économies et de nouveaux impôts pour financer le réarmement. C'était voler leur programme aux républicains. Le nouveau venu, Ronald Reagan préféra promettre tout à la fois : moins de dépenses, moins d'impôts, plus d'armes et l'équilibre budgétaire ! Sans oublier la stabilité monétaire et une expansion fantastique... Le tout assaisonné à la sauce du professeur Arthur Laffer, le gourou californien, pour qui la diminution de la fiscalité « confisquatoire » et des « gaspillages » du Welfare State rendraient à l'Amérique sa vitalité et sa suprématie. À Wall Street, on souriait de ces fantaisies de candidat et on attendait les choses sérieuses pour l'après-élection.

### Virage vers la croissance

Surprise, Reagan installé à la Maison Blanche prétend faire passer son programme. Et, malgré les pressions contraires de Volcker et de l'establishment républicain, le Congrès vota pile-môle : une réduction de 25 % de l'impôt sur le revenu, un allègement substantiel de la taxation des sociétés et une forte hausse des crédits de défense. Le tout gagé sur des coupes dans les budgets civils concentrées sur la seule année de 1982. À Wall Street et au Fed, le verdict tombe : danger de déficit et d'inflation galopante ! La réaction est rapide. Le marché des obligations s'écroule brutalement à la rentrée 1981, et Volcker maintient le taux de base bancaire à plus de 18 %.

Au début de 1982, le président du Fed, véritable figure de proue des conservateurs traditionnels, réclame l'abandon de la réduction d'impôts de 10 % prévue pour juillet. Reagan fait la sourde oreille et les taux bancaires restent bloqués à 16 %, tandis que l'économie s'enfonce dans la pire récession depuis la guerre. Le PNB baisse de 2 % de mi-1981 à mi-1982, le taux de chômage passant de 7,3 % à près de 10 % de la population active. Le déficit budgétaire, alourdi par la crise, dépasse 100 milliards de dollars.

À la Maison Blanche, on s'estime trahi et tout contact est rompu avec Volcker, que Reagan a rencontré une seule fois depuis son élection. Mais le Fed est indépendant et se vante de faire la politique anti-inflationniste promise par Reagan : 12 % de hausse des prix en 1980, 9 % en 1981, 4 % en 1982. Et le dollar gagne 33 % en 1981-1982.

Volcker voulait-il ramener l'inflation à zéro ? Il n'aura pas le temps. Au début de l'été 1982, de très grandes entreprises sont au bord de la faillite. L'argent cher ruine les PVD endettés qui menacent d'entraîner les banques américaines dans leur chute, et plonge l'Europe dans la récession. Le Fed

cède : les taux d'intérêt baissent de 5 points en six mois, tandis que la Maison Blanche allège encore les impôts et gonfle les dépenses militaires. Le tout constitue un adjuvant formidable, suscitant une reprise en proportion. De fin 1982 à mi-1984, le PNB augmente de 25 %, 6,3 millions d'emplois sont créés. Cela avec une inflation gelée à 4 % et une nouvelle poussée du dollar (+10 %).

Et les déficits ? Celui du budget fédéral culmine à 195 milliards de dollars en 1983 (6 % du PNB). Pour la balance des paiements courants, c'est -40 milliards de dollars en 1983 et même -100 milliards de dollars cette année. Les commentateurs financiers n'ont cessé d'annoncer l'inévitable « collision » entre emprunts publics et privés, débouchant sur une remontée catastrophique des taux d'intérêt. C'est oublier que les faibles dépenses et les profits de la reprise ont permis aux sociétés d'autofinancer largement leurs investissements, et aussi que, sur 175 milliards de dollars de découvert du budget en

1984, 110 milliards représentent des versements d'intérêts par le Trésor immédiatement réinvestis dans la Réserve fédérale à un taux de monnaie pendant cette période pour assurer la stabilité des taux. Sans dérapage des prix, grâce à la fermeté du dollar.

Cette dernière est-elle due au privilège de la monnaie internationale, ou le dollar est-il sur le point de s'effondrer ? Faux problème. C'est la confiance, restaurée par la politique du Fed, qui a suffi à attirer des capitaux étrangers considérables en 1982. Par la suite, contrairement à une opinion répandue, ce flux s'affaiblit. Mais la confiance demeure, et avec elle la croissance, qui attire naturellement le crédit. Avant 1983, banques et entreprises américaines prêtaient quelque 100 milliards de dollars, par an à l'étranger, notamment aux PVD. Avec la reprise, les fonds sont rapatriés pour financer les emprunts américains, jugés de meilleure qualité. Résultat : en dépit de l'énorme déficit commercial des États-Unis, il y a pénurie de dollars comme l'indique la diminution des avoirs officiels des

banques centrales dans cette devise depuis le début de l'année.

Et Reagan dans tout cela ? Il a eu le mérite d'oublier ses promesses de rétablir l'équilibre budgétaire, pour garder le cap sur la croissance. En cela, il a montré plus de souplesse que les dirigeants conservateurs européens, aujourd'hui accrochés à la locomotive américaine. Il s'est aussi montré homme d'Etat en reconduisant, l'an dernier, le peu maniable Paul Volcker à la tête du Fed pour se concilier Wall Street.

### La reprise essouffie

Aujourd'hui la reprise, qui avait rapproché les frères ennemis, s'essouffie. Le taux de croissance est tombé de 8,6 % au premier semestre à 2,7 % au troisième trimestre.

L'expansion bute sur deux obstacles : le premier, incontournable, est la faible marge de ressources techniques et humaines encore disponible pour accroître la production. Le second, c'est la perte croissante de compétitivité due au super-dollar. Elle a amputé de moitié l'expansion au troisième trimestre. Sauf à dévaluer d'au moins 20 % le dollar, l'Amérique risque une récession en 1986.

Le débat sur les moyens de réussir l'« atterrissage en douceur » (*soft landing*) a ramené les querelles intestines. L'administration prétend que le seul moyen de déprécier le dollar est d'abaisser le loyer de l'argent, encore bien trop élevé. Volcker a fait un pas en avant en le réduisant de près

de 2 % depuis la rentrée. Mais pour aller plus loin, il exige un freinage du pouvoir d'achat par la politique budgétaire. Les exportations seraient ainsi relancées sans risque inflationniste émanant de la demande intérieure. La manœuvre permettrait d'alléger le coût du crédit en Europe et la dette des PVD, mais la pilule serait amère pour les électeurs de Reagan.

Le président cédera-t-il ? Il est d'accord pour demander à la Chambre démocrate de réduire les dépenses non militaires, mais peu enclin à accepter en contrepartie un resserrement fiscal. Se montrera-t-il flexible ? En cas d'échec, le dollar s'affaiblira sans doute trop lentement pour éviter la récession. Et Volcker, de guerre lasse, pourrait démissionner, laissant la place aux tenants de la facilité monétaire.

En tout état de cause, on peut s'interroger sur la solidité des fondements du système après l'éclaircie de 1983-1984. Faute d'épargne intérieure suffisante, les États-Unis financent leur effort d'investissement en empruntant à l'étranger. S'ils continuent au rythme actuel, ils vont devenir débiteurs nets du reste du monde dès 1985. Autre fait important : les gains de productivité américains, nuls à la fin des années 70, forts en 1983 (+3,5 %), recommencent déjà à s'effriter. Enfin, l'inflation est maintenue artificiellement basse par la surévaluation du dollar. La fin de l'euphorie est peut-être proche.

PIERRE JULIEN,  
économiste de banque.

	PNB en volume	Taux de chômage	Prix « déflation » du PNB (1)	Solde de la balance commerciale (en milliards de \$ par an)	Solde budgétaire (en milliards de \$ par an)	Taux de change moyen pondéré du dollar
Moyenne 1977-1980 (M. Carter)	+3,2 %	6,5 %	+7,7 %	-29,4	-45,2	-18 %
Moyenne 1981-1984 (M. Reagan)	+2,6 %	9,6 %	+5,8 %	-56,3	-135,4	+53 % (2)

(1) Prix à la consommation : 1977-1980 = +9,7 % ; 1981-1984 = +6 %.  
(2) 1980 à mi-1984.

**SYNTHÈSE**

- « Déchiffre l'économie D. Clerc » 69 F
- « Le mirage de la croissance M. Baud » 65 F

**DOSSIER**

- « L'inflation D. Clerc » 29 F
- « L'agriculture industrielle en crise Y. Chevalier » 29 F

**ANALYSE**

- « Le faim pourquoi ? F. De Ravignan » 39 F
- « La crise D. Clerc, A. Lipietz, J. Sastre-Buisson » 39 F
- « L'aide alimentaire Sologal » 39 F
- « Les trous du commerce extérieur J. Chetani » 45 F

en librairie

# BEZIERS. L'ESPRIT JAPON.

À Béziers, il existe la volonté d'être concret, la volonté de faire face à la crise en étant rigoureux, pragmatique, volontaire. C'est ce que nous appelons "l'esprit Japon". C'est pourquoi la Chambre de Commerce et d'Industrie de Béziers organise son prochain séminaire résidentiel sur l'exemple japonais dans la gestion du personnel.

### LES LEÇONS JAPONAISES DANS LA GESTION DU PERSONNEL

29 novembre - 30 novembre - 1<sup>er</sup> décembre 1984

Sous la présidence tour à tour de :  
- Monsieur le Professeur Masaru YOSHIMORI, Professeur associé à l'université de Paris-Dauphine, à HEC, et à l'école de Langues Orientales.  
- Monsieur Hideyasu NASU, Président-Directeur Général de SUMITOMO Corp. FRANCE.  
- Monsieur Kunio IWATANI, Directeur Général de TAKEDA PHARMACEUTICAL Co. FRANCE - Paris.  
- Monsieur H. YAMAMOTO, Directeur des Relations Publiques pour l'Europe de TOYOTA MOTOR Corp.  
- Monsieur Claude EHRET, Directeur Général Adjoint de SONY à Bayonne, animés par le Professeur René MAURY, exposés, débats et travaux pratiques seront centrés sur les caractères

spécifiques de la gestion du personnel au Japon, les modalités d'application et les illustrations actuelles de la France face aux méthodes japonaises.

Véritable enseignement de Business School par son esprit, par ses méthodes et par ses travaux pratiques, c'est une aide concrète immédiate que la Chambre de Commerce et d'Industrie de Béziers offre aux chefs d'entreprises françaises : un véritable mode d'emploi du management qui s'appuie sur les expériences d'entreprises hyper performantes.

Mieux dominer les incertitudes en temps de crise, tel est l'objectif de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Béziers, tournée vers le futur concret.

Pour tout renseignement complémentaire, appelez Monsieur Fournier au (67) 28.75.65.



# BEZIERS. LE FUTUR CONCRET.



# œnologie

## L'argent frais des vins nouveaux

Il est arrivé ! Une nouvelle fois, le beaujolais nouveau arrive en capitale. La vogue déferle sur les grandes métropoles de l'Europe du Nord. En France, le vin est innuable. Au dernier coup de minute de l'église de Villefranche-sur-Saône, on l'écoule en un rien de temps. Une fantastique armada motorisée véhicule alors les précieux breuvages pendant la nuit. Le soleil n'est pas levé sur Figlie que le beaujolais nouveau est déjà sur les zincs. En Angleterre, on fait mieux : de vrais concours chronométrés sont organisés pour récompenser les tenants qui, les premiers, proposent le vin tricolore.

Le succès ne se dément pas : 370 000 hectolitres en 1981, 402 000 en 1982, 459 000 l'an passé. Le mode vient au secours des vigneron, qui trouvent là une occasion inespérée de liquider leurs stocks.

Il s'agit de plus en plus nombreux à penser qu'une rentrée d'argent frais quelques semaines après les vendanges est loin d'être négligeable. Ainsi, dans le sillage du beaujolais, voit-on poindre les nouveaux primeurs. En tête, le côtes-du-rhône (130 000 hectolitres en 1982), les tournaies récoltées dans les vallées du Cher et de la Loire (10 000 hectolitres), le musca-

del (20 000 hectolitres), mais aussi les vins de Gaillac, des Côtes du Ventoux ou du Tricastin. D'autres, vins de pays, breuvages plus modestes, tantôt aussi l'aventure, usant de la dénomination « primeur » pour séduire le consommateur bien avant le Noël. Jusqu'à l'Angleterre qui ose cette année proposer en France les premières caisses d'un « vin nouveau anglais ».

Le beaujolais occupe encore — et sans doute pour longtemps — une position dominante, mais la question est de savoir si les vins de qualité sortent grandis de l'aventure des primeurs. C'est discutable. Les manipulations indispensables à la présentation avant l'hiver d'un vin capable de supporter la mise en bouteille et les conditions imposées par le transfert et le stockage gommant le plus souvent tout ce qui fait l'originalité profonde d'une appellation. Et on peut penser qu'à vouloir trop brusquer, pour des raisons uniquement commerciales, le rythme des saisons, les promoteurs de vins primeurs jouent avec le diable, qui, en la matière, prend souvent le visage de l'agro-alimentaire.

J.-Y. N.

## Restauration de tableaux

(toutes époques)  
Exécution de copies selon motifs  
Devis gratuits  
Tél : (1) 240-34-13

# LE CARNET DU Monde

## Réceptions

— Le baron Paternotte de la Vallée, ambassadeur de Belgique à Paris, qui vient d'être nommé ambassadeur auprès du Saint-Siège, a donné une réception, jeudi, pour prendre congé de ses amis parisiens qui étaient venus nombreux lui dire leurs félicitations et leur regret de le voir partir.

## Naissances

— Marc BOYER a la joie de faire part de la naissance de son fils.

## Séminaires

le 3 septembre 1984, à Marseille.

Chemin de la Montadette,  
Sourès,  
13011 Marseille.

— Sylvie et Angel CARCAMO-WITTWER sont heureux d'annoncer la naissance de

## Kian Wayne

le 9 octobre 1984,  
37000 Tourni.

— Emmanuel et Hélène FORESTIER ont la joie d'annoncer la naissance de

## David

Washington, le 14 novembre 1984.

5101 River Road, Apt 916,  
Bethesda MD, 20816 USA.

Nos abonnés, bénéficient d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sans prise de journal à leur envoi de texte sur des documents fournis pour justifier de cette qualité.

## Stéphane et Raphaël

ont l'immense joie d'annoncer la naissance, le mercredi 14 novembre 1984, de

## Alexandra

au foyer de

Frédérique et Jean-Pierre TUIL.

4, impasse de la Galté, 75014 Paris.

## Fiançailles

— M. et M<sup>me</sup> Michel POUTHAS, M. et M<sup>me</sup> Georges ANCELY,

sont heureux d'annoncer les fiançailles de leurs enfants,

## Edith et Pierre

La Sauvignère, Paris, Orange.

## Mariages

— La princesse Olga Galitzine, M. Bernard Leclair,

Le prince et la princesse Georges Galitzine,

M. et M<sup>me</sup> Alain Gricourt,

M<sup>me</sup> Martine Parnet,

M<sup>me</sup> White,

Le prince et la princesse Alexandre Galitzine,

M. et M<sup>me</sup> Charles Leclair,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Warren Haggis,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Martin Bonford,

La princesse Catherine Galitzine,

M. Pierre Roubaud,

M. et M<sup>me</sup> Philippe Nemitz,

Le prince et la princesse Patrice Galitzine,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Patrick White,

Natacha et Paul Galitzine,

Cyril Galitzine,

ont la joie d'annoncer le mariage civil de

## M<sup>me</sup> Stéphanie LECLAIR

avec le prince Pierre GALITZINE,

dans l'intimité, en raison de la disparition récente de M<sup>me</sup> Bernard Leclair, mère de la mariée.

## Décès

— M<sup>me</sup> Philippe Bonnet,

sous épouse,

M<sup>me</sup> Valentine Bonnet,

sa fille,

M. Régis Michel-Béchet,

M. et M<sup>me</sup> Pierre Vallin,

leurs enfants et petits-enfants,

M. et M<sup>me</sup> Jean-Paul Cadart,

leurs enfants et petits-enfants,

Le colonel et M<sup>me</sup> René Charuzin,

Le docteur et M<sup>me</sup> Yves Michel-Béchet, leurs enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Philippe BONNET,

chevalier de Légion d'honneur,

inspecteur général honoraire

de la Banque de France,

directeur du Banco do Brasil à Paris,

survenu le 14 novembre 1984 en Ar-

ignon.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale le vendredi 16 novembre en l'église Saint-Pierre d'Avignon.

Une messe sera célébrée en l'église Saint-Germain l'Auxerrois, place du Louvre, Paris-1<sup>er</sup>, vendredi 23 novembre, à 9 heures.

29, rue de Valenciennes,

75001 Paris.

— Layrac (Lot-et-Garonne).

Les familles Monnier, Barot,

Binouet, Dolzanne-Prout, Ducasse,

Delbert, Chevillon, Soubiran-Berard,

Fusad, Boussou, Tournon,

ont la douleur de faire part du décès de

leur chère amie,

Aldemire DESEBATS,

survenue dans sa quatre-vingt-dixième année, le 11 novembre 1984, à Agen.

— Les obsèques religieuses se dérouleront en l'église de Layrac, le mardi 20 novembre, à 15 heures.

— Fabrice Fauquet,

sa fille,

M<sup>me</sup> Françoise et Jean-Paul Fauquet,

M<sup>me</sup> Elisabeth Fallo,

sa sœur et son mari,

M. et M<sup>me</sup> André Fauquet,

M. et M<sup>me</sup> Georges Patrier,

sa sœur et son mari,

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Jürgens Parnet

ont la douleur de faire part du décès de

Bernard FAUQUET,

docteur en philosophie,

maître-assistant à l'UER de philosophie

de l'université Aix-Marseille-I,

survenue à Aix-en-Provence le 27 octobre 1984.

— Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir).

7, rue Civile,

75010 Paris.

## Remerciements

— Montevideo (Uruguay).

M<sup>me</sup> Bernard Superville

Et sa famille

remercient les personnes qui se sont associées à leur peine lors du décès de

M. Bernard SUPERVILLE.

## Anniversaires

— Il y a un an nous quittait

Ignace MEYERSON.

Que tous ceux qui l'ont connu, estimé, aimé se souviennent.

Association des amis d'Ignace Meyerson, 9, rue Edouard-Detaille, 92100 Boulogne.

## Services religieux

— L'ambassade du Brésil invite la colonie brésilienne en France à assister, le jeudi 22 novembre 1984, à 12 heures, à l'office religieux qui sera célébré en l'église Notre-Dame-de-la-Consolation, 23, rue Jean-Goujon, 75008 Paris, à l'occasion de la Journée nationale d'action de grâce.

— Une statue pour Lyauté. — Le maréchal Lyauté, qui fut ministre de la guerre en 1916 et qui occupa le poste de résident général au Maroc avant et après la première guerre mondiale, aura sa statue à Paris. L'initiative est due à l'Association nationale Lyauté, qui est présidée par le général Bigard. La statue en bronze, haute de 2,20 m, sera réalisée par le sculpteur François Cogné. Elle sera inaugurée en mai 1985, place Denys-Cochin, dans le XVI<sup>e</sup> arrondissement.

— Publistat.

LA VENTE ANNUELLE

de la FAMILLE ADOPTIVE FRANÇAISE

aura lieu les 23, 24 et 25 novembre 1984

SALLE DE NEUILLY

167, avenue Charles-de-Gaulle

92200 NEUILLY

Métro : SABLONS - PONT-

de-NEUILLY, Autobus 73

Vendredi de 14 à 19 heures

Samedi et dimanche de 10 à 19 h.

Admission par Jean BARDIN et les clubs

internationaux TEDDY and PARTNER

BAR, SALON & THÉ

Dîner vendredi soir

Déjeuner samedi et dimanche

LA FAMILLE ADOPTIVE FRANÇAISE

90, rue de Paris - 92200

BOULOGNE-BILLANCOURT.

TEL : 825-61-46

## Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C<sup>ie</sup>

320-74-52

## Avis de messes

— Le vendredi 23 novembre, à

18 heures, en la chapelle du couvent

Saint-Jacques, 20, rue des Tanneurs, à

Paris-19, paroisse Glacière, le RP Jac-

ques Laval célébrera une messe à la

mémoire de

Alexandre ROZIER,

avocat à la Cour de Paris,

décédé tragiquement le 20 août dernier

à St-Louis.

Se souvenir et ses amis invitent

tous ceux qui l'ont connu à se joindre à

eux lors de cette réunion du souvenir.

## Communications diverses

— La vente annuelle de l'Association

des Français libres, au profit de ses

œuvres sociales, se déroulera le jeudi

29 novembre, de 14 heures à 19 h 30, et

les vendredis 30 novembre, samedi

1<sup>er</sup> décembre et dimanche 2 décembre,

de 10 heures à 19 h 30, dans le grand

hall de Radio-France, premier étage,

116, avenue du Président-Kennedy,

Paris-16<sup>e</sup>. Entrée libre.

Cette importante manifestation sera

inaugurée le jeudi 29 novembre par le

général d'armée Jean Simon, chancelier

de l'Ordre de la Libération et président

de l'Association.

Vingt-quatre stands, dont dix étran-

gers, proposent leurs productions natio-

nales et régionales : vins de France, pro-

duits régionaux, porcelaines, tapis,

gastronomie, produits parisiens, habille-

ment, bibelots.

Une bourse internationale où beau-

coup d'amitiés se nouent et se retrou-

vent.

— La Société française de grapho-

logie organise, le jeudi 22 novembre, à

18 h 30, à la salle du Club des Arts et

Lettrés, 9 bis, avenue d'Iéna,

75116 Paris, une conférence sur « Les

écritures anglo-saxonnes : différences et

similitudes avec les écritures fran-

çaises », par Françoise Fontaine. (Parti-

cipation : 18 F, étudiants 10 F sur pré-

sentation de leur carte.)

## Soutenances de thèses

### DOCTORATS D'ÉTAT

— Université Paris-X (Nanterre),

mardi 20 novembre, à 17 heures,

salle 614 (bât. G), M. Carlos

Ominami : « Les transformations dans

la crise des rapports Nord-Sud. »

— Université Paris-I, samedi

24 novembre, à 14 h 30, salle L-Liard,

M<sup>me</sup> Henriette Diabati : « Le Sennar,

un royaume des rives de la Côte-d'Ivoire

(1700-1900). Sources orales et his-

toires. »

— Université Bordeaux-III, mardi

27 novembre, à 14 h 30, salle des Acies,

M. Jean-Pierre Chardon : « Géographie

des transports maritimes et aériens du

Bassin méditerranéen. »

— Université Aix-Marseille-I, samedi

8 décembre, à 14 heures, salle des

professeurs, M<sup>me</sup> Hubert, née Marie-Claude

Coste : « Le personnage dramatique

chez Boccaccio, Ionesco et Adamov. »

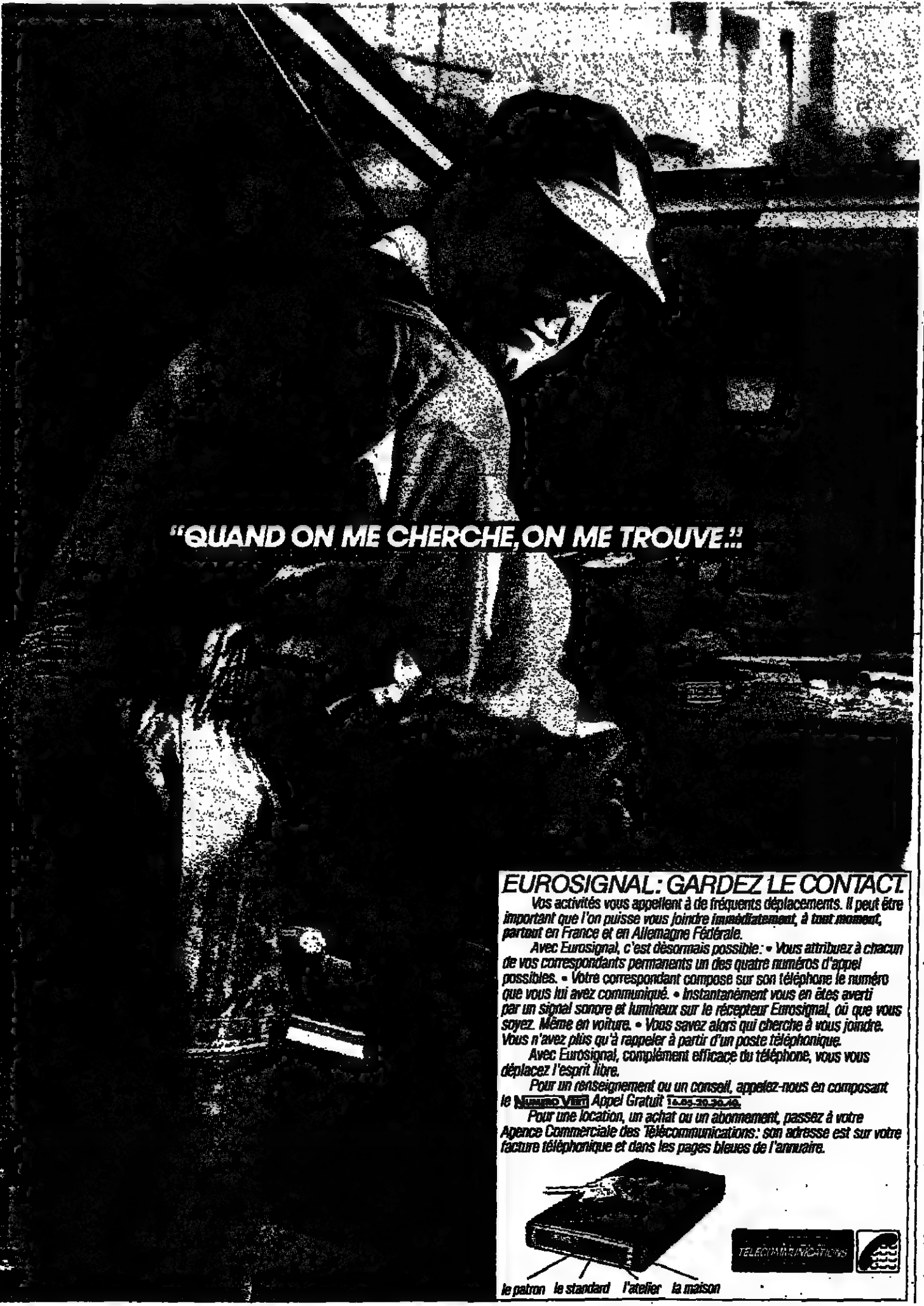
## PUBLICATION JUDICIAIRE

D'un jugement rendu le 21 janvier

1983 par la troisième chambre du Tri-

bunal de grande instance de Paris,

confirmé par arrêt de la quatrième



**EUROSIGNAL : GARDEZ LE CONTACT.**


Vos activités vous appellent à de fréquents déplacements. Il peut être important que l'on puisse vous joindre immédiatement, à tout moment, partout en France et en Allemagne Fédérale.

Avec Eurosignal, c'est désormais possible : • Vous attribuez à chacun de vos correspondants permanents un des quatre numéros d'appel possibles. • Votre correspondant compose sur son téléphone le numéro que vous lui avez communiqué. • Instantanément vous en êtes averti par un signal sonore et lumineux sur le récepteur Eurosignal, où que vous soyez. Même en voiture. • Vous savez alors qui cherche à vous joindre. Vous n'avez plus qu'à rappeler à partir d'un poste téléphonique.

Avec Eurosignal, complètement efficace du téléphone, vous vous déplacez l'esprit libre.

Pour un renseignement ou un conseil, appelez-nous en composant le **NUMÉRO VERT Appel Gratuit 1600-30-30**.

Pour une location, un achat ou un abonnement, passez à votre Agence Commerciale des Télécommunications : son adresse est sur votre facture téléphonique et dans les pages bleues de l'annuaire.



le patron le standard l'atelier la maison

محند المنصور



	Le Pigeon	Le Pigeon TTC
OFFRES D'EMPLOI	90,00	108,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	80,00	71,16
AUTOMOBILES	80,00	71,16
AGENDA	80,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

## ANNONCES CLASSEES

	Le Pigeon	Le Pigeon TTC
ANNONCES ENCADREES	51,00	60,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

\* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions



## DIRECTIONS : DIRECTIONS : DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

### Un DAF, pour gagner, avec nous.

Le rétablissement de notre équilibre financier est amorcé : le développement rapide par lequel le consolider est notre objectif, agréé par le groupe multinational auquel nous appartenons. Toute l'équipe de direction, largement reconstituée, est d'ores et déjà mobilisée dans ce sens. Les bases objectives de succès existent, le reste est affaire d'organisation, de rigueur et de volonté. Nous sommes importateurs exclusifs d'articles de papeterie (carterie, stylos, papeterie fantaisie), des produits qui se situent sur un marché passionnant, mais à surveiller de près.

A la responsabilité classique des fonctions comptable et financière - pour lesquelles le DAF disposera d'une assistance de bonne qualité - s'ajoutera celle du contrôle de gestion : un sérieux effort sera à faire sur ce point pour mettre notre activité sous contrôle. Pas mal à faire aussi dans le domaine informatique, qui sera sous son impulsion. Nous lui confierons enfin la gestion courante du personnel (une centaine de personnes). Au total donc, une large palette d'attributions qui ne peuvent être confiées qu'à un(e) professionnel(le) confirmé(e), ayant l'expérience de l'animation d'un service comptable, une bonne maîtrise de la gestion financière, et la pratique du contrôle de gestion.

Nous voulons que ce professionnalisme soit étayé par une ouverture d'esprit sur un management moderne de l'entreprise et par une mentalité de gagnant. Sans tarder, car nous voulons collaborer le plus rapidement possible avec vous, votre candidature sous référence 242 210M, aux consultants de SIRCA qui nous aident dans notre recherche. Nous offrons pour ce poste, qui est en proche banlieue nord de Paris, une rémunération de 250 000 Francs.

**Sirca**  
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

### LA FONDATION EUROPÉENNE POUR L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL

LOUGHLIN TOWN HOUSE SHANKILL  
CO DUBLIN IRLANDE. Tél. : 826883.

#### DIRECTEUR DE PROJET

Le poste implique la création, le contrôle, et l'évaluation de programmes et de projets de recherche européenne sur les conditions de vie et de travail et les travaux administratifs s'y rapportant.

Un enseignant universitaire avec un diplôme correspondant aux activités de la Fondation est nécessaire, et les candidats doivent avoir au moins 5 ans d'expérience pratique en rapport avec le poste après l'obtention du diplôme, surtout une expérience en administration de recherche et activités dérivées. Les candidats doivent être prêts à voyager en fonction de leur travail et avoir la capacité de travailler en collaboration avec une équipe de recherche. La connaissance d'un ou deux langues de la Communauté est nécessaire et la connaissance d'autres langues de la Communauté serait un avantage.

Le poste n'est ouvert qu'aux nationaux de pays membres des communautés européennes. Remarque : les candidatures et les demandes de renseignements peuvent être obtenues auprès du chef d'administration, et les demandes doivent être envoyées à la Fondation avant le 17 décembre 1984.

### Direction usine

Nord

Cette société (2.000 personnes - chiffre d'affaires supérieur au milliard de francs), filiale d'un des premiers groupes industriels français réalise des biens d'équipement (secateur chaudière - myrmécie - grosse mécanique) et fait partie des leaders mondiaux de son domaine. Son directeur de production recherche le successeur de l'actuel directeur d'usine (1.000 personnes) qui part en retraite à court terme. Après formation à l'activité de la société, il prendra progressivement en charge l'ensemble des responsabilités d'une direction usine : fabrication, ordonnancement, contrôle, gestion budgétaire, relations du travail, sécurité, services généraux. Ce poste s'adresse à un ingénieur diplômé grande école, âgé d'au moins 35 ans, possédant l'expérience du commandement d'une unité de production industrielle et une bonne pratique d'une organisation de la qualité, de la gestion budgétaire et des rapports sociaux. La rémunération annuelle liée à l'importance des responsabilités sera fonction de l'expérience offerte. Ce poste est situé dans une ville de la métropole nord. Rejoindre J. MOUNIER en précisant la référence A/2583M.

**PA**

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

### Directeur marketing-ventes

France-Italie

**Accessoires de loisirs** - Un groupe international spécialisé dans la fabrication et la distribution d'accessoires de loisirs adaptés au camping et au caravaning recherche son directeur du marketing et des ventes France et Italie. Basé dans la proche banlieue nord de Paris, il sera placé sous l'autorité immédiate du directeur général Europe et sera chargé d'une part de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une stratégie marketing adaptée aux marchés français et italien et d'autre part de l'animation d'une équipe commerciale dont la vocation est de vendre à la grande distribution et aux revendeurs d'accessoires pour les loisirs. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum, titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur commercial (ou justifiant d'un niveau équivalent) et maîtrisant la langue anglaise. Il doit impérativement avoir à son actif une expérience à la fois marketing et commerciale dans le secteur des biens de grande consommation et savoir gérer et motiver une équipe, si possible dans le contexte d'un groupe international. La rémunération annuelle de départ constituée d'un fixe et d'un intéressement sera assortie d'une voiture de fonction. Elle sera très motivante pour un candidat de valeur. Ecrire à J.M. JACLOT en précisant la référence A/R9081M.

**PA**

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

### directeur des services administration et de gestion

REGION LYONNAISE

Nous sommes une GRANDE ENTREPRISE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE occupant plus de 1500 personnes.

Nous recherchons l'homme de synthèse qui dirigera :

- le contrôle de gestion,
- la comptabilité,
- la trésorerie,
- le service Organisation,
- l'informatique,
- les services généraux.

Ce poste intéresse un candidat âgé d'environ 35 ans, diplômé HEC, ESSEC, ESCP ou Ingénieur Grandes Ecoles avec spécialisation gestion. Il doit posséder une solide pratique de l'outil informatique, de la gestion et de l'organisation, acquise de préférence en milieu industriel. La rémunération prévue est à l'échelle des qualités et de l'expérience requises pour ce poste de direction.

Ecrire avec C.V. détaillé sous référence 2428-M à Mamrègès qui transmettra (discrétion assurée).

**Mamrègès**

3, RUE D'HAUTEVILLE - 75018 PARIS

Filiale française d'un important groupe britannique de renommée mondiale, spécialisée dans la décoration de la maison et le prêt à porter féminin. PARIS

230.000 F+

### Jeune directeur personnel et administratif

Rattaché au directeur administratif et financier Europe, il devra assurer pour la France :

La gestion totale du personnel, environ 150 personnes réparties sur 20 points de vente.

La gestion administrative (assurances, relations avec les administrations, déclarations fiscales et sociales, services généraux, etc...) et en assurer la bonne transmission à la maison mère.

Expérience réussie de 3 ans minimum dans un poste similaire à justifier. La connaissance du secteur de la distribution sélective serait un plus.

Formation supérieure et très bonne connaissance de l'anglais indispensables.

De 28 ans minimum, le candidat doit avoir un très bon sens de la communication et le goût du travail dans une petite équipe.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé, sous référence 24018

**MRI conseil**

Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michels, 92522 Neuilly

La Division des Moyens de Paiement de SLIGOS gère une part importante des opérations CARTE BLEUE-VISA pour le GIE CB. Le développement permanent des services offerts au monde bancaire nous conduit à recruter

### LE DIRECTEUR MONETIQUE DE LA CLIENTÈLE BANCAIRE

Ce cadre de haut niveau, issu du milieu financier, ou introduit dans le milieu bancaire négociera en permanence avec les hommes forts du GIE CB et les états-majors bancaires. Son sens du contact, cillé à sa rigueur intellectuelle et son sens profond du service permettront au candidat retenu d'intégrer une équipe performante et motivée.

Merci d'envoyer C.V. et photo sous réf. 1290 M à notre Conseil FMI RECRUTEMENT - 43, rue Liancourt - 75014 PARIS. Tél. (1) 320.69.29.

**GRUPE SLIGOS**

ASSOCIATION DE TOURISME GESTIONNAIRE DE VILLAGES DE VACANCES recherche

### SON DIRECTEUR DE LA PROGRAMMATION DE LA PROMOTION ET DES VENTES

Le candidat sera jeune et expérimenté en matière de commercialisation et de tourisme. Il sera un autre familiarisé avec la vie associative ou le secteur social.

Lieu de travail : CLERMONT-FERRAND.

Rémunération selon qualification et expérience.

Adr. les candidatures, mention : avec C.V. et photo sous réf. 1280.088 M

RÉGIE-PRESSE

7, r. de Valenciennes, 75007 Paris.

### DIRECTEUR ADMINISTRATIF

NANCY

Important organisme de santé, NANCY (400 salariés, budget 80 millions) recherche CADRE ADMINISTRATIF CONFIRMÉ

pour : DIRECTION FINANCIÈRE ET COMPTABLE, PERSONNEL, ECONOMAT, ENTRETIEN, RELATIONS PUBLIQUES, SÉCURITÉ SOCIALE.

Téléphone : (0) 335-42-08 ou 335-42-09

**CABINET-BLIQUE**

S.P. 3007

54013 NANCY CEDEX

GRANDE BANQUE NATIONALE propose à des

### exploitants confirmés

(classe VII - VIII, 35 ans minimum) de devenir rapidement

### DIRECTEUR DE SUCCURSALE

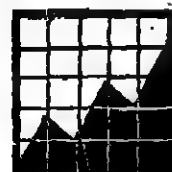
PARIS - PROVINCE

Nous sommes largement implantés en France et développons nos ouvertures à l'étranger. Nous souhaitons rencontrer des candidats désireux de valoriser leur savoir-faire dans une structure dynamique et en pleine expansion.

Grâce à notre développement commercial actuel et aux parts de marché qu'ils devront conquérir, ils pourront se voir proposer des responsabilités de haut niveau et de réelles perspectives de carrière.

Notre consultant, Monsieur DANNENBERGER, vous garantit le secret lors de sa première sélection. Ecrivez-lui sous la référence 546 à CEPIAD, 135 av. de Wagram 75017 Paris ou contactez-le au 267.81.24





# DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

Filiale française fabriquant et commercialisant des biens d'équipement, un des leaders mondiaux dans son secteur, et filiale d'un groupe de grande notoriété

RHONE-ALPES

400.000 F+

## Directeur général

Son rôle consistera à définir les axes de la politique et de son développement. Il dirigera simultanément tous les domaines opérationnels (technique, production, économique, commercial, marketing et transport) et conduira de façon autonome l'évolution de la société (CA 300 MF, 400 personnes).

Expérience de 5 ans minimum réussie dans la direction d'une entité industrielle ou dans le conseil à haut niveau. Une bonne connaissance des secteurs des biens d'équipement serait un plus. Formation technique supérieure (X, Centrale, etc...) plus spécialisation en gestion d'entreprise sont impératives ainsi qu'une bonne maîtrise de l'anglais.

De 35 ans minimum, homme de réflexion et de synthèse, le candidat doit être doté d'une très forte personnalité et de qualités incontestables en opérationnel et en communication.

Ecrire avec C.V. détaillé, photo, prétentions et téléphone privé, sous référence 24019

**MRI conseil**

Danièle Chapuis - 13, rue Madeleine Michels, 92522 Neuilly

## Atteignez le top niveau de la direction financière !

La Direction financière d'une importante compagnie d'assurance renforce son état major.

Responsable du service analyse financière, vos fonctions vous amèneront à participer à la gestion des placements en actions et à la définition des politiques d'investissements.

A 32 ans minimum, diplômé(e) d'une grande école (ENA, X, Centrale, HEC...), vous bénéficiez d'une

expérience dans le domaine Etudes économiques ou bancaire, acquise dans l'administration ou en entreprise.

Vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Veuillez adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3247 à

**MEDIA BA**  
9, Bd des Italiens - 75002 Paris  
qui transmettra

## Notre directeur des achats est promu...

REMPLEZ-LE !



McDonald's, n° 1 mondial de la restauration, avec près de 8 000 restaurants, poursuit son développement et privilégie la promotion interne.

Notre directeur des achats a ainsi pris des responsabilités plus larges au sein du groupe. Remplacez-le !

Agé d'environ 30 ans, anglophone, vous avez une expérience réussie de la fonction de 4 ans minimum dans l'agro-alimentaire, la grande distribution, dans une centrale d'achats.

Rattaché au Directeur Général, vous dirigerez le programme des achats en vue de la réalisation des objectifs de l'entreprise.

Vos missions principales seront :

- la négociation de contrats d'achats sur le plan national et européen,
- la recherche de nouvelles sources d'approvisionnement,
- le respect primordial des standards de qualité suivant nos normes extrêmement strictes,
- le contrôle de la distribution de nos produits sur le plan national.

Basé à Paris, vous effectuerez de fréquents voyages en France et à l'étranger.

Une période de formation est à prévoir en France et aux U.S.A.

Votre rémunération, motivante, sera fonction de votre profil et de votre expérience.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la réf. GBB/A/1 à George BROWN - McDonald's France - 26, avenue de Messine - 75008 PARIS.

ENTREPRISE CHIMIQUE  
en expansion, Ville Universitaire proche PARIS  
Développe son unité de Chimie Fine et recherche son futur

## DIRECTEUR

Il devra avoir 30 ans minimum.

Diplômé ENSI, INSA, AM ou équivalent,

Il devra bénéficier de 5 années minimum d'expérience :

- en génie et ingénierie chimique,
- en production CHIMIE FINE aux normes GMP (diplôme FDA apprécié),
- avoir pratiqué une fonction d'animation ou d'encadrement.

Il assurera la gestion de l'usine dans tous ses aspects.

La connaissance de l'anglais est fortement souhaitée.

Envoyer CV détaillé, photo (retournée) et prétentions sous référence 31011 sur enveloppe à

JEAN REGNIER Publicité

38, rue de l'Arcade 75008 PARIS, qui transmettra.

Un groupe comportant, notamment un organe de presse et une imprimerie situé dans l'Ouest de la France recherche son futur

## Secrétaire Général

Il tiendra auprès du Président Directeur Général, le rôle de Directeur de Cabinet.

Sa mission sera d'assurer une bonne préparation des problèmes posés à la Direction Générale dans les domaines juridique, du personnel et de la gestion.

Il sera, entre autres, chargé du suivi des questions administratives et progressivement de l'administration du personnel ainsi que des divers documents liés à la planification de l'activité de l'entreprise.

Diplômé d'une grande école de gestion, âgé d'une trentaine d'années, le candidat aura acquis une expérience dans les domaines du juridique et de la gestion, après un passage dans un service du personnel, ou juridique, ou de contrôle de gestion.

Une connaissance du secteur de la presse serait un atout supplémentaire.

Poste à pourvoir dans une grande ville de l'Ouest.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée sous référence 590 M à



18, Avenue Maignon, 75008 PARIS

GRUPE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL  
(3.000 personnes)

RECHERCHE POUR HOLDING PARIS

## DIRECTEUR FINANCIER

Votre mission consistera à :

- Coordonner l'activité des comptables des 70 filiales.
- Gérer la trésorerie du groupe, établir les prévisions périodiques et le budget des frais financiers.
- Organiser les procédures de gestion, suivre les comptes des filiales et les comptes consolidés grâce à des outils informatiques.
- Être l'interlocuteur des banques, organiser de crédit et veiller à l'application des conditions bancaires.

Vous êtes diplômés d'études supérieures, âgé d'environ 35 ans, et vous pouvez justifier d'une expérience similaire d'au moins 5 ans dans un poste de haut niveau.

Adresser C.V. et prétentions sous réf. 82314 M à BLEU Publicité

17, rue du Docteur Lebel

94307 VINCENNES CEDEX

SENS (Yonne)

120 km de Paris par autoroute

## DIRECTEUR COMPTABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Pour entreprise agencement général.

150 salariés, 60 M.C.A., 50 % export.

Compétences en comptabilité générale et informatique indispensables.

Références porte identité exigées. Relations bancaires, mise en place de financement, comptabilité analytique de chantier.

Adresser réf., photo, C.V., manuscrit, photo à : FERRÉ MONTEUILLE

S.P. 13 - 89100 SENS.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.



emploi international

(et départements d'Outre Mer)

emploi international

(et départements d'Outre Mer)

emploi international

(et départements d'Outre Mer)

## Maintenance in Saudia

Notre société est fortement établie en Arabie Saoudite, avec une annexe d'ingénierie à Paris. Elle a à son actif de nombreuses réalisations de prestige - immeubles résidentiels, hôpitaux, hôtels - dotés d'équipements techniques sophistiqués qui exigent aujourd'hui une maintenance de haute qualité. Pour cette maintenance, nous avons besoin, et à deux niveaux, de professionnels de valeur.

Tout d'abord d'ingénieurs diplômés assez généralistes, capables d'assurer la responsabilité technique d'ensemble d'unités sur un site géographique déterminé. Ils auront à organiser et diriger l'activité de techniciens de toutes spécialités (jusqu'à une certaine), gérer un budget et un stock de pièces de rechange. L'impératif sera leur quotidien, ou presque. (Référence 240 252M).

Ensuite, au sein de ces unités, de spécialistes pour des fonctions d'encadrement, principalement dans les domaines mécanique et électrique. Une compétence de base de niveau DUT est nécessaire. Et pour eux aussi, le piment de l'imprévu (Référence 241 252M).

Tous ces postes exigent une pratique récente de quelques années de la maintenance et une bonne maîtrise de l'anglais (you know, enough to understand well and make yourself well understood...). Une expérience du même type déjà acquise à l'étranger sera appréciée. Vous bénéficiez du statut d'expatrié avec un contrat à durée limitée mais renouvelable et, naturellement, d'un salaire attractif. Votre candidature sera considérée de Sircia en précisant bien la référence choisie et votre délai de disponibilité.



64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DE SYNTHEC

PETITJEAN s.a.

Société métallurgique spécialisée dans les équipements pour lignes électriques au CA de 500 millions de F.

Nous souhaitons intégrer dans le cadre de notre développement

## RESPONSABLE DE ZONE EXPORT

Asie, Extrême-Orient... 190.000 F+

Sous l'autorité du Directeur Commercial Grand Export, vous aurez la responsabilité de la zone Asie - Extrême-Orient tant au niveau des ventes de nos produits et techniques qu'au niveau du conseil à la clientèle.

En contact permanent avec les agents ou représentants locaux, vous veillerez à la bonne exécution des commandes.

Mobile, vous avez entre 30 ans et 40 ans et joignez à une formation de type ESC option Commerce International une réelle expérience de la vente à l'export.

Langue anglaise courante exigée.

Résidence : TROYES

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à Direction du Personnel

PETITJEAN S.A. 510 X - 10080 Troyes Cedex.

مکان العمل



REPRODUCTION INTERDITE



**emplois internationaux**

(et départements d'Outre-Mer)

**emplois internationaux**

(et départements d'Outre-Mer)

**emplois internationaux**

(et départements d'Outre-Mer)

**INDONESIE**  
**BANDUNG**

Organisme aéronautique à vocation internationale recherche pour

**Un projet de lycée professionnel  
aéronautique à Bandung**

**Chef de département  
Chef de travaux**

**2 instructeurs**

De formation Ingénieur DUT ou ENNA, vous avez acquis 10 ans d'expérience dans l'aéronautique. Des aptitudes pédagogiques sont un atout indispensable pour mener cette mission d'encadrement qui vous sera confiée.

Réf. M 01

De formation DUT ou BIS électronique ou ENNA, vous avez acquis 5 ans d'expérience dans l'aéronautique. Des compétences pédagogiques sont indispensables pour cette mission de formation (théorique et pratique). L'un de ces instructeurs devra être spécialisé en avionique et l'autre en équipement de bord.

Réf. M 02

**Le centre d'instruction des industries  
aéronautiques indonésiennes**

**Spécialiste avionique**

Vous êtes un technicien supérieur, ayant un DUT ou un BIS électronique et si possible une spécialisation en équipements aéronautiques. Votre expérience minimum 5 ans dans l'aéronautique et vos compétences pédagogiques doivent vous permettre d'assurer une double mission :  
• Installation d'un laboratoire d'avionique, mise en service de bancs de tests pour équipements d'avions et d'hélicoptères.  
• Formation d'instructeurs indonésiens.

Réf. M 03

Pour tous ces postes, la mission est d'une durée de 3 ans et implique tous les avantages liés au statut d'expatrié. L'anglais courant est indispensable. Vous devez être disponible très rapidement.

Envoyer dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et prétention) sous référence choisie à RAS, 57 Bd Malesherbes 75008 Paris.

Nous sommes un important groupe pharmaceutique à l'échelle internationale et en expansion continue.

Notre R. & D., située à Bruxelles, recherche, pour faire face à l'extension de ses objectifs, trois nouveaux collaborateurs :

**UN(E) PHARMACOLOGUE DE SCREENING GÉNÉRAL**

**UN(E) PHARMACOLOGUE CARDIO-VASCULAIRE**

**UN(E) NEURO-PHARMACOLOGUE**  
(physiologie et comportement)

Ils animeront et dirigeront une équipe de recherche et d'évaluation de produits nouveaux, en collaboration avec les équipes de biochimistes et chimistes.

Les candidats doivent être porteurs d'un diplôme de Doctorat en Sciences ou équivalent ; une expérience de plusieurs années dans la spécialisation indiquée est requise.



Les candidatures, accompagnées de C.V., sont à adresser à :  
**U.C.B. S.A. - Direction du Personnel / Développement**  
326, avenue Louise - Boîte 7 - B 1050 BRUXELLES.

**SYRIE**

**Ingénieur  
chef de projet**

De formation Sup Aero ou équivalent, vous avez déjà acquis une expérience de la conduite de projets dans l'industrie aéronautique.

Votre expérience pédagogique serait un atout pour assurer la direction d'un important programme de formation d'ingénieurs aéronautiques, à Alep en Syrie. Votre mission d'une durée minimale de 2 ans implique tous les avantages liés au statut d'expatrié. Disponible immédiatement. Anglais courant indispensable.

Envoyer dossier de candidature (CV, lettre manuscrite et prétentions) Réf. 5959 à RAS 57, Bd Malesherbes 75008 Paris.

**INTERIOR DESIGNER**

**FOR DUBAI, UNITED ARAB EMIRATES**

**TAX-FREE SALARY + ACCOMMODATION  
+ AIR TICKET**

A creative, self-motivated designer with a pleasant personality required to join the sales team of an exclusive furniture store offering clients a top-class service.

**THE SUCCESSFUL CANDIDATE WILL HAVE :**

- fluent English,
- interior design qualifications,
- experience with residential/commercial furnishing and curtain making.

Previous overseas experience and/or Arabic language an advantage.

Apply with full C.V. (including details of current position and remuneration) plus recent photo to :

**PERSONNEL DEPARTMENT**  
P.O. BOX 3821 - DUBAI - U.A.E.

Importante SNE recherche pour Afrique noire francophone - CHIEF DE PROJET de développement agricole - INGENIEUR AGRONOME minimum 35 ans. Expérience professionnelle outre-mer en agronomie appliquée et gestion de sociétés de développement. Expérience des relations avec les organismes internationaux de financement. Dispositif résidentiel. Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé et photo sous référence 4244 à L.T.P., 31, Bd Bonne-Nouvelle, 75003 Paris. Coder 02 qui transmettra.

L'UNIVERSITÉ DE LAUSANNE ouvre une inscription pour un poste de **PROFESSEUR ORDINAIRE DE LITTÉRATURE FRANÇAISE MODERNE**

Titre exigé : doctorat de lettres, Doctorat d'état ou « habilitation à la chaire ». Les lettres de candidature, avec curriculum vitae et liste des publications (en 5 ex.) doivent parvenir avant le 20 décembre 1984 au Doyen de la Faculté des Lettres, Sciences Sociales, CH-1015 LAUSANNE (Suisse). Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus à la même adresse. Téléphone : 46-31-35.

**TRESORIER INTERNATIONAL  
EXPERT-COMPTABLE**  
Afrique Noire Francophone/Europe

Une importante société exerce ses activités en Afrique Noire Francophone recherche d'urgence 3 cadres de haut niveau :

• **Treasury International basé à Bruxelles** réf. 242/19

• **Treasury International basé en Afrique** réf. 242/20

• **Expert-Comptable basé en Afrique** réf. 242/21

Expérience minimum de 5 ans dans la spécialité. Position cadre détaché pour mission de 18 mois (possibilité de prolongation pour le second poste). Rémunération très motivante. Avantages habituels expatriés. Couverture sociale française. Candidatures de cadres en fin de carrière bien accueillies. Adresser CV détaillé en précisant la référence à :

**France Cadres** 22, rue St-Augustin 75002 Paris. Téléphone : 46-31-35.

**emploi régional**

**emploi régional**

**emploi régional**

**emploi régional**

**CHEF D'ENTREPRISE 30 ANS**

Ayant créé il y a 8 ans en Franche-Comté dans le secteur alimentaire une activité de service nécessaire à l'évolution du marché.

**RECHERCHE SON**

**RESPONSABLE ADMINISTRATIF  
ET FINANCIER**

qui saura s'adapter à une équipe dynamique pour être le moteur des services qu'il animera.

Efficace et compétent dans son domaine, en relation constante avec sa direction, rompu aux techniques de la communication, il saura véhiculer l'image de notre société car nous nous orientons sur un développement à travers de la franchise industrielle.

Vous avez 30 ans minimum, un niveau supérieur (HEC, etc.), une expérience similaire vous a préparé à assumer une large responsabilité, nous vous remercions de nous faire parvenir votre C.V. manuscrit + photo + prétentions à M<sup>me</sup> MOUGET, route de Gredissas, ARCHELANGE, 39290 MOISSEY, qui transmettra. Discretion assurée.



**MIEUX OPTIMALISER LA RENTABILITE**

INDUSTRIEL FRANÇAIS, LEADER MONDIAL DE LA CHALEUR DIRIGÉE, nous commercialisons nos produits à travers nos filiales de distribution dans 60 pays en FRANCE qu'à l'ÉTRANGER.

Dans le but de parfaire notre rentabilité, nous recherchons un **HOMME MODE À LA VIE D'ENTREPRISE**, possédant une **EXPERIENCE DE CELLE-CL** ou de **CABINET D'AUDIT**, son action ayant porté sur l'ensemble des aspects financiers, comptables ou organisationnels, en tenant compte des hommes et des caractéristiques propres à chaque service. Aussi devriez-vous être :

**INTERNATIONAL CONTROLLER**

Rattaché directement au P.D.G., apte à cerner tout ce qui peut constituer une anomalie, une non optimisation, vous maitriez en place les outils de **CONTROLE DE GESTION**, proposant des **ACTIONS CONCRETES**, SUIVANT sur le terrain LEURS REALISATIONS. En liaison avec le Dr. Adm. et Fin., votre action touchera également les tableaux de bord, les budgets, la mise en place et le contrôle des procédures.

Pour cette IMPORTANTE MISSION où l'IMPACT DES DECISIONS justifie une FORTE MATURITE, vous êtes une personne de contact ayant le SOUCI DE L'EFFICACITE, disposant d'une GRANDE OBJECTIVITE DE JUGEMENT.

Vous parlez au moins l'ANGLAIS couramment.

Votre SALAIRE sera à la HAUTEUR DU POSTE et votre résidence se situera en BOURGOGNE à DIJON (21).

Adresser lettre manuscrite + CV + photo et salaire actuel sous Réf. 1675.

Le candidat devra être prêt à partir pour l'étranger.

CONSEIL EN RECRUTEMENT



1 place Darcy BP 1380 21051 DIJON Cedex France

**Lille**

Très important groupe parachimique recherche

**Ingénieurs**

**- Bureau d'études - travaux neufs  
- Assistance technique clientèle**

pour conception et mise en place d'équipements et de procédés d'utilisation de nos produits.

**Formation :**

Ingénieur en électro-mécanique ou génie chimique. Ecoles ou Université.

Les candidats peuvent être débutants ou expérimentés, voire très expérimentés.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant bien sur l'enveloppe la référence 3246/LM à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens - 75002 PARIS, qui transmettra.

**J'irai dans le Maconnais  
monter mon service Qualité.**

Ingénieur AM, vous avez choisi pour votre premier poste d'intégrer le département Qualité d'une grande ou moyenne entreprise. C'est une notion qui a le vent en poupe, et elle correspond à votre état d'esprit. Elle permet, aussi, de s'intéresser à tous les secteurs de l'entreprise : les services achats, R & D, marketing, méthodes, les unités de fabrication, jusqu'au SAV et aux équipes commerciales. Elle procure, enfin, des contacts variés avec les principaux partenaires de l'entreprise, fournisseurs et clients.

3 ans, un peu plus ou un peu moins, ont passé. Vous avez beaucoup observé, beaucoup appris. Cette compétence que vous avez acquise, jointe à votre désir de progresser, pourquoi ne pas les investir dans un environnement nouveau, où vos idées trouveront à s'exprimer ?

Saisissez cette opportunité au sein du GROUPE ATLANTIC, 800 personnes, 700 millions de francs de C.A., qui réalise des performances remarquables dans le secteur du chauffage, de la robotique et du négoce de matériel électronique. Son unité de Pont-de-Vaux, 100 personnes, fabrique notamment des chaudières et des échangeurs gaz à condensation. Des produits qui répondent à l'impératif des économies d'énergie, et dont le marché se développe d'année en année. Son futur responsable qualité disposera de tous les moyens qui lui seront nécessaires pour monter à bien sa mission. D'ores et déjà, il est attendu par trois jeunes techniciens. A vous d'éclore sous référence 239 552M aux consultants du cabinet SIRCA, en précisant votre rémunération actuelle.



64, rue La Boétie - 75008 PARIS

MEMBRE DU SYNDICAT





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



**JEUNES CHEFS DE PRODUITS A FORT POTENTIEL**

Cette Société, qui occupe une position de leader sur de nombreux marchés, est la première filiale européenne du puissant groupe international GENERAL MILLS: elle possède les moyens de son ambition. Sa croissance est due notamment à une politique Marketing extrêmement novatrice.

Pour accroître ses capacités de développement, le Directeur Marketing renforce son équipe. «Reportants» à un Chef de Groupe, ces jeunes chefs de produits prendront la responsabilité d'une gamme avec tous les pouvoirs de coordination et de recommandation (marketing mix, rentabilité, développement...) liés à la fonction. Ils bénéficieront de tous les moyens utilisés par un marketing avancé: recherche commerciale, élaboration des prévisions, recherche de nouveaux produits... et pourront travailler en étroite collaboration avec les filiales européennes du Groupe.

Nous souhaitons recruter pour ces postes évaluable, basés à NANTES, de jeunes diplômés HEC, ESSEC ou équivalent, produisant depuis 1 à 4 ans un marketing de haut niveau.

Merci d'adresser votre lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. M7/950 P. à:

**EGOR OUEST-ATLANTIQUE**

15 rue Charles Monselet - 44000 Nantes

**EGOR SA**

8 rue de Bert 75008 Paris

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE

MILANO PERUSA ROMA VENEZIA GUSSELDORF LONDON MADRID TOKYO



**Société chimique internationale**

**INGENIEUR DE PRODUCTION**



**ROHM**

**INGENIEUR**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**

**DE PRODUCTION**



REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

**emplois régionaux**

**ENERTEC**

**Chef de projet informatique de haut niveau**

**ENERTEC**

**Schlumberger**

**REPRISES**

**DE PRODUCTION**

**technicien confirmé en actuariat**

**COMPTABLE**

**UN CADRE MARKETING EXPLOITATION**

**pour un réseau de transport urbain.**

See qualities premières: imagination, sens du détail, excellent contact humain, capable de s'intégrer rapidement dans un groupe dynamique en expansion.

Quelques années d'expérience marketing transport sont souhaitées.

Salaire à débattre, volume de fonction.

Adresser votre C.V. + photo à:

**TRANS - GESTION**

52, avenue Charles de Gaulle

92200 NEUILLY SUR SEINE

**UN ANIMATEUR**

ayant une bonne connaissance de l'action culturelle et notamment des actions « jeune public ».

Salaire en référence à la grille SYNDICAT. Disponibilités: décembre 1984. Envoyer manuscrit et c.v. détaillé avant le 30 novembre 1984 à:

**Le Centre culturel de l'Yonne**

Germain, 89000 Auxerre.

**PROFESSEUR**

exp. pratique VIF et DVV exigées, parler bien l'anglais, plein service, poste permanent.

Envoyer sous le n° 069.078 M

**RECRUTEMENT**

7, rue du Montecarlo, Paris-7.

**Jeune contrôleur adjoint**

**220.000 F**

Centre - Cette importante société en filiale, depuis peu, d'un groupe industriel de tout premier plan. Elle recherche, pour un de ses établissements (chiffre d'affaires: 800 millions de francs), un adjoint au contrôleur. Sous la responsabilité de celui-ci, il prendra en charge les comptabilités générale et analytique ainsi que les prix de revient par affaire. Dans une première phase, sa mission consistera, avant tout, à participer à la mise en place de nouvelles normes et procédures de gestion et à former et animer une équipe d'une dizaine de personnes. Cette réelle opportunité s'adresse à un diplômé ESC, ou équivalent, possédant le DECS et pouvant justifier d'une expérience récente de deux à quatre ans, soit comme maître, soit dans un poste similaire en entreprise. De réelles qualités de contact et de leadership sont indispensables. La réussite dans cette fonction doit permettre, à son titulaire, d'évoluer vers le poste de contrôleur ou vers d'autres fonctions au sein du groupe. La rémunération sera liée à l'acquis professionnel et au potentiel du candidat retenu et pourra atteindre 220.000 francs. Ecrire à: **PA. BONNEFOY** en précisant la référence A/3847M.

**PA**

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**Jeunes ingénieurs à fort potentiel**

Futurs chefs de fabrication, méthodes, entretien - Cette importante filiale du groupe MATRA souhaite renforcer son potentiel de cadres techniques. Elle recherche de jeunes ingénieurs généralistes de type AM possédant, de préférence, une première expérience industrielle de un à quatre ans. Ils intégreront un important établissement de 1.300 personnes et, dans un premier temps, participeront à des missions d'organisation (liées à une informatisation) pendant une durée de quelques mois. Après cette période d'intégration, ils pourront prendre des responsabilités opérationnelles de chef de fabrication, méthodes ou entretien, selon leurs aptitudes et leurs motivations. A plus long terme, d'autres perspectives d'évolution sont possibles dans cet établissement ou dans le groupe. Les qualités de contact et le dynamisme seront prépondérants. La rémunération, liée à l'expérience et au potentiel, sera motivante et pourra atteindre des niveaux de valeur. Ecrire à: **R. DAUDIN** en précisant la référence A/3852M.

**PA**

78, Bd du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**UNE EQUIPE MOTIVEE ET EFFICACE VOUS ATTEND**

LE DYNAMISME est sûrement une grande qualité de notre entreprise, ainsi que SON REALISME et sa VOLONTE de RESTER LA PREMIERE.

LEADER MONDIAL DE LA CHAUFFURE DIRIGEE, nous étendons notre département DEVELOPPEMENT en nous créant DES POSTES POUR

**2 JEUNES INGENIEURS ELECTRONICIENS ETUDES ET RECHERCHE**

Débutant ou ayant une première expérience. SENSIBILISE AUX PROGRES TECHNOLOGIQUES, vous serez chargé de FAIRE EVOLUER LES SYSTEMES DE CONTRÔLE (régulations électroniques).

Travaillant sur des circuits intégrant des MICROPROCESSEURS, vous effectuerez aussi les essais et les mises au point avant d'établir le cahier des charges pour la fabrication. A ces tâches, s'ajouteront des contacts avec les fournisseurs de composants.

VOTRE SALAIRE SERA MOTIVANT et votre lieu de travail se situera à DIJON ou BOURGOGNE.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo et salaire actuel sous Ref. 1669.

Le directeur de notre profession, devant notre direction.

**RESULTATS**

CONSEIL EN RECRUTEMENT

7 place Darcy - BP 1388 - 21051 DIJON Cedex

**USSI**

Société d'Ingénierie exerçant son activité dans la construction de grands ensembles du cycle du combustible nucléaire recherche pour Vallée du Rhône.

**INGENIEUR DIPLOME**

expérience exigée de 3 à 5 ans dans la fabrication de logiciels pour automates programmables et calculateurs industriels.

Vous serez chargé :

- d'animer une équipe de programmation spécialisée dans l'automatisation de process.
- de régler les problèmes d'interfaces et d'intercommunication entre automates de conception différente et mini-ordinateurs.
- de concevoir des méthodes et outils facilitant la programmation.

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à Monsieur le Chef du Personnel, USSI

116, avenue Aristide Briand - BP 72 - 92223 BAGNEUX

Discretion assurée.

**LE BUREAU DE RECHERCHES GEOLOGIQUES ET MINIERES**

expérience scientifique et industrielle à caractère international recherche un (une)

**CADRE COMPTABLE**

ayant participé élargement à une expérience de mise en place de gestion comptable informatisée.

Cette offre s'adresse aux titulaires du DECS complet et aux diplômés d'une école supérieure de commerce option finance/comptabilité. Traitement initial: 130.000 F à 160.000 F brut par an.

Adresser lettre manuscrite de candidature, C.V., références et ord. sous réf. 64-45, au BRGM/DEPL AP1, B.P. 6006, 45050 ORLANS CEDEX.

**ENTREPRISE DE PRESSE REGION Ouest (100 pers.)**

**ATTACHE DE DIRECTION**

(30 ans et plus) diplômé d'études supérieures, ayant une grande culture générale, une « bonne plume », le sens des responsabilités, du dynamisme et de l'organisation. Env. lettre, C.V. et photo à INTER-REGIONS n° 177.664 116 bis, Champs-Élysées, 75008 PARIS, qui transmettra.

**ANNONCES CLASSÉES TELEPHONÉES**

**555-91-82**

**JEUNE CONTROLEUR DE GESTION**

**160/200 000 F**

Centre Ouest

Une société française (effectif supérieur à 700 pers., CA 500 MF env.) filiale d'un groupe national du domaine mécanique recherche son contrôleur de gestion. Rendant compte au Directeur Administratif et Financier, il aura pour tâche principale d'animer et de faire évoluer la comptabilité analytique et le système de contrôle de gestion, assurera l'élaboration des prix de revient par produit, contrôlera la rentabilité des investissements à priori et a posteriori, s'assurera de la fiabilité des inventaires etc.

Ce poste sera confié à un diplômé de l'enseignement supérieur (Ingénieur + IAE ou formation supérieure au gestion) âgé d'au moins 28 ans, ayant de préférence quelques années d'expérience en contrôle budgétaire et comptabilité analytique acquises au sein d'une entreprise industrielle de taille moyenne. Poste à pourvoir rapidement.

Adresser CV, photo sous réf. 4739 à Fagene DESSEIN 69 rue de Provence - 75009 Paris, qui transmettra.

**ingénieur grandes écoles pour ordonnancement central**

**PROUVOST S.A.**

(C.A.: 7 milliards, 18000 personnes)

**PREMIER GROUPE TEXTILE FRANÇAIS**

recherche pour sa plus importante unité de production (3000 personnes) située en Région NORD, un

**JEUNE INGENIEUR GRANDES ECOLES CONCERNE PAR TOUT CE QUI EST LOGISTIQUE ET ORGANISATION INDUSTRIELLE.**

Dans un premier temps, il sera l'Adjoint du Directeur du Contrôle de Gestion et de l'Ordonnancement. Il aura à acquies la connaissance de tous les circuits de production. Sa fonction évoluera vers la responsabilité des services Ordonnancement et Contrôle de Gestion.

Il est indispensable qu'il possède une bonne connaissance de l'informatique et qu'il ait une première expérience valorisante pour ce type de fonction.

Ecrire avec C.V. détaillé à M. CHERMAT

**PROUVOST S.A.**

11, Boulevard de la Madeline - 75001 Paris

**OFFRES D'EMPLOIS**

Pour renforcer ses équipes de développement le Groupement Informatique de l'Audioprovisuel (200 personnes - C.A. 80 MF)

**INGENIEUR EN CHEF**

DESTINÉ A DIRIGER D'IMPORTANTES PROJETS SUR DPS 8 (GCOS 8, TDS)

**LE CANDIDAT DOIT AVOIR :**

- une solide expérience dans la conduite de grands projets informatiques (Acquis soit dans une grande entreprise, soit au sein d'une SSI) ;
- une connaissance opérationnelle du DPS 8, la maîtrise méthodologique du génie logiciel et le sens des relations humaines.

**LE G.I.A. PROPOSE :**

- un domaine d'application d'un intérêt exceptionnel (audiovisuel public) ;
- un poste stable et enrichissant dans un environnement de forte technicité en rapide évolution.

Adresser C.V. avec photo et lettre manuscrite, en indiquant niveau de rémunération actuel à:

**G.I.A. - SERVICE DU PERSONNEL**

**MICHEL MARTEL**

3-5, rue Jeanne d'Arc, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX

Tél. : 854-95-10, postes 3634.

**Institut national de la consommation**

recherche pour son service de documentation

**UN (E) CADRE DOCUMENTALISTE**

Niveau maîtrise et diplôme spécialisé (INTD, DESS...) pour collaborer à la mise en place d'un système d'information.

Rémunération selon expérience, sur la base d'un salaire d'un débutant, de 7.270 F (brut).

Envoyer c.v. au Service de Documentation INC 80, rue Leconte, 75732 Paris Cedex 15.

**RÉGIE PUBLICITAIRE SPÉCIALISÉE**

dans le secteur enseignement-formation

**VENDEUR(SE) D'ESPACES PUBLICITAIRES**

- Tempérament accrocheur indispensable.
- Première expérience de la vente par téléphone appréciée.
- Fixe + intéressement (temps partiel possible).

Adresser lettre manuscrite + c.v. avec photo + prétentions à MEDIA 15-25 6, rue d'Ecosse, 75005 PARIS.

**Innovier dans la thermique**

Nous sommes une société en pleine croissance (180 personnes, 60 MF de C.A.), spécialisée dans la fabrication et la vente d'équipements de chauffage pour la maison : convecteurs, radiateurs.

Notre réputation est basée sur la qualité et la performance de nos produits et donc sur la maîtrise parfaite de leur évolution technique.

Dans ce contexte, nous recherchons un

**INGENIEUR DEVELOPPEMENT**

Il fait la synthèse des besoins exprimés par les utilisateurs, notamment en matière de design et de sécurité.

Il effectue les études et la mise au point de nouveaux produits.

Il procède aux essais et participe à la finalisation technique en liaison avec les services de production.

Ingénieur de formation, avec une spécialisation électricité, électronique, ou énergie, il a quelques années d'expérience en bureau d'études, de préférence dans le domaine chauffage-régulation.

La connaissance de l'Anglais est indispensable.

Le poste est basé en région Centre.

Merci d'adresser CV, photo récente et rémunération actuelle sous la référence 411086 M (à mentionner sur l'enveloppe)

**BK C**

**BERNARD KRIEF CONSULTANTS**

115, rue du Bac - 75007 PARIS

**SEPEL**

Filiale du Groupe THOMSON GRAND PUBLIC, nous recherchons un

**PROFESSEUR d'ANGLAIS**

Chargé de :

- gérer le Centre Linguistique,
- enseigner la langue anglaise aux dirigeants, ingénieurs, cadres et techniciens,
- développer des méthodes d'enseignement originales et performantes,
- intervenir en qualité de consultant linguistique pour des traductions ou à l'occasion de séminaires.

Nous recherchons une personne :

- de longue maturité anglaise,
- connaissant les méthodes TEFL et ESP,
- ayant trois ans d'expérience, de préférence dans une grande entreprise.

Lieu de travail : ANGERS (Maine-et-Loire).

Merci d'adresser votre candidature à Roy VERNON - THOMSON Département LANGUES - Tour Gallieni 2 - 93175 BAGNOLET.

**THOMSON GRAND PUBLIC**



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**ingénieurs commerciaux**

TELETRANSMISSIONS-RESEAUX

PARIS

**Sitintel**  
groupe StaraNous sommes un des tout premiers spécialistes français.  
**CONSTRUCTEUR DE PROCESSEURS DE COMMUNICATIONS ET D'ADAPTATEURS DE RESEAUX.**

Notre CA croît régulièrement de plus de 30 % chaque année car la plupart de nos produits sont uniques en France et la souplesse de nos structures nous permet de répondre très rapidement à la demande. Pour soutenir notre expansion, nous étions nos équipes :

**Ingénieur commercial** (Réf. SL 10)chargé de la vente de nos **PROCESSEURS DE RESEAUX** aux end-users. C'est un excellent professionnel qui a déjà fait ses preuves chez un grand constructeur ou dans la vente de terminaux et d'imprimantes.**Ingénieur commercial** (Réf. SL 11)vendeur de **MODEME**. Il connaît bien les problèmes techniques des clients et sera leur interlocuteur actif par une méthodologie de vente originale. C'est un excellent technicien de formation, passionné par la vente.**Ingénieur commercial** (Réf. SL 12)qui diffusera des **CONVERTISSEURS X 25**, dont nous sommes les premiers fournisseurs en Europe, après une formation à nos produits. Son intérêt pour les techniques des "boîtes noires" pourra lui permettre de participer à l'étude de réseaux privés complexes.

Pour ces 3 postes pouvant évoluer vers l'ingénierie complexe de systèmes, la rémunération est motivante avec intéressement au C.A.

Merci d'adresser C.V. et prétentions, en précisant la référence, à notre Conseil, qui traitera les candidatures confidentiellement.

**COCEPLAN**Tour de Lyon  
185, rue de Bercy 75012 PARIS**emploi régionaux****GRUPE DE TAILLE INTERNATIONALE** dans le domaine des Industries Agro-Alimentaires ayant de nombreuses filiales en France et à l'étranger, recherche un**AUDITEUR INTERNE**

qui souhaiterait valoriser une première expérience de 2 à 3 ans acquise en Cabinet d'Audit ou au sein d'un Groupe important.

Ce poste, qui recouvre des missions d'Audit Financier et Opérationnel (Assistance/Organisation/Contrôle), permettra d'évoluer à moyen terme vers un poste opérationnel au sein d'une des Unités d'un Groupe en expansion. Ses missions l'amèneront à se déplacer tant en France qu'à l'étranger et nécessiteront une bonne connaissance de l'anglais.

Ce poste, basé près d'une ville universitaire de province, conviendrait à un jeune diplômé d'une Grande Ecole de Gestion, titulaire au minimum du DECS.

Les dossiers de candidature détaillés doivent être adressés, sous référence 327 M à PUBLIPANEL, 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

**NOS ATOUTS**  
• UNE NOUVELLE USINE  
• UNE DIRECTION JEUNE  
• DES CLIENTS PRESTIGIEUX  
**NOS FAIBLESSES**  
NOS CONCURRENTS NE NOUS EN CONNAISSENT PAS

NOUS RECHERCHONS UN

**Ingénieur chef du service méthodes**

Mécanicien de formation A.M., I.N.S.A., I.N.T., doté d'une réelle capacité d'animation (20 personnes) et d'anticipation, il aura en charge de poursuivre l'évolution en cours (automatisation, robotisation), d'animer les méthodes (industrialisation des produits nouveaux, conception et mise en place de nouvelles techniques), de diriger les groupes de travail (usinages, traitements thermiques, outillages), dans un souci constant de productivité optimale.

Avec 5/10 ans d'expérience, si possible en mécanique de grande série, une personnalité affirmée et 32 ans environ, votre réussite à ce poste vous assure une évolution certaine au sein de notre groupe. Le poste est basé à Metz (57).

Adresser dossier + CV + photo sous réf. 733 M à

**FB Conseil**

57 rue des Quatre Eglises 54000 Nancy.

**Crédit Mutuel**  
Dauphiné-Vivaraïsdans le cadre de ses expansions sur les départements :  
DROME - ARDECHE - ISERE - recherche**RESPONSABLES D'AGENCES**  
140.000F et plus

Vous aurez pour mission d'animer, diriger et développer les activités d'une agence.

A une formation supérieure (classique ou bancaire) vous apporterez une expérience de l'exploitation en clientèle d'un minimum de 5 ans.

Dotés d'un sens commercial développé, bons organisateurs, dynamiques et savez apprécier le risque.

Merci d'adresser lettre manuscrite, c.v. et photo sous réf. 85000 à Bernard Haond - CREDIT MUTUEL du Dauphiné-Vivaraïs  
130/132, avenue Victor Hugo - 26009 VALENCE CEDEX.**L'ACTION : UN PARTI PRIS POUR THOMSON SEMICONDUCTEURS**

Au cœur de la révolution électronique, face à la compétition internationale, THOMSON SEMI-CONDUCTEURS se doit d'agir.

Analyser. Structurer. Investir : nous avons tout remis en question.

Nos stratégies, nos technologies, nos organisations. Avec l'appui du Groupe THOMSON, l'un des plus grands professionnels de l'électronique mondiale, nous nous sommes dotés de moyens considérables en matière de production, de recherche et de développement (secteurs dans lesquels nous doublons, cette année, nos investissements). Nous disposons de services techniques de premier ordre. Nos clients, impliqués dans les plus grandes réalisations (ARIANE, MIRAGE 2000, TGV, AIRBUS...) sont de plus en plus nombreux à reconnaître le SAVOIR-FAIRE THOMSON SEMI-CONDUCTEURS : avec un taux de progression de 60% par an, notre activité représente une force nouvelle sur le marché mondial des semiconducteurs. Mais nous devons persévérer : pour maîtriser toujours mieux notre croissance en termes de service-clients, de qualité, de productivité, nous bâtissons un nouveau SYSTÈME INFORMATIQUE à la hauteur d'une technologie et de produits d'avant-garde.

**INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES CHEFS DE PROJET**

Imprévisibles une nouvelle dynamique à notre entreprise, une nouvelle impulsion à votre carrière. Vous possédez une expérience de 3 à 5 ans de la gestion informatique en milieu industriel, vos connaissances du matériel HP 3000, DEC ou IBM, vous permettront de concevoir et construire notre nouveau système temps réel de GESTION DE PRODUCTION débouchant à court terme sur le processus.

Vous parlez anglais.

Venez rejoindre nos unités industrielles de :

- Aix-en-Provence
- Saint-Étienne (Grenoble)
- Tours
- Aix-les-Bains
- Nancy
- Rousset (Aix-en-Provence)
- Grenoble

Dans une structure décentralisée, vous serez intégré à des équipes projets à fort degré d'autonomie, où vous saurez faire valoir vos capacités de manager.

Vous avez vécu une expérience réussie en GESTION COMMERCIALE, dans un environnement international complexe. Vous parlez anglais.

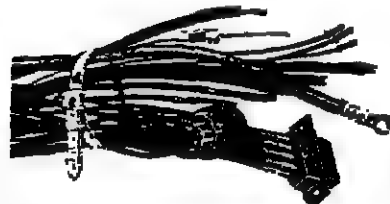
Vos connaissances techniques en CICS, DLI et TSO vous permettent de prendre immédiatement la responsabilité d'une application commerciale, ou la GESTION TECHNIQUE de bases de données, de l'exploitation et du réseau.

Rejoignez-vous à l'équipe projets de COURBEVOIE, chargée de bâtir un système de gestion commerciale internationale performant.

Vos sens des responsabilités et vos qualités humaines vous conduiront à vivre les expériences les plus diverses dans toutes les fonctions, dans tous les domaines de l'ELECTRONIQUE THOMSON.

Nous mettons à votre disposition tous les moyens du succès.

Avec nous, prenez le parti d'agir : envoyez votre curriculum vitae avec photo, en précisant la ville de votre choix et vos prétentions à :

Jacques GENTRIC, Directeur du Développement Informatique  
THOMSON SEMI-CONDUCTEURS, 101, boulevard Murat, 75016 PARIS**LA PERFORMANCE PAR LES HOMMES****THOMSON**  
SEMICONDUCTEURS

La division chimique d'un groupe américain, producteur d'une matière première de haute technicité (thermo plastique fluoré), développe sa structure européenne et vous propose de

**Promouvoir un produit sophistiqué à l'échelle européenne****Devenez ingénieur d'affaires**  
Industries techniques 220 000 +Vous avez :  
- une expérience réussie de la vente dans des marchés similaires (industries électriques) et/ou connaissances des plastiques,  
- une formation supérieure technique,  
- une parfaite maîtrise de l'anglais,  
- le goût de la négociation à haut niveau (prescripteurs, spécialistes) et l'achèvement nécessaire pour implanter un nouveau produit.Nous vous proposons :  
- le développement de notre implantation en Europe du Sud (France, Italie et Espagne en priorité),  
- une grande autonomie d'action (responsable auprès de la Direction Générale, basée pour l'Europe en Grande-Bretagne),  
- l'appui et les moyens (techniques, formation) d'un groupe puissant et d'une structure européenne légère,  
- une enveloppe de rémunération (salaire + prime + voiture de fonction + prise en charge frais...) très motivante.

Envoyez C.V. + photo et rémunération actuelle chez MERCURI URVAL : 21, rue Eugène-Flaquer - 75017 PARIS, en précisant sur l'enveloppe la référence 49 634/134

**Mercuri Urval****Négocier, proposer, réaliser: triple mission pour un jeune juriste contentieux**

L'UCB est le premier établissement privé spécialisé dans le financement immobilier. Son succès repose sur des produits créés particulièrement adaptés aux nouveaux besoins du marché.

Après une maîtrise de droit privé, vous avez acquis une première expérience de 3 à 5 ans du contentieux et si possible dans la promotion immobilière. Vous savez ce que négocier, imposer des solutions et les exécuter nécessite comme dynamisme et disponibilité.

Votre portefeuille s'étendra sur toute la France et votre

rôle auprès des professionnels ira du pré-contentieux au contentieux.

Si vous êtes la personne au fort potentiel que nous recherchons, des perspectives d'évolution rapide existent tant dans la société qu'au niveau du Groupe.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence M956 à Sophie Guénot, Compagnie Bancaire, Service Orientation Recrutement 5 avenue Kléber, 75116 Paris.

**compagnie bancaire**



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**IMPORTANT CABINET PARISIEN DE CONSEILS JURIDIQUES**

recherche

- **UN FISCALISTE** (diplômé de l'Ecole nationale des impôts, ou diplômé grande école : HEC, etc.).
- **UN DOCTEUR EN DROIT** spécialisé dans le droit des affaires (organisation des patrimoines - enregistrement - valeurs mobilières).
- **JURISTE EN DROIT SOCIAL.**

**PROFIL RECHERCHE :** formation juridique de haut niveau, expérience professionnelle de 3 ans, forte responsabilité, esprit d'initiative et aptitude à travailler en équipe - connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand souhaitées.

Adresser C.V., photo et lettre man. à J.-C. Granger LA VILLEGUERIN CONSEILS 100, rue La Fayette, 75010 PARIS.

**FIDUCIAIRE EXPERTISE COMPTABLE**

recherche à Paris pour missions d'Expertise Comptable

**STAGIAIRES E.C.**

- DECS.
- CERTIFICATS SUPÉRIEURS.
- 2 à 3 ans d'expérience en cabinet.

Adresser C.V., détaillé avec prétentions et photos sous n° 8.527 à M. J. ANTONIOU, 8, rue des Italiens, 75009 PARIS.

**UNE SOCIÉTÉ D'ÉTUDE ET DE CONSEIL**

recherche pour faire face à son développement

**INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE**

- Ayant quelques années d'expérience dans les entreprises.
- Désireux de faire carrière dans le CONSEIL DE DIRECTION.
- Apte à prendre des responsabilités au sein de la Société.
- Pratique de l'anglais indispensable.
- Connaissances en informatique appréciées.

Adresser C.V., détaillé et prétentions sous n° T 69.113 M, REGIE-PRESS 7, rue de Montcaumon, 75007 PARIS.

**Chef comptable**

220.000 F

Paris - La filiale française de distribution d'un très important groupe allemand spécialisé dans la production d'aluminium recherche son chef comptable. Basé à Paris (à proximité de la place Charles de Gaulle) il sera directement rattaché au gérant de cette filiale et prendra en charge un service comptable composé de 4 personnes. Il se verra ainsi confier la tenue des comptabilités générale (bilan inclus) analytique et budgétaire, les déclarations fiscales et sociales et participera au reporting à la maison-mère. Ce poste s'adresse à un cadre comptable âgé de 30 ans minimum, titulaire d'un DECS complet et ayant acquis une première expérience (4 ans minimum) qui lui ait permis d'acquies des techniques comptables et lui ait si possible permis d'acquies des responsabilités d'animation d'équipe dans un environnement informatique. Une bonne maîtrise de la langue allemande constituerait un atout supplémentaire. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 220.000 francs sera fonction des compétences présentées. Ecrire à J.M. JACLOT en précisant la référence A/R9080M.

**PA**

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**Jeune responsable comptable et financier**

180.000 F

Vidéo de loisir - La filiale française de l'un des principaux distributeurs mondiaux de cassettes vidéo recherche son jeune responsable comptable et financier. Placé sous l'autorité immédiate du vice-président des opérations pour l'Europe, il interviendra à deux niveaux : il sera, d'une part, personnellement chargé de tenir la comptabilité (jusqu'au bilan), d'assurer le paie, le reporting mensuel, les déclarations sociales et fiscales ainsi que la gestion de trésorerie de l'entité française ; il sera d'autre part pour mission de centraliser et de consolider les résultats de divers centres de profit juridiquement indépendants afin de permettre une analyse globale des opérations réalisées en Europe. Situé à Paris, ce poste s'adresse à un jeune cadre (27 ans maximum), titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur commercial ou de gestion et possédant par un DECS et justifiant d'une première expérience comptable (3 ans minimum) acquise dans un contexte anglo-saxon. La maîtrise de la langue anglaise est indispensable. Un intérêt réel porté à la micro-informatique constituerait un atout supplémentaire. Fonction des compétences proposées, la rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 180.000 francs. Ecrire à J.M. JACLOT sous la référence A/R9079M.

**PA**

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**Responsable logistique grands systèmes**

Télécommunications militaires - Membre d'un puissant groupe industriel français leader mondial en électronique professionnelle, cette société d'environ 3.000 personnes a acquis une forte notoriété dans le domaine des grands systèmes de communication principalement militaires. Elle recherche un logisticien pour prendre en charge ces programmes d'envergure. Au sein d'une petite équipe après-vente, il planifiera et assurera avec l'aide d'ingénieurs dont il aura la responsabilité, et en liaison étroite avec les clients et les services techniques, l'ensemble des moyens (matériel, documentation, formation de personnel etc...) nécessaires pour maintenir ces grands systèmes de communication fournis parfaitement opérationnels sur de longues périodes. Basé en proche banlieue nord-ouest de Paris, ce poste conviendrait bien à un ingénieur expérimenté en organisation et maintenance de systèmes complexes (trafic, fret, distribution d'énergie), éventuellement il peut s'adresser à un ancien officier de l'armée ayant eu des responsabilités dans ce domaine. Envoyer curriculum-vitae et prétentions à J. SCARINOFF en précisant la référence A/2593M.

**PA**

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**Ingénieur développement CAO/DAO**

Banlieue ouest - Travailler pour une société (chiffre d'affaires de l'ordre de 600 millions de francs) d'un important groupe industriel français du secteur métallurgique très bien implanté dans le domaine des équipements mécaniques pour l'automobile, ce centre de recherches situé en proche banlieue ouest de Paris souhaite recruter un ingénieur développement CAO/DAO. Au sein d'une équipe homogène et dynamique, et en liaison avec l'ensemble des usines concernées, il devra concevoir et mettre au point (matériel, logiciel, formation...) le système d'implémentation CAO/DAO. Interface entre les utilisateurs et le système, il s'appuiera sur l'acquis scientifique important (en éléments finis par exemple) développé également des logiciels adaptés aux besoins particuliers. Ce poste évalue également à un ingénieur en université diplômé, une première expérience (2 à 5 ans) dans un poste d'ingénieur en CAO/DAO, une première expérience (2 à 5 ans) dans un poste d'ingénieur en CAO/DAO, une première expérience (2 à 5 ans) dans un poste d'ingénieur en CAO/DAO. Les connaissances en CAO/DAO (matériels et opérations) dans des domaines équivalents. Esprit pragmatique, aisance dans les contacts et disponibilité sont nécessaires à la réussite dans cette fonction. La rémunération sera fonction de l'acquis professionnel. Ecrire à J. BAXAIRE en précisant la référence A/2592M.

**PA**

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**JACQUES PERNET.**

**chef des ventes**

Nous sommes l'un des départements de la Société JACQUES JAUNET S.A., leader européen du sportswear. Nous renforçons notre structure et recrutons un Chef des Ventes. Rattaché à notre Directeur de Département, celui-ci devra veiller à l'application de la politique commerciale sur le terrain : détermination des objectifs, actions promotionnelles et publicitaires, développement de notre réseau de franchise (8 magasins)... et assurer l'animation et l'encadrement d'une équipe de 11 représentants exclusifs. Nous souhaitons recruter un professionnel de la vente, justifiant d'une expérience réussie d'animation de force de vente et connaissant le circuit détaillant à travers un produit similaire au nôtre (sportswear, PAP masculin...). Le poste est basé à PARIS, soit à CHOLET et nécessite de fréquents déplacements. La connaissance d'une langue étrangère est souhaitable en vue de renforcer l'implantation de notre produit en Europe. Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier, sous la réf. A 380.84 M à notre Conseil - 61, boulevard Hausmann - 75008 PARIS



**Chantal Baudron. s.a.**

**Analyste concepteur**

Classe VII ou VIII

IMPORTANTE BANQUE PRIVÉE, FILIALE D'UNE BANQUE INTERNATIONALE, PARIS-8, recherche pour son DÉPARTEMENT INFORMATIQUE un(e) analyste concepteur.

**Mission :**

- Recenser les besoins informatiques et bureautiques, les analyser et mettre au point des applications avec les équipes concernées et les utilisateurs.
- Proposer de nouvelles méthodes concernant l'organisation des services de la Banque.

**Profil :**

5 ans d'expérience bancaire minimum dans les secteurs suivants : opérations bancaires (France et étranger), produits BANQUE DE CRÉDIT. Connaissances en informatique et bureautique et en anglais souhaitées. Qualités requises : créativité, sens de l'organisation, goût du travail en équipe. Merci d'adresser C.V., photo récente et prétentions en précisant sur l'enveloppe la référence 3881/P1 à MEDIA P.A. - 8, bd des Italiens - 75002 PARIS qui transmettra.

**AUXILEC AERONAUTIQUE**

**Responsable Organisation Industrielle**

Une politique d'expansion, des moyens financiers, des produits de haute technologie (moteurs spéciaux pour l'aviation), ce sont les atouts de notre usine de Méru (50 minutes de Paris). Dans ce contexte d'innovation et d'extension, nous confions à un ingénieur généraliste diplômé d'une Grande École le soin d'étudier et de mettre en place, assisté d'une petite équipe qu'il pilotera, l'ensemble des moyens et outils nécessaires à une organisation rationnelle de la fabrication. Cela commence par un dialogue avec le Bureau d'Études et s'achève avec le suivi de rentabilité des investissements. Vos atouts ? Une première expérience significative en organisation industrielle ou dans un service Méthodes allée à une personnalité d'envergure - notre groupe lui permettra de s'exprimer.

ORION vous garantit une absolue discrétion et vous remercie de lui adresser sous réf. 411332 M votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) :

35, rue du Rocher 75008 Paris



MATRA ELECTRONIQUE, filiale du groupe MATRA, a été créée en 1975. Basée au sud de Compiègne, elle dispose d'un outil industriel particulièrement sophistiqué qui lui permet de produire des systèmes électroniques performants destinés principalement aux applications militaires du groupe. Elle recherche :

**Ingénieur responsable qualité fonctionnelle**

De formation ESE, ISEN, ISEP... si vous avez eu l'opportunité au cours d'une première expérience d'étudier d'appréhender aussi bien des problèmes Hard que Soft, nous vous offrons la responsabilité de notre service qualité fonctionnelle. Animant une équipe de 6 personnes et disposant d'importants moyens de tests automatisés que vous optimiserez, vous prendrez en charge, en intégrant les différentes actions correctives nécessaires, en étroite relation avec les clients et la production, la qualité fonctionnelle des produits fabriqués. Réf. A/2589M.

**Ingénieur débutant ENSI, INSA, ENI...**

Intégré dans l'équipe méthodes chargée des produits fabriqués en série, cet ingénieur débutant ou ayant une première expérience devra, après formation sur le terrain, se montrer rapidement capable d'animer une équipe. Réf. A/2590M.

Pour ces postes, écrire sous référence choisie en précisant le salaire souhaité ou téléphoner à J. SCARINOFF.

**PA**

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

**Le conseil en marketing-études**

Une société d'études marketing, la première dans son domaine à optimiser l'exploitation des panels pour les marchés de produits de grande consommation, vous offre l'opportunité d'être associé à son développement et de faire évoluer votre carrière vers des fonctions de Direction.

**HEC, ESSEC, ESCP, ...**

Une première expérience de marketing opérationnel, une connaissance des méthodes d'études spécialisées des panels, l'utilisation de la micro-informatique, autant d'atouts qui doivent vous permettre d'établir des prévisions et des scénarii que vos clients utiliseront pour améliorer l'efficacité de leur politique commerciale et marketing. Anglais indispensable, allemand apprécié. Poste basé en Région Parisienne.

Si vous êtes intéressé, merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 577 à CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01



OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

UNE GRANDE BANQUE FRANÇAISE de dimension internationale recherche, dans le cadre de la mise en œuvre de son schéma directeur d'organisation, un

## Ingénieur méthodes génie logiciel

Il sera chargé, dans le cadre de l'assistance méthodologique aux équipes informatiques, de l'étude et de la promotion d'un atelier logiciel de développement d'applications de gestion : IBM - CICS.  
Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat de formation supérieure, très motivé par les problèmes de génie logiciel, ayant une expérience de 4 à 5 ans dans ce domaine. Lieu de travail : Paris.  
Adresser lettre man., C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73743/M à Mme CLERE, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé  
CEGOS

IBM France

## Direction des télécommunications

### recherche pour Paris DES INGÉNIEURS COMMERCIAUX

- Possédant quelques années d'expérience dans l'environnement et les techniques de télécommunications, ainsi qu'une bonne formation en informatique.
- Diplôme ENST ou équivalent souhaité.
- Les postes à pourvoir sont orientés vers la commercialisation de produits et d'applications informatiques dans le domaine des télécommunications.
- Ces postes qui concernent un secteur clé du développement de l'industrie impliquent de nombreux contacts y compris au niveau international.

— Une bonne connaissance de l'anglais, un goût pour la négociation, la gestion de projets complexes, et le travail en équipe sont nécessaires.

Merci d'adresser votre candidature et CV à notre Département Recrutement-2 rue de Marengo 75001 Paris en mentionnant impérativement la référence IC-TEL-W/11.

Elle sera traitée avec la discrétion qui s'impose.

NIXDORF  
COMPUTER  
DISTRIBUTION

### Un Ingénieur Technico-Commercial

Au sein d'une équipe de spécialistes motivés, il aura pour mission d'assister sur le plan technique 1 ou 2 ingénieurs commerciaux chevronnés : il doit superviser toute action technique avant-vente (Benchmarks, contacts et suivi des SSII, interfaces avec les hommes systèmes, démonstration et présentation du matériel en clientèle) et être le garant d'une qualité de service avant et après installation. Il a une formation technique en mini-informatique, 3 à 5 ans d'expérience dans le support technique et, dans l'idéal, la connaissance du marché de la distribution alimentaire. La rémunération, d'un très bon niveau, tiendra compte de l'expérience des candidats rencontrés. (RÉF. NA).

### Un Ingénieur Système

Il aura en charge le support système d'une ligne de produits sous réseau et concentration de terminaux spécialisés : interface avec les services systèmes de la maison mère, information et formation de l'équipe de technico-commerciaux, interventions ponctuelles auprès des services systèmes de nos clients. Il a une solide formation technique, une bonne connaissance des problèmes de télécommunications et apprécie de pouvoir mettre au service d'une équipe son expertise technique acquise de préférence chez un constructeur. La rémunération, d'un très bon niveau, tiendra compte de l'expérience des candidats rencontrés. (RÉF. NB).

Pour ces deux postes, la connaissance de l'anglais ou de l'allemand serait souhaitée.

Localisation : proche banlieue Ouest.

Pour un contact, adressez votre CV à notre Conseil qui étudiera rapidement et en toute confidentialité.

CLM conseils, 70 rue de Ponthieu, 75008 PARIS.

TEXAS  
INSTRUMENTS  
FRANCE

### Le centre de technologie au service de nos clients

Ce centre de support technique à nos clients permet l'implantation, l'utilisation et le développement de nos concepts VLSI (synthèse vocale, circuits télématiques, circuits personnalisés, microprocesseurs à usage général et personnalisé) et de nos circuits standard.

### ingénieur électronicien confirmé

Vous avez deux à trois ans d'expérience d'applications en laboratoire. Nos produits vous intéressent, nous vous proposons de rejoindre notre équipe d'ingénieurs support technique à la clientèle.

Votre mission : conseiller et convaincre nos clients dans le choix de nos produits, de nos concepts et en assurer la mise en œuvre. Bénéficiant d'une large autonomie, vous déterminerez, en étroite collaboration avec nos ingénieurs de vente et nos clients, les plans d'action et les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs fixés. Ce rôle d'interface et de conseil vous permettra de concilier votre passion pour la technique et votre goût des contacts humains. Nous offrons une rémunération importante à des candidats de valeur. Postes basés à Paris.

Merci d'adresser votre candidature avec photo, sous référence SCCS01184/1M à : Thierry Vincent - TEXAS INSTRUMENTS FRANCE 78141 VELIZY-VILLACOUBLAY Cedex ou téléphoner au (3) 946.97.12 poste 4492 ou 4407

## Ingénieur projets

expérience  
plastique  
extrusion-calendrage

Dans le cadre de ses projets orientés vers l'amélioration de la productivité et la mise en place d'activités nouvelles dans ses usines, 3M FRANCE recherche pour son département Ingénierie un Ingénieur Projets :

- Etudes et réalisations de projets d'équipements automatisés de Production comprenant : études techniques, évaluation des coûts, élaboration du cahier des charges, suivi de la réalisation et de la mise en service, gestion financière des projets.
- Fréquents contacts avec nos usines et nos fournisseurs.

Profil :  
• Formation supérieure Ingénieur A et M - INSA - ENI ou équivalent. Une expérience de quelques années en extrusion et calendrage est indispensable pour ce poste. • Bonnes connaissances de l'anglais.

• Aptitude au travail en équipe pluridisciplinaire.  
Lieu de travail : Gergy-Pontoise (95)  
Adresser C.V., photo et présentations à Bernard Kunerth, sous réf. 5K/56 3 M FRANCE Boulevard de l'Orléans 95006 Gergy-Pontoise Cedex.

3M

Le Groupe de Presse HACHETTE  
recrute pour son  
DEPARTEMENT PHOTOTHEQUE

### l'Adjoint(e) du Chef de Service

SA MISSION :  
• DOCUMENTALISTE PHOTOTHEQUE, il (elle) animera, sous la responsabilité du Chef de Service, le Centre de Documentation photo, entièrement informatisé, comprenant 15 personnes ;  
• il (elle) assurera la sélection, l'indexation et la diffusion du fonds photographique auprès des rédactions du Groupe ;

SON PROFIL :  
• Ce poste s'adresse à un(e) candidat(e) de préférence diplômé(e) en documentation (I.N.T.D., Sciences Politiques D.E.S.S.), ayant acquis si possible plusieurs années d'expérience dans une photothèque ou un Centre de Documentation traitant de l'image, et ayant une bonne connaissance de l'informatique documentaire.

La rémunération annuelle est fixée à ± 180.000 Francs en fonction de l'expérience acquise.

Adresser C.V., lettre manuscrite et photo à EDI 7 - Direction des Relations Humaines - 6, rue Anselme - 92528 NEUILLY SUR SEINE - CEDEX

HACHETTE

## ACOR Informatique

Société d'ingénierie informatique, nous devons notre progression à la notoriété de nos clients et à la compétence de nos collaborateurs. Nous souhaitons accueillir :

### 2 INGENIEURS

Grandes Ecoles ou équivalent

Pour étoffer nos équipes, nous recherchons d'authentiques professionnels de l'informatique afin de participer à la conception et au développement de projets d'envergure auprès des grandes entreprises (traitement et bases de données).

### 3 ANALYSTES

Ingénieurs ou universitaires

Vous avez acquis une expérience d'au moins 2 ans dans le développement d'applications de gestion, notamment avec les produits IMS et / ou CICS-DL 1. Nous vous offrons la possibilité d'approfondir vos connaissances et d'évoluer à la mesure de vos ambitions.

Assistance  
Conseil  
Organisation  
Réalisation

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en précisant vos prétentions à :  
Gérard CHITRIT - Acor Informatique  
26, rue Vivienne 75002 PARIS.

### Attaché à la Division Urbanisme, Action Foncière

De bonne formation générale, vous avez au moins 5 ans d'expérience du juridique lié aux négociations en matière immobilière, en entreprise ou comme clerc de notaire. Homme de dossiers, vous êtes aussi un homme de contacts, sachant dialoguer et convaincre.

Dans ce cas, vous pouvez, en proche banlieue parisienne, participer au développement d'une entreprise d'aménagement et de construction. Rattaché au responsable de la division, vous prendrez progressivement en charge, avec une large autonomie d'action, les opérations allant de l'étude de faisabilité jusqu'à la "production" du terrain à bâtir, sous les aspects urbanisme, financier, logement. Vous serez reconnu comme un interlocuteur crédible auprès des administrations concernées, collectivités locales, notaires, avocats... par vos compétences, mais aussi par votre sens des responsabilités dans la conduite des dossiers. Ces perspectives vous intéressent, merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle) sous référence 7303 M à notre Conseil.



EQUIPES ET ENTREPRISES  
11 bis rue Porialis 75008 PARIS - Tél. 293.18.72

مركز العمل



## CAP GEMINI SOGETI

premier groupe européen de services informatiques

### Audit

#### VOUS

- êtes jeune (28 ans)
- de formation supérieure comptable (DECS minimum)
- avez une expérience de 3 ans dans un cabinet d'audit
- êtes familier de l'informatique
- parlez anglais couramment et peut-être aussi allemand.

#### NOUS

Cap Gemini Sogeti, groupe français à vocation fortement internationale, vous offrons, au sein de notre équipe d'audit interne, de participer aux missions d'audit financier de nos filiales en Europe et aux U.S.A.

Nous vous offrons un poste basé à Paris impliquant des déplacements fréquents et de courts durées.

Adresser C.V. + photo + prétentions à : **ANNY BOULADE** à **CAP SOGETI SELECTION** 83/85, boulevard Vincent-Auriol 75013 PARIS sous référence CSA-010-AB

## Liaison Recherche/Marketing

### L'ORÉAL

Le développement des affaires de notre groupe se fonde, à la fois sur le sérieux de nos laboratoires de Recherche, et le dynamisme de nos équipes Marketing. La liaison permanente et équilibrée entre ces deux activités revêt donc une importance toute particulière.

Nous cherchons à renforcer l'équipe qui assure la liaison entre l'unité de Recherche Appliquée et Développement cosmétique (située à Chevilly-Larue) et les affaires de marques telles que LANCÔME, JEANNE PAUBERT ou VICHY.

Rattachée à la direction de cette unité, l'équipe a pour mission d'assurer la fluidité de la communication entre le Marketing et la Recherche et l'harmonisation de leurs programmes de développement respectifs afin d'aboutir à des propositions commerciales concrètes.

Le poste conviendrait à une femme ou un homme d'environ 30 ans qui après des études supérieures techniques ou scientifiques (chimie, pharmacie, biologie...) a mis en application ses connaissances en exerçant pendant 3 ou 4 ans des fonctions de Recherche ou de Production.

Cette expérience professionnelle acquise de préférence dans des milieux industriels tels que les cosmétiques, les produits d'hygiène, la pharmacie ou l'industrie alimentaire, lui aura permis de développer sa capacité d'organisation, de cultiver son sens des contacts ainsi que son aptitude à la communication.

Ecrire à la Direction des Ressources Humaines, sous référence AMB, à l'Oréal, 41 rue Martre 92117 Clichy Cédex, qui s'engage à observer la plus totale discrétion.

L'ORÉAL, LA VOLONTÉ DE LA PERFORMANCE

## Chef d'Exploitation : oui, Homme d'Affaires : sûrement !

Créer et diriger un nouveau CENTRE DE PRODUCTION MONÉTIQUE qui constituera un centre de profit, voilà l'opportunité que vous offre une importante SSII, leader sur le marché de la monnaie électronique.

Votre mission se situera dans une triple perspective : développer de nouvelles activités de production monétaire, animer les services exploitation informatique et administratif, mais surtout gérer et rentabiliser dans un souci de qualité et de rigueur, tous les traitements au service de la clientèle.

C'est dire qu'au-delà d'une solide expérience de l'exploitation, et si possible dans un environnement IBM (OS/MVS), vous avez, à 35-40 ans, le sens des relations à tous niveaux, le goût des affaires et de la gestion, le fort désir de créer à Bolo votre fonction et de faire... votre réussite.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire souhaité) sous la référence L/ CHE à notre Conseil Thierry de CARNE, qui vous garantit toute discrétion.

AFCEM 887



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

## ATTACHÉ À LA DIRECTION COMPTABLE

La Banque Populaire de la Région Sud de Paris, 1800 personnes, 80 agences, souhaite rencontrer un **TECHNICIEN de la COMPTABILITÉ** qui apportera son appui au service (10 personnes) en matière de comptabilité générale - bilans, situations - et de fiscalité.

Il travaillera en étroite collaboration avec le responsable des services centraux comptables.

A terme, des fonctions d'encadrement peuvent lui être confiées.

Si vous êtes titulaire d'un DECS et bénéficiez déjà d'une expérience professionnelle, adressez votre C.V., photo et prétentions à :

**Banque Populaire**

BICS

Direction du Personnel  
55, Avenue Aristide Briand  
92120 MONTRouGE

FILIALE PERFORMANTE D'UN GROUPE INTERNATIONAL connaissant un développement important, située en région parisienne nord, + de 100 personnes, recrute

## INGENIEURS ELECTRONICIENS

(SUPELEC, TELECOM ou équivalent)

■ **UN INGENIEUR CONFIRME** ayant une expérience réussie en MATERIEL INFORMATIQUE et TELECOMMUNICATIONS. Salaire : 240.000 F ± /an. réf. CK/A

■ **DE JEUNES INGENIEURS** possédant si possible une première expérience. Salaire fixé en fonction des compétences. réf. CK/B

Pour tous ces postes, de réelles possibilités d'évolution existent. Merci d'écrire avec CV et photo (en rappelant bien la référence ci-dessus) à **PROJETS 12**, rue des Pyramides 75001 Paris qui transmettra en toute discrétion.

IMPORTANT GROUPE DE TRANSPORTS NATIONALS ET INTERNATIONAUX, proche banlieue Ouest recherche pour les services comptables et financiers de son Siège Social

## ADJOINT AU DIRECTEUR DE LA COMPTABILITE DES EXPLOITATIONS

Formation DECS, Dauphine, ou diplôme supérieur équivalent. Il aura la responsabilité de l'organisation et de la tenue de la comptabilité de plusieurs exploitations et filiales jusqu'au niveau de l'arrêté des comptes de bilan et de résultats, du contrôle budgétaire et de l'inspection comptable de ses exploitations et filiales.

Ce poste implique de fréquents déplacements en Province et dans les pays du Marché Commun.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prêt sous réf. 363 à **CONTEXTE PUBLICTE 90**, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

## Moulinex

12 usines, 10 000 pers., CA 83 : 2,9 milliards de F - Leader mondial sur son marché

## Ingénieur Production : un jeune opérationnel...

Parce que vous allez assurer la coordination et le bon fonctionnement des différents ateliers (découpe, traitement de surface, décolletage, matières moulées, moteurs...) réunissant 550 personnes. Résoudre les problèmes que pose la variété des techniques utilisées. Apporter aux différents sites du processus les améliorations qu'impose la mise en lignes de production.

Mais aussi intervenir dans la définition des besoins et le choix des personnes. En un mot, participer pleinement à la vie de l'usine.

Rattaché au Directeur de Production, vous le seconderez donc dans toutes les phases opérationnelles au sein de cette unité de 800 personnes qui fabrique les mini-four et une nouvelle gamme très performante d'aspirateurs. La fabrication intégrée à 90% entièrement automatisée en amont devrait évoluer vers la robotisation.

A 30 ans environ, votre formation d'ingénieur (AM, Supélec...) et une première expérience similaire acquise dans l'industrie spécialisée dans la transformation des matières plastiques ou (et) dans l'électromécanique de pointe, utilisant des méthodes modernes de fabrication, vous ont préparé maintenant à assumer des responsabilités plus importantes. Votre dynamisme et votre charisme personnel devraient trouver là leur plein épanouissement.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la référence 34911 M à Nicole Le Breuilly, TEG, 18 place Henri Bergson, 75008 PARIS.

direction de SYSTEMA



Paris - Cosmétiques et parfums

## General accounting and reporting manager h-f

Une fonction à développer...

Filiale française d'une importante société internationale spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de parfums et cosmétiques, notre forte croissance en France et à l'étranger nous incite à redéfinir la fonction et à engager le collaborateur de notre Directeur Financier.

Garant de la fiabilité de nos comptes et correspondant comptable auprès de notre maison mère, vous animez et dirigez une équipe d'une dizaine de personnes.

Appuyé par un outil informatique performant, évolutif et adapté au Nouveau Plan Comptable, vous contrôlez la qualité et la fiabilité des enregistrements comptables. Établissez et vérifiez les bilans et en assurez la consolidation. Vous supervisez la trésorerie et effectuez le reporting mensuel et annuel.

De formation supérieure comptable (DECS ou équivalent), vous maîtrisez parfaitement les techniques comptables anglo-saxonnes. L'expérience acquise au sein de sociétés internationales fait de vous, à 35 ans environ, outre le professionnel que vous êtes, celui qui utilise quotidiennement l'outil informatique et pratique couramment la langue anglaise. Nous vous offrons un contexte de travail stimulant dans un secteur porteur et à caractère international.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel en précisant la réf. 34811M à Nicole Le Breuilly, Agence DESSEN - 69 rue de Provence - 75009 Paris.

direction de SYSTEMA





OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

# WANG

## La Banque et les six technologies

- Dans le monde un C.A. de plus de 2 milliards de \$
- En France un C.A. supérieur à 350 millions de Francs
- 500 personnes - Plus de 3.000 systèmes installés
- Une croissance de 40% par an ces dernières années

Pour créer notre service **Finances et Gestion des Services**, nous recherchons un

## RESPONSABLE FINANCIER HF

Il prendra immédiatement en charge :

- La base de données clients de la Société.
- La gestion des revenus "Services".

Puis, progressivement, il sera responsable de tous les aspects financiers des services (gestion des immobilisations, budget, analyse...).

De formation HEC, ESSEC, ESC ou École d'Ingénieurs, il aura impérativement une solide expérience financière d'au moins 5 ans dans le monde informatique et maîtrisera parfaitement l'anglais.

Si une activité motivante ayant de larges perspectives de développement personnel vous intéresse, nous vous remercions d'adresser votre candidature à :

Christian REVERT - Direction du Personnel

WANG FRANCE S.A. - Tour Gallieni 1 - 75/80, Avenue Gallieni, 93174 BAGNOLET CEDEX.

- Pour remplir cette tâche, il aura à sa disposition :
- Un système informatique.
  - Un groupe chargé de la mise à jour de la base installée et de l'administration des contrats.
  - Une équipe de facturation.

# L.E.R.S

Les Laboratoires d'Études et de Recherches Synthétiques  
recherchent pour le groupe Biochimie du Département de Recherche Biologique

## Chef de projet-neurochimiste neuropharmacologue HF

Le titulaire du poste se verra confier la responsabilité d'une unité de recherche et participera à la coordination de l'activité et à la direction scientifique du Groupe, en relation étroite avec le chef de groupe (Dr. B. SCATON).

Le Groupe de Biochimie Pharmacologique a pour but la sélection ainsi que l'élucidation des mécanismes d'action des composés actifs dans divers domaines dont le Système Nerveux Central dans le cadre de projets de recherche en relation avec les autres Groupes du Département de recherche biologique.

Société de recherche de haut niveau, le L.E.R.S. conduit de nombreuses recherches fondamentales orientées vers la découverte de nouvelles molécules comme médicaments. Le L.E.R.S. est d'ailleurs centre O.M.S. pour la Recherche et la Formation en Neurosciences.

Le candidat devra posséder une formation de haut niveau : doctorat d'état ou équivalent, et avoir, en particulier, une bonne connaissance des mécanismes de régulation neurochimique et des techniques biochimiques modernes utilisées dans ce domaine de recherche.

Il devra également justifier d'une expérience post-doctorale d'au moins 3 ans dans ce domaine de la recherche, et avoir une bonne connaissance de la langue anglaise : une expérience dans l'industrie Pharmaceutique serait appréciée.

Lieu de travail : banlieue Sud de Paris.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement et devront être adressées à : Dr. S.Z. Langer, Directeur du Département Biologie, L.E.R.S., 58-60, rue de la Glacière, 75013 Paris.

**arianespace**  
recherche pour sa division production d'EVRY

## ingénieur électromécanicien

Dans le cadre de la réalisation et de l'utilisation des cases à équipements des lanceurs ARIANE, vous serez plus particulièrement chargé de la gestion technique et financière des systèmes mécaniques et électriques ainsi que de leur suivi fonctionnel.

Nous vous demandons de joindre à votre anglo couramment une expérience de 3 à 5 ans dans le domaine des systèmes embarqués (centrales inertielles etc).

Merci d'adresser CV détaillé et lettre manuscrite à

**arianespace**  
Direction Administrative et Financière  
1, rue Soljenitsyne - 91000 EVRY

**Seita**  
Société nationale employant 8 500 personnes, réparties en 40 établissements sur toute la France, nous recherchons pour la Direction des Programmes un

## Contrôleur de gestion PARIS

Sous l'autorité du directeur du Département «CENTRALISATION, OUTILS DE GESTION», au sein d'une petite équipe très expérimentée, il participera à la mise en place d'une nouvelle comptabilité analytique, à l'organisation des procédures, notamment informatiques ainsi qu'à l'établissement des différents éléments financiers (trésorerie, bilan...) prévisionnels de l'entreprise.

Nous souhaitons rencontrer des jeunes professionnels du contrôle de gestion possédant une formation supérieure HEC, ESSEC ou équivalent avec une bonne connaissance du traitement informatique (micro-informatique, utilisation des progiciels). Nous leur demandons de nous parler de leur première expérience réussie dans un service financier comptable ou de contrôle de gestion.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo) réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence 506/IM, 55 avenue Bugeaud - 75116 Paris.

**Bernard Julhiet  
Psycom**  
Membre de Syntec

**benson**  
Société du groupe Schlumberger. La Direction Service Europe à Créteil recherche

## 2 Ingénieurs électroniciens

SUPELEC, TELECOM, ENSL + première expérience

### Formateur technique

Vous organiserez et animerez des formations techniques sur nos produits pour nos Ingénieurs et Techniciens Field (Hard et Soft).

### Support technique produit

Pour une gamme de produit, vous serez l'interface entre les études et le réseau international du Service Après-Vente :

- support technique de haut niveau auprès des équipes du service Field européen,
- responsable de la maintenance du matériel auprès des études et de celle de la conception.

Vous avez une solide expérience étude ou Field et le goût pour les contacts techniques de haut niveau dans un environnement international. Bien sûr, vous parlez couramment anglais.

Envoyez CV manuscrit et prétentions, à la Direction du Personnel de BENSON, sous réf. M 3307, 1 rue Jean Lemaire, Z.I. des Petites Hales, 94015 Créteil.

**benson**

**Cabinet de Conseil  
International**  
recherche

## deux consultants en droit social diplômés hf

Les candidats retenus diplômés de l'enseignement supérieur et possédant 3 à 5 ans d'expérience en entreprise ou en cabinet participent à des missions telles que :

- diagnostic et mise en place de politiques sociales dans l'entreprise,
- audit social d'acquisition ou de restructuration d'entreprise,
- audit de la fonction personnel,
- études et conseils en matière de Droit Social.

Ces postes, basés à Paris (quartier Ecole), au sein d'un groupe jeune et international, nécessitent une bonne connaissance de l'anglais et pourront déboucher sur des possibilités d'évolution rapide.

Ils impliquent un goût affirmé des contacts humains et du travail en équipe, des qualités de rigueur et de méthode, un bon esprit d'analyse et de synthèse, ainsi que de fortes capacités d'adaptation.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo à  
**PIERRE LIGAU S.A.** - sous référence L035 -  
BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra

**INGENIEUR COMMERCIAL** PARIS  
Equipements de Transmissions

Une Société française (C.A. 1 milliard de Francs), occupant une position de leader dans le domaine des transmissions, recherche UN INGENIEUR COMMERCIAL pour développer les ventes de produits dont la fabrication font appel à des technologies de pointe. Il prospectera et suivra une clientèle dont il analysera les besoins, afin d'orienter le développement de nouveaux produits. Il négociera les marchés et les contrats et il stimulera les réseaux de vente France et Export. Il évoluera vers une fonction d'Ingénieur d'Affaires pour piloter des contrats impliquant différentes divisions de la Société. Le candidat devra, âgé d'au moins 33 ans, de formation Ingénieur, et parler Anglais, posséder quelques années d'expérience acquises dans une fonction semblable au sein d'une Société produisant des équipements industriels.

Ecrire sous référence 727/IM à :

**GRH conseils**  
3, avenue de Ségur 75007 PARIS.  
Direction assurée.

**Cadre  
supérieur**

En vue d'association au sein d'une société de conseil, nous recherchons un cadre supérieur.

Agé de 45 ans minimum, vous possédez une formation de type HEC, ESSEC, ESCP...

Très psychologue et bon négociateur, vos qualités de contact et d'autonomie, votre sens de la rigueur et de l'humour font de vous notre candidat idéal.

Adresser lettre manuscrite, C.V. et photo en précisant sur l'enveloppe la réf. 3245 à MEDIA P.A. - 9, bd des Italiens, 75002 PARIS, qui transmettra.

ECS, deuxième Société Mondiale de Location d'Ordinateurs IBM avec un taux de croissance supérieur à 50% par an, recherche

## Analyste financier HF

Il prendra en charge l'analyse financière et les études de risques sur une gamme étendue de clients.

Il a une formation Ecole de Commerce et une première expérience réussie d'au moins 2 années d'analyse financière.

Agé de 25 à 30 ans, sa souplesse et son dynamisme lui permettront de s'adapter rapidement à une équipe jeune et performante.

Merci d'adresser une lettre manuscrite à l'appui de votre CV en spécifiant la référence JL.41.104 à :

**ECS**  
Service Recrutement - 16 rue Washington - 75008 Paris

**ORGANISME  
FINANCIER**  
quartier Opéra recherche

## JURISTE HF

chargé de la mise en place et du contentieux d'opérations de financement variées : crédits long terme, crédits bail immobilier, prises de participation.

Formation : licence en Droit ou équivalent + 2 ou 3 années d'expérience, si possible, dans fonction similaire.

Envoyer CV, photo et prétentions à  
**Madame DUBANTON**  
SODECO  
12, rue Lafayette  
75009 PARIS.

Notre client est l'une des plus importantes Compagnies Mondiales d'Assurances de personnes. Sa filiale française en forte croissance recherche un

## Jeune contrôleur de gestion HF

Rattaché au Directeur financier, il prendra en charge et développera la gestion budgétaire et le reporting.

Homme d'analyse et de méthode, connaissant l'informatique, le candidat que nous recherchons a une première expérience du contrôle de gestion de 2 à 5 ans.

Il est de formation supérieure, type ESC ou Maîtrise de gestion, il parle anglais.

De réelles possibilités d'évolution existent au sein de ce Groupe en plein développement. Le poste est situé à Paris. La rémunération sera fonction de l'expérience.

Si une telle opportunité de carrière vous intéresse, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre, C.V. et prétentions) à Jean-Louis MUTTE, sous la référence 239/38/LM.

**Mutua Kernevez & Ass. scm**  
27, rue du Général-Foy - 75008 PARIS  
Frankfurt-Londres-Paris-Zürich



REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

**HOBART**  
Leader national pour la fabrication des matériels destinés à l'écologie, la Restauration, les Collectivités, recherche son

**chef de service comptabilité industrielle**

Situé au siège central Paris, ce poste d'encadrement est pour des services financiers sous la responsabilité d'un groupe de 4 personnes.

Dans un premier temps, le candidat devra prendre en charge l'ordonnement des prix de revient standard. Son service est responsable du suivi de la comptabilité analytique, du suivi des investissements matériels et de la gestion des marges par produits.

De formation supérieure (École commerciale + DECS, ISG Finances Comptabilité ou Dauphine), le candidat devra justifier d'une précédente expérience réussie dans une fonction similaire.

Les dévoués de haut niveau et motivés seront sélectionnés.

La connaissance de l'anglais est nécessaire.

Merci d'envoyer un dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo, salaire actuel et prétentions) à la D.E.T. CHÉ HOBART - 38, rue Cambon 75001 PARIS Cédex 02.

Un groupe performant du secteur imprimérie recherche :

**CHEF-COMPTABLE**  
Adjoint du Directeur Administratif et Financier.

- Sous l'autorité du D.A.F., il assurera la responsabilité des opérations comptables, la gestion dynamique de la trésorerie et la réalisation des dossiers d'intervention. Il participera à la mise en place d'une informatique efficace.
- Le candidat possède une formation D.E.C.S. ou équivalente. Il justifie une expérience réussie de plusieurs années. La gestion de la trésorerie et le suivi clients le motivent particulièrement.
- Ce poste situé en région parisienne réclame des qualités attachées d'autonomie, de dynamisme et de rigueur.
- Pour un cadre sachant relever un challenge, la fonction est très évolutive.
- La rémunération sera fonction de l'expérience.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous réf. ML 902 à META-CONSEIL, 15, rue de Louvre - 75001 PARIS.

**META conseil**  
AVIGNON, BORDEAUX, CAEN, LE HAVRE, LYON, MONTPELLIER, PARIS.

**NEC** NEC Electronics (France) S. A.  
7ème groupe d'électronique mondiale, un des 3 premiers du semi-conducteur.

**Ingénieurs de vente**

En nous rejoignant, vous contribuerez au but de NEC : l'évolution vers une communication réellement moderne. Sur une des trois clientèles spécialisées : **PEST INFORMATIQUE** • **TELECOMMUNICATION** • **MARCHE AUTOMOBILE**.

Nous vous demandons de promouvoir et de commercialiser l'ensemble des semi-conducteurs NEC.

Pour aborder cette fonction, vous joindrez à une formation d'ingénieur en électronique, une expérience de 2-3 ans de la vente, dans l'idéal sur le marché concerné. L'anglais est impératif.

Si votre intérêt se porte sur le secteur **automobile**, nous vous demandons, comme plus, une excellente connaissance technique et si possible une expérience labo.

Une formation interne Produits-Marchés est envisagée. Des déplacements France et Etranger sont à prévoir. A votre rémunération composée d'un fixe + intéressement sur CA s'ajoutera un véhicule société.

Merci d'adresser C.V. et prétentions ainsi que le marché souhaité à Madame HELLEQUIN, NEC Electronics (France) S. A., Tour Chénouet, 204, Rond Point du Port de Sèvres - 92516 BOULOGNE.

Groupe de 700 personnes, nouvellement constitué (fabrication, vente et installation d'équipements industriels), leader sur son marché, crée le poste de :

**Responsable Formation-Recrutement**

Vous souhaitez un poste concret, opérationnel. Vous désirez être réellement responsable de votre fonction tout en aspirant à un travail en équipe. Vous êtes prêt à défricher, créer, mettre en place. Vous avez une trentaine d'années et nécessairement déjà une expérience réussie dans ces 2 domaines. Nous avons besoin de vous et dès que possible.

Envoyer C.V. et prétentions sous N° 6772 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 Paris - qui transmettra.

**SARIS**

Recherche

**UNE ATTACHÉE COMMERCIALE**

Pour la commercialisation de nos déodorants à MARNE-LA-VALLÉE.

- Niveau d'études : IUT ou Baccalauréat.
- Expérience professionnelle immédiate souhaitée.
- Connaissance de la Ville-Marne-la-Vallée.
- Lieu de travail : Marne-la-Vallée.

Adr. lettre manuscrite C.V., photo à Alain DIEZEL, SARIS, 4, place La Défense, 92090 Paris La Défense, cedex 28.

**L'ESPAGNE : Challenge pour un Ingénieur de Vente**

**NEC** NEC Electronics (France) S. A.  
7ème groupe d'électronique mondiale, un des 3 premiers du semi-conducteur.

Aujourd'hui nous proposons à un ingénieur Electronicien ayant 2-3 ans d'expérience dans la vente des semi-conducteurs, de créer notre implantation espagnole.

Basé en région parisienne avant votre affectation définitive, vous aurez à vous déplacer à raison de 50% de votre temps sur l'Espagne. L'Espagnol est impératif. L'Anglais indispensable. La connaissance du marché espagnol serait appréciable. Une formation produits-marchés est prévue. Votre rémunération se composera d'un fixe + intéressement CA.

Merci d'adresser C.V. et prétentions à Madame HELLEQUIN, NEC Electronics (France) S. A., Tour Chénouet, 204, Rond Point du Port de Sèvres - 92516 BOULOGNE.

Electricité  
Régions : Paris, Le Havre...

**CHEFS D'AGENCE**

Cette entreprise spécialisée dans le domaine de l'électricité, de l'installation et de l'entretien des installations, avec un C.A. de 600 Millions de francs. Elle est implantée dans la moitié Nord de la France ainsi qu'en Guyane et aux Antilles. Son développement et sa restructuration l'amènent à rechercher des Chefs d'Agence.

Une agence est considérée comme un centre de profit. Le Chef d'Agence est chargé de développer et de gérer son agence. Il gère un courant d'affaires auprès des Maîtres d'ouvrages publics et privés, fait les études de prix relatives aux appels d'offres ou aux marchés traités de gré à gré, anime, dirige et contrôle l'activité du personnel de l'Agence (travaux/études/administratif).

Ces postes concernent des Ingénieurs d'Affaires ou Chefs d'Agence dans le domaine des travaux d'électricité dont l'expérience professionnelle est supérieure à 5 ans. Ils sont à pourvoir dans les régions parisiennes et havraises mais le développement de l'entreprise sollicite les postulants d'autres régions à faire acte de candidature.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 10/1216 A/B à :

**EGOR INDUSTRIE**  
8, rue de Berni 75008 Paris.

PARIS LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE  
MILANO PERUBIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID TOKYO

**Pour conseiller nos clients un ingénieur d'assistance technique**

Nos produits, à base de graphite, destinés à l'industrie, répondent à des contraintes technologiques importantes, certains sont standard et adaptés à des domaines très divers, d'autres sont spéciaux, mis au point en étroite collaboration avec nos clients.

A côté de nos ingénieurs de vente, le service d'assistance technique est prêt à intervenir auprès de nos clients dans toute la France mais aussi en Europe, pour aider à trouver les conditions de bonne performance de nos produits ou pour mettre au point ceux qui répondront le mieux aux exigences industrielles. Nous cherchons à renforcer cette équipe en intégrant un ingénieur de formation, d'une trentaine d'années, ayant des connaissances en électrotechnique et/ou en mécanique et sachant utiliser l'informatique.

Peu routinier, il ne devra pas craindre de se déplacer, souvent en voiture, il montrera une bonne autonomie et créera, autant dans notre Société que chez les clients, de bonnes relations grâce à ses facilités de contact. L'anglais est indispensable, l'allemand est souhaité. S'il réussit dans notre Société, filiale française d'un groupe industriel important et rentable, son évolution est certaine. Ce poste basé en Région Parisienne lui sera présenté par les conseils en Recrutement du Cabinet CLEAS. Ecrivez-leur sous référence 8472 LM.

**CLEAS**  
6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS  
MEMBRE DE SYNTHEC

Nous sommes avec nos filiales l'un des premiers groupes français d'ingénierie. Nous offrons à nos clients l'ensemble des services leur permettant de définir et de réaliser leurs projets d'investissement tant en France qu'à l'étranger (chimie, offshore, bâtiment, industries de transformation, techniques diverses...). Compte tenu de notre développement nous recherchons :

**contrôleur de gestion export**

**TRES HAUT NIVEAU.** Vous êtes diplômé d'une grande école de gestion et vous possédez au moins 5 ans d'expérience de contrôle de gestion dans un contexte de préférence proche du nôtre. Vous avez également une expérience comptable. Sous l'autorité du Responsable Financier, vous assurez pour les régions d'exportation l'efficacité et la cohérence de la gestion financière et de l'administration de toutes les activités Service à l'étranger en relation avec les responsables locaux. Sur place vous menez vos missions en toute autonomie. Depuis Paris, vous disposez de l'appui d'experts internationaux. Pour nous à bien vous trouvant, vous utiliserez des programmes informatiques de contrôle budgétaire. Ce poste, basé à Paris, nécessite un anglais aisé et des déplacements à l'étranger de courte durée.

Merci d'envoyer votre candidature à SERETE, Service du Recrutement, 18, rue Raymond, 75013 Paris ou précéder la référence 8477 M.

**serete**  
ingénierie

**ANALYSTE FINANCIER HF**

Chargé du suivi de marchés et de sociétés implantées en Europe ou aux Etats-Unis, vous émettez des recommandations boursières destinées aux Gérants de notre Etablissement.

De formation économique, vous avez si possible une expérience acquise dans l'analyse financière ou l'assistance à la gestion.

Le poste implique de fréquents déplacements et il nécessite la pratique de l'anglais courant.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. et prétentions sous réf. 321 AF à :

**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**  
Service du Recrutement - 7, rue Caumartin, 75009 PARIS

**AMS**

**Jeune ingénieur AM, MINES...**

Mettre en place et prendre en main notre informatique.

Notre jeune société (80 personnes) spécialisée dans le conditionnement et le bouchage par injection plastique pour l'industrie des parfums et cosmétiques connaît une expansion fulgurante sur le plan international.

- Nous venons d'acquies un nouvel outil informatique pour améliorer notre gestion et accélérer notre développement.

- Le jeune ingénieur que nous recherchons sera chargé de mettre en place dans l'entreprise l'ensemble du système.

Les programmes de gestion commerciale et comptable sont déjà au point. Ses efforts porteront donc surtout sur la gestion de la production.

Une première expérience industrielle de 2 ou 3 ans en production serait appréciée. Un candidat de valeur évoluera vite vers des responsabilités plus larges au sein de l'entreprise.

Poste basé à Corby.

Adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, C.V., photo sous réf. 84416 M à notre Conseil.

**telecom**  
226, rue du Fbg Saint Honoré 75008 PARIS.

**Glaxo** LABORATOIRES

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE (C.A. 300 MF, 500 personnes) filiale d'un des premiers groupes internationaux de la santé, nous confortons notre expansion en développant de nouveaux produits et créons le poste de :

**Contrôleur budgétaire HF**

Auprès du Contrôleur de Gestion, vous participerez à l'élaboration des plans à long terme et du budget annuel. Vous serez responsable du suivi des dépenses et assisterez les opérationnels dans la prise des mesures correctives nécessaires. Le reporting vers le Groupe, et la révision, l'adaptation, l'informatisation des procédures budgétaires seront de votre ressort.

Après une formation de type ESC, ESSEC, vous avez acquis une première expérience de 3 à 5 ans de l'entreprise industrielle, ou mieux, du laboratoire. Bien entendu, vous maîtrisez l'anglais.

Si vous souhaitez vous investir dans ce POSTE EVOLUTIF basé à Evreux (27), nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire souhaité) sous la référence C/CBG/LM à notre Conseil Daniel DESJARDINS, qui vous garantira toute discrétion.

**Raymond Poulin Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS











## La poubelle aux emplois

**ROGER CANS**

## Usines transparentes

cette conférence a été l'occasion de relancer l'idée d'une conférence mondiale de la forêt, tenue le 6 mai par le président de la République.

Dans son allocution, vendredi 16 novembre, M. Fabius a insisté sur le fait que la pollution atmosphérique qu'elle soit due à l'action de l'homme ou à la pollution industrielle... Il faut réduire la pollution automobile, a dit le premier ministre. J'insiste et cet égard les constructeurs automobiles à faire résolument passer les véhicules à l'essence catalytisée, afin de pouvoir offrir dans les meilleurs délais des véhicules à la fois peu polluants et économes en énergie... M. Fabius a annoncé qu'il comptait proposer de lui faire actuellement un mission d'étude sur les problèmes des pluies acides. Il s'agit de M. Jean Valroff, député PS des Vosges, le département le plus atteint actuellement.

R. C.

Créateurs d'entreprises,  
vive l'énergie!  
Votre énergie d'entreprendre.

**VIVE** A l'Agence Nationale pour la  
Création d'Entreprises, nous mettons  
toute notre énergie en œuvre  
pour vous aider à passer de l'idée à la réalisation.

**L'ENERGIE!**

Toute l'énergie des responsables de nos POINTS ACCUEIL  
qui, partout en France, vous  
conseillent et vous orientent afin de vous permettre  
de concrétiser vos projets.

Vive l'énergie! Vivent les créateurs d'entreprises!

# POINTS ACCUEIL

des Créateurs d'entreprises  
ouverts au 12/10/84

[illegible]



ÉTRANGER

**En Espagne**  
**En dépit d'un accord signé**  
**entre le gouvernement et le syndicat UGT**  
**La tension reste très vive**  
**dans les chantiers navals**

Madrid. — Alors que les manifestations pour s'opposer à la reconstruction des chantiers navals gagnent chaque jour en violence en Espagne, le gouvernement et la centrale syndicale socialiste UGT (Union générale des travailleurs) ont parvenus, le vendredi 16 novembre, à un accord sur la modernisation des grandes entreprises du secteur, qui, selon les dernières estimations, perdront en 1984 52 milliards de pesetas (2800 millions de francs).

Cet accord met fin à une négociation qui a duré près d'un an, et dont se sont successivement retirés les trois autres syndicats : les commissions ouvrières (communistes), ainsi que les centrales nationalistes basques ELA et galiciennes INTG. Face à l'agitation sociale suscitée par son projet de reconversion, et désireux de renforcer la position de l'UGT qui a assumé un grand rôle politique en acceptant de signer cet accord en solitaire, le gouvernement a finalement cédé à plusieurs des revendications de la centrale socialiste. Contrairement à ce qui avait été initialement prévu, aucun des grands chantiers ne sera fermé pendant les douze prochains mois. Durant ce laps de temps, le gouvernement procédera à une étude approfondie des perspectives d'avenir. Entre-temps, les nouvelles commandes seront réparties entre les différents chantiers en fonction de leur « rentabilité estimée ». Par ailleurs, le gouvernement s'engage, dans un délai de trois ans, à l'ou-

vrir de nouveaux emplois à l'ensemble de la main-d'œuvre considérée en sureffectifs. Les contrats de travail ne sont donc pas réalisés, mais simplement suspendus.

Le gouvernement consent en fait de la sorte à reporter d'un an les mesures les plus douloureuses de la reconversion, comme la fermeture de certains chantiers au Pays basque ou en Galice, qui se révéleront certainement indispensables à pas suffi à satisfaire les trois centrales syndicales contestataires, qui ont déjà rejeté l'accord accepté par l'UGT. Il est donc vraisemblable que l'agitation continuera.

Les affrontements entre travailleurs des chantiers navals et forces de l'ordre sont déjà particulièrement violents à Bilbao, où ils ont pris l'allure d'une véritable guérilla urbaine. Armés de billes d'acier, de cocktails Molotov, d'écrous et de clés à molette, les ouvriers du chantier d'Euzakaldu affrontent tous les jours la police dans le centre de la ville, bloquant la circulation et forment des barricades. Les blessés se comptent déjà par dizaines en Biscaye, tandis que les incidents commencent également à se multiplier en Galice et aux Asturies. Tout porte à croire qu'en cherchant à s'assurer un répit, le gouvernement risque en fait de prolonger l'agitation et d'insuffler une énergie nouvelle à ceux qui se refusent à accepter comme inévitable la reconversion industrielle.

**LA SUÈDE VA REMBOURSER**  
**PAR ANTICIPATION**  
**UN EMPRUNT**  
**DE 1,2 MILLIARD DE DOLLARS**

La Suède va rembourser en février prochain un emprunt de 1,2 milliard de dollars, émis en janvier 1983, à échéance de 1993, sous la forme de « billets » (notes) à taux flottant.

En même temps, elle va tirer sur une ligne de crédit de 4 milliards de dollars ouverte en juin dernier par un consortium de banques internationales, et à ce titre, emprunter 200 millions de dollars au taux interbancaire à trois mois.

En octobre dernier, la Suède avait déjà emprunté 500 millions de dollars au taux de l'euro-dollar à six mois. Dans ces deux derniers cas, ce pays a obtenu des conditions bien plus avantageuses que ses dernières années, essentiellement sur le montant des commissions bancaires, sensiblement diminuées.

La Suède, dont la dette extérieure s'élève à 16 milliards de dollars, davantage que la France, toutes proportions gardées, et dont le crédit s'améliore auprès de l'étranger, a entrepris de « réaménager » cette dette, d'abord en diminuant les frais, comme on l'a vu, ensuite en la consolidant et en allongeant les durées, ce qui permet d'alléger le poids des échéances semestrielles ou annuelles. En février dernier, par exemple, les autorités suédoises avaient pu emprunter 500 millions de dollars sur quarante ans, une véritable première dans ce domaine.

● Le Chili va rééchelonner sa dette extérieure. — Le Chili a ouvert des pourparlers avec les banques internationales pour rééchelonner sa dette extérieure, qui atteint 21 milliards de dollars.

EMPLOI

**AUX RENCONTRES D'AURILLAC**

**Les ministres du travail et de l'agriculture élaborent**  
**ensemble une « stratégie de développement » du monde rural**

Aurillac. — MM. Delebarre et Souche, respectivement ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et secrétaire d'Etat à l'agriculture et à la forêt, ont signé le 16 novembre, à Aurillac, une convention pour l'action conjointe des deux ministères en faveur du développement de l'emploi et de l'activité économique en milieu rural.

Le même jour, M. Souche, en tant que maire d'Aurillac, cette fois, et M<sup>me</sup> Hélène Blanc, commissaire de la République du département du Cantal, ont signé un protocole d'accord pour la création de cent cinquante emplois d'utilité collective.

Ces deux contrats étaient passés après un colloque de trois jours, « Les rencontres d'Aurillac », auquel cinq cents personnes, des fonctionnaires, des animateurs locaux, des élus, des industriels, venus de toute la France ont participé. Il avait pour thème « Développement local et initiatives », l'audience instantanée par les promoteurs eux-mêmes (1) montre assez la vigueur du thème du développement local, lié à la crise, stimulé par la décentralisation et aujourd'hui pris en compte par les pouvoirs publics.

Un emploi industriel sur six est situé dans une commune rurale. Si l'on décale les agriculteurs, il y a aujourd'hui plus d'ouvriers vivant dans les communes rurales (49 %) que dans les zones urbaines (39 %). C'est ce qu'enseigne le recensement de 1982. Ce milieu rural est affecté plus spécifiquement par la crise.

De notre envoyé spécial

L'industrie traditionnelle qu'on y rencontre appartient à des secteurs en cours de restructuration dans des régions du monde où la main-d'œuvre est abondante. L'activité de production agricole elle-même est freinée, du fait des excédents européens ou mondiaux.

Mais, dans le même temps, on constate un foisonnement d'initiatives, de créations de petites entreprises, mouvement hérité du désir — et du slogan — de « vivre, travailler, décider au pays ».

Dans le document-cadre diffusé à l'occasion de la signature de la convention entre les ministères du travail et de l'agriculture, on peut lire : « Ce contraste entre les effets destructeurs de la crise et l'effet créateur des opportunités nouvelles est sans doute la clé d'une politique rurale pour les années à venir (...). Or les risques de destruction s'évaluent mieux aujourd'hui que les possibilités de reprise, surtout lorsqu'elles sont dispersées et diffuses. L'effet multiplicateur des initiatives locales est mal connu. »

Quoi qu'il en soit, les deux ministères ont décidé d'associer leurs efforts pour atténuer les « effets destructeurs » de la crise, stimuler les créations, relancer l'économie agricole et forestière à une économie rurale diversifiée, valoriser les ressources locales, les produits et sous-produits de l'agriculture et de la forêt, organiser enfin la pluriactivité. Plus concrètement, les deux administrations vont harmoniser leurs actions dans trois domaines, celui de la formation et de l'information, celui des outils pour l'emploi ou la formation, enfin celui du fonctionnement des services.

Les services de l'agriculture, sur les expériences d'aménagement rural, la délégation à l'emploi sur la vie des entreprises, disposent de connaissances et d'un savoir-faire qui devront être collectés et mis à la disposition de chacun, notamment au travers d'un fichier d'expériences, diffusable sur un réseau télématique. Actions conjointes encore pour la formation des élus, ou des agents des services extérieurs des ministères ou dans l'organisation de manifestations telles que « Les rencontres d'Aurillac ».

Les outils mis au point par le ministère du travail tels que les emplois d'initiative locale (2), les contrats installation-formation des artisans (CIFA) ou les contrats emploi-formation-production (CEFP), destinés à stimuler la coopération entre les entreprises, seront mis en œuvre par les services de l'agriculture et autant que possible adaptés aux entreprises agricoles. Le ministère de l'emploi va s'intéresser aux services de remplacement afin que les droits des salariés et les besoins des entreprises soient assurés.

La création d'entreprises dites « intermédiaires », visant à faciliter l'insertion de personnes en difficulté, le soutien de PMI innovantes par casillage des grandes entreprises, l'accent mis sur l'agro-alimentaire et la filière bois, sont encore autant d'actions sur lesquelles les deux ministères peuvent coordonner leurs efforts pour relancer l'emploi en milieu rural. Dans la mesure du possible encore, ces actions essaieront de répondre au souci de globalité que les communes manifestent de plus en plus dans leur approche du développement. Le ministère du travail a favorisé la création des comités locaux ou des comités de bassin d'emploi. Celui de l'agriculture soutient la création des chartes intercommunales du développement et d'aménagement du milieu rural. Ces deux structures sont naturellement invitées à travailler ensemble.

Cet effort de globalisation est demandé aussi aux services extérieurs des ministères, car « le changement de nature des compétences, dû à la décentralisation, doit inévitablement entraîner un fonctionnement de type plus « horizontal » au sein de l'administration qu'il s'agisse des personnels ou des moyens techniques et financiers ».

On peut se demander, comme le fit M. Delebarre, si voir deux ministres signer une convention « représente un si grand progrès ». « Il s'agit essentiellement », estime le ministre du travail, d'un signal pour l'opinion et les gens des ministères qui doivent collaborer. »

Cette nouvelle approche « horizontale » de l'action des pouvoirs publics, les fonctionnaires de terrain semblent y être sensibles. La présence de nombre d'entre eux dans les différents ateliers et carrefours des « Rencontres d'Aurillac », à la fois lieux d'échanges et de recyclage professionnel, tend à le prouver. Pour l'opinion, la tâche est plus difficile. Si les médias locaux (surtout les nouveaux) s'y emploient, les moyens d'information nationaux ont mal perçu la transformation en profondeur apportée par la décentralisation. Le caractère diffus du mouvement de développement local empêche de bien le saisir. Pourtant, le rôle de l'information dans le déve-

loppement économique est primordial dans la mesure où savoir-faire et faire savoir vont de pair. « Le jour où l'on diffusera à l'heure de Dallas, des films sur des expériences locales de développement, avec des renseignements pratiques, le problème de l'isolement des animateurs, et de la communication en général, sera peut-être réglé. » Ce n'était qu'une boutade lancée par un participant aux rencontres. Et pourtant...

JACQUES GRALL

(1) Ces rencontres ont été organisées par le ministère de l'agriculture, le ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, le groupe d'études parlementaire sur l'aménagement rural, l'Association des maires de France, le Conseil national des économies régionales et de la productivité, l'Association nationale pour le développement local et des pays, le comité de bassin pour l'emploi d'Aurillac et la ville d'Aurillac.

(2) Sur les seize mille emplois d'initiative locale (EIL) créés, un tiers environ concerne l'agriculture, la forêt et les activités non agricoles en zone rurale (dans les domaines du recyclage des déchets, des économies d'énergie, des services au public, de l'animation culturelle).

“Depuis que j'ai rencontré mon Agent de Change mon portefeuille m'éblouit.”



**M**on portefeuille de valeurs mobilières, c'est moi qui l'ai constitué, progressivement. Tout seul. Je le gère moi-même, en m'informant, en étudiant, en comparant.

C'est difficile, ça prend du temps, mais j'aime ça. Tout allait bien jusqu'à ce que je constate que mes performances auraient pu être meilleures. Je laissais passer des occasions. Bref, je commençais à perdre confiance en moi.

Alors, j'ai décidé de rencontrer un Agent de Change. Il m'a tout de suite compris et m'a proposé de mettre mon portefeuille chez lui, en compte conseil.

Depuis, mon portefeuille a trouvé un souffle nouveau. Ma stratégie de placements est devenue claire. Je reçois régulièrement des conseils. J'ai des propositions et des réponses concrètes aux questions que je me pose. Et ça, c'est mon Agent de Change qui me l'apporte.

Bureau d'Accueil des Agents de Change : 4, place de la Bourse, Paris 2<sup>e</sup>. Ouvert du lundi au vendredi de 10 h à 18 h 30. Vous pouvez aussi écrire ou téléphoner : Paris 297.55.55 / Bordeaux (56) 44.70.91 / Lille (20) 55.68.20 / Lyon (7) 842.54.71 / Marseille (91) 90.70.32 / Nancy (8) 336.56.97 / Nantes (40) 48.41.96.

Les Agents de Change accroissent la marge de sécurité de vos placements.

**17**  
**NOVEMBRE**  
**25**  
**FRANCS**  
**32**  
**PROGRAMMES**  
**N° SPECIAL**  
**"VOTRE ORDINATEUR"**  
VOTRE ORDINATEUR a réuni dans ce numéro ses 32 meilleures fiches programmes - jeu, éducation, gestion familiale, dessin, etc. Elles s'adaptent sur tous les ordinateurs : APPLE, ATARI, COMMODORE 64, ORIC, YENO, SINCLAIR, THOMSON, etc. Avec ce numéro spécial, apprenez le b.a.ba du basic par la pratique. En vous amusant.

**VOTRE ORDINATEUR, LE MAGAZINE DE L'INFORMATIQUE A LA MAISON.**

**VOTRE BASIC**  
**BASIC**  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX PRATIQUE



## AFFAIRES

### La Lyonnaise des eaux renforce ses positions au Canada

La Lyonnaise des eaux et son partenaire du Canada, le groupe Desjardins, viennent de signer une lettre d'intention avec Gaz Métropolitain Inc., une société québécoise qui exploite un réseau de distribution de gaz naturel par voie de canalisations souterraines dans la grande région de Montréal. Cet accord, qui va permettre au groupe français de renforcer ses positions au Canada, conforte la politique d'« internationalisation » de ses activités, concrétisée tout récemment par l'accord conclu avec la compagnie japonaise Daieiippon Ink and Chemicals (DIC), dont la moitié de la division « traitement des eaux » va passer sous le contrôle de la Lyonnaise des eaux par l'intermédiaire d'une société mixte créée à cet effet (le Monde du 3 novembre 1984).

Dans le cas présent, la Lyonnaise des eaux, qui est déjà représentée hors de l'Hexagone par des filiales aux États-Unis, au Canada, en Espagne, dans certains pays du Pacifique et en Arabie saoudite, notamment, va utiliser la société canadienne Sonexau comme pivot central autour duquel seront regroupées les interventions des trois firmes locales. Elle aura en échange l'exploitation et la maintenance des usines de traitement d'eau dans ce pays.

Filiale de la Lyonnaise des eaux et de la société d'investissement Desjardins à travers une société commune — Sidly — l'entreprise Sonexau va accueillir dorénavant Gaz Métropolitain Inc. avec des participations au capital qui seront respectivement de 40 %, 20 % et 40 % à l'issue de la fusion intervenant entre Sidly et Sonexau.

Cette nouvelle structure, qui sera opérationnelle le 15 janvier 1985, permettra à la Lyonnaise des eaux de disposer d'un seul outil associant Desjardins, « un groupe financier coopératif très connu au Canada, présent dans toutes les communes et dont le bilan atteint 475 millions de dollars canadiens » (1) à la société Gaz Métropolitain, « une entreprise de travaux publics de 650 millions

de dollars de chiffre d'affaires et qui dispose d'un réseau réparti dans une soixantaine de municipalités québécoises », nous a précisé le président de la Lyonnaise, M. Jérôme Monod.

« Les opérations d'assainissement et de traitement des eaux sont un des grands problèmes du Québec. Ce sera là notre premier rayon d'action », a-t-il ajouté, « mais celui-ci pourrait s'étendre par la suite à la province voisine de l'Ontario », l'une des plus riches et des plus peuplées du Canada.

S.M.

(1) 1 dollar canadien = 6,90 FF.

### LES ACTIVITÉS NANTAISES DE CREUSOT-LOIRE SONT REPRISES PAR DES FIRMES AMÉRICAINES ET ALLEMANDES

Le tribunal de commerce de Paris vient d'accepter la reprise des activités nantaises de Creusot-Loire par des firmes étrangères. L'américain Rockwell, numéro un mondial des rotatives offset, qui dispose déjà en France d'une filiale (Rockwell Graphic System), va reprendre la fabrication du matériel d'imprimerie. Une offre française concurrente, par Seailles et Tison, fabricant de petites machines à imprimer, qui emploie 200 personnes et a connu récemment des difficultés, n'a sans doute pas paru donner toutes les garanties suffisantes.

Pour les aéroréfrigérants, c'est là encore, le leader mondial, l'allemand de l'Ouest GEA qui l'a emporté sur la proposition franco-belge Hamon-Sobelco, pour, dit-on, 1 franc, mais avec un plan d'investissement d'une cinquantaine de millions.

An total, quelque 320 emplois seront supprimés, mais les personnes touchées seront « transférées » au siège de Creusot-Loire pour pouvoir bénéficier des avantages de la convention de la sidérurgie (CGPS).

### Agriculture

### LA COOPÉRATIVE LAITIÈRE DE HAUTE-NORMANDIE LIMOGES SON DIRECTEUR GÉNÉRAL

(De notre correspondant)

Rouen. — M. Pierre Lemaitre, directeur général de la Coopérative laitière de Haute-Normandie (CLHN-Nova), a été limogé par le conseil d'administration de l'établissement.

Cette décision intervient alors que la centrale laitière connaît des difficultés liées à la mise en œuvre d'un plan de restructuration qui prévoit la fermeture d'une des laiteries de la coopérative à Dieppe, spécialisée dans la fabrication de lait UHT (longue conservation). Il serait reproché à M. Lemaitre d'avoir trop tardé dans la mise en œuvre de ce plan, qui entraînera la disparition de cinquante et un emplois à Dieppe.

Dans le même temps, M. Michel Ledru, président de la Fédération nationale des producteurs de lait et président de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles (FDSEA) de Seine-Maritime, a été nommé administrateur délégué de la CLHN, à la tête d'un comité de gestion composé de cinq membres parmi lesquels on retrouve M. Daniel Deneux, président de la Caisse nationale du Crédit agricole, et M. Levasseur, actuel président en titre de la CLHN.

E. B.

■ **Informations américaines :** les difficultés de Storage Technology. — La Chemical Bank a refusé un crédit-relais de 15 millions de dollars à la société américaine d'informatic Storage Technology, placée depuis le 31 octobre sous la protection du chapitre 11 de la loi sur les faillites (l'équivalent de la suspension provisoire de poursuites dans le droit français). Ce crédit était nécessaire pour la continuation des activités (fabrication des périphériques d'ordinateur) et le paiement des quatorze mille employés. Dixième société américaine d'informatic, Storage Technology a subi l'an passé des pertes de 41 millions de dollars pour un chiffre d'affaires de 887 millions de dollars.

### LE PLAN ACIERS SPÉCIAUX

### L'usine de Fos pourrait être maintenue

La société Asco-Métal, filiale à 51 % de Sacilor, et à 49 % d'Usinor, qui regroupe les activités des deux groupes dans les aciers spéciaux de construction, ne présentera au comité d'entreprise, le 20 novembre, que les grandes lignes de son plan de restructuration. Les détails de ce plan ne seront connus que d'ici à la fin de la semaine prochaine, le choix entre les différentes options possibles n'étant pas arrêté. Les dirigeants et les pouvoirs publics s'interrogent encore sur l'opportunité de fermer l'usine d'acier à roulements d'Ugine-Fos.

La fermeture de cette usine avait été décidée lors du conseil des ministres du 29 mars dernier. Mais Asco-Métal s'est aperçu que le rapatriement de ses fabrications dans les sites conservés des Dunes (Nord) et du Marais (Loire), appartenant sous deux à la Compagnie française des aciers spéciaux (CFAS) — celui de Pompey (Meurthe-et-Moselle) et celui de Hagondange (Moselle) à la Société des aciers fins de l'Est (SAFE) présentait de grandes difficultés techniques et commerciales.

Ne pas fermer l'usine de Fos entraînera des pertes d'emplois sur tous les sites, avec un total de 2.800 à 3.500 suppressions sur un effectif de 9.800 personnes pour l'ensemble Asco-Métal.

E. B.

### Mort d'une SCOP

Les Ouvriers réunis du bâtiment (ORB) disparaissent. Le tribunal de commerce d'Angers, qui a reçu le dépôt de bilan, a prononcé l'apremi même la liquidation des biens de cette SCOP (Société coopérative ouvrière de production) née à Cholet (Maine-et-Loire) il y a trente-quatre ans. La justice est pour une fois expéditive.

La perte cumulée à fin 1983 était de 3 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 36 millions. Le carnet de commandes peut assurer cinq mois d'activités, mais le chiffre d'affaires depuis le début de l'année représente la moitié de ce que l'on espérait.

La situation s'était dégradée depuis plusieurs années, avec la crise nationale du bâtiment, qui a

conduit au rachat par de grands groupes de plusieurs PME de la région. Il y a cinq ans, l'ORB employait deux cent cinquante personnes.

Aujourd'hui, il se cent soixante, dont quatre-vingt coopérateurs. Il y a parmi les salariés une quarantaine de travailleurs immigrés.

Le drame de l'ORB, c'est celui de bien des PME du bâtiment : la structure d'une grande entreprise régionale (avec une usine de préfabrication) et une lourdeur administrative héritée des années d'euphorie, sans que des solides réserves permettent de résister à la tourmente.

J. D.

### Pour protester contre l'incarcération d'un dirigeant

### PLUS DE 5 000 ARTISANS ET COMMERÇANTS MANIFESTENT À QUIMPER

Plusieurs milliers de commerçants et artisans (5 000 à 9 000 selon les sources) ont manifesté dimanche 18 novembre à Quimper pour demander la libération de M. Yves Le Loc, président du comité de défense des commerçants et artisans du Finistère, incarcéré le 14 novembre à la suite du saccage de l'étude d'un huissier de justice.

Les manifestants, venus de toute la France, ont organisé un meeting avant de défiler en ville à l'appel de plusieurs organisations professionnelles, dont le CID-UNATI, le SNMPL, et différentes chambres de métiers. Une délégation a été reçue à la préfecture.

M. Pierre Desnues, délégué régional du SNMPL, a proposé la tenue d'une manifestation nationale à Paris « comme celle pour la défense des écoles libres ». La proposition a été approuvée par acclamations par l'ensemble des participants.

Dans une motion signée par tous les syndicats présents, les commerçants se sont déclarés « solidaires » et ont indiqué que si d'ici à la fin de 1984 les comptes de commerçants et artisans bloqués pour non-paiement des cotisations obligatoires « n'étaient pas débloqués et si des négociations sérieuses n'étaient pas ouvertes immédiatement », ils s'engageaient tous « à faire la grève des cotisations début janvier 1985 ».

Environ 400 commerçants et artisans ont, d'autre part, manifesté le même jour à Lorient devant la prison et ont commis des dégradations dans un bâtiment annexe.

■ **Pétrole :** l'URSS n'attend pas ses objectifs. — L'URSS (premier producteur mondial) a produit 512 millions de tonnes de pétrole au cours des dix premiers mois de l'année, indique le mensuel Ekonomicheskaya Otsenka, ce qui ne permet pas de constater un redressement de la situation de ce secteur-clé de l'économie soviétique. — (AEP.)

# ACIERS DE PRECISION POUR INDUSTRIES EXIGEANTES

Pour pouvoir alimenter les chaînes robotisées de l'industrie de demain, les nouveaux aciers exigent des technologies de production rigoureuses aux caractéristiques très précises : aujourd'hui, l'automatisation des procédés sidérurgiques est une réalité.

De la coulée continue aux laminés et aux trains à bandes, l'informatique aide progressivement les hommes à resserrer leurs contrôles.

Contrôle en continu des tôles par ultra-sons, contrôle de profil des poutrelles par lasers, contrôle du laminage à égalisation optimale par ordinateur... Les ingénieurs du Groupe USINOR vivent intensément une nouvelle génération de l'acier.

Qualité des procédés, des produits, du service : l'avenir de la sidérurgie est dans la qualité. Et les hommes du Groupe USINOR le savent.

**Une nouvelle sidérurgie est en train de naître**



## DIALOGUE ENTRE UN DIRIGEANT D'ENTREPRISE ET DECIDER'S, CONSEIL EN COMMUNICATION "CORPORATE"

### LE CHEF D'ENTREPRISE:

Les entreprises sont désormais continuellement sur la sellette: les médias s'intéressent à leurs activités avec une attention nouvelle. De surcroît, leur personnel et leurs réseaux se montrent particulièrement sensibles à ce qui se dit d'elles. Faut-il réagir à cette évolution?

### DECIDER'S:

Aujourd'hui, le consensus français autour de l'entreprise se réalise enfin: elle est reconnue dans son rôle moteur de l'économie. Cela la libère mais crée aussi des nécessités, un devoir informatif. L'époque du "vivons cachés pour être tranquille" est révolue. Cela fait des années que les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne et la Grande Bretagne ont compris cela.

### LE CHEF D'ENTREPRISE:

Nous constatons chaque jour que l'identité de l'entreprise perçue à l'intérieur est un facteur de motivation du personnel. Quant à sa réputation à l'extérieur, elle intervient directement dans les choix des acheteurs français ou étrangers.

L'image compte donc partout. Mais l'environnement sur lequel s'inscrit cette image apparaît varié et complexe. Clients, distributeurs, importateurs, administration, associations, financiers, politiques: chacun peut influencer à un moment ou un autre sur le développement de l'entreprise. Quelles solutions proposez-vous?

### DECIDER'S:

En créant Decider's, Pierre Homsy et Bernard Rideau ont voulu répondre clairement par un concept très simple: dans la communication "corporate", rien ne doit être négligé. Il faut répertorier, analyser, apprécier toutes les occasions qui mettent en relation l'entreprise avec les milieux où se fabrique son image. Le discours des dirigeants, la mobilisation du personnel, le compte-rendu des activités par la presse, la connaissance

des dossiers par les pouvoirs publics, l'information diffusée dans tous les créneaux stratégiques (finances, syndicats, associations), le logo, la campagne institutionnelle, une manifestation, les relations avec les médias doivent être intégrés dans une communication globale pour promouvoir le capital-image de l'entreprise.

### LE CHEF D'ENTREPRISE:

Il convient donc de ne pas agir au coup par coup, ni en fonction des seules circonstances: il faut gérer son capital-image selon une stratégie à moyen et long terme. D'accord, mais comment procédez-vous?

### DECIDER'S:

Le capital-image d'une entreprise ne peut se construire en quelques jours. Il convient de composer avec le temps pour s'en faire un allié.

Première étape: un audit complet d'image. Un sondage n'est pas la panacée: il s'agit de conduire une investigation dans tous les secteurs où l'entreprise se trouve engagée, sans en oublier aucun. A partir de cette étude déployée dans tout le cercle relationnel de l'entreprise, on passe à la seconde étape: la définition d'un modèle de communication adapté pour être déployé dans le temps. Secteur par secteur, les actions sont définies et programmées. Troisième étape: la réalisation. Elle est sans cesse évaluée dans ses résultats et la trajectoire stratégique corrigée si nécessaire. Mais l'entreprise reste libre de choisir ses partenaires pour les diverses missions à exécuter. La spécificité de Decider's est de pouvoir intervenir sur n'importe quel créneau, avec ses moyens propres ou ceux, réputés, du groupe Homsy Delafosse et Associés pour les campagnes institutionnelles.

### LE CHEF D'ENTREPRISE:

La méthode est appréciable, mais suffit-elle? A l'évidence les relations publiques des années 1970

sont périmées. Les techniques de communication doivent se spécialiser et s'améliorer. Etes-vous sûr de pouvoir agir plus efficacement qu'une agence de publicité classique?

### DECIDER'S:

Certaines agences de publicité modifient le titre de quelques collaborateurs ou changent l'appellation d'une filiale pour proposer ce genre de services. Decider's, c'est une équipe pluridisciplinaire qui fonctionne comme un cabinet d'avocats. La confidentialité est la règle. L'ouverture dans tous les milieux où se situent les décideurs et les pôles d'influence est assurée en permanence, grâce à la compétence des hommes qui animent Decider's.

### LE CHEF D'ENTREPRISE:

Votre expérience diffère, en effet, de celle des agences de publicité, lorsqu'on évoque la communication "corporate": Decider's élargit le champ d'action pour couvrir l'ensemble de nos problèmes. Mais concrètement comment agissez-vous?

### DECIDER'S:

Decider's cherche d'abord l'information dans l'entreprise car elle y existe toujours. Encore faut-il déterminer la bonne, choisir sur qui l'acheminer, assurer sa transmission. Decider's maîtrise l'ensemble des techniques et des moyens.

Ainsi, en fonction des objectifs, Decider's conseille l'action la mieux appropriée. Par exemple, l'entraînement d'un dirigeant d'entreprise à l'expression orale et audiovisuelle peut peser plus lourd qu'une campagne publicitaire institutionnelle de 20 millions de Francs! Decider's ne confond pas l'action en profondeur à long terme et la mobilisation rapide pour un coup de feu: ses équipes sont rompues à toutes les sortes d'interventions. Nous sommes les premiers à avoir une approche aussi complète en France. Nous ferons tout pour demeurer les meilleurs.



Pour poursuivre ce dialogue contactez directement Pierre Homsy ou Bernard Rideau.  
Decider's 216 boulevard Saint-Germain 75007 Paris. Téléphone: 544.38.67 ou 544.14.28

*Decider's*  
Groupe Homsy Delafosse & Associés

UNE NOUVELLE MANIÈRE DE COMMUNIQUER



## PRÉFECTURE DE LA SAVOIE

Direction de l'Administration générale et de la réglementation  
2<sup>e</sup> bureau

Avis d'ouverture d'enquête publique - Aménagement de la chute de St-Alban-des-Villards

Electricité de France a déposé une demande de concession pour l'aménagement et l'exploitation de la chute de St-Alban-des-Villards sur le Glandon, dans le département de la Savoie.

M. le préfet, commissaire de la République du département de la Savoie, informe le public que, en application de la décision en date du 17 mai 1984 de M. le ministre de l'Industrie et de la Recherche, le dossier de la chute de St-Alban-des-Villards présenté par Electricité de France à l'appui de ladite demande de concession sera soumis à enquête publique, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Le dossier soumis à enquête comportera une étude d'impact sur l'environnement conformément aux dispositions du décret du 12 octobre 1977 pris pour l'application de la loi du 10 juillet 1976, relative à la protection de la nature.

1. - L'enquête publique s'ouvrira à la préfecture de la Savoie, où le dossier d'enquête sera déposé du 12 novembre 1984 au 11 janvier 1985 inclus. Il sera joint à ce dossier un registre d'enquête dans lequel le public pourra consigner ses observations.

Le dossier pourra être consulté tous les lundis, mardis, mercredis, jeudis, vendredis non fériés, ainsi que le dimanche 2 décembre 1984 et le 6 janvier 1985.

En outre, dès la signature de l'arrêté d'ouverture d'enquête par M. le préfet, commissaire de la République du département de la Savoie, le dossier d'enquête a été rendu accessible à quiconque en a fait la demande à la préfecture, et ce sans limitation de durée.

Pendant les mêmes périodes d'enquête et les mêmes jours, le dossier pourra également être consulté à la sous-préfecture de St-Jean-de-Maurienne, ainsi que dans les communes de St-Alban-des-Villards, St-Colomban-des-Villards et St-Etienne-de-Cuines.

Pendant ces périodes, le dossier pourra être consulté aux heures ci-après :

Préfecture de la Savoie :  
de 9 h à 11 h 45 et de 14 h à 16 h 30

Sous-préfecture de St-Jean-de-Maurienne :  
de 9 h à 11 h 30 et de 15 h à 17 h 30

Mairies de St-Alban-des-Villards :  
de 8 h 30 à 11 h et de 15 h à 17 h 30

St-Colomban-des-Villards :  
de 9 h à 11 h 30 et de 15 h à 17 h 30

St-Etienne-de-Cuines :  
de 9 h à 11 h 30 et de 15 h à 17 h 30.

Les dimanches 2 décembre 1984 et 6 janvier 1985, le dossier pourra être consulté à la sous-préfecture de St-Jean-de-Maurienne de 14 h à 18 h et dans les mairies des communes de St-Colomban-des-Villards et St-Etienne-de-Cuines de 8 h à 12 h, de St-Alban-des-Villards de 14 h à 18 h.

Les dimanches 2 décembre 1984 et 6 janvier 1985, le dossier pourra être consulté à la sous-préfecture de St-Jean-de-Maurienne de 14 h à 18 h et dans les mairies des communes de St-Colomban-des-Villards et St-Etienne-de-Cuines de 8 h à 12 heures, de St-Alban-des-Villards de 14 h à 18 h.

Dans chacun de ces lieux de consultation, un registre subsidiaire sur lequel le public pourra consigner ses observations sera joint au dossier.

2. - Pendant la durée de l'enquête, les observations pourront également être déposées par écrit au président de la commission d'enquête à la sous-préfecture de St-Jean-de-Maurienne.

Les observations faites sur le projet pourront en outre être reçues par un des membres de la commission d'enquête, pendant les trois derniers jours ouvrables de l'enquête, du 9 janvier 1985 inclus, au 11 janvier 1985 inclus entre 9 heures et 11 heures 30 et 15 heures et 17 heures 30, à la sous-préfecture de St-Jean-de-Maurienne ainsi qu'à la mairie de St-Alban-des-Villards aux mêmes heures.

La commission d'enquête sera composée de trois membres :

Président : Monsieur Toulouze Jean, architecte honoraire - 266, rue de la République, 73300 St-Jean-de-Maurienne.

Membres : Monsieur Godard Denis, géomètre expert DPLG - 327 rue Saint-Pierre, 73300 St-Jean-de-Maurienne.  
Monsieur Crinél Séraphin, ingénieur TPE en retraite - La Minoret, rue Bourgeois, 73300 St-Jean-de-Maurienne.

3. - Après la clôture de l'enquête, les copies du rapport de la commission d'enquête concernant ses conclusions motivées et les réponses du pétitionnaire aux observations présentées au cours de l'enquête seront déposées dans chacune des mairies des communes intéressées ainsi qu'à la sous-préfecture de St-Jean-de-Maurienne et à la préfecture de la Savoie.

La communication de ces documents pourra être faite à toute personne en faisant la demande au préfet, commissaire de la République du département de la Savoie.

CHAMBERY, LE 13 OCT. 1984  
LE PRÉFET  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE  
JEAN DUSSERRE

## EXPORTER EN ARABIE

Palmette société transport-marchandises, importations, exportations, implantation commerciale et industrielle. SAMIC, 10 bis, rue des Polonais, 92200 Neuilly - 747-88-28

## Paris-Colombo un avant-goût du Paradis



## Vendredi et dimanche, partez vers le Paradis

Deux fois par semaine, venez découvrir le bœuf de notre service, en route vers Colombo. Dégustez nos vins, choisissez votre menu, même en classe économique, et laissez-vous séduire par le service chaleureux qui n'appartient qu'à ceux qui vivent au Paradis.

Consultez votre agent de voyages ou Air Lanka à Paris, 9 rue du 4-Septembre, Paris 75002. Tél. 297.43.44.

## SOCIAL

### LE XV<sup>e</sup> CONGRÈS CONFÉDÉRAL DE FO

## La victoire et la grogne

L'histoire se répéterait-elle ? Le XV<sup>e</sup> congrès confédéral de Force ouvrière, qui va se réunir à partir de mardi, se déroulera aux mêmes dates - du 20 au 23 novembre - et au même lieu - Paris - que celui de 1963, lorsque M. André Bergeron avait accédé aux fonctions de secrétaire général.

La différence est que le syndicalisme le plus populaire de France, si l'on en croit toutes les enquêtes d'opinion, va solliciter un huitième mandat et que le Parc floral de Vincennes va remplacer la Mutualité pour accueillir, il est vrai, plus de 4 000 participants, dont au moins 3 200 délégués. Un record. Alors qu'une bonne centaine d'interventions sont attendues, les débats devraient se polariser sur le rôle du syndicalisme, l'action face à la politique du gouvernement et l'enseignement (dans la perspective des élections du 3 décembre).

La résolution générale sur le syndicalisme (dont le projet a été rédigé par M. Roger Sandri, secrétaire confédéral chargé de l'organisation) ne traduira pas le moindre déplacement des positions traditionnelles de FO telles qu'elles avaient été rappelées dans un manifeste - « le syndicat qui reste un syndicat » - en janvier 1983, et dans une déclaration au précédent congrès de 1980. Comme la protection sociale, la politique internationale et certains thèmes sociaux traités en commissions, l'enseignement fera l'objet d'une résolution spécifique.

Avant les élections du 3 décembre qui devraient lui permettre de réaliser une percée au moins dans l'enseignement secondaire - où elle présente 2 000 candidats, le double du primaire - FO va ainsi réaffirmer avec solennité son choix de développer la syndicalisation des enseignants. M. Bergeron répètera sans doute qu'il n'y a ni OPA ni tentative de déstabilisation de la FEN. Mais il ne manquera pas de lui faire porter le chapeau de cette rupture du « contrat social » qui lors de la scission de la CGT en 1947, avait prévu tacitement que FO laisserait la FEN syndiquer les enseignants. La modification de la composition du conseil supérieur de la fonction publique - au profit de la CGT et au détriment de FO - a précipité la rupture, même si, pour certains, elle en a été

plus le prétexte que la cause. Quel qu'il en soit, la FEN, accusée de se comporter de plus en plus en « confédération », est bel et bien visée dans cette offensive auprès des enseignants, menée avec le concours actif de trotskistes du PCF, et le congrès confédéral va être une formidable caisse de résonance pour la campagne en cours.

### Unanimité

Au-delà de cette bataille, le quinze congrès de FO va offrir plusieurs visages. Ce sera à la fois celui de la victoire et de l'unanimité, celui de la déception et de la grogne. Ce sera enfin un congrès-charnière pour l'histoire de FO. Victoire parce que, depuis 1980, la centrale de M. Bergeron, dans un paysage de crise du militantisme syndical, a fortement consolidé ses assises (voir article de Jacques Kergat dans « le Monde de l'économie »).

Avec 115 000 adhérents revendiqués, de 15 000 à 16 000 sections syndicales et syndiqués, elle peut effectivement prétendre à la seconde place sur l'échiquier syndical. Loin de l'affaiblir, les consultations sociales nationales l'ont renforcé : 17,78 % aux élections prud'homales de 1982, 25,17 % aux caisses maladie et 24,89 % aux caisses famille en 1983, 16,9 % dans les entreprises du secteur nationalisé en 1984 pour les élections aux conseils d'administration. Certes, FO a encore du chemin à faire dans les entreprises du secteur privé, mais là aussi elle a réalisé une progression sensible et indéniable (le Monde du 15 mai 1984), même si, depuis quelques semaines, quelques résultats montrent que cette tendance n'est nullement irréversible.

Au Parc floral de Vincennes, M. André Bergeron va donc jouer sur du velours. Il a de bonnes chances d'être réélu président et de retrouver lors du vote sur son rapport général un score proche de son record de 1969 (94 %), supérieur en tout cas à ceux des précédents congrès (89,9 % en 1971, 84,74 % en 1974, 87,2 % en 1977 et 88,89 % en 1980). La victoire conforte l'unanimité.

Une telle situation s'explique à la fois par le bilan positif des quatre dernières années et par un renforcement de l'autorité de M. Bergeron - avec une concentration de la personnalité, - qui a su cimenter l'unité interne en défendant les principes traditionnels du syndicalisme dans une opposition totale et affranchie à ceux de la CFDT. Les « minoritaires », comme en 1980 déjà, ne devraient pas présenter de contre-projets de résolution (à Vichy, en 1977, deux textes des courants « socialistes-CERES » et « révolutionnaire » avaient obtenu ensemble 16 %), qu'il s'agisse des anarcho-syndicalistes proches de M. Alexandre Hébert, secrétaire général de l'UD de Loire-Atlantique, ou des trotskistes du PCF. Symbiose complète.

Mais le congrès de FO devrait aussi être celui de la déception et de la grogne. Réuni pour la première fois depuis le changement politique de 1981, le congrès va dresser un bilan sévère dont on trouve les traces dans le volumineux rapport général de 575 pages (qui inclut le livre de M. Bergeron) 300 jours, publié en septembre chez Flammarion). Dès l'élection de M. Mitterrand, Force ouvrière, satisfaite de l'alternance, n'avait pas dissimulé quelques inquiétudes. Social-démocrate pour l'essentiel au niveau de ses dirigeants, de son appareil et d'une bonne part de ses militants, FO cultive une tradition réformiste intimement plus proche de la SFIO que du Parti socialiste coopté par M. Mitterrand. Au sein des adhérents, le centre gauche le dispute quasiment à parité au centre droit.

### Conflits

« Le meilleur service que nous pouvons rendre à ceux qui détiennent maintenant le pouvoir est de rester nous-mêmes », avait affirmé M. Bergeron dès le 14 mai 1981. FO est effectivement restée elle-même, et on ne peut lui reprocher d'avoir glissé dans une dérive politicienne ou dans une opposition systématique. Elle n'a pas changé de langage avant et après le 10 mai 1981, mais elle s'est trouvée vite en conflit sur la présence des communistes au gouvernement, la manière de concevoir les nationalisations, « ce prétendu nouveau droit des salariés », les lois Auroux, et, bien sûr, l'émigration de la rigueur en juin 1982 (blocage des salaires) puis son basculement dans l'austérité en mars 1983 avec, au milieu du tunnel, la stagnation, voire la baisse du pouvoir d'achat. FO a signé depuis 1981 trois accords salariaux dans la fonction publique. Pour 1984, elle vient de ratifier l'accord salarial à la RATP, mais elle garde de 1982 et 1983 le souvenir d'« années noires ».

pour la politique conventionnelle, estimant, à juste titre pour le secteur public, que son dépréssionnement s'est nettement accentué en 1984. Les craintes d'une aggravation du chômage et d'une « explosion sociale » résultant directement du rigorisme gouvernemental alimentent quotidiennement le discours de FO, le comité confédéral national de janvier 1984 ayant considéré que « la politique économique et sociale du gouvernement a considérablement aggravé les conséquences de la crise ». Les difficultés du dialogue social n'ont cependant pas empêché FO de ratifier, malgré des réserves au sein de la commission exécutive - au début de 1984 le nouveau système d'assurance-chômage qui a abouti à une baisse globale de l'indemnisation.

Pour autant, FO est restée modérée dans son action, davantage que du temps de M. Barre. Si elle a refusé de nouveau, en janvier 1983 - en dehors de rencontres puis de manifestations communes sur la Pologne, - tout contact avec la CFDT, elle a tenu trois « sommets » avec la CGC et la CFTC sans qu'ils soient suivis de ripostes unitaires. Si elle a participé à deux grèves nationales dans la fonction publique, elle s'est contentée d'une grève nationale d'une heure au niveau interprofessionnel le 18 mai 1983. A Vincennes, la tonalité des interventions s'annonce déjà très dure contre le gouvernement - et sans doute contre le patronat, sur les salaires et la « flexibilité » de l'emploi. La Fédération de la chimie a déjà indiqué qu'elle mandaterait le congrès « pour prendre toute initiative interprofessionnelle nécessaire pour marquer le mécontentement profond de la classe ouvrière à l'égard de la politique sociale actuelle ». L'UD de Loire-Atlantique soutiendra « toute initiative » contre la « politique réactionnaire du gouvernement et du patronat ».

### Une « période-charnière »

Face à cette grogne, M. Bergeron - sur une analyse similaire à celle de la Fédération de la métallurgie - est plutôt réservé. Il ne prendra pas les devants comme au congrès de Vichy où il avait annoncé d'emblée une grève nationale de vingt-quatre heures pour le 24 mai 1977. Si, constate, en effet, une montée du mécontentement, il estime que c'est d'abord les militants qui rêvent d'un déchaînement par une grande grève. Or, dans le contexte actuel, il n'est pas de chances d'être suivis par leurs troupes. Le seraient-ils, ajoute un dirigeant fédéral, il y a peu d'espoir de voir le gouvernement changer de politique économique. En tout état de cause, si la pression s'avère irrésistible, M. Bergeron, qui commence à être déçu par M. Fabrig, fera en sorte qu'aucune date ne soit fixée pour une grève nationale interprofessionnelle.

Les assises de Vincennes marquent enfin une « période-charnière » dans l'histoire de FO. M. André Bergeron va remplir pour un ultime mandat. Mais, déjà, la bataille de succession est bel et bien engagée. Aux deux « prétendants » connus - M. Marc Blondel (quarante-six ans), ancien responsable de la Fédération des employés et cadres, et M. Claude Pitou (quarante-huit ans), ancien responsable des PTT, respectivement membre du bureau confédéral depuis 1980 et 1982 - s'ajoute de plus en plus, avec une bienveillance dans certaines unions départementales, un troisième, M. Claude Janet (quarante-deux ans), qui a quitté son UD de la Vienne en 1980 pour prendre en charge au sein du bureau confédéral les relations avec la presse. M. Bergeron choisira son successeur mais, le moment venu, « opposant » à ce régime.

Le secrétaire général de la CGT a également mis en cause « la clique militaire sanguinaire qui règne en Turquie », et rappelé que Kemal Ozgul, d'origine kurde, était un « opposant » à ce régime.

### En Haute-Saône l'ancien permanent de la CGT est licencié par son organisation

#### De notre correspondant

Arrive l'heure du congrès départemental, les 22 et 23 juin dernier, qui conforte M<sup>me</sup> Damora au secrétariat général, avec la bénédiction de la Confédération nationale. Mais M. Houel et ses amis parlent de « résultats faibles » et viennent à leur tour le 5 novembre de constituer un autre secrétariat départemental, où l'ancien patron de l'UD-CGT demeure permanent chargé de l'organisation.

les fédérations professionnelles entendent bien dire leur mot.

Dans l'immédiat, MM. Sandri (organisation), Giltier (femmes et tourisme) et Rouzier (international) vont quitter le bureau confédéral, qui va se trouver provisoirement ramené de quatorze à douze membres avec l'entrée d'un seul nouveau, M. Jean-Louis Duffaud, venant de l'UD de l'Hérault. D'aucuns s'attendent à voir le successeur dans le futur responsable de l'important secteur organisation. Mais M. Bergeron pourrait bien n'yoir le poison afin de ne donner prise à aucune interprétation de ce type. La répartition des tâches au sein du bureau confédéral, - qui sera élu comme la commission exécutive, par le comité confédéral national (fédération, plus UD) le 24 novembre - pourrait bien n'avoir lieu qu'en janvier prochain.

Logiquement - et statutairement - le congrès de la succession devrait avoir lieu à la fin de 1987, mais il n'est pas impossible qu'il soit avancé ou reculé en fonction de l'échec politique des élections présidentielles (déjà ce vingtième congrès a été retardé d'un an). Au Parc de Vincennes déjà, une première bataille va se livrer autour de la nouvelle commission exécutive. Celle-ci comprendra 35 membres. Or - ce qui est un record - il n'y a pas moins de 56 candidats (27 sortants dont une femme, 29 nouveaux dont aucune femme). A elles seules, les UD présentent 32 candidats (dont 21 nouveaux), ce qui correspond à un désir de rééquilibrer une commission exécutive actuellement dominée par les fédérations (21 membres contre 14 pour les UD). Mais il peut y avoir d'autres interprétations : des rivalités entre les UD elles-mêmes qui se consacrent parfois dans une même région, l'apparition de nouveaux hommes liés à certains des « prétendants », voire un jeu politique. Cette dernière hypothèse apparaît comme la moins crédible : l'« entrisme » du RPR (réel dans certains syndicats mais limité en général) et du PCF (plus perceptible dans l'enseignement) est insignifiant dans l'appareil, où les cartes restent pour l'essentiel distribuées entre les sympathisants - membres ou non - du PS ou de la Gauche démocratique et les nostalgiques de la SFIO. Une autre époque...

MICHEL NOBLECOURT.

### M. HENRI KRASUCKI A ASSISTÉ AUX OBSEQUES DE KEMAL OZGUL

Les obsèques de Kemal Ozgul, le jeune ouvrier turc tué le 10 novembre dans une usine d'Epône (Yvelines), ont eu lieu dans cette ville le 17 novembre, en présence de M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT. Le cortège, accompagné par M. Krasucki et une délégation de la CGT, devait être transporté le 19 novembre en Turquie.

« Les représentants d'un certain patronat (...) ont une lourde et grave responsabilité dans cette affaire, exactement comme les auteurs des campagnes racistes, dégradantes et dangereuses dans le récent meurtre de deux autres turcs à Châteaubriant », a déclaré M. Henri Krasucki, qui s'est élevé contre les « hypocrites » qui « ont trouvé scandaleux que les travailleurs, à l'appel de la CGT, réagissent au meurtre de Kemal Ozgul (...), car ils auraient voulu que nous pleurons en silence en cachant les véritables causes de ce drame ».

Le secrétaire général de la CGT a également mis en cause « la clique militaire sanguinaire qui règne en Turquie », et rappelé que Kemal Ozgul, d'origine kurde, était un « opposant » à ce régime.

AVIS D'APPEL  
DÈME PROJET F

AVIS D'APPEL  
DÈME PROJET F

AVIS D'APPEL  
DÈME PROJET F

AVIS D'APPEL  
DÈME PROJET F

AVIS D'APPEL  
DÈME PROJET F

AVIS D'APPEL  
DÈME PROJET F

AVIS D'APPEL  
DÈME PROJET F

AVIS D'APPEL  
DÈME PROJET F

AVIS D'APPEL  
DÈME PROJET F

AVIS D'APPEL  
DÈME PROJET F

AVIS D'APPEL  
DÈME PROJET F



# COOPÉRATION

« SORTIR DE L'HEXAGONIE », D'ANDRÉ FONTAINE ET PIERRE LI

## Une boussole très fiable

« Hexagonie... Il fallait y penser. Une maladie qui ne menait pas forcément la France... à l'agonie mais pourrait lui rendre la vie très difficile. C'est à le prouver qu'André Fontaine et Pierre Li viennent de consacrer un livre bâti à partir de matériaux du IX<sup>e</sup> Plan, mais dont l'architecture est assez éloignée de la plupart des rapports construits sur le thème de la coopération. Ils ont en effet élaboré pour le grand public, ses auteurs - tous deux journalistes - appliquant ce qu'ils préconisent à la fin de leur livre : la nécessité d'une meilleure communication.

Cette volonté quasi pédagogique aurait pu rendre le propos fade. Ce n'est pas le cas parce que André Fontaine et Pierre Li ont su équilibrer leur étude de petits faits vrais mais oubliés, et de tableaux révélateurs qui vous « éclatent au visage ».

« Nous ne sommes pas seuls sur la terre », affirme la première partie. Une preuve ? La boussole de notre petit déjeuner (café, thé, chocolat) est toujours importée ! Le ton est donné. D'autres formules frappantes parsèment ainsi les pages. « Il aura fallu près de dix-huit siècles pour tripler la population mondiale. Ce même résultat a été obtenu, à notre époque, en l'espace d'une vie humaine », lit-on au début de la deuxième partie sur « L'état du monde », mine de renseignements précieux non seulement sur la démographie, mais sur l'énergie, la mutation industrielle, l'urgence du savoir, puis sur chacun des pays ou des ensembles de pays qui composent sur cette planète : « Tout ce qu'il faut savoir » sur les Etats-Unis, l'URSS, le Japon, l'Europe, les pays-marchés (Chine, Inde, Islam, Afrique subsaharienne, Amérique latine).

Relevons quelques-unes des observations précieuses qu'offre cette série d'instantanés : « Au cours des dix dernières années, l'Europe n'aura créé que deux millions d'emplois contre cinq millions au Japon et dix-neuf millions aux Etats-Unis ». Ou encore : « Un équateur de la misère longe les frontières méditerranéennes des Etats-Unis, de l'Europe, de l'URSS, de la Chine et du Japon. Grosso modo, il y a autant d'hommes de part et d'autre : deux milliards. Mais on produit et on

consomme au nord les neuf dixièmes des biens de ce monde ».

Des graphiques et des cartes attirent l'œil. Signalons ceux où l'on suit la progression effrayante des villes de plus d'un million d'habitants dans les pays en développement de 1970 à l'an 2000 ; la chute brutale des commandes mondiales de chantiers navals de 1974 à 1979 ; la montée en puissance depuis 1972 des importations américaines de produits en provenance des pays du tiers-monde (ce qui permet de corriger le stéréotype sur le « j'm'en fichisme » des Etats-Unis à l'égard des pays en voie de développement).

Et la France, dans tout cela ? « La nécessaire est possible », affirment nos auteurs en ouvrant la dernière partie de leur ouvrage. Deux impératifs : compter sur soi, agir sur l'environnement. L'inventaire de nos forces et la renaissance de nos faiblesses ne portent pas à la mélancolie.

Nous avons bien sûr un retard dans les technologies de pointe qui intéressent le consommateur, mais beaucoup moins dans celles qui touchent à l'équipement (mécatronique, télécommunications, logiciels), sauf toutefois dans la robotique. Porter la recherche au niveau de celle des grands pays industriels et mieux former les travailleurs paraissent les tâches les plus urgentes.

La France a encore des messages à délivrer au monde, culturels, bien sûr, mais aussi politico-économiques. André Fontaine et Pierre Li dégagent bien ainsi trois lignes d'action : la recherche d'une réconciliation économique à l'échelle mondiale ; la consolidation de la construction européenne ; l'équilibre des rapports Nord-Sud.

Ceux qui ne frétilent qu'aux appels politiques reprocheront peut-être à nos auteurs de prendre leurs distances vis-à-vis des idéologies. Rappelons que la matière première fournie était très composite puisque extraite d'une commission d'une quarantaine de membres aux options très diverses. Le but, au reste, était de faire le point. La boussole fournie est particulièrement fiable.

PIERRE DROUIN.

\* Stock : 280 pages, 85 F.

## Nourrir les hommes

(Suite de la première page.)

Or certains de ces Etats disposent de matières premières qui nous font défaut. Pourquoi l'Europe, qui importe les trois quarts de son pétrole et le moitié des minerais dont elle a besoin, n'échangerait-elle pas sa sécurité d'approvisionnement contre une autre, faite de produits agricoles au profit de ceux qui en sont dépourvus, et cela par voie contractuelle et sur des bases qui évitent la dégradation des termes de l'échange au détriment des pays en voie de développement ? La plus élémentaire des justices, c'est aussi d'assurer un prix équitable aux produits agricoles exotiques plutôt que d'assister, navrés mais passifs, à l'effondrement économique des pays dont le café, le cacao, le riz, l'arachide sont les principales ressources.

Mais le développement d'échanges équilibrés, s'il est souhaitable parce qu'il est moteur d'expansion, ne constitue cependant qu'un moyen, pour l'instant très limité, de répondre à l'aspiration au mieux-être de plus de 400 millions de personnes gravement sous-alimentées. L'assistance alimentaire reste indispensable et pour longtemps encore. La Communauté y consacre quelque 700 millions d'ECU sur les 28 milliards d'ECU de son budget, ce qui est bien insuffisant.

Ici encore, la façon de donner vaut mieux que ce que l'on donne. Hélas ! nous ne sommes pas maîtres de l'utilisation sur le terrain de cette manne, qui est quelque fois providentielle pour les spéculateurs de toutes sortes ou pour les gouvernements afin de mieux assurer leur sécurité ou de mieux assurer leur réélection.

Est-ce un motif pour l'Occident de refuser à l'éthiopie communiste une aide alimentaire, sous prétexte que les opposants au régime, dont les régions d'origine sont les plus touchées par la famine, auront des difficultés à en bénéficier ? Souvent, pour de simples raisons de topographie ou de déséquilibre, les campagnes, qui sont toujours les plus démunies, sont écartées de la distribution. Partois

même, handicap supplémentaire, l'aide extérieure concurrence abusivement sur le marché leur petite production et les ruine en même temps qu'elle les décourage. Les donateurs ont le devoir de s'en soucier. Leur intérêt n'est pas de tuer la production locale, car l'assistance n'est pas une fin en soi. Sa totale pérenniation n'est pas plus financièrement possible qu'elle n'est moralement acceptable.

C'est pourquoi la meilleure utilisation des dons alimentaires consisterait, pensons-nous, à les vendre dans le circuit traditionnel à des prix raisonnables, non seulement pour compléter l'approvisionnement du pays concerné, mais pour donner aux autorités les moyens financiers d'accroître les moyens financiers d'accroître le complément direct de prix, les encourageant ainsi à développer leur production. Ce système de défalcation permettrait l'avantage d'établir les conditions de la réduction de la dépendance extérieure des pays en voie de développement pour la nourriture de leurs populations.

Parmi les dons, la fourniture de poudre de lait suscite bien des controverses, surtout lorsqu'elle est apportée à des populations qui se sont physiologiquement déshabituées du lait et ne disposent pas d'eau potable pour fabriquer une boisson acceptable.

Pourtant, il n'y a pas de problèmes techniques et sanitaires qu'on ne puisse résoudre, qu'on ne sache résoudre au prix d'une recherche appliquée. Le lait est un aliment complet, facile à distribuer dans les grandes agglomérations des pays en voie de développement, à condition de réaliser auprès de celles-ci de petites unités de reconstitution à partir de poudre de lait dégraissée et de beurre-olé. De telles unités fonctionnent déjà, et les organisations agricoles françaises vont tenter de les multiplier en Afrique en associant les Africains à leur gestion, ce qui aura en plus l'avantage de créer une activité industrielle et des emplois.

Ce faisceau de solutions complémentaires et convergentes peut être critiqué et le débat s'instaurer à n'en plus finir, sans avantage d'ailleurs pour les populations concernées. Mais il est un point qui rencontre un accord général et nourrit les discours, sans pour autant entraîner une mobilisation correspondante sur le terrain, c'est l'appui au développement des productions agricoles, notamment vivrières.

C'est ici que s'exprime, très concrètement la solidarité des paysans français à l'égard de leurs frères du tiers-monde. En 1975, pour pérenniser et approfondir les actions de secours engagées lors de la première sécheresse au Sahel, la FNSEA, les chambres d'agriculture, le crédit, la coopération, la Mutualité agricole et les Jeunes agriculteurs créèrent AFDI (Agriculteurs français et développement international). Cette association s'appuie sur quatorze associations régionales et soixante associations ou comités départementaux qui, mis en contact avec des groupements paysans, d'Afrique pour la plupart, établissent avec eux et financent des petits projets dont la modestie est paradoxalement « à la hauteur » du problème posé, parce que ces réalisations, placées sous la responsabilité des hommes de la terre, répondent à leur demande et correspondent à leurs besoins.

Ainsi, des puits ont été créés, des périmètres maraîchers rénovés, des magasins de stockage construits, des coopératives et mutuelles sont nées de l'initiative des uns et de l'appui des autres. Mais, plus encore que les micro-réalizations, ce sont les liens entre les hommes qui sont porteurs d'espérance, d'autant que les échanges s'apprécient désormais en termes de coopération et non plus de dépendance ou d'assistance.

Ces initiatives, pour exemplaires qu'elles soient, n'ont pas la prétention d'apporter une réponse à la mesure d'un tel défi. Pour y parvenir, il faudrait leur donner une dimension que les ressources possibles du seul monde paysan ne permettant pas

d'atteindre. Les Etats eux-mêmes rencontrant vite une limite à leur générosité. Celle-ci, mesurée à la richesse créée, se réduit en pourcentage chaque année. Peut-on alors trouver un relais dont le caractère pérenne garantirait le nécessaire suivi des actions de terrain ?

Oui, répond la FNSEA, mais c'est un vaste plan de développement à l'échelle mondiale qu'il faut mettre en œuvre, à l'image de ce plan Marshall qui a permis à l'Europe, après la dernière guerre, d'entreprendre son redressement économique.

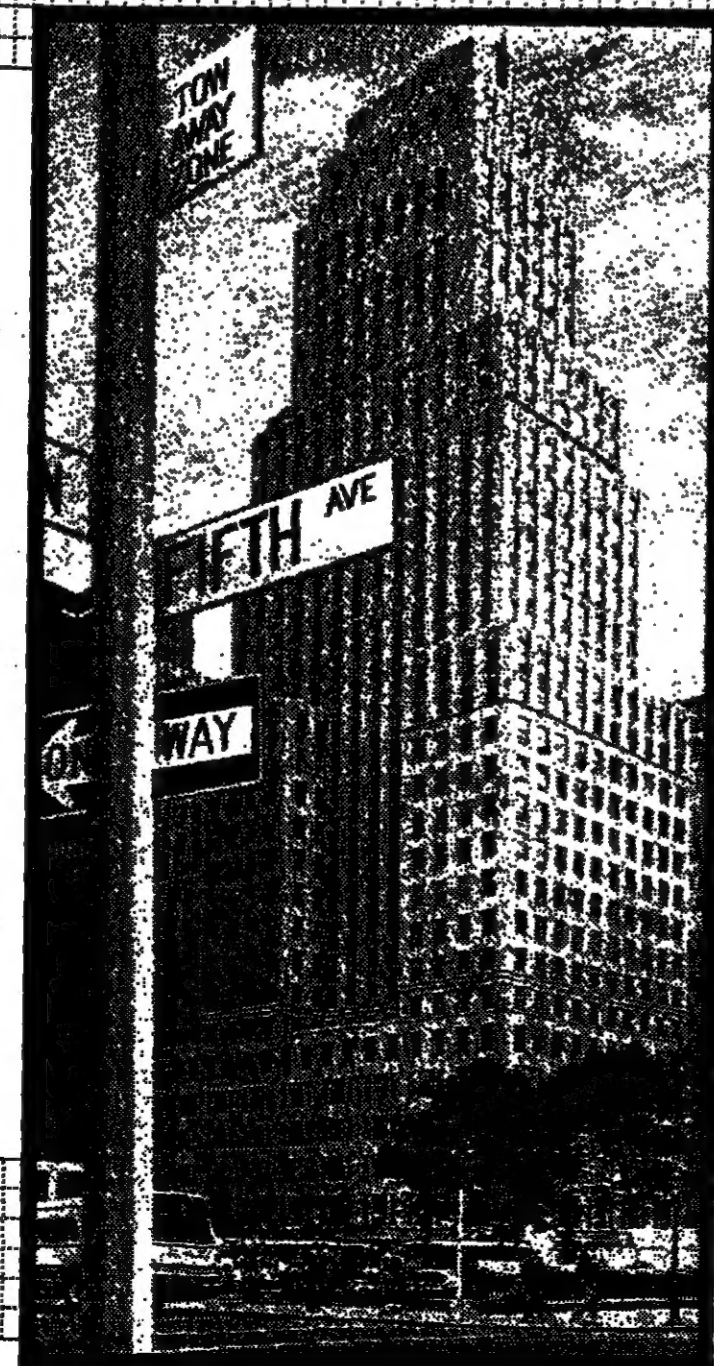
Si nous ne manquons pas d'outils pour la partie agricole de ce plan - la preuve en est faite, - nous avons aussi le souci d'en trouver le financement. A notre sens, il pourrait procéder d'une remise en ordre du commerce mondial des produits agricoles, commerce très perturbé par des pratiques de dumping qui n'ont même pas le mérite de profiter aux pays en voie de développement, souvent trop pauvres pour acheter, fût-ce à vil prix, les denrées alimentaires indispensables.

En fait, ce sont des pays développés et solvables, dont l'agriculture reste chroniquement déficitaire - telle l'URSS - qui profitent de l'anarchie des marchés mondiaux. Une bonne organisation de ceux-ci par les principaux pays producteurs (cinq pour les céréales) aurait un effet direct à la hausse sur les prix pratiqués jusqu'à ce que soit atteint le niveau de prix de revient le plus compétitif. Le gain ainsi obtenu, tant par les Etats dispensés de subventionner leurs exportations que par les producteurs mieux rémunérés, pourrait alors alimenter un fonds destiné à des actions exemplaires dans les pays en voie de développement.

C'est une grande ambition. Ce type d'organisation dérangeait sans doute des habitudes et peut-être même des intérêts ; mais que d'espoirs naîtraient là où règne la misère, que de mauvaises consciences s'en trouveraient disculpées là où l'abondance s'apparente à une calamité.

FRANÇOIS GUILLAUME.

## AVEC 450 F DEVEZ-VOUS COPROPRIÉTAIRE D'UN IMMEUBLE DE BUREAUX, FIFTH AVENUE A NEW-YORK



450 F est le prix (valeur 30 avril) de l'action Rodamco cotée en bourse. L'achat d'une seule action Rodamco suffit pour devenir copropriétaire d'un portefeuille immobilier international diversifié qui comprend des programmes commerciaux de première catégorie. Rodamco possède, par exemple, par le biais de sa participation dans Hexalon, l'immeuble de bureaux, 745 Fifth Avenue, à New-York. Rodamco gère un actif net de l'ordre de 3,3 milliards de F, dont la moitié environ a été placée aux USA, avec des résultats très satisfaisants et d'excellentes perspectives.

Comme il ressort du rapport annuel, les investisseurs ont pu récolter les fruits de la politique de Rodamco : le résultat global d'un placement en actions Rodamco aura été de 24,3% sur 12 mois. Un résultat intéressant ? Pour de plus amples informations, il vous suffit d'envoyer le bon ci-dessous.

**RODAMCO: LE FONDS IMMOBILIER DU GROUPE ROBECO**

Rodamco, Postbus 973, 3000 AZ Rotterdam, Pays-Bas.

Nom : \_\_\_\_\_ (caractères d'imprimerie s.v.p.)

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal et ville : \_\_\_\_\_

**RODAMCO**

**PLANS/CONTRECALQUES**  
COPIES GRAND ET TRES GRAND FORMAT AGRANDISSEMENT REDUCTION  
ETRAVE 38, av. Daumesnil PARIS 12<sup>e</sup> ☎ 347.21.32

### AVIS D'APPEL D'OFFRES : DEUXIÈME PROJET FERROVIAIRE SNCZ

Dans le cadre d'un financement de la Caisse centrale de coopération économique (CCCE), la Société nationale des chemins de fer zairois lance un appel d'offres pour la fourniture d'un lot de wagons porte-conteneurs ainsi qu'un lot de pièces de rechange y afférent.

Ne pourront être admis à participer à cette adjudication que les entreprises ayant, d'une part, leur siège social ou leur domicile en France ou dans un pays de la zone franc, ou dans l'Etat où est réalisé l'investissement et dont, d'autre part, le capital est détenu et la direction effective assurée par des ressortissants de ces Etats et/ou des ressortissants français.

Le dossier complet d'appel d'offres est constitué de :

- 1°) Le cahier général de charges pour les marchés de fourniture ;
- 2°) Les conditions techniques générales pour la construction de wagons porte-conteneurs à hautes rabattantes ;
- 3°) Un jeu de plans tel que décrit dans les conditions techniques générales.

Le dossier d'appel d'offres sera mis en vente le lundi 5 novembre aux endroits suivants :

1. OFERMAT, 38, rue La Bruyère - F 75009 PARIS
2. AGENCE SNCZ, 108, rue d'Arion - B 1040 BRUXELLES Z
3. Bureau de liaison SNCZ - Avenue du Port, KINSHASA
4. Département des approvisionnements SNCZ, LUBUMBASHI

Le prix du dossier est fixé à 1 000 FF ou 7 000 FB ou 4 000 Z.

L'ouverture des offres aura lieu en séance publique le mardi 15 janvier 1985 à 9 h 00 locales, dans la salle de réunions de la délégation générale SNCZ, place de la Gare, à LUBUMBASHI.

### APPRENEZ L'ANGLAIS

- programme de formation
  - préparation aux examens universitaires
  - cours spéciaux, vacances de Noël à Londres
- MAYFAIR INSTITUTE, 34, rue Vignon 75008. Tél. 286-18-75



**Avis d'appel d'offres international**  
République fédérale islamique des Comores

Le Directeur Général des Travaux Publics de la République Fédérale islamique des Comores invite les entreprises à soumissionner pour la fourniture de matériels de maintenance et d'un remorqueur pour le port de Mirusumudu.

Lot n° 2.1 - Neuf élévateurs de 4 tonnes  
Trois élévateurs de 12 tonnes.  
Lot n° 2.2 - Six tracteurs de 75 CV.  
Lot n° 2.3 - Deux remorqueurs de 8 tonnes  
Huit remorqueurs de 25 tonnes.  
Lot n° 2.4 - Deux grues mobiles de 40 tonnes à 3 mètres.  
Lot n° 2.5 - Douze transpalette de 3 tonnes.  
Lot n° 3 - Remorqueur de port de 1 500 CV.

Les soumissionnaires devront être acceptés par les organismes de financement, la BADEA pour le lot n° 2, la KfAO pour le lot n° 3.

Les soumissions pour un ou plusieurs lots sont possibles.

Les dossiers d'appel d'offres (en français) des lots 2 ou 3 peuvent être obtenus à partir du 19 novembre 1984 auprès du

BCEOM - Division PVN  
15, square Max-Hymans, 75741 PARIS (France)  
Tél. : (1) 320-14-10 - Telex : 250618 F

sur présentation d'une demande écrite et accompagnée d'un chèque bancaire de 500 francs français.

**RÉPUBLIQUE D'HAÏTI**  
**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS**  
**TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS**  
**DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS**  
**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**  
**LOT B3**

Le ministre des TPTC annonce aux intéressés que le lot B3 concernant l'appel d'offres international lancé le 14 juin 1984 n'a pas été adjugé. Le dossier technique restant inchangé, le ministre des TPTC invite les fournisseurs nationaux et étrangers à soumettre leurs offres pour la fourniture de véhicules légers de contrôle et d'exploitation objet du lot B3 devant équiper le service métropolitain de collecte des résidus solides (SMCRS) dans le cadre du projet de drainage des eaux pluviales de Port-au-Prince.

L'équipement à acquérir comprend :

- 7 véhicules tout terrain diesel,
- 6 pick-up 4 x 4 diesel,
- 1 fourgon atelier vitre diesel.

Tout le matériel devra être livré en état de marche au siège du SMCRS à Port-au-Prince - Haïti.

Le projet étant partiellement financé par un prêt de la banque interaméricaine de développement (BID), seules les fournitures provenant des pays membres de la BID seront acceptées.

Les soumissionnaires intéressés peuvent consulter ou obtenir les documents de base (contenant les détails et spécifications des équipements à acquérir) et les conditions de cet appel d'offres au siège du service du génie urbain 49, avenue John-Brown (3<sup>e</sup> étage) Port-au-Prince, Haïti tous les jours ouvrables de 8h00 AM à 2h00 PM à partir du 19 novembre 1984 contre une valeur de cinquante dollars US (US DLR\$ 50,00) à verser par chèque certifié et non remboursable.

Le type d'appel d'offres est à prix unitaire pour le matériel demandé. L'adjudication s'effectuera sur la base de l'offre la mieux adaptée aux conditions d'utilisation et moindre coût à l'acquisition ainsi qu'à l'exploitation.

La remise des offres est fixée au 20 décembre 1984, jusqu'à 1 h PM heure locale. L'ouverture aura lieu en séance publique dans la salle de conférences du service du génie urbain le même jour à 1 h30 PM.

**TELEX PARTAGE**  
ETRAVSEVICE TELEX - 347.21.32

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Avec nous détenez le privilège d'être associé.

Pour augmenter son capital, la Société Générale procède du 12 au 23 novembre inclus à une offre publique de souscription à 1 071 894 certificats d'investissement privilégiés, jouissance : 1<sup>er</sup> juillet 1984. Le prix d'émission est de F 560. Les certificats d'investissement privilégiés de la Société Générale bénéficient d'un dividende prioritaire cumulé de F 25 par certificat en année pleine (F 12,50 au titre de 1984), auquel peut, s'ajouter, avant toute distribution aux actions ordinaires, un dividende complémentaire fixé annuellement par l'Assemblée Générale.

Les certificats d'investissement privilégiés suivent le régime fiscal des actions : avoir fiscal, abattement de F 3 000, CEA, détaxation du revenu investi en actions françaises. L'admission des certificats d'investissement privilégiés à la Cote Officielle de la Bourse de Paris aura lieu dans le courant du mois de décembre 1984. La note d'information (visa COB n° 84-257 en date du 19 octobre 1984) peut être obtenue sans frais auprès des Banques et Agents de Change. BALO du 5 novembre 1984.

**CERTIFICATS D'INVESTISSEMENT PRIVILÉGIÉS  
DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**  
**POUR ÊTRE MIEUX ASSOCIÉ AUX RÉSULTATS**



**SOCIÉTÉ GÉNÉRALE**

## CONJONCTURE

Au « Grand Jury RTL-le Monde »

**L'ORIENTATION DU BUDGET 85  
N'ÉTAIT PAS LA LUTTE CONTRE  
LES INÉGALITÉS, a déclaré  
M. Claude Evin (PS).**

Invité du « Grand Jury RTL-le Monde », le 18 novembre, M. Claude Evin, député PS et président de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales à l'Assemblée nationale, a reconnu, à propos de la réduction d'impôts prévue dans le projet de budget pour 1985, que « l'orientation première de ce budget n'était pas la lutte contre les inégalités ».

Le député PS a, de nouveau, regretté que le gouvernement, puis le groupe socialiste, aient proposé la suppression de 1 % pour la Sécurité sociale en affirmant : « Je pense que nous avons perdu là une chance de poser d'une manière nouvelle le problème de la protection sociale ».

Parlant d'autres sujets d'actualité, M. Claude Evin devait notamment aborder le dossier de la modernisation des entreprises et a souligné que celle-ci « ne doit pas se faire au détriment des conditions de travail des salariés ». « Il n'y a pas de temps à perdre pour réaliser cette modernisation, afin de rester compétitif, mais ce n'est pas une raison pour négliger la négociation sociale », a poursuivi M. Evin, qui a déploré que « l'introduction des nouvelles technologies soit parfois un moyen de régler les problèmes de sureffectifs » et estimé que la négociation sur l'emploi engagée chez Renault constitue « un exemple à suivre qui doit être étendu ».

#### FAITS ET CHIFFRES

##### Affaires

« Wonder : l'interyndicale obtient un plan social. - L'interyndicale (COT, CFDT, CGC) de la société Wonder (pièces électriques) a indiqué, le 19 novembre dans un communiqué, qu'elle a obtenu de

M. Bernard Tapie, nouveau PDG, l'engagement d'élaborer un plan social concernant 642 suppressions d'emplois (sur 2 247 salariés). Ce plan sera remis aux élus du comité central d'entreprise et négocié lors de la prochaine réunion de cet organisme le 28 novembre.

##### Équipement

« Centrale nucléaire de Civaux (Vienne) : début des travaux fin 1985. - L'ouverture de la centrale nucléaire de Civaux (Vienne) aura lieu durant le dernier trimestre de 1985, a annoncé M. Raoul Cartraud, président (PS) du conseil régional de Poitou-Charentes, le 17 novembre. M. Cartraud a indiqué qu'il avait eu confirmation de cette date par un télégramme de M<sup>me</sup> Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur. Le ministre précise que « les travaux de génie civil nécessiteront au départ un effectif d'une centaine de personnes sur place, et atteindront cinq cent cinquante à sept cents personnes au moment de la commande de la cuve ». Lors de son voyage en Poitou-Charentes, en novembre 1983, M. Mitterrand avait pris des engagements devant les assemblées régionales sur la construction de cette centrale dont l'avenir était devenu incertain avec la réduction du programme électronucléaire français.

##### Étranger

« Canada : le gouvernement veut démasquer les faux chômeurs. - Le gouvernement canadien envisage d'engager mille fonctionnaires pour démasquer les faux chômeurs et récupérer des arriérés fiscaux dans l'espoir de faire rentrer 600 millions de dollars canadiens dans les coffres de l'Etat en 1985. Le ministre des finances entend placer des fonctionnaires supplémentaires dans les centres d'emplois du pays pour vérifier si les bénéficiaires d'allocations de chômage y ont bien droit.

##### Social

« Perturbations sur la ligne C de RER. - Le service SNCF de banlieue de la ligne C du RER a été très perturbé, le lundi 19 novembre, en raison d'un arrêt de travail des agents de conduite de la région de Paris-Sud-Ouest. Ces agents revendiquent des nominations au grade supérieur.

« L'équilibre financier de l'UNEDIC. - Siôt terminé le congrès FO, M. André Bergeron demandera audience au président de la République, au premier ministre et au président du CNPF, pour aborder les questions de « l'équilibre financier du système d'aide aux chômeurs, mais aussi [de] la situation des chômeurs en fin de droits et (...) de ceux qui ne peuvent prétendre à rien ». Dans sa déclaration, prononcée à Marseille le 17 novembre, le secrétaire général FO a estimé que « l'équilibre financier de l'assurance-chômage sera assuré jusqu'aux vacances de 1985 ».

#### LA POLITIQUE DES PRIX EN 1985

### Le lent cheminement vers la liberté

Le gouvernement prendrait-il un risque en libérant complètement les prix des produits industriels ? Telle est bien la question que s'est longuement posée M. Bérégovoy avant la réunion, lundi 19 novembre, du Comité des prix. Car sur le désir du ministre de l'économie et des finances de choisir dans ce domaine - comme dans d'autres - la solution la plus libérale, le doute n'est plus permis.

Pour rendre confiance aux chefs d'entreprise, pour retrouver auprès d'eux une crédibilité assez largement entamée par les excès - « structurels » et verbaux - du début du septennat, pour consolider la reprise de l'investissement qui se dessine, M. Bérégovoy est prêt à donner beaucoup de gages et à prendre quelques risques : assouplissement du contrôle des changes, baisse des taux d'intérêt, libération des prix. C'est la raison pour laquelle de nouvelles libérations de tarifs de produits manufacturés (électronique, téléviseurs, autoradios, bijouterie, certaines pièces détachées pour l'automobile) et de services industriels (location de véhicules d'entreprise et de travaux publics, bois industriels, photographie professionnelle...) devaient être annoncées en ce début de semaine.

La conjoncture est favorable : les entreprises veulent depuis quelques mois leurs résultats s'améliorer rapidement grâce, d'une part, au freinage de leurs charges salariales et fiscales, et d'autre part, à des augmentations de prix qui, pour les pro-

duits manufacturés, avoisinent 7 % l'an (au niveau des prix de détail). Les profits s'améliorent nettement depuis six mois, on peut penser que l'industrie, si elle bénéficie d'une totale liberté, n'aurait pas - besoin de recourir à de fortes hausses de prix.

Le gouvernement n'a cependant pas voulu sauter le pas. Non seulement les services (autres qu'industriels) et le commerce resteront strictement réglementés, mais l'industrie ne retrouvera que progressivement sa totale liberté de manœuvre. Nous n'en sommes pas encore là et des secteurs aussi névralgiques que l'automobile resteront cruellement cette année.

La crainte demeure en effet dans les milieux gouvernementaux que des hausses de prix se produisent non seulement dans les firmes dont la situation financière ne s'est pas améliorée - ou pas suffisamment, - mais aussi dans celles qui, même si leurs profits sont redevenus satisfaisants, relèveront leurs tarifs pour autofinancer des investissements importants. Il semble que certains industriels aient exprimé auprès des pouvoirs publics cette volonté tactique. Du coup, le gouvernement a estimé que la conjonction de ces deux motifs de hausses aurait pour résultat d'élargir les prix de revient de l'ensemble de l'économie par diffusion dans toutes les entreprises. C'est pour éviter que ne se produise pareil engrenage que M. Bérégovoy a dû modérer ses ardeurs « libérales » ou libératrices...

Ajoutons que l'amélioration des profits des entreprises en 1984, quand elle sera tout à fait officielle, aura pour résultat de rendre les salariés plus exigeants en matière de rémunération. Le risque n'est donc pas mince - malgré la monnaie du chômage - que se produisent quelques tensions sur les salaires.

Les pouvoirs publics n'ont donc peut-être pas tort de procéder lentement en matière de prix, comme en matière de contrôle des changes. Car tout accident de parcours qui se révélerait (plusieurs mauvais résultats en matière de commerce extérieur ou de balance des paiements courants par exemple) ou en matière d'indices des prix mettrait le gouvernement en mauvaise posture et le plèbiscite devant un choix décisif : ne rien faire et laisser des dérapages graves se produire (sur les changes ou d'inflation) ; revenir sur ce qui a été accordé, encadrer de nouveau, contrôler, bloquer. L'effet serait alors désastreux parce qu'il apparaîtrait comme l'échec de la politique libérale mise en œuvre par le nouveau gouvernement.

Entre deux maux, il faut, dit-on, savoir choisir le moindre. Le gouvernement a choisi. Reste à savoir quand l'économie française trouvera une conjoncture plus favorable à la libération totale des prix. La question conserve toute son importance, comme on le voit pour l'industrie automobile.

ALAIN VERNHOLLES.

**L'OUVRAGE DE SYNTHÈSE TANT ATTENDU**  
**POLITIQUE SOCIALE dans la FRANCE CONTEMPORAINE - Le social face à la crise -**  
Par Michel Laroque ENA - Docteur en Droit - Maître de conférences à l'I.E.P. de Paris

Extrait de la Préface de Madame Nicole Questiaux  
« Michel Laroque a fait de la politique sociale son métier ; son livre se veut un passeport pour ce champ de connaissances, un encouragement à la curiosité, un outil pour de nouvelles vocations ».

Aux ÉDITIONS STH Sciences et Techniques Humaines (310 pages)  
6, Av. Louis Huez - 75016 Paris  
527.10.15 - Prix public 105 F

#### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

##### UNI-ASSOCIATIONS

##### SICAV DU CRÉDIT AGRICOLE

Le conseil d'administration de cette SICAV, réuni le 7 novembre 1984, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 28 septembre 1984. Le dividende proposé aux actionnaires s'élève à 10,79 F par action, dont 0,17 F d'impôt déjà payé, soit un dividende net de 10,62 F. Ce dividende net est exonéré d'impôt pour les organismes sans but lucratif.

L'assemblée ordinaire est convoquée pour le mercredi 12 décembre 1984 à 10 heures dans les locaux de la CNCA, 91-93, bd Pasteur, Paris 19<sup>e</sup> sur l'ordre du jour suivant :

- 1<sup>re</sup>) Lecture des rapports du conseil d'administration et du commissaire aux comptes sur les comptes du premier exercice social ;
- 2<sup>de</sup>) Lecture du rapport spécial du commissaire aux comptes ;
- 3<sup>de</sup>) Approbation du bilan et des comptes de l'exercice clos le 28 septembre 1984 ;
- 4<sup>de</sup>) Affectation des résultats et fixation du dividende ;
- 5<sup>de</sup>) Nomination d'un administrateur.

Dans le cas où le quorum ne serait pas atteint pour cette assemblée, une deuxième convocation est prévue, au même endroit, le vendredi 21 décembre à 10 heures.

Les actionnaires, qui désirent assister ou se faire représenter à cette assemblée, doivent s'adresser à leurs bourses de Crédit agricole mutual ou à la CNCA pour faire immobiliser leurs titres au moins cinq jours avant l'assemblée.

L'avis préalable à l'avis de convocation est paru au « BALO » du 12 novembre 1984.

##### SEFIMEG

Les actionnaires sont informés que la décision prise par l'Assemblée ordinaire du 7 juin 1984 d'adopter, forme exclusive nominative, l'ensemble des titres de la Société, a été, selon les modalités d'application retenues par le Conseil d'administration, à compter du 5 novembre 1984.

En raison des contraintes matérielles inhérentes à cette opération, et dans but d'éviter des difficultés à l'occasion de transactions sur le marché boursier, il a été décidé, en accord avec la Chambre syndicale des agents de change, de fixer au 22 mars 1985 la date à partir de laquelle les négociations portant sur des titres de la Société s'opéreront exclusivement sous la forme nominative.

**Epargne Long Terme**  
**Sicav du Crédit Mutuel**  
RC PARIS 8 325 846 218  
Siège Social : 88-90, rue Cardinet 75017 PARIS

**SITUATION AU 30 SEPTEMBRE 1984**

Nombre d'actions en circulation :	57 677
Actif net (en F.F.) :	81.127.515
Valeur liquidative d'une action (valeur de rachat) :	1.088,85
Progression sur le trimestre écoulé :	+ 5,86 %

(Sicav ouverte au public le 45 juin 1984)

Depositaire : Caisse Centrale du Crédit Mutuel



## MARCHÉS FINANCIERS

**BILAN HEBDOMADAIRE  
DE LA BANQUE DE FRANCE**

Principaux postes sujets à variation.	
(en millions de francs)	
ACTIF	Au 8-11-1984
1) OR ET CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	408 541
dont :	
Or .....	258 097
Disponibilités à vue à l'étranger .....	86 333
ECU .....	73 845
Avances au Fonds de stabilisation des changes .....	15 468
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	18 151
dont :	
Comptes au Trésor public .....	17 540
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	198 850
dont :	
Effet escompté .....	86 217
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE À RECEVOIR DU FECON	73 983
5) DIVERS	7 743
Total .....	<u>704 680</u>
PASSIF	
1) BILLET EN CIRCULATION	196 519
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	14 476
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	23 386
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	77 594
dont :	
Comptes courants des établissements extérieurs à la constitution des réserves .....	12 054
5) C/A LIVERER AU FECON	73 845
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	302 814
7) CAPITAL ET FONDOS DE RÉSERVE	2 917
8) DIVERS	<u>14 109</u>
Total .....	<u>704 680</u>

## LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES		
Indice au premier de base 100 en 1949	9 nov.	16 nov.
Valeurs francs, à revenu variable	1 629,9	1 637,9
Valeurs francs, à revenu fixe	2 427,2	2 360,0
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs francs, à revenu variable	221,2	221,2
Valeurs francs, à revenu fixe	463,7	218,0
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises		
à 9 nov. (base 100 en 31-12-1991)	182,2	182,2
Dont Valeurs étrangères	182,2	182,2
Micro-verse	186,2	186,2
Métallurgie	109,6	109,6
Chimie	231,2	227,2
Matières, mat. comm., trans. publics	115,0	113,0
Commerce	147,8	149,0
Industrie électrique	201,5	205,0
Automobile et accessoires	322	317,7
Industrie de consommation, non alim.	108,8	108,8
Agro-alimentaire	266	266
Distribution	124,9	128,0
Transports	178,7	181,0
Services	221,8	221,8
Assurances	167,4	167,4
Banques	242,1	239,0
Immobilier et foncier	180,7	180,7
Investissements et portefeuille	218,9	221,0
Base 100 : 28 décembre 1980		
Valeurs françaises	111,1	111,1
Emprunts d'étrangers	111,1	111,1
Emprunts garantis et non garantis	111	110,0
Sociétés	111,1	111,1
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et non garantis	97,6	97,6
Sociétés	108,1	108,1
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE		
Base 100 : 31 décembre 1991		
Indice global	180,5	180,5
Produits de base	171,3	170,0
Construction	116,2	116,1
Industrie d'équipement	116,4	116,4
Industrie de consommation, durable	188,1	188,1
Biens de consommation, non durables	254,2	254,2
Industrie de conseil, accessoires	244,3	245,0
Services	162,8	163,0
Industrie de biens de consommation	228,1	228,1
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	157	160,0
Industries industrielles	180,9	181,0
JOURNEES REGIONALES		
Base 100 : 31 décembre 1991		

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**MICHELLEN SE PORTE MOEURS.** — Après un premier semestre sans grand relief au regard des ventes mensuelles des vestons en volume, le chiffre d'affaires a enregistré 7,9 % de 20,73 milliards de francs, le groupe, apprenant-on de sources sûres, aurait réalisé une excellente performance pour le troisième trimestre. On ignore l'augmentation exacte du chiffre d'affaires, mais celle-ci serait très forte. Pour les neuf mois, elle ressort à 11 %. La progression de la marge brute serait également importante. Pour le premier semestre, elle atteint 61 millions de francs au lieu des 46 millions de 779 millions au 30 juin 1983, ce qui fait 251 millions de francs si l'on tient compte des 360 millions de pertes de charges.

Hors impact des variations monétaires, le MBA, pour l'exercice 1984 en entier, avoisinerait 1 milliard de francs. En d'autres termes, son montant pour le second semestre serait de l'ordre de 750 millions de francs. Cette amélioration importante des résultats, dont tout permet de dire qu'elle s'est effectivement produite, est imputable aux succès du pœu MCV, à celui du pœu temps (X44) aux Etats-Unis, qui démarre très fort, enfin au score réalisé par Michelin sur le marché poids lourds américain, dont le groupe détient maintenant une part supérieure à 45 % (contre 25 % à l'entrée).

**BASE.** — Pour les neuf premiers mois, les bénéfices avant impôt du groupe progressent de 75,6 % pour atteindre 1,84 milliard de deutschemarks. Ce résultat a été obtenu avec un chiffre d'affaires consolidé accru de 16,1 % à 31,97 milliards de deutschemarks. Le développement de l'activité a été particulièrement marqué aux Etats-Unis (+ 30 %).

Pour l'exercice 1984 en entier, BASF compte dépasser le cap des 40 milliards de deutschemarks.

## INDICES QUOTIDIENS

	15 nov.	16 nov.
Valeurs françaises .....	119	118,8
Valeurs étrangères .....	91,3	91,6

CL DES AGENTS DE CHANGE

### DES AGENTS DE CHANGE

	15 nov.	16 nov.
Indice général .....	180,5	181

**TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE**

**RS DU DOLLAR A TOKYO**

	16 nov.	19 nov.
1 dollar (per ounce)	742.49	743.79

\_\_\_\_\_

Dans la quatrième colonne, figurent les cours en pourcentages, des cours de la

**BOURSE DE PARIS Comptant 16 NOVEMBRE**

VALEURS	% de mou.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours		
13.5	28.35	0.386	Banque de France	310	320	SCAC	112	110	SECOND MARCHÉ			Hors-cote				
15.5	43.01	3.982	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	225
15.5	3.082	3.082	Compt. d'Escompte	556	578	Sonac	205	201	A.E.P.-R.D.			1756	1740	Alex	220	

## Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -	Compteur	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	% + -
1710	4.5 % 1873	1725	1725	1725	- 0 28	2880	Essex	2940	2940	2940	...	1710	4.5 % 1873	1725	1725	1725	- 0 28	2880	Essex	2940	2940	2940	...	1710	4.5 % 1873	1725	1725	1725	- 0 28	2880	Essex	2940	2940	2940	...



—